



Investir dans les populations rurales

## Comité de l'évaluation

Cent trente-troisième session  
Rome, 18 juin 2026

---

# République du Honduras

## Évaluation de la stratégie et du programme de pays

---

Cote du document: EC 2026/133/W.P.7

Point de l'ordre du jour: 8

Date: 21 mai 2026

Distribution: Publique

Original: Espagnol

### **POUR: EXAMEN**

**Mesures à prendre:** Le Comité de l'évaluation est invité à examiner l'évaluation de la stratégie et du programme de pays pour la République du Honduras.

---

---

#### **Questions techniques:**

##### **Indran A. Naidoo**

Directeur

Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA

courriel: [i.naidoo@ifad.org](mailto:i.naidoo@ifad.org)

##### **Steven Jonckheere**

Responsable principal de l'évaluation

Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA

courriel: [s.jonckheere@ifad.org](mailto:s.jonckheere@ifad.org)

---

# Table des matières

**Remerciements** **ii**

**Résumé** **iii**

## **Appendice**

Informe principal: República de Honduras - Evaluación de la estrategia  
y el programa en el país **Error! Bookmark not defined.**

## Remerciements

La présente évaluation de la stratégie et du programme de pays pour la République du Honduras a été menée par Steven Jonckheere, responsable principal de l'évaluation au Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE), avec le concours de Valeria Jesi Galletti, responsable de l'évaluation, et de Hannah den Boer, analyste chargée de l'évaluation à IOE. Ont également contribué à l'évaluation une équipe de consultants composée de Guillermo Alvarado, José Antonio Peres Arenas, Daniel Wiesner et Melvin Fajardo. Carlotta Benvenuti, assistante d'évaluation à IOE, a fourni un appui administratif et logistique tout au long de l'évaluation.

Le projet de rapport a bénéficié des observations issues de l'examen par les pairs mené par l'équipe d'IOE. Paolo Silveri, responsable supérieur de l'évaluation, et Mona Fetouh, Directrice adjointe d'IOE, ont formulé des observations aux étapes clés de l'évaluation pour l'améliorer, sous la supervision générale de Indran A. Naidoo, Directeur d'IOE.

IOE remercie le Ministère de l'agriculture et de l'élevage du Gouvernement hondurien, en particulier l'Unité de gestion des projets, ainsi que les autorités nationales et locales qui ont facilité le travail de terrain et le dialogue avec les différents acteurs. Ses remerciements vont aussi aux équipes des projets appuyés par le FIDA, aux organisations de producteurs, aux administrations municipales, aux institutions financières, aux partenaires de coopération et aux autres parties prenantes pour leur disponibilité et pour les connaissances et les expériences qu'ils ont partagées tout au long de l'évaluation.

## Résumé

### A. Contexte

1. Le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) a procédé à l'évaluation de la stratégie et du programme de pays (ESPP) pour la République du Honduras, conformément au programme de travail approuvé par le Conseil d'administration du FIDA à sa cent quarante-deuxième session, tenue en septembre 2024. Cette ESPP est la deuxième menée à l'échelle nationale au Honduras et couvre la période 2013-2024. Elle a été réalisée conformément à la Politique révisée de l'évaluation au FIDA (2021). Le coût des six projets d'investissement couverts par l'ESPP est estimé à 203,3 millions d'USD, dont 75,3 millions d'USD ont été financés par le FIDA. Le Gouvernement hondurien, d'autres cofinanceurs et les participants aux projets ont apporté le reste du financement.
2. **Objectifs.** Dans le droit fil du Manuel de l'évaluation du FIDA (2022), l'ESPP avait deux grands objectifs: i) examiner les résultats et la performance de la stratégie et du programme du FIDA au Honduras; ii) dégager des constatations et des recommandations afin d'orienter la collaboration entre le FIDA et le Gouvernement hondurien, le but étant d'accroître l'efficacité du développement et de promouvoir un développement rural durable. L'évaluation a aussi porté sur les suites données aux recommandations formulées dans l'ESPP précédente. Les constatations, les enseignements tirés et les recommandations de l'évaluation serviront à éclairer l'élaboration de la prochaine stratégie de pays du FIDA.
3. **Contexte du pays.** Le Honduras est un pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, comptant une population estimée à près de 10,6 millions d'habitants, dont environ 45% vivent en zone rurale. Malgré certains progrès macroéconomiques, le pays fait face à des niveaux élevés de pauvreté et d'inégalités, surtout en milieu rural. La pauvreté touche plus de 60% de la population rurale, dont une part importante vit dans l'extrême pauvreté.
4. L'économie hondurienne est particulièrement vulnérable aux chocs externes et aux phénomènes climatiques extrêmes, tels que les sécheresses, les inondations et les ouragans, qui frappent de manière disproportionnée les moyens d'existence des populations rurales. L'insécurité alimentaire et la malnutrition sont encore des problèmes structurels, notamment dans le couloir sec, où l'accès à une alimentation nutritive en quantité suffisante reste limité et où les effets des changements climatiques aggravent les vulnérabilités.
5. Le Honduras connaît des taux élevés de violence et de féminicides, qui sont nettement supérieurs à la moyenne régionale. Cette situation nuit à l'économie et limite les perspectives, en particulier pour les jeunes ruraux. Ces dernières années, la gouvernance et les institutions ont été fragilisées par les clivages politiques, la corruption et l'asservissement de l'État, ce qui a sapé la confiance des citoyens, entravé le fonctionnement des services publics et creusé les inégalités.
6. Les inégalités de genre et d'autres formes d'exclusion sociale demeurent marquées en milieu rural. Les femmes, les jeunes, les peuples autochtones et afro-honduriens, et les personnes handicapées se heurtent à des obstacles considérables pour accéder aux ressources productives, aux services financiers, à des emplois de qualité et aux espaces décisionnels. Ces inégalités sont particulièrement marquées dans les zones rurales et tendent à se recouper et à se cumuler, aggravant ainsi la pauvreté et limitant les possibilités de développement.
7. L'agriculture hondurienne est dominée par de petits producteurs et des systèmes de production à petite échelle, largement tributaires des précipitations. La majorité des exploitations agricoles pratiquent une agriculture de subsistance ou de semi-subsistance et peinent à accéder aux technologies, aux infrastructures productives, aux services financiers et aux marchés. Le secteur est touché par de multiples

difficultés, notamment la dégradation des ressources naturelles, la variabilité climatique, les faibles niveaux de productivité et les capacités limitées de création de valeur ajoutée, le tout dans un contexte institutionnel fragile qui compromet la viabilité des investissements ruraux.

8. **Stratégie et opérations du FIDA durant la période couverte par l'ESPP.** Au cours de la période évaluée, les programmes d'options stratégiques pour le pays (COSOP) du FIDA menés au Honduras partageaient un même objectif de réduction de la pauvreté rurale, mais selon des approches différentes. Le COSOP pour 2013-2019 visait principalement à augmenter les revenus, à créer des emplois et à assurer la sécurité alimentaire au moyen du développement des microentreprises rurales et de l'accès aux marchés et aux services financiers, tout en prenant en compte l'équité et la réduction de la vulnérabilité climatique à titre d'objectifs transversaux. Le COSOP pour 2020-2025 a introduit une approche plus systémique, qui mettait davantage l'accent sur la résilience climatique, la nutrition, l'inclusion sociale, le renforcement de la coordination institutionnelle et les activités hors prêts.
9. L'ESPP a porté sur six projets financés par des prêts du FIDA (certains achevés et d'autres en cours d'exécution pendant la période examinée), ainsi que sur un ensemble de dons financés par le Fonds à l'intention de plusieurs pays, dont le Honduras. L'ESPP a également porté sur la contribution du portefeuille d'investissements et des activités hors prêts (gestion des connaissances, établissement de partenariats et concertation sur les politiques) à la mise en œuvre de la stratégie de pays, ainsi que sur le rôle joué par le Gouvernement hondurien et le FIDA dans l'exécution du programme.

## B. Principales constatations

10. La **pertinence** est jugée plutôt satisfaisante, dans la mesure où la stratégie et le portefeuille du FIDA au Honduras sont restés en phase avec les priorités nationales de développement rural et de réduction de la pauvreté tout au long de la période évaluée. Les projets du premier COSOP ciblaient en priorité le développement des filières, l'accès aux marchés et aux services financiers, le renforcement des organisations et la mise à disposition d'infrastructures de base, tandis que le COSOP pour 2020-2025 a évolué vers une approche plus territoriale et plus durable, qui prenait plus explicitement en compte la résilience climatique, la nutrition, l'inclusion sociale et de nouvelles thématiques telles que la migration. Dans l'ensemble, le portefeuille a apporté une solution pertinente aux principaux problèmes structurels du pays, notamment la pauvreté rurale, l'insécurité alimentaire et la vulnérabilité aux changements climatiques.
11. Néanmoins, des lacunes persistantes ont limité la pertinence de certaines interventions. Les diagnostics et le ciblage territorial se sont parfois révélés insuffisants pour soutenir des objectifs ambitieux, en particulier compte tenu des capacités réelles des organisations de producteurs, de l'offre locale de services techniques et de la dynamique des marchés. Par ailleurs, certains éléments importants du contexte hondurien – notamment la violence, l'insécurité et les conflits fonciers – n'ont pas été systématiquement pris en compte dans la conception des projets, ce qui a amoindri la pertinence des appuis et la capacité du portefeuille à favoriser un développement rural plus inclusif et résilient.
12. La **cohérence** est jugée plutôt satisfaisante. Le programme du FIDA au Honduras a fait preuve d'une bonne cohérence externe et présenté un avantage comparatif reconnu en ce qui concerne l'inclusion rurale, l'agriculture familiale, la finance rurale et les interventions dans les territoires isolés. Toutefois, ces atouts ne se sont pas concrètement traduits par un rôle plus influent au niveau sectoriel ni par une coordination durable avec les autres partenaires, et la participation aux plateformes de coordination a été limitée. Concernant le dialogue avec le Gouvernement, l'unité de gestion des projets (UGP) a essentiellement interagi avec

le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, mais la faible coordination interinstitutionnelle, la fréquente rotation du personnel et l'absence de bureau de pays ont limité la capacité à créer des synergies et à éviter les doubles emplois. Sur le plan interne, malgré la continuité thématique du portefeuille, la mise en œuvre a été fragmentée, l'échelle et la portée des interventions s'étant révélées insuffisantes pour concrétiser pleinement les ambitions du COSOP pour 2020-2025 – notamment dans les domaines de la nutrition, du foncier et de la sécurité –, tandis que les mécanismes formels permettant d'articuler les enseignements tirés, de coordonner l'exécution des différents projets et d'assurer l'adéquation entre les dons et les prêts ont été insuffisants.

13. La **gestion des connaissances** est jugée plutôt insatisfaisante. Bien qu'elle ait occupé une place prioritaire dans les deux COSOP, les stratégies opérationnelles, les objectifs vérifiables, les ressources et le pilotage institutionnel nécessaires ont fait défaut. Des contributions utiles ont été produites dans le cadre des projets, mais de manière dispersée et avec une diffusion limitée, sans mise en place de répertoires communs ni suivi de l'utilisation. L'UGP n'a pas mis en place de fonctions efficaces d'archivage, de capitalisation ou de partage des connaissances, tandis que la forte rotation du personnel et le recours fréquent à des consultants ont affaibli la mémoire institutionnelle. Des enseignements et des innovations utiles sont ressortis des dons, mais ont été peu intégrés dans les opérations de prêt en raison de décalages de calendrier et de l'absence d'un système facilitant leur adoption et leur transposition à plus grande échelle.
14. La **concertation sur les politiques** est jugée plutôt insatisfaisante. Dans l'ensemble, les activités en la matière ont été ponctuelles et dictées par les circonstances, sans orientation stratégique, ni objectifs, ni ressources clairement définis, et ont été entravées par l'instabilité institutionnelle et l'absence d'un bureau du FIDA dans le pays. Bien que des contributions techniques pertinentes aient été apportées dans plusieurs domaines spécifiques (notamment l'agriculture familiale, la nutrition et certaines filières), elles n'ont toutefois permis au FIDA d'établir un positionnement durable, ni de produire des documents d'orientation ou d'exercer une influence systématique sur les politiques sectorielles.
15. La performance en matière de **partenariats** est jugée plutôt satisfaisante. Dans le cadre du portefeuille, des collaborations ponctuelles ont été établies avec des institutions publiques, des municipalités ou groupements intermunicipaux (*mancomunidades*) et des entreprises locales, et ont permis d'obtenir des résultats au niveau des infrastructures rurales, de la formation et de certaines filières. Toutefois, les partenariats ont été gérés pour l'essentiel au cas par cas, sans stratégie claire, objectifs définis, ressources propres ni mécanismes de reddition de comptes, et plusieurs partenariats prévus par les COSOP n'ont pas vu le jour. Les liens avec les organisations de la société civile et les institutions financières sont également demeurés embryonnaires, ce qui a restreint les perspectives de durabilité et de transposition à plus grande échelle.
16. L'**efficacité** est jugée plutôt satisfaisante. Le portefeuille du FIDA a enregistré des avancées sur le plan de la portée, du renforcement des organisations et de l'inclusion sociale, ainsi que de l'accès aux marchés, aux services financiers, à des pratiques agricoles plus résilientes et aux infrastructures sociales de base. Les projets ont promu les microentreprises rurales, les caisses rurales et les fonds renouvelables, facilité l'intégration dans les filières et réalisé des investissements importants dans les systèmes d'irrigation, les routes et l'amélioration de l'habitat. Toutefois, des contraintes structurelles ont encore limité la portée et la durabilité des résultats, notamment des insuffisances dans le ciblage des ménages les plus pauvres, des restrictions d'accès d'ordre économique et juridique, et des obstacles à la commercialisation et à l'accès aux services financiers formels. Des lacunes ont également été observées dans la continuité de l'assistance technique et dans la coordination institutionnelle, ce qui a nui à l'efficacité des interventions.

17. Les résultats en matière d'**innovation** sont jugés satisfaisants; à cet égard, plusieurs innovations techniques, organisationnelles, financières et institutionnelles adaptées au contexte local méritent d'être soulignées, notamment la rémunération des services environnementaux, les fonds communautaires, la transition numérique en milieu rural, les technologies propres et les modèles participatifs relatifs aux infrastructures. L'inclusion a été encouragée et les jeunes ont bénéficié d'innovations grâce à des dons régionaux. Toutefois, le faible niveau d'intégration, le manque d'appui technique et la diffusion limitée des innovations ont réduit les possibilités de les transposer à plus grande échelle et fragilisé la durabilité de plusieurs d'entre elles.
18. L'**efficience** du portefeuille est jugée plutôt insatisfaisante. Bien que, dans la plupart des projets, les coûts par participant soient restés conformes aux prévisions établies lors de la conception, et bien que certaines interventions aient permis de résorber des retards de mise en œuvre, l'efficience globale a été compromise par les longs délais entre l'entrée en vigueur des projets et les décaissements, par des coûts de gestion élevés et croissants dans plusieurs projets, et par des écarts récurrents entre la planification annuelle et l'exécution. Le transfert de la gestion fiduciaire à l'État a mis en évidence des limites institutionnelles persistantes (fréquente rotation du personnel, procédures administratives centralisées et complexes, insuffisances dans la gestion fiduciaire) qui ont ralenti la mise en œuvre et réduit la capacité à obtenir rapidement des résultats à partir des ressources. En outre, les difficultés rencontrées pour mobiliser et coordonner les cofinancements, conjuguées à l'utilisation limitée et peu systématique d'analyses économiques et financières actualisées à l'appui des décisions de gestion, ont nui à l'efficience opérationnelle et financière de l'ensemble du portefeuille.
19. L'**impact** du portefeuille est jugé plutôt satisfaisant. Même si des limites méthodologiques et des lacunes dans les systèmes de données ont compliqué l'attribution rigoureuse des résultats aux interventions dans différents projets, le portefeuille a eu des effets positifs sur les revenus, les actifs et les capacités productives, ce qui s'est notamment traduit par des hausses importantes du revenu des ménages, l'amélioration des actifs productifs et des actifs des ménages, et un renforcement de l'inclusion financière grâce aux organisations de producteurs et aux caisses rurales. Des effets positifs sur le capital humain et social ont également été observés, comme en témoignent le renforcement des organisations, la participation accrue des femmes, des jeunes et des peuples autochtones, et la consolidation des structures communautaires de gouvernance. En matière de sécurité alimentaire, les effets ont été plus modestes et inégaux, les améliorations étant principalement dues à l'augmentation de la production et des revenus, tandis que les résultats nutritionnels n'ont généralement pas été statistiquement significatifs. L'impact sur le plan des institutions et des politiques publiques a été limité et ponctuel, l'appui technique apporté ayant été circonscrit à des domaines spécifiques, sans avoir d'incidence systématique. Dans l'ensemble, les progrès sont bien réels, mais inégaux, et ont été freinés par des contraintes structurelles persistantes, liées notamment à l'accès à la terre, aux marchés, à l'assistance technique continue et aux capacités institutionnelles, qui ont limité la profondeur et la durabilité de l'impact, en particulier pour les groupes les plus vulnérables.
20. Les résultats du portefeuille sur le plan de l'**égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes** sont jugés plutôt satisfaisants. Les projets ont enregistré une forte participation de femmes et de grandes avancées en matière d'autonomisation économique, de leadership et d'accès aux revenus, grâce à des investissements productifs, au renforcement des organisations, à la finance rurale et aux infrastructures de base, lesquelles ont contribué à alléger la charge du travail domestique. Toutefois, les stratégies relatives au genre ont été appliquées de manière fragmentée, avec des ressources limitées et une prise en compte

insuffisante de l'intersectionnalité. Les inégalités structurelles ont persisté, notamment en lien avec l'accès à la terre, la répartition des tâches domestiques et la transformation des normes sociales, tandis que les systèmes de suivi n'ont que partiellement rendu compte des évolutions qualitatives du pouvoir d'action et de décision.

21. La **durabilité** du portefeuille est jugée plutôt insatisfaisante. Bien que des avancées aient été observées, notamment la création de l'UGP, le renforcement des caisses rurales d'épargne et de crédit, l'amélioration des infrastructures de base et la mise en œuvre d'initiatives en faveur de la résilience climatique, ces acquis n'ont pas été pleinement consolidés. La faible institutionnalisation au sein du Ministère de l'agriculture et de l'élevage, la fréquente rotation du personnel, la fragmentation des systèmes de suivi et l'absence de stratégies de retrait clairement définies ont compromis la pérennité des résultats. Les capacités des organisations à assise communautaire sont demeurées variables et l'accompagnement après la clôture des projets a été insuffisant, tandis que les infrastructures transférées sont menacées faute d'entretien courant et de coordination avec les autorités locales. Dans un contexte de fragilité, ces insuffisances ont limité la pérennité des acquis.
22. Les résultats en matière de **gestion de l'environnement et des ressources naturelles et d'adaptation aux changements climatiques** sont jugés plutôt satisfaisants. Le portefeuille a favorisé des pratiques et des technologies d'adaptation (systèmes agroforestiers, captation d'eau, micro-irrigation), qui ont eu des effets positifs à court terme sur le plan productif et environnemental, et les capacités des communautés ont été renforcées grâce à des financements climatiques. Toutefois, l'adoption durable de ces pratiques est demeurée inégale et limitée par la discontinuité de l'assistance technique, la faible institutionnalisation au niveau local et le manque de coordination avec les dispositifs territoriaux, ce qui a réduit le potentiel transformateur des interventions à long terme.
23. La **transposition à plus grande échelle** est jugée plutôt insatisfaisante. Si certaines expériences menées dans le cadre du portefeuille étaient susceptibles d'être reproduites, leur transposition à plus grande échelle ne s'est pas appuyée sur une stratégie clairement définie, des ressources spécifiquement allouées, ni un pilotage institutionnel adéquat. Les activités de transposition ont été essentiellement le fruit d'initiatives externes, sans appropriation systématique par le Gouvernement, et ont été limitées par l'éparpillement territorial et la faible institutionnalisation des approches promues.
24. La **performance du FIDA** est jugée plutôt satisfaisante. Le Fonds a assuré une supervision régulière et un appui opérationnel soutenu, faisant preuve de souplesse pour débloquer les goulets d'étranglement, restructurer le portefeuille et appuyer le renforcement institutionnel des unités d'exécution. Toutefois, la rotation fréquente des directeurs de pays et l'absence de présence institutionnelle du FIDA au Honduras ont limité la continuité stratégique, la qualité du dialogue et la capacité à produire un impact. Les processus de conception ont été participatifs et adaptatifs, mais ont pâti de diagnostics insuffisants et d'une assimilation limitée des enseignements tirés. En outre, le manque d'investissement dans la gestion des connaissances, la concertation sur les politiques et les partenariats stratégiques a limité la capacité du FIDA à s'affirmer comme un acteur technique de référence et un coordonnateur du développement rural, compromettant ainsi l'institutionnalisation des approches promues, leur transposition à plus grande échelle et leur potentiel transformateur.
25. La **performance des pouvoirs publics** est jugée plutôt insatisfaisante. Bien que de grands progrès aient été enregistrés, notamment la création de l'UGP et l'alignement du portefeuille sur les politiques nationales de développement rural, il n'a pas été possible de consolider un leadership durable ni des capacités

opérationnelles suffisantes pour assurer une mise en œuvre efficace et en temps utile. La fréquente rotation du personnel, les insuffisances techniques et administratives, la complexité des processus fiduciaires et des procédures de passation de marchés, et la faiblesse de la coordination interinstitutionnelle ont entraîné des retards récurrents, des goulets d'étranglement et une mise en œuvre fragmentée. Par ailleurs, les lacunes observées dans le suivi-évaluation ont limité l'apprentissage institutionnel et la prise de décisions fondées sur des données probantes. La participation des autorités locales est demeurée inégale et peu systématique, réduisant ainsi l'ancrage territorial, l'appropriation par les institutions et la pérennité des résultats.

## C. Conclusions

26. **Le FIDA s'est affirmé comme un partenaire stratégique du développement rural, doté d'un avantage comparatif manifeste dans la mise en œuvre d'approches inclusives et intégrées, sans pour autant pleinement parvenir à mettre ce positionnement au service d'une coordination plus large et d'une transposition structurelle à plus grande échelle.** Au fil des années, le Fonds a gagné en légitimité et noué des partenariats clés, en particulier avec le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, en adaptant ses interventions à des contextes variés. Sa méthode participative a favorisé la prise en compte de thématiques telles que le genre, la sécurité alimentaire, les peuples autochtones et les changements climatiques, contribution qui a été appréciée. Toutefois, cette approche n'a pas été mise à profit pour renforcer la coopération interinstitutionnelle ni pour reproduire à plus grande échelle les modèles concluants. L'évolution récente vers un développement territorial durable, illustrée par le projet Renforcement de l'innovation, de la résilience et de la durabilité des systèmes agroalimentaires dans la région centre-nord du Honduras (INNOVASAN), a confirmé l'intérêt de cette approche dans un contexte marqué par la pauvreté et la vulnérabilité environnementale.
27. **Les projets du FIDA au Honduras ont démontré leur capacité à produire des avancées importantes en ce qui concerne l'inclusion financière, les organisations communautaires et les infrastructures de base, même si ces acquis sont restés dispersés et n'ont eu qu'une portée limitée au-delà du cadre des projets.** Les caisses rurales ont facilité l'accès au crédit et à l'épargne dans des zones exclues du système bancaire, tout en renforçant les organisations communautaires, malgré leurs capacités institutionnelles variables. Par ailleurs, les organisations d'échelon local ont amélioré leur gestion et leur représentativité en se dotant d'un statut juridique. Les investissements dans les infrastructures ont réduit l'isolement des zones rurales et facilité l'accès aux marchés, sans toutefois être accompagnés de mécanismes locaux durables. Des innovations telles que les dispositifs de rémunération des services environnementaux et les activités destinées aux jeunes ont été mises en place et ont démontré un potentiel réel, sans pour autant être étendues de manière systématique.
28. **L'application limitée de l'approche territoriale a restreint l'efficacité, l'appropriation au niveau local et la durabilité du portefeuille.** Le programme le plus récent prévoyait des éléments liés au développement territorial, sans toutefois proposer une approche systématique. La participation des acteurs locaux et du secteur privé est restée limitée et la coordination avec d'autres initiatives a fait défaut, ce qui a affaibli l'intégration institutionnelle. Les projets portant sur les ressources naturelles et les changements climatiques ont favorisé des pratiques utiles, quoique dispersées et dépourvues d'une logique territoriale propice à leur extension. Les organisations de producteurs sont restées peu reliées aux institutions, et plusieurs innovations n'ont pas été reproduites à plus grande échelle faute d'avoir été institutionnalisées et rattachées à des structures territoriales durables.

29. **Le caractère limité et dispersé du ciblage a réduit l'équité et l'efficacité des interventions destinées aux groupes les plus vulnérables.** La dispersion géographique a entravé la fourniture d'un appui technique continu, notamment dans les projets de courte durée. Des difficultés persistantes, comme des biais de sélection ou l'exigence de contributions financières, ont limité l'inclusion des ménages les plus pauvres. Malgré des avancées dans l'inclusion des femmes, des jeunes, des peuples autochtones et des populations afrodescendantes, ces groupes ont continué de rencontrer des obstacles liés à l'absence de stratégies ciblées. En outre, les insuffisances du suivi et l'absence de données ventilées ont empêché d'évaluer la portée des interventions et d'ajuster les activités en conséquence.
30. **Des lacunes importantes ont persisté en matière d'accès aux marchés et d'inclusion financière, limitant ainsi l'impact transformateur du portefeuille.** Les organisations de producteurs se sont heurtées à des obstacles liés au manque d'assistance technique et commerciale et au manque de coordination avec les institutions. L'absence de stratégies de commercialisation et d'analyses de marché a entraîné une dépendance à l'égard des monopsones et une faible rentabilité. Le renforcement des organisations et les investissements réalisés n'ont pas toujours été synchronisés, tandis que les systèmes d'information sur les marchés n'ont pas été mis en place. Bien que les caisses rurales aient facilité un accès de base au crédit et à l'épargne, elles sont restées isolées et ne sont pas parvenues à étendre leur impact à plus grande échelle ni à atteindre les objectifs fixés en matière d'inclusion financière. La gestion de la fiscalité est également restée défaillante. Enfin, les synergies avec des programmes complémentaires, tels que le Projet de compétitivité rurale (COMRURAL), n'ont pas été mises à profit.
31. **Le suivi, l'évaluation et l'apprentissage se sont révélés insuffisants, ce qui a limité la capacité de gestion adaptative et d'influence sur l'élaboration des politiques.** Les systèmes de suivi-évaluation et d'apprentissage n'ont pas permis de produire des données fiables en temps voulu, ce qui a compromis le suivi des progrès et le compte rendu des résultats. La fréquente rotation du personnel et la gestion lacunaire des connaissances ont entravé l'établissement de documents sur les projets clôturés et la capitalisation des enseignements tirés, ce qui a eu des répercussions négatives tant sur l'élaboration des politiques que sur la conclusion de partenariats stratégiques.
32. **Le portefeuille a continué de se heurter à des problèmes persistants d'efficacité, qui ont compromis la qualité technique des interventions, la participation des communautés et la pérennité des résultats.** Les projets ont pris du retard au début, puis ont été mis en œuvre à un rythme accéléré, ce qui a donné lieu à des interventions précipitées et de moindre qualité. Ces difficultés découlaient de goulets d'étranglement structurels, notamment la faible institutionnalisation, la rotation élevée du personnel et l'inadéquation des procédures de sélection. La gestion axée sur les résultats est restée limitée et plusieurs démarches importantes (transcription juridique, cofinancement, stratégies de retrait) ont été retardées, ce qui a ralenti l'exécution et entraîné une accumulation des activités en fin de projet.

33. **En résumé, les résultats obtenus ont été significatifs, mais restent fragiles et exposés à un risque de stagnation ou de recul, les difficultés structurelles liées à l'efficacité, à la durabilité et à l'environnement institutionnel n'ayant pas été suffisamment traitées.** Les projets du portefeuille ont enregistré des avancées en matière d'inclusion financière, d'infrastructures rurales et de renforcement des organisations, y compris dans un environnement institutionnel complexe. Toutefois, ces résultats sont fragiles en raison de problèmes persistants d'efficacité, de durabilité, d'institutionnalisation et d'alignement sur les politiques nationales. Si rien n'est fait, les progrès accomplis risquent de stagner ou de reculer, d'où la nécessité de renforcer l'environnement institutionnel et les capacités des institutions pour obtenir des effets pérennes.

#### **D. Recommandations**

34. **Recommandation 1. Consolider une approche territoriale intégrée, coordonnée et opérationnelle au service de l'efficacité, de la durabilité et de l'institutionnalisation des interventions.** La consolidation de cette approche suppose que les futurs projets soient conçus selon une approche multidimensionnelle et systémique, combinant les dimensions sociales, productives, environnementales et de gouvernance. Dans ce cadre, il sera essentiel de promouvoir une coordination effective entre les différents acteurs (autorités locales, organisations de producteurs, secteur privé, société civile et acteurs de la coopération internationale) afin de garantir la pertinence, la pérennité et la reproduction à plus grande échelle des interventions. À cette fin, les mesures suivantes sont recommandées:
- a) Définir les territoires prioritaires sur la base de critères relatifs à la pauvreté, à la vulnérabilité climatique et à la capacité de coordination institutionnelle, qui éclairent la sélection des zones d'intervention.
  - b) Ancrer les projets dans des territoires bien délimités, en encourageant la coordination entre les administrations municipales et les groupements intermunicipaux, les organisations de producteurs, les organisations non gouvernementales, le secteur privé et les autres acteurs de la coopération, tout en veillant à ce que les administrations municipales et les groupements intermunicipaux participent activement à la conception et à l'exécution afin de renforcer le suivi et la durabilité des interventions.
  - c) Renforcer les capacités en matière de planification territoriale, en reliant les projets aux plans de développement locaux et régionaux et en veillant à ce que, dès la phase de conception, les administrations municipales et les groupements intermunicipaux participent effectivement en tant qu'acteurs centraux de la durabilité sur le territoire.
  - d) Intégrer la gestion durable des ressources naturelles et l'adaptation aux changements climatiques dans la conception des nouvelles interventions, en les ancrant dans leur contexte territorial et en veillant à leur intégration institutionnelle.
  - e) S'assurer que les organisations de producteurs appuyées sont mises en relation avec les réseaux institutionnels locaux et que les innovations introduites sont développées dans des conditions propices à leur transposition à plus grande échelle.

35. **Recommandation 2. Définir et mettre en œuvre des stratégies de ciblage solides, différenciées et adaptées au contexte afin d'atteindre efficacement les groupes les plus vulnérables.** Dans le cadre du prochain COSOP et des nouveaux projets, il conviendra de mettre en place des mécanismes de ciblage clairs et opérationnels, fondés à la fois sur des critères démographiques et territoriaux et sur des démarches participatives. Ces stratégies devront dépasser les approches générales et définir des critères de sélection vérifiables, des objectifs concrets de couverture et des mécanismes adaptés aux réalités locales. À cette fin, les mesures suivantes sont recommandées:
- a) Définir explicitement des critères de ciblage garantissant l'inclusion des femmes, des jeunes, des peuples autochtones, des populations afrodescendantes, des personnes handicapées et des ménages en situation d'extrême pauvreté.
  - b) Définir des objectifs de couverture vérifiables et des mécanismes opérationnels différenciés, adaptés aux obstacles auxquels se heurtent les différents groupes, notamment en modulant les exigences de contribution financière en fonction du degré de vulnérabilité.
  - c) Concevoir des modalités d'accès différenciées et tenant compte des différences culturelles, y compris des conditions sociales, économiques et organisationnelles des territoires prioritaires.
  - d) Fonder le ciblage sur des analyses de vulnérabilité territoriale et des diagnostics participatifs intégrés dès la phase de conception des projets.
  - e) Veiller à la disponibilité et à l'utilisation de données ventilées par sexe, âge, appartenance ethnique et localisation géographique pour pouvoir suivre la portée effective des interventions, procéder rapidement aux ajustements nécessaires et étayer la prise de décisions stratégiques.
36. **Recommandation 3. Renforcer l'accès aux marchés et aux services financiers au moyen d'interventions structurées, intégrées et coordonnées avec les principaux acteurs de l'écosystème économique.** Dans le cadre du prochain COSOP et des nouveaux projets, il conviendra d'abord de manière plus ambitieuse et intégrée les lacunes en matière d'inclusion économique. Cela supposera de promouvoir le développement de filières solides, viables et adaptées aux contextes territoriaux, ainsi que de services financiers innovants et accessibles répondant aux besoins des petits producteurs ruraux. À cette fin, les mesures suivantes sont recommandées:
- a) Sortir d'une logique exclusivement axée sur la production en intégrant des stratégies de commercialisation clairement définies, des analyses de marché et une coordination avec les acteurs économiques concernés.
  - b) Veiller à la continuité de l'assistance technique et commerciale, en l'adossant à des plans d'investissement adaptés aux capacités organisationnelles des associations de producteurs.
  - c) Concevoir et mettre en place des systèmes efficaces d'information sur les marchés afin de faciliter la prise de décisions et l'intégration compétitive des petits producteurs.
  - d) Promouvoir la diversification des marchés afin de réduire la dépendance à l'égard d'acheteurs uniques (monopsones) observée dans certaines filières telles que celles du lait, de la pomme de terre, du café.
  - e) Consolider le rôle des caisses rurales en renforçant leur gouvernance, leur durabilité et leurs liens avec les institutions financières formelles afin de favoriser leur transposition à plus grande échelle et d'élargir l'accès aux services financiers.

- f) Concevoir des services financiers innovants adaptés au profil de risque et à la capacité de remboursement des petits producteurs ruraux.
- g) Établir des partenariats stratégiques avec le secteur privé, les institutions financières, les organismes publics et les partenaires de coopération afin de promouvoir des modèles économiques ruraux inclusifs, agricoles et non agricoles, inscrits dans une perspective de long terme.

37. **Recommandation 4. Renforcer les systèmes de suivi-évaluation et d'apprentissage pour promouvoir une prise de décisions fondée sur des données probantes, améliorer la durabilité et faciliter la transposition à plus grande échelle.** Dans le cadre du prochain COSOP et des nouveaux projets, il conviendra d'investir durablement dans le renforcement des systèmes de suivi-évaluation et d'apprentissage, en veillant à ce qu'ils soient conçus dès les premières étapes et pleinement intégrés dans la gestion des programmes. Ces systèmes devront être mobilisés non seulement à des fins d'établissement de rapports, mais aussi comme des outils essentiels de gestion adaptative et de prise de décisions stratégiques. À cette fin, les mesures suivantes sont recommandées:

- a) Élaborer des cadres de résultats clairs, assortis d'indicateurs d'effet et de produits à même de mesurer les changements durables.
- b) Intégrer des outils de suivi participatif permettant de recueillir des données ventilées par groupe de population et par territoire.
- c) Promouvoir l'utilisation active des systèmes de suivi-évaluation et d'apprentissage comme outils d'ajustement stratégique, de gestion adaptative et d'amélioration continue tout au long de la mise en œuvre.
- d) Renforcer la gestion des connaissances en capitalisant et en consignnant les expériences, les bonnes pratiques et les innovations, y compris celles qui n'ont pas été concluantes, afin d'alimenter l'apprentissage institutionnel.
- e) Présenter l'information sous une forme accessible et stratégique afin qu'elle puisse servir à concevoir et à réviser des projets, à influencer sur les politiques publiques et à élaborer des stratégies de transposition à plus grande échelle.
- f) Mettre en place des plateformes d'échange et d'apprentissage entre les projets, les institutions partenaires et les partenaires de développement afin de consolider la mémoire institutionnelle et renforcer la coordination avec les programmes à plus grande échelle du pays. Élaborer des cadres de résultats clairs assortis d'indicateurs d'effets directs et de produits.

38. **Recommandation 5. Remédier de manière structurelle aux goulets d'étranglement qui nuisent à l'efficacité et à la durabilité du portefeuille grâce à une gestion anticipative, stable et axée sur les résultats.** Dans le cadre du prochain COSOP et des nouveaux projets (2025-2030), il conviendra de faire de l'efficacité opérationnelle un pilier de la qualité et de la durabilité. Cela suppose de remédier aux retards récurrents dans le démarrage des projets et aux accélérations de l'exécution en fin de cycle, grâce à des processus de planification plus prévisibles, à des mécanismes de gestion axés sur les résultats et à un renforcement institutionnel à l'appui de la mise en œuvre. À cette fin, les mesures suivantes sont recommandées:

- a) Mettre en place, dès les premières phases des projets, des processus de planification réalistes, prévisibles et alignés sur les capacités institutionnelles.
- b) Adopter des mécanismes de gestion axés sur les résultats, assortis d'objectifs clairs et de systèmes de suivi permettant d'ajuster rapidement l'exécution.
- c) Renforcer l'institutionnalisation des unités d'exécution en limitant le recours à des structures ad hoc et en consolidant la viabilité institutionnelle.

- d) Stabiliser les effectifs des équipes techniques grâce à la sélection de profils adéquats, à des processus de recrutement transparents et à des stratégies de rétention des compétences clés.
- e) Assouplir les procédures administratives et juridiques clés, telles que la reconnaissance juridique des organisations de producteurs et la mobilisation opportune de cofinancements nationaux.
- f) Intégrer dès la phase de conception des stratégies de retrait claires et opérationnelles, prévoyant des responsabilités, des ressources et des calendriers précis afin d'assurer l'appropriation au niveau local et la pérennité des résultats après la clôture des projets.
- g) Renforcer les systèmes de suivi de la performance institutionnelle et financière afin de pouvoir repérer et corriger sans retard les écarts constatés, évitant ainsi des exécutions précipitées des projets qui compromettent la qualité technique et la participation des populations ciblées.

## Informe principal

### República de Honduras

### Evaluación de la estrategia y el programa en el país

## Índice

<b>Equivalencias monetarias, pesos y medidas</b>	<b>2</b>
<b>Siglas y acrónimos</b>	<b>2</b>
<b>Mapa de las operaciones financiadas por el FIDA</b>	<b>4</b>
<b>I. Presentación de la evaluación</b>	<b>5</b>
A. Introducción	5
B. Metodología y proceso	5
<b>II. Contexto del país y estrategia y operaciones del FIDA en el período comprendido por la EEPP</b>	<b>9</b>
A. Contexto del país	9
B. Estrategia y operaciones del FIDA en el período comprendido por la EEPP	17
<b>III. Desempeño de la estrategia y el programa en el país e impacto en la pobreza rural</b>	<b>22</b>
A. Pertinencia	22
B. Coherencia	26
C. Eficacia	36
D. Eficiencia	50
E. Impacto en la pobreza rural	54
F. Igualdad de género y empoderamiento de las mujeres	58
G. Sostenibilidad	61
H. Desempeño global de la estrategia y el programa en el país	66
<b>IV. Desempeño de los asociados</b>	<b>69</b>
A. FIDA	69
B. Gobierno	71
<b>V. Conclusiones y recomendaciones</b>	<b>74</b>
A. Conclusiones	74
B. Recomendaciones	75
<b>Anexos</b>	
Definiciones de los criterios de evaluación utilizados por OIE	<b>79</b>
<b>Matriz de evaluación</b>	<b>81</b>
Teoría del cambio	<b>89</b>
<b>Proyectos financiados por el FIDA en República de Honduras</b>	<b>90</b>
<b>Donaciones financiadas por el FIDA en República de Honduras</b>	<b>93</b>
<b>Temas claves de la evaluación</b>	<b>95</b>
<b>Análisis GIS de los proyectos de FIDA</b>	<b>110</b>
<b>Metodología</b>	<b>123</b>
<b>Lista de personas clave contactadas</b>	<b>126</b>
<b>Bibliografía</b>	<b>130</b>

## Equivalencias monetarias, pesos y medidas

### Equivalencias monetarias

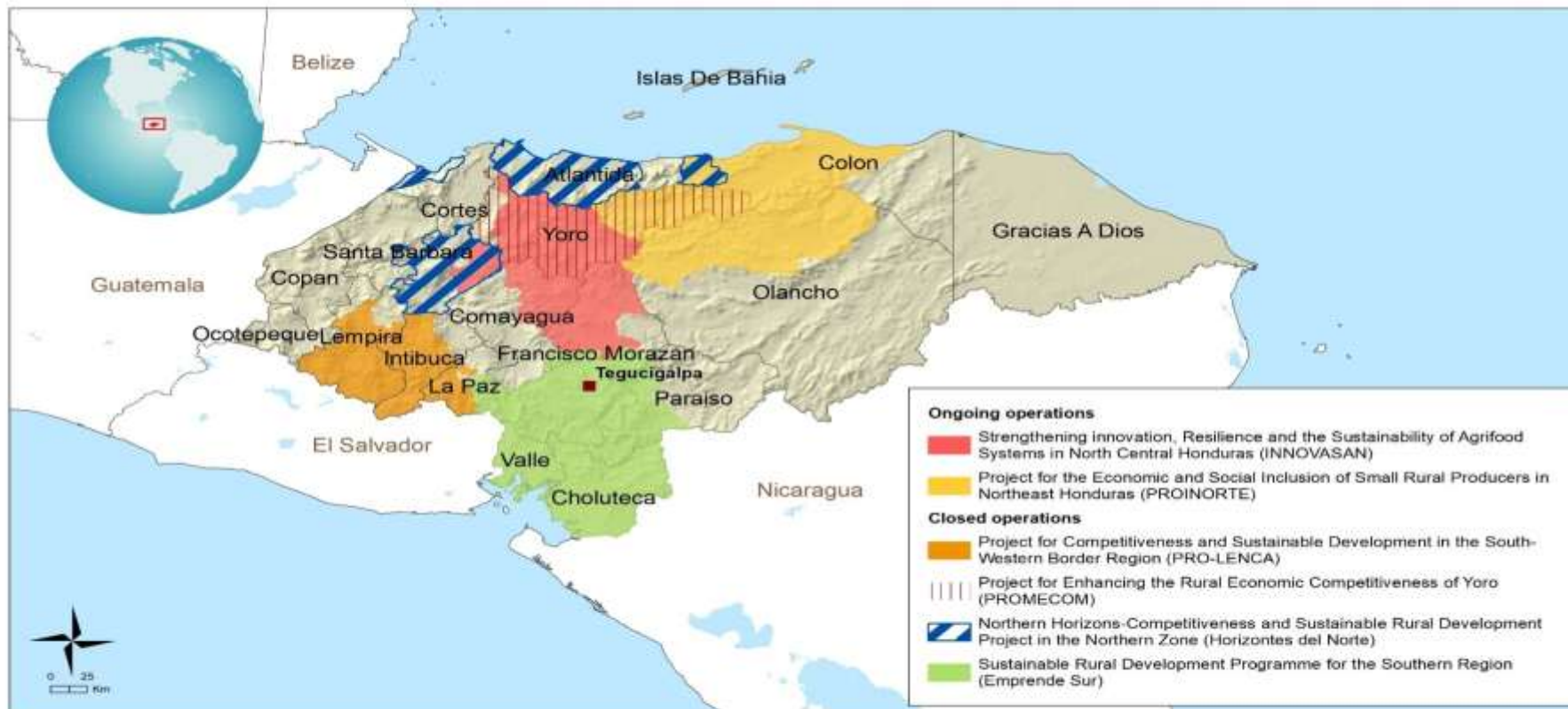
Unidad monetaria = Lempira hondureña  
 US\$1.00 = HNL 26.08  
 (diciembre 2025)

### Siglas y acrónimos

APC	Acuerdo en el Punto de Culminación
AF	Agricultura Familiar
ALC	América Latina y el Caribe
BCIE	Banco Centroamericano de Integración Económica
BID	Banco Interamericano de Desarrollo
BM	Banco Mundial
BRAM	Mecanismo de Acceso a Recursos Ajenos
CEPAL	Comisión Económica para América Latina y el Caribe
CIAT	Centro Internacional de Agricultura Tropical
CLPI	Consentimiento Libre, Previo e Informado
DSIK	<i>Deutsche Sparkassenstiftung für Internationale Kooperation</i>
EEPP	Evaluación de la Estrategia y el Programa en el País
EMPRENDE SUR	Programa de Desarrollo Rural Sostenible para la Región Sur
EPHPM	Encuesta Permanente de Hogares de Propósitos Múltiples
FIMI	Foro Internacional de Mujeres Indígenas
FMAM	Fondo para el Medio Ambiente Mundial
FONDO OPEC	Fondo de la Organización de Países Exportadores de Petróleo para el Desarrollo Internacional
GAFSP	Programa Mundial para la Agricultura y la Seguridad Alimentaria
HDN	Proyecto para la Competitividad y el Desarrollo Rural Sostenible en la Zona Norte
HNL	Lempira hondureña
ICCO	Fundación Intereclesiástica para la Cooperación al Desarrollo
IF	Instituciones Financieras
IICA	Instituto Interamericano de Cooperación para la Agricultura
INE	Instituto Nacional de Estadística
INNOVASAN	Fortalecimiento de la Innovación, Resiliencia y Sostenibilidad de los Sistemas Agroalimentarios en el Norte Centro de Honduras
ITP	Informe de terminación de proyecto
OCDE	Organización para la Cooperación y el Desarrollo Económicos
OBI	Oracle Business Intelligence
OIE	Oficina Independiente de Evaluación del FIDA
OP	Organización de Productores/as
OVE	Oficina de Evaluación y Supervisión del BID
PESAH	Política de Estado del Sector Agroalimentario de Honduras
PIB	Producto Interno Bruto
PROINORTE	Proyecto de inclusión económica y social de pequeños productores rurales en la región noreste de Honduras
PRO-LENCA	Proyecto de Competitividad y Desarrollo Rural Sostenible del Corredor Fronterizo Suroccidental

PROMECOM	Proyecto para Incrementar la Competitividad Económica Rural en Yoro
RMT	Revisión de Medio Termino
SAG	Secretaría de Agricultura y Ganadería
SAN	Seguridad alimentaria y nutrición
SICA	Región del Sistema de Integración Centroamericana
SyE	Seguimiento y evaluación
UAP	Unidad Administradora de Proyectos

## Mapa de las operaciones financiadas por el FIDA



Las denominaciones empleadas y la forma en que aparecen presentados los datos en este mapa no suponen juicio alguno del Fondo Internacional de Desarrollo Agrícola (FIDA) respecto de la demarcación de las fronteras o límites que figuran en él ni acerca de las autoridades competentes.  
 Mapa elaborado por el FIDA | 08-01-2025

# República de Honduras

## Evaluación de la estrategia y el programa en el país

### Presentación de la evaluación

#### A. Introducción

1. La Oficina Independiente de Evaluación (OIE) del FIDA realizó su segunda evaluación de la estrategia y el programa en Honduras, según lo decidido por la Junta Ejecutiva del FIDA en su sesión 142 de septiembre de 2024.<sup>1</sup> Los objetivos de la EEPP consistieron en: (i) evaluar los logros y los resultados de las estrategias y las operaciones (crediticias y no crediticias) respaldadas por el FIDA en Honduras; (ii) plantear enseñanzas y recomendaciones que puedan guiar al Gobierno y al FIDA a la hora de formular y aplicar la próxima estrategia en el país y de desarrollar futuros programas.
2. Honduras se unió al FIDA en 1977 y comenzó su primer proyecto en 1979. El cuadro 1 ilustra la cartera con inversiones de US\$ 362.6 millones hasta la fecha. La EEPP cubre el período 2013-2024, tomando en cuenta dos programas sobre oportunidades estratégicas (COSOP) y seis préstamos: el Proyecto para Incrementar la Competitividad Económica Rural en Yoro - PROMECOM, el Programa de Desarrollo Rural Sostenible para la Región Sur - Emprende Sur, el Proyecto para la Competitividad y el Desarrollo Rural Sostenible en la Zona Norte - HDN, el Proyecto de Competitividad y Desarrollo Rural Sostenible del Corredor Fronterizo Sur-Occidental - PRO-LENCA, el Proyecto de inclusión económica y social de pequeños productores rurales en la región noreste de Honduras - PROINORTE, y el Fortalecimiento de la Innovación, Resiliencia y Sostenibilidad de los Sistemas Agroalimentarios en el Norte Centro de Honduras - INNOVASAN. Adicionalmente, durante el mismo período el FIDA financió 15 donaciones y apoyó actividades no crediticias.

Cuadro 1.

#### Resumen de las operaciones del FIDA en Honduras desde 1979

Información del programa y cartera	
Primer proyecto del FIDA en el país	1979
Número de préstamos aprobados	14
Proyectos en curso	1
Monto total de financiamiento FIDA	US\$ 166.6 millones
Financiamiento del Gobierno	US\$ 41.9 millones
Contribución nacional (beneficiarios y otros)	US\$ 29.7 millones
Cofinanciamiento internacional	US\$ 124.4 millones
Monto total de todos los préstamos	US\$ 362.6 millones
Condiciones de préstamos	Intermedias, muy favorables, combinadas
Préstamos analizados en la EEPP	PROMECOM, Emprende Sur, HDN, PRO-LENCA, PROINORTE, INNOVASAN
Costos de la cartera a ser evaluada	US\$203.3 millones (FIDA: US\$75.3 millones; Gobierno: US\$19.6 millones; contribución nacional: US\$20.3 millones; contribución internacional: US\$88 millones)

#### B. Metodología y proceso

3. **Criterios de evaluación.** En línea con el Manual de Evaluación del FIDA (2022), los criterios de evaluación de la EEPP fueron los siguientes: (i) pertinencia; (ii) coherencia que incluye la coherencia interna y externa del programa y las

<sup>1</sup> Una Evaluación de Cartera de Proyectos fue realizada por la OIE en 1996. Además, en 2024 la OIE llevó a cabo la [Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco de América Central](#), incluyendo a Honduras entre los países analizados.

- actividades no crediticias; (iii) eficacia (que incluye innovación); (iv) eficiencia; (v) impacto; (vi) sostenibilidad que incluye ampliación de escala y gestión de los recursos naturales y adaptación al cambio climático; (vii) igualdad de género y empoderamiento de la mujer; (viii) desempeño de los asociados (Gobierno y FIDA). Cada criterio se calificó con una escala de uno (muy insatisfactorio) a seis (muy satisfactorio).
4. **Teoría del cambio.** El equipo de evaluación desarrolló una teoría del cambio para explicar las vías de impacto previstas en las estrategias y el programa de país. Esta teoría incluye las relaciones causales, los resultados y los supuestos subyacentes. Durante la evaluación, la teoría del cambio se revisó y ajustó metódicamente. A continuación, se presenta una explicación narrativa, mientras que la representación gráfica está disponible en el Anexo III.
  5. El programa del FIDA en Honduras en el período de la evaluación se enfocó en reducir la pobreza y aumentar la seguridad alimentaria en el país enfrentando las principales limitantes al desarrollo rural (degradación de recursos naturales y exposición a los impactos del cambio climático; baja competitividad de la producción agropecuaria; insuficiente infraestructura vial y comercial y débiles canales de comercialización; falta de oportunidades de emprendimiento y empleo, en particular para jóvenes y mujeres; brechas en la inclusión financiera; deficiencias en la nutrición y en el acceso a servicios básicos). Para ello se identificaron tres vías de impacto:
    - a) **Negocios rurales y diversificación de ingresos.** Alianzas empresariales, servicios financieros inclusivos, infraestructura vial y de mercado y apoyo a OP<sup>2</sup> facilitaron acceso a mercados y crédito. Se consolidaron microempresas rurales, se generaron empleos, se diversificó la economía y aumentaron la inclusión financiera y los ingresos.
    - b) **Manejo de recursos naturales y adaptación al cambio climático.** Asistencia técnica, capacitación agrícola, infraestructura hídrica y medidas de conservación impulsaron la adopción de nuevas prácticas. Se incrementó la productividad y se redujeron riesgos climáticos y ambientales.
    - c) **Infraestructura social y nutrición.** Infraestructura básica, junto con formación en nutrición, higiene y saneamiento, fortalecieron capacidades económicas y participación local. Se mejoró la cohesión social, la inclusión y las condiciones de seguridad alimentaria y nutricional.
  6. El programa país también plantea apoyar el fortalecimiento de las instituciones públicas para crear un entorno favorable al desarrollo socioeconómico de los/las pobladores rurales. Se proponen esfuerzos para empoderar a las mujeres, los jóvenes, los Pueblos Indígenas y los afrohondureños.
  7. **Áreas temáticas.** Basándose en la revisión inicial de los documentos y las lecciones aprendidas en evaluaciones anteriores, el equipo de la EEP identificó tres áreas temáticas y cuestiones clave que se explorarán más a fondo mediante el proceso de recopilación y análisis de datos: (i) desarrollo empresarial y acceso a mercados; (ii) protección ambiental, manejo de recursos naturales y cambio climático; y (iii) focalización e inclusión social.<sup>3</sup>
  8. **Metodología.** Se adoptó un enfoque de métodos mixtos para permitir la triangulación de datos cualitativos y cuantitativos recopilados de diversas fuentes. Las etapas incluyeron: revisión documental; entrevistas virtuales con las partes interesadas; encuesta en línea; misión de campo (que abarcó observación directa, entrevistas con informantes clave y debates en grupos focales); análisis de datos;

---

<sup>2</sup> En este informe, el término organizaciones de productores (OP) se utiliza de manera intercambiable con asociaciones o grupos de productores.

<sup>3</sup> Véase el Anexo VI

y elaboración del informe.<sup>4</sup> En total se realizaron unas 60 entrevistas a informantes clave, la mayoría de forma virtual antes de la misión, y cerca de 350 entrevistas directas con beneficiarios, incluyendo discusiones en grupos focales. Se visitaron más de 30 sitios en distintos departamentos del país, combinando observación directa con entrevistas a actores locales y triangulación con fuentes secundarias.

9. **Proceso de evaluación.** La evaluación comenzó el 9 de mayo de 2025 con la difusión del documento de orientación. Se recopilaron datos secundarios, se realizaron entrevistas virtuales y una revisión documental exhaustiva. Luego, se prepararon documentos de trabajo cuyos contenidos respondieron a las preguntas de evaluación y se identificaron lagunas en la evidencia disponible. Entre el 12 y el 28 de mayo de 2025, se llevó a cabo una misión de campo para abordar estas lagunas y recopilar más evidencia. Las conclusiones preliminares se discutieron en reuniones con el FIDA, la Unidad Administradora de Proyectos (UAP) de la Secretaría de Agricultura y Ganadería (SAG) y otras partes interesadas el 26 de mayo de 2025, y con la ministra de Agricultura y Ganadería el 27 de mayo de 2025. Tras una revisión interna, el informe se envió a la división regional del FIDA para América Latina y el Caribe (ALC) y al Gobierno de Honduras para retroalimentación, que se incorporó al informe final. Finalmente, la OIE y el Gobierno de Honduras organizaron un taller el 7 de abril de 2026 para revisar las conclusiones con varios socios.
10. **Limitaciones.** Las principales limitaciones de esta EEPP fueron: (i) la escasa disponibilidad de datos y documentación, especialmente en proyectos cerrados (listas de beneficiarios, manuales, informes técnicos), lo que obligó a triangulación con fuentes secundarias y entrevistas; (ii) la debilidad de los sistemas de monitoreo y evaluación, que priorizaron insumos y productos sobre resultados e impactos, mitigada con fuentes secundarias y testimonios; (iii) las dificultades para localizar beneficiarios, lo que, junto con la ausencia de listados completos, llevó a depender de sugerencias de personal de proyecto, generando cierto sesgo hacia organizaciones más consolidadas; (iv) la alta rotación de personal gubernamental, que limitó el acceso a informantes clave, compensada con entrevistas a exfuncionarios y consultores; y (v) la dispersión geográfica de las intervenciones, que restringió las visitas, mitigada mediante la selección de sitios representativos en distintas regiones.

---

<sup>4</sup> La misión de campo (12–28 de mayo de 2025) abarcó nueve departamentos (Choluteca, Colón, Comayagua, Francisco Morazán, Intibucá, Lempira, Olancho, Santa Bárbara y Yoro), con visitas a organizaciones de productores, autoridades locales, instituciones nacionales (SAG/UAP) y socios estratégicos. La selección buscó representatividad geográfica y cobertura de los proyectos de la cartera. Véase el Anexo IX para la lista de las personas entrevistadas.

**Observaciones principales**

- Esta es la segunda EEPP en Honduras, cubre el período 2013–2024, e incluye dos programas sobre oportunidades estratégicas (COSOP) y seis proyectos financiados por el FIDA, con una cartera evaluada de USD 203,3 millones.
- El propósito de la EEPP fue doble: (i) evaluar los logros y resultados de las operaciones y estrategias del FIDA en Honduras; y (ii) extraer enseñanzas y formular recomendaciones para mejorar la formulación e implementación de la próxima estrategia de país y futuros programas. La evaluación fue guiada por los criterios del Manual de Evaluación del FIDA (2022).
- El programa del FIDA en Honduras se centró en contribuir a reducir la pobreza rural y mejorar la seguridad alimentaria mediante el fomento de alianzas comerciales, el acceso a servicios financieros, la mejora de infraestructura vial y social, la capacitación técnica, la protección ambiental, y el empoderamiento de jóvenes, mujeres y Pueblos Indígenas y afrodescendientes.
- La EEPP adoptó una teoría del cambio que identificó tres vías de impacto: acceso a mercados y crédito; mejor gestión ambiental y productividad; e inclusión social y nutricional. La metodología combinó análisis documental, entrevistas, encuestas, misión de campo (12-28 de mayo de 2025), y análisis de datos cualitativos y cuantitativos.
- Las principales limitaciones fueron la baja disponibilidad y fiabilidad de los datos; la falta de documentación básica en proyectos cerrados; la debilidad de los sistemas de monitoreo y evaluación; la dificultad para ubicar beneficiarios de proyectos cerrados; los sesgos en las visitas de campo; la alta rotación de personal gubernamental; y la dispersión geográfica de las intervenciones.

## Contexto del país y estrategia y operaciones del FIDA en el período comprendido por la EEP

### A. Contexto del país

#### Aspectos socioeconómicos

11. **Honduras es un país con una población joven y una gran diversidad cultural, organizado administrativamente en departamentos y municipios.** Situada en el centro del istmo centroamericano, Honduras es una república presidencialista administrativamente dividida en 18 departamentos y 298 municipios. Tiene una población de 9,745 millones de habitantes de los que el 52.9 % son mujeres<sup>5</sup> y el 8,6 % se califica como población indígena, afrohondureña y negra.<sup>6</sup> La superficie es de 112.490 km<sup>2</sup>, con una densidad de población de 94 habitantes por km<sup>2</sup>.<sup>7</sup> La edad mediana de la población es de 31 años y la tasa de crecimiento anual de la población se situó en el 1.7% en 2023.<sup>8</sup>
12. **La migración, sobre todo internacional, representa un fenómeno importante.**<sup>9</sup> Honduras registró niveles elevados de emigración entre 2013 y 2018, alcanzando su punto máximo en 2018, seguido por una disminución constante de la emigración entre 2019 y 2024.<sup>10</sup> Se estima que el 51.9 % de personas hondureñas que han emigrado en el periodo 2018-2023 provenían de zonas rurales, con una edad media de 27 años. Asimismo, la dinámica migratoria reciente presenta una dimensión de género relevante: aproximadamente el 60 % de las personas emigrantes fueron hombres y el 40 % mujeres. Entre los principales departamentos de origen de las personas emigrantes se encuentran Cortés (16%), Francisco Morazán (16.3 %) y Olancho (9.8%). Estados Unidos es el principal destino migratorio de la población hondureña, con un 87.3%, seguido por México con un 6.0% y España con un 5.4%. Cerca del 78 % de los emigrantes hondureños recientes se encuentran en situación irregular y un 5.5 % se identifican como refugiados o solicitantes de asilo, lo que refleja la alta vulnerabilidad de la diáspora hondureña.<sup>11</sup>
13. **Honduras es un país de ingreso medio-bajo con una economía pequeña, abierta y vulnerable a choques externos.** De 2010 a 2019, Honduras ha tenido un crecimiento relativamente estable, impulsado por el consumo privado y las remesas,<sup>12</sup> que son fuente de ingresos clave para el país después de las exportaciones, con un crecimiento promedio anual en el Producto Interno Bruto (PIB) de 3.6 % (cuadro 2).<sup>13</sup> Sin embargo, la pandemia de COVID-19 y los huracanes Eta e Iota en el año 2020 impactaron significativamente la economía causando una fuerte contracción del PIB de -9.0 % (cuadro 2).<sup>14</sup> También indujeron una caída de los ingresos fiscales y una presión en el gasto aumentando el déficit del sector público no financiero y empujando la deuda hasta un 56 % del

<sup>5</sup> Instituto Nacional de Estadística (INE), [Encuesta Permanente de Hogares de Propósitos Múltiples \(EPHPM\)](#), 2023,

<sup>6</sup> INE, [Censo de Población y Vivienda](#), 2013, <https://ine.gob.hn/v4/censo-de-poblacion-y-vivienda/>. La categoría incluye a los pueblos indígenas lenca, misquito, tolupán, pech, tawahka y chortí, así como a los pueblos afrodescendientes garífuna y negros de habla inglesa.

<sup>7</sup> Banca mundial (2022): <https://data.worldbank.org/country/honduras> (datos recuperados en marzo de 2025). La densidad de población de Honduras (94 hab/km<sup>2</sup>) es inferior al promedio de América Latina y el Caribe (≈160 hab/km<sup>2</sup>) y menor que en países vecinos como El Salvador (≈310 hab/km<sup>2</sup>) o Guatemala (≈180 hab/km<sup>2</sup>)

<sup>8</sup> INE, EPHPM, 2023; Banca mundial (2023) <https://data.worldbank.org/country/honduras>.

<sup>9</sup> FIDA, Honduras, INNOVASAN, Informe de diseño Informe principal y anexos, 2024.

<sup>10</sup> Banca mundial (2023): <https://data.worldbank.org/country/honduras> (datos recuperados en marzo de 2025).

<sup>11</sup> INE y Organización Internacional para las Migraciones, [Principales resultados: Encuesta Nacional de Migración y Remesas](#), Honduras, 2023,

<sup>12</sup> Entre 2010 y 2023 las remesas pasaron de 16.53 al 26.07 % del PIB posicionando Honduras entre los países con los niveles más altos de remesas del mundo en cuanto a porcentaje del PIB. BID, OVE, Revisión Independiente del Programa de País, Honduras 2019-2022, 2023; Banco Mundial, Indicadores de Desarrollo Mundial; Agencia de los Estados Unidos para el Desarrollo Internacional (USAID), [Diagnóstico de Crecimiento Inclusivo en Honduras](#), 2021.

<sup>13</sup> FIDA, República de Honduras, COSOP 2020-2025; USAID, [Diagnóstico de Crecimiento Inclusivo en Honduras](#), 2021.

<sup>14</sup> PNUD, [Informe de Desarrollo Humano, Honduras](#), 2022; BID, Comisión Económica para América Latina y el Caribe (CEPAL), [Evaluación de los efectos e impactos de la tormenta tropical Eta y el huracán Iota en Honduras](#), 2021.

PIB.<sup>15</sup> La recuperación a partir de 2021 se reflejó en un repunte del PIB de 12.6 % en 2021, seguido por tasas de 4.1 % en 2022 y 3.6 % en 2023 (cuadro 2). Esta recuperación, sin embargo, se dio en un contexto poco favorable caracterizado por los efectos del conflicto ruso-ucraniano, presiones inflacionarias (con un pico de 9.1 % en 2022), el alza en los precios de alimentos y energía, y las interrupciones en las cadenas globales de suministros, entre otros.<sup>16</sup> La estabilidad macro fiscal se busca reforzar con los acuerdos con el Fondo Monetario Internacional (FMI).<sup>17</sup>

14. **Las actividades terciarias contribuyen con el mayor promedio al PIB.** El sector primario representa el 12 % del PIB (2023), mientras que los sectores secundario y terciario aportan el 26 % y el 57 % respectivamente.<sup>18</sup> La actividad industrial se centra en productos de bajo valor añadido, correspondiendo la mayor participación a las manufacturas (textiles), procedentes principalmente de la maquila.<sup>19</sup> El sector agrícola continúa teniendo un papel relevante en la economía, particularmente en las exportaciones de café, banano y aceite de palma. La economía depende altamente del comercio internacional, con una composición exportadora dominada por la maquila y productos agrícolas tradicionales. El principal socio comercial es Estados Unidos, a partir de la entrada en vigor del tratado de libre comercio entre Estados Unidos, Centroamérica y la República Dominicana.<sup>20</sup>

Cuadro 2.

**Indicadores macroeconómicos clave**

Indicador	2010	2013	2015	2019	2020	2021	2022	2023
PIB crecimiento anual (%)	3.7	2.8	3.8	2.6	-9.0	12.6	4.1	3.6
Inflación, precios al consumidor (% anual)	4.7	5.2	3.2	4.4	3.5	4.5	9.1	6.7
Exportaciones de bienes y servicios (% del PIB)	45.8	47.9	45.2	40.2	35.9	39.4	42.4	37.0
Remesas de trabajadores y compensación de empleados, recibidas (% del PIB)	16.5	16.7	17.5	21.7	23.9	25.6	27.0	26.1
Agríc., silvicultura y pesca, valor agregado (% del PIB)	11.6	12.2	12.2	10.6	12.2	10.9	12.5	12.0

Fuentes: BM, Indicadores de Desarrollo Mundial.

15. **Honduras es el segundo país más pobres y uno de los más desiguales de América Latina y el Caribe (ALC).** Si bien entre 2013 y 2019 la pobreza se redujo (del 64.5 al 59.3 %), la pandemia y los desastres naturales de 2020 retrocedieron estos avances (ver cuadro 3).<sup>21</sup> La pobreza extrema afecta más del 43 % de la población.<sup>22</sup> Honduras tiene uno de los coeficientes de Gini más altos del continente (48.2 en 2019) con pocas ganancias en la reducción de la desigualdad de ingresos en las últimas décadas.<sup>23</sup> El país obtuvo un Índice de Desarrollo Humano de 0.6 en 2022 que lo ubica en la posición 138 de 193 naciones y penúltima en la región de ALC (seguido por Haití).<sup>24</sup>

<sup>15</sup> BID, [Oportunidades de Mayor Desarrollo Para Todos en Post Pandemia](#), 2021.

<sup>16</sup> BCIE, [Estrategia de País, Honduras, 2022-2026](#); Banco Mundial (BM), [El Banco Mundial en Honduras](#), 2024.

<sup>17</sup> En 2017 Honduras completó el primer programa mixto de Servicio de Crédito Stand-by y un Acuerdo de Derechos de Giro. En 2019, el FMI aprobó un segundo programa mixto (ajustado en 2020). En el marco de estos programas, se concretaron mecanismos para procurar la disciplina fiscal, se estabilizó la deuda y se introdujeron elementos de un marco de política monetaria moderna. BID, Oficina de Evaluación y Supervisión (OVE), Revisión Independiente del Programa de País, Honduras 2019-2022.

<sup>18</sup> BM, Indicadores de Desarrollo Mundial.

<sup>19</sup> Ministerio de Economía, Comercio y Empresa, Oficina Económica y Comercial de España en Tegucigalpa, Honduras, [Informe Económico y Comercial](#), 2019.

<sup>20</sup> Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación, Honduras, noviembre 2021, [Análisis del Comercio Exterior del País](#).

<sup>21</sup> BM, Indicadores de Desarrollo Mundial.

<sup>22</sup> INE, [EHPHM](#), 2024.

<sup>23</sup> Con un coeficiente de Gini de 48.2 en 2019, Honduras se ubica por encima del promedio de ALC (≈45) y entre los países con mayor desigualdad de la región. Solo algunas economías como Brasil y Colombia presentan valores comparables o superiores. BCIE, [Estrategia de País, Honduras, 2022-2026](#); Banco Mundial, Indicadores de Desarrollo Mundial.

<sup>24</sup> PNUD, Informe Sobre el Desarrollo Humano, 2023/2024, [Instantánea](#), 2024; PNUD, [Human Development Reports](#).

16. **Las disparidades territoriales son particularmente grandes** y la pobreza se concentra en las zonas del suroeste del país (Choluteca, El Paraíso, Francisco Morazán, La Paz, Valle) y en departamentos con mayor proporción de minorías étnicas como Gracias a Dios. Las tasas de pobreza extrema más altas se encuentran en Lempira, seguido por La Paz e Intibucá.<sup>25</sup> Estas zonas enfrentan terrenos montañosos de baja productividad, sequías recurrentes en el corredor seco y alta exposición a inundaciones y deslizamientos, lo que limita la agricultura de subsistencia. En Gracias a Dios, el aislamiento y la falta de infraestructura y servicios básicos agravan aún más la vulnerabilidad. El 64 % de la población rural vive en situación de pobreza.<sup>26</sup>
17. El mercado laboral se caracteriza por altos niveles de informalidad<sup>27</sup> y desempleo, este último afectando al 6 % de la fuerza laboral.<sup>28</sup> A lo largo del tiempo, Honduras implementó programas sociales de transferencias condicionadas como Bono Vida Mejor (antes Bono 10,000) y el Programa de Asignación Familiar (PRAF); estos fueron pilares del sistema de protección social, aunque no operan en su forma original en la actualidad. Más recientemente, bajo la administración vigente, se han lanzado nuevas iniciativas de protección social - como el programa piloto Bono Unid@s - dirigidas a hogares vulnerables, en un intento por actualizar y fortalecer el sistema de asistencia social. Además, con el apoyo de organismos internacionales, el país ha impulsado proyectos para fortalecer la integración y sostenibilidad del sistema de protección social, aunque persisten desafíos en cobertura y coordinación institucional.<sup>29</sup>
18. **Tras la pandemia y los eventos de 2020, la inseguridad alimentaria se incrementó** desde 41,6 % en 2015 hasta llegar a afectar más del 56 % de la población en 2022 (cuadro 3).<sup>30</sup> El retraso del crecimiento afecta el 17.5 % de los niños y niñas menores de 5 años (2022), cifra superior al promedio de la región de ALC (11.5 %).<sup>31</sup> Por otra parte, el 62 % de las mujeres de 15 a 49 años de edad presentan sobrepeso u obesidad.<sup>32</sup> Más allá de los desafíos globales, la situación se agrava por factores internos como el encarecimiento sostenido de los alimentos y de los insumos agrícolas, los bajos ingresos y el desempleo, la alta proporción del ingreso que los hogares deben destinar a la compra de alimentos, la pérdida recurrente de cultivos asociada a choques climáticos y la dependencia de las importaciones de productos de consumo básicos.<sup>33</sup> El 20% de los hogares rurales presentan inseguridad alimentaria moderada y el 9% inseguridad alimentaria severa. La desnutrición crónica en áreas rurales afecta el 23 % de la niñez menor de 5 años.<sup>34</sup>
19. **El país enfrenta importantes retos de cobertura de salud, infraestructura vial y acceso a servicios básicos, sobre todo en áreas rurales.** Honduras enfrenta dificultades en la prestación de servicios públicos, la capacidad institucional y la inversión, especialmente en las zonas rurales. El espacio fiscal limitado restringe la inversión pública, afectando la gestión presupuestaria y la eficiencia del gasto. Marcos institucionales débiles y una coordinación insuficiente

<sup>25</sup> BM, [Honduras Estudio de Pobreza, Una Senda Hacia la Reducción de la Pobreza y el Crecimiento Inclusivo](#), 2023.

<sup>26</sup> Cabe destacar que según las diferentes fuentes, los datos acerca de la pobreza rural se detallan como sigue: (i) EPHPM 2023: 64%; (ii) INE, Encuesta Focalizada en Pobreza Rural, Condiciones socioeconómicas de la población en las aldeas con los índices más altos de pobreza, 2022: 80 %; (iii) EPHPM, 2021: 76%.

<sup>27</sup> Según la CEPAL, "Honduras registra un 82 %, mientras que Guatemala sigue de cerca con un 79 %, superados sólo por Bolivia, con un 84 % de su economía operando en la informalidad.

<sup>28</sup> BM, Indicadores de Desarrollo Mundial, 2023.

<sup>29</sup> BID, Programa de Apoyo a Reformas en Protección Social I y II - Informe de terminación de proyecto, 2021.

<sup>30</sup> BM, Indicadores de Desarrollo Mundial, 2021.

<sup>31</sup> BM, Organización Mundial de la Salud, Fondo de las Naciones Unidas para la Infancia (UNICEF), Joint Child Malnutrition Estimates Database, 2023.

<sup>32</sup> INE, Impacto de la Pandemia por Covid-19 Sobre el Estado de Seguridad Alimentaria y Nutricional en Niños(as) Menores de 5 Años y Mujeres en Edad Reproductiva (15-49 años) en 39 Municipios Seleccionados del País.

<sup>33</sup> Clasificación Integrada de la Seguridad Alimentaria en Fases (CIF), Honduras: Análisis de inseguridad alimentaria aguda, diciembre 2024 – noviembre 2025. Informe, 2025; INE, Evaluación de la situación nutricional y de seguridad alimentaria en 4 regiones priorizadas de Honduras. Infografía general, 2025.

<sup>34</sup> INE, ENDESA MICS Honduras 2019, Estado nutricional de los niños, 2019.

obstaculizan la prestación eficaz de los servicios de salud.<sup>35</sup> Asimismo, el acceso a servicios de agua potable gestionados de forma segura cubre el 78 % de la población urbana, pero solo el 46 % de la población rural, reflejando una profunda desigualdad territorial.<sup>36</sup>

20. **Las mujeres, los/las jóvenes, los Pueblos Indígenas y afrohondureños y las personas con discapacidad enfrentan persistentes condiciones de desigualdad y exclusión, pese a su papel decisivo en la agricultura y la vida rural.** En 2022, Honduras registró un índice de desigualdad de género de 0,41 (puesto 102/166).<sup>37</sup> Aun con avances en los últimos 15 años, persisten brechas en el mercado laboral, baja participación política y altos niveles de violencia basada en género.<sup>38</sup> El 43,8% de las mujeres vive en zonas rurales, con desempleo superior al 10%, y alrededor del 70% en pobreza, debido a limitaciones de acceso a recursos, crédito y asistencia técnica.<sup>39</sup>
21. En Honduras, la Ley del Instituto Nacional de la Juventud (Decreto No. 260-2005, Artículo 2) define como joven a toda persona entre 12 y 30 años de edad. En este grupo, el 45% de los trabajadores se ubica en áreas rurales, afectados por desempleo, inequidad salarial, baja calidad laboral y migración, que redujo su participación en agricultura del 39% al 27% entre 2010 y 2023.<sup>40</sup>
22. Los Pueblos Indígenas y afrohondureños (77% en áreas rurales) sufren violencia, discriminación, precariedad socioeconómica y desnutrición (38% en menores de 5 años). Aunque cuentan con derechos territoriales reconocidos en la legislación nacional, diversos análisis recientes señalan que algunos de sus territorios se han visto afectados por conflictos socioambientales vinculados a proyectos de inversión y disputas por el uso de tierras y recursos naturales, lo que pone de relieve la importancia de fortalecer los mecanismos de consulta, diálogo y participación en línea con los estándares de Consentimiento Libre, Previo e Informado (CLPI).<sup>41</sup>
23. Las personas con discapacidad (3% de la población) enfrentan barreras estructurales: falta de legislación sólida, acceso limitado a tierra, capital y crédito, escasas oportunidades de formación, servicios deficientes y baja participación ciudadana.<sup>42</sup>
24. Aunque cada grupo enfrenta limitaciones específicas, estas vulnerabilidades suelen intersectarse y acumularse. Por ejemplo, las mujeres jóvenes en áreas rurales e indígenas no solo tienen menor acceso a empleo y crédito, sino que además están expuestas a mayores riesgos de violencia y discriminación múltiple. De forma similar, las personas con discapacidad en comunidades rurales o indígenas enfrentan barreras simultáneas de exclusión económica, territorial y social, lo que profundiza la desigualdad y limita sus oportunidades de desarrollo.

<sup>35</sup> BM, Revisión del Gasto Público en Honduras: Fortalecimiento de la Resiliencia Fiscal, 2023; BID, Revisión Independiente del Programa de País: Honduras 2019-2022, 2023.

<sup>36</sup> BM, Indicadores de Desarrollo Mundial (datos de 2022).

<sup>37</sup> El Índice de Desigualdad de Género se redujo de 0.467 en 2010 a 0.413 en 2022. Fuentes: PNUD.

<sup>38</sup> INE, Primera Encuesta Nacional Especializada Sobre la Violencia Contra las Mujeres y de Niñas de 15 Años y Más; 2023 PNUD; PNUD, Informe de Desarrollo Humano, Honduras 2022

<sup>39</sup> SAG, PESAH 2023-2043, 2023; FIDA, Honduras, INNOVASAN, Informe de diseño Informe principal y anexos, 2024; Las simulaciones sugieren que la participación femenina en la fuerza laboral rural está subestimada entre 6 y 23 puntos porcentuales (BM, Ella me ayuda todo el tiempo: subestimando la participación económica de las mujeres en las zonas rurales de Honduras, 2020). Se estima que solamente el 34.4% de las mujeres en área rural tiene acceso a medios de información y comunicaciones y el 14 % es dueña de terrenos. Las mujeres están excluidas de programas de financiamiento agrícola, en parte por no tener garantías que avalen el crédito. SAG, PESAH 2023-2043, 2023.

<sup>40</sup> INE, [Características y Tendencias del Trabajo Juvenil en Honduras](#): 2005-2023. INE, Resultados LXXVI Encuesta Permanente de Hogares de Propósitos Múltiples I Trimestre marzo 2023. SAG, PESAH 2023-2043, 2023; INE, Características y Tendencias del Trabajo Juvenil en Honduras: 2005-2023.

<sup>41</sup> Secretaría de Derechos Humanos, [Población Indígena y Afro-hondureña](#). FIDA, Nota técnica de país sobre cuestiones de los pueblos indígenas, República de Honduras, 2022; Oficina Regional del Alto Comisionado de Naciones Unidas para los Derechos Humanos, Oficina Regional para América. FIDA, Honduras, INNOVASAN Informe de diseño Informe principal y anexos, 2024; Navegador Indígena, Centro Hondureño de Promoción para el Desarrollo Comunitario, [Informe Sobre la Implementación del Navegador Indígena en Honduras](#), 2024.

<sup>42</sup> BM y FIDA, Estudio de discapacidad en el contexto agroindustrial y agrícola rural de Guatemala y Honduras, 2021.

Cuadro 3.  
Indicadores clave sociales y de pobreza

Indicador	2010	2013	2015	2019	2020	2021	2022	2023
Tasa de incidencia de la pobreza, sobre la base de la línea de pobreza nacional (% de la población)	60	64.5	63.8	59.3	-	73.6	-	64.1
Índice de Gini	53.1	50	49.2	48.2	-	-	-	-
Índice de Desigualdad de Género <sup>43</sup>	0.47	0.45	0.43	0.45	0.444	0.42	0.43	0.44
Prevalencia de la inseguridad alimentaria moderada o grave en la población (%)	-	-	41.6	45.6	49.9	56.1	56.0	-

Fuentes: BM, PNUD.

25. **Honduras es uno de los países más violentos del continente** con una tasa de homicidios de 38.1 personas cada 100,000 habitantes comparado con un promedio de la región ALC de 19.6. La tasa de feminicidio es de las más altas del mundo alcanzando 6.5 por cada 100,000 mujeres en 2021, más del triple del promedio mundial de 2 por cada 100,000.<sup>44</sup> Esto tiene fuertes repercusiones socioeconómicas, con costos equivalentes a alrededor del 14% del PIB y efectos negativos sobre la inversión, el empleo y las oportunidades de los jóvenes.<sup>45</sup>
26. **En la última década, la gobernanza y la calidad institucional en Honduras han enfrentado importantes desafíos en materia de gobernanza y confianza institucional.** La polarización política, originada en la crisis política de 2009, se intensificó con la reelección presidencial impugnada en 2017 y casos de corrupción pública.<sup>46</sup> Los recientes eventos muestran que persisten retos para mejorar la calidad de la gobernanza y las instituciones, incluidos desafíos relacionados con el fortalecimiento de los controles institucionales y la prevención de prácticas de corrupción, socavando la confianza ciudadana, afectando la prestación de servicios, fomentando desigualdad y exclusión, y obstaculizando el desarrollo del sector privado. Diversos análisis señalan que la estructura de poder y la influencia de distintos actores han limitado el avance de procesos de formulación de políticas orientados a reformas centradas en la rendición de cuentas y la inclusión.<sup>47</sup> En conjunto con la violencia e impunidad persistentes, esto ha generado un panorama de fragilidad y desigualdad creciente en Honduras, que erosiona la confianza de la ciudadanía en las instituciones públicas.<sup>48</sup> En 2021, el Índice de Percepción de la Corrupción fue de 23 puntos (la puntuación más baja desde 2012) situando al país en el puesto 154 entre 180 países.<sup>49</sup>
27. **Honduras es un país eminentemente forestal y vulnerable al cambio climático.** Con una cobertura forestal del 56% del territorio,<sup>50</sup> Honduras tiene una alta biodiversidad en relación con su tamaño. Sin embargo, la tasa de pérdida de la cobertura forestal es elevada (12% entre 2010 y 2021).<sup>51</sup> En 2019, el Índice de Riesgo Climático Global clasificó a Honduras como el segundo país del mundo más afectado por eventos climáticos extremos en el período 1998 – 2017.<sup>52</sup> Se prevé que el impacto del capital productivo destruido a causa de eventos extremos genere una pérdida de alrededor del 5.4 % del PIB anual para el 2050.<sup>53</sup>

<sup>43</sup> El índice incluye tres dimensiones: salud reproductiva, empoderamiento y participación en el mercado de trabajo.

<sup>44</sup> BM, Indicadores de Desarrollo Mundial

<sup>45</sup> BM, Honduras Estudio de Pobreza, Una Senda Hacia la Reducción de la Pobreza y el Crecimiento Inclusivo, 2023.

<sup>46</sup> Durante el período de referencia de esta evaluación (2017–2024) hubo dos gobiernos: Juan Orlando Hernández (reelecto en 2017; en funciones hasta el 27 de enero de 2022) y Xiomara Castro (desde el 27 de enero de 2022).

<sup>47</sup> BM 2023. Honduras - Caminos Hacia la Construcción de una Sociedad Resiliente: Actualización Sistemática de Diagnóstico de País

<sup>48</sup> Ídem

<sup>49</sup> El índice clasifica a 180 países y territorios según las percepciones con respecto al nivel de corrupción en el sector público, empleando una escala de cero (muy corrupto) a 100 (muy baja corrupción), <https://www.transparency.org/en/countries/honduras>.

<sup>50</sup> INE, Cobertura forestal 2017-2021.

<sup>51</sup> BM, Informe Sobre Clima y Desarrollo de Honduras, 2023.

<sup>52</sup> El índice indica el nivel de exposición y la vulnerabilidad a los fenómenos climáticos extremos. Germanwatch, [Global Climate Risk Index 2019](#), 2019.

<sup>53</sup> Banco Mundial, [Informe Sobre Clima y Desarrollo de Honduras](#), 2023.

## Características del sector agrícola y del desarrollo rural

28. **La agricultura reviste gran importancia en Honduras.** La población rural constituye el 44.3% de la población total del país.<sup>54</sup> El sector agrícola representa el 12 % del PIB<sup>55</sup> y emplea el 21.8 % de la fuerza laboral.<sup>56</sup> La producción agropecuaria está orientada a la exportación, y centrada en determinados productos (café, banano, aceite de palma, azúcar, camarones, ganado vacuno, granos básicos),<sup>57</sup> lo que hace al sector vulnerable a choques externos. La agricultura familiar agrupa a más de 239 mil familias dedicadas a la producción de granos básicos, 88,400 a la producción de cultivos permanentes y 7,300 a la actividad ganadera.<sup>58</sup> La agricultura familiar genera el 56.5% de la producción agrícola nacional y representa un sector significativo del país por su contribución a la seguridad alimentaria y nutricional, generación de empleo, mitigación de la pobreza, conservación de la biodiversidad y tradiciones culturales.<sup>59</sup>
29. Honduras ha avanzado en el fortalecimiento de cadenas de valor agrícolas, especialmente en sectores como el café, el cacao y los lácteos, mediante iniciativas que mejoran la productividad, la calidad y la competitividad de los pequeños productores. Sin embargo, el acceso a los mercados sigue siendo desigual, ya que muchos agricultores dependen aún de intermediarios y tienen una participación limitada en cadenas de valor orientadas a la exportación o de alto valor, especialmente aquellos que no están organizados en cooperativas o asociaciones de productores.<sup>60</sup> El 80 % del empleo en el sector agrícola es informal,<sup>61</sup> caracterizado por la inestabilidad laboral y salarios bajos.
30. **La distribución de la tierra es desigual, la tenencia insegura y los conflictos frecuentes.** El 71 % de las explotaciones agropecuarias son de pequeña escala (menos de 5 ha)<sup>62</sup> y disponen únicamente del 9 % del suelo agrícola.<sup>63</sup> La desigualdad de acceso a/ tenencia de tierras en Honduras es similar a la de otros países latinoamericanos.<sup>64</sup> La agricultura a pequeña escala se desarrolla prevalentemente en zonas de laderas escarpadas y de baja fertilidad.<sup>65</sup> Las unidades que superan las 50 hectáreas constituyen apenas el 5% del total de fincas, pero concentran el 61% del total de la superficie agrícola.<sup>66</sup> La alta concentración de la tierra en monocultivos (p. ej. por la producción de palma africana, caña de azúcar y piña) es uno de los factores que explican la escasez de los alimentos y la extensa pobreza rural extrema. La tenencia de la tierra es insegura (p.ej. solamente el 43 % de los productores de la agricultura familiar posee el título de la tierra,<sup>67</sup>)<sup>67</sup> y los conflictos por la tierra son constantes.<sup>68</sup>
31. **Los/las pequeños/as productores/as enfrentan múltiples desafíos resultando en una baja productividad y limitada comercialización de sus productos.** La mayoría de las fincas en Honduras son administradas por productores/as de subsistencia o semi-subsistencia con cultivos afectados por una

<sup>54</sup> INE, EPHPM, 2023.

<sup>55</sup> BM, Indicadores de Desarrollo Mundial, 2023.

<sup>56</sup> INE, [Cifras del mercado laboral 2021 – 2022](#).

<sup>57</sup> IFAD, República de Honduras, COSOP 2020-2025; BID, [Análisis de Políticas Agropecuarias en Honduras](#), 2019.

<sup>58</sup> FAO, Caracterización de la agricultura familiar en Honduras, 2023.

<sup>59</sup> BM, [Marco de Alianza con el País para la República de Honduras](#), 2022.

<sup>60</sup> Considere, por ejemplo, las experiencias documentadas en los proyectos respaldados por el Banco Mundial, Heifer International y Swisscontact.

<sup>61</sup> CEPAL, [Estimación de la Economía Informal en Honduras](#), 2023.

<sup>62</sup> La producción de 1 ha o menos la atiende el Estado con el programa Bono Tecnológico Productivo que brinda insumos y asistencia técnica para la producción de granos básicos, ganadería y café. SAG, [PESAH 2023-2043](#), 2023.

<sup>63</sup> [Plan de Gobierno para Refundar Honduras](#) 2022-2026.

<sup>64</sup> Bauluz, L., Govind, Y. & Novokmet, F. [Global Land Inequality](#), World Inequality Database, Working Paper 10, 2020.

<sup>65</sup> República de Honduras, [Programa de Metas y medidas voluntarias para la Neutralidad en la Degradación de Tierras en Honduras](#), Informe final, 2023.

<sup>66</sup> [Plan de Gobierno para Refundar Honduras](#) 2022-2026.

<sup>67</sup> El 25 % es propietario sin título, el 24 % es arrendatario y el 8 % ha obtenido la tierra prestada o la ha adquirido de otra forma. FAO, [Caracterización de la agricultura familiar en Honduras](#), 2023.

<sup>68</sup> BM, Informe sobre el clima y el desarrollo del país en Honduras, 2023.

baja productividad y poca diversificación, con pocos excedentes destinados al mercado. Entre los principales y entrelazados problemas se subrayan los siguientes:<sup>69</sup>

- a) El acceso a **recursos hídricos** es limitado, debido a fenómenos de sequía y agravado por la falta de infraestructura hídrica, una limitada red de sistemas primarios de riego, la falta de formación técnica para su uso y debilidades en los sistemas de gobernanza. La mayoría de los/las productores/as dependen de las lluvias para el riego.
- b) La **degradación del suelo** (con alta erosión, debido al uso inadecuado de prácticas de cultivo, la explotación excesiva, la aplicación de agroquímicos, la deforestación y los incendios forestales);
- c) La vulnerabilidad a los **fenómenos climáticos** adversos como sequías, inundaciones y huracanes;
- d) El acceso limitado a la **asistencia técnica** y a servicios y programas de **investigación**, generación y transferencia de **tecnología**;
- e) La falta de acceso al **financiamiento** inclusivo con solamente el 35% de pobladores rurales con una cuenta bancaria y el 12% con acceso a préstamos en instituciones financieras (IF) formales.<sup>70</sup> Esto se debe a la limitada presencia de IF en áreas rurales, la falta de productos adaptados al contexto y la limitada educación financiera de la población rural. Las IF perciben además el riesgo del sector agrícola como muy alto. Las familias de pequeños/as y medianos/as productores/as dependen del financiamiento informal.<sup>71</sup>
- f) Limitados canales, mecanismos e informaciones para la **comercialización** y altos costos de transacción por falta de infraestructura y de caminos. La comercialización en general es individual, por el bajo nivel organizativo entre productores/as.

### Política agrícola y marco institucional

32. **Marco político.**<sup>72</sup> El marco rector de las políticas del país es la *Visión de País* (2010-2038) que define la aspiración de Honduras para 2038 en términos de sus características sociales, políticas y económicas. La Visión del País se implementa mediante planes de nación y planes de gobierno. El más reciente *Plan de Gobierno Para la Refundación de la Patria y Construcción del Estado Socialista y Democrático* (2022-2026) considera el sector agroalimentario como prioritario para la erradicación de la pobreza. Promueve la legalización de tierras agrícolas y la resolución de conflictos agrarios, el apoyo a productores/as de granos básicos,<sup>73</sup> la protección del derecho de las comunidades al CLPI, las finanzas rurales, y la construcción de infraestructura para el abasto de productos agrícolas para consumo nacional.
33. Honduras cuenta con una nueva *Política de Estado del Sector Agroalimentario de Honduras (PESAH) 2023-2043* que sustituye a la Política de Estado para el Sector Agroalimentario y el Medio Rural de Honduras 2004-2021. La PESAH busca transformar el sector agroalimentario, incrementar la producción y productividad, diversificar y generar valor agregado e innovando en todas las tipologías de agricultura, con comercialización justa e inclusión social, con resiliencia al cambio climático y proyección hacia el mercado. De manera complementaria, la Estrategia de Adaptación de Cambio Climático para el Sector Agroalimentario de Honduras 2015-2025 y la Contribución Nacionalmente Determinada (NDC) de Honduras

<sup>69</sup> Centro Internacional de Agricultura Tropical (CIAT), Escuela Agrícola Panamericana Zamorano, USAID, [Aumentando la Resiliencia Climática en el Occidente de Honduras: Explorando Fuentes de Agua para Pequeños Productores Rurales](#). 2016; FIDA, Honduras, INNOVASAN, Informe de diseño Informe principal y anexos, 2024; FIDA, República de Honduras, COSOP 2020-2025; SAG, [PESAH 2023-2043](#), 2023.

<sup>70</sup> BM, Indicadores de Desarrollo Mundial, 2021.

<sup>71</sup> FAO, [Inclusión financiera en los territorios rurales](#).

<sup>72</sup> Un listado completo de políticas nacionales relevantes para la EEPP se encuentra en el anexo VII.

<sup>73</sup> Los granos básicos referidos en el plan son maíz, frijol, arroz y sorgo.

definen lineamientos para la adaptación y mitigación del cambio climático a los que se articula el sector agroalimentario.

34. La *Estrategia Nacional de Agricultura Familiar de Honduras (2017-2030)* apunta a proveer bienes y servicios para estimular la producción primaria, la transformación y la comercialización de los productos para alcanzar la seguridad alimentaria, la generación de empleos e ingresos y el mejoramiento de la calidad de vida en el país. Los ejes principales de la estrategia incluyen: el acceso diferenciado a bienes y servicios productivos, la articulación a las cadenas de valor de la agricultura familiar con relaciones equitativas, y el fortalecimiento de capacidades. Esta estrategia se enmarca en la Política y Estrategia Nacional de Seguridad Alimentaria y Nutricional (PyENSAN) 2030, que establece orientaciones de política para avanzar hacia la seguridad alimentaria y nutricional en el país.
35. Sin embargo, la efectividad de estas políticas sigue siendo limitada debido a desafíos clave en su implementación, como la insuficiencia de recursos financieros, la débil capacidad institucional y la limitada coordinación operativa entre las agencias responsables de su ejecución. Como resultado, muchos pequeños productores siguen enfrentando barreras para acceder a asistencia técnica, activos productivos y mercados.<sup>74</sup>
36. **Marco institucional.** La SAG lidera el sector agroalimentario, en coordinación con instituciones públicas que forman parte del Consejo de Desarrollo Agropecuario.<sup>75</sup> Durante 2017–2024, la SAG operó con dos vicesecretarías, Subsecretaría de Agricultura y Subsecretaría de Ganadería, y con entes desconcentrados clave como SENASA (sanidad e inocuidad) y DICTA (investigación y transferencia tecnológica), además de PRONAGRO (organización de cadenas y agronegocios).<sup>76</sup> En 2022 se realizaron ajustes institucionales: se adscribió PRONADERS a la SAG y se trasladaron a la Secretaría proyectos agrícolas de INVEST-H, ampliando su ámbito de gestión. Otros actores relevantes son: las Secretarías de Finanzas, Salud, Educación, Desarrollo Social y Asuntos de la Mujer, las municipalidades y mancomunidades,<sup>77</sup> las organizaciones rurales (cajas rurales, cooperativas, asociaciones, uniones), las entidades proveedoras de servicios de asesoría técnica, las instituciones y las intermediarias financieras rurales, el sector privado, las universidades, las organizaciones internacionales y no gubernamentales. También destaca el Servicio Nacional de Emprendimiento y de Pequeños Negocios (SENPRENDE), que rectora y brinda servicios a emprendedores y micro, pequeñas y medianas empresas (formalización, asistencia técnica y financiera, acceso a mercados) y articula iniciativas en territorios rurales en coordinación con el sector agro. La coordinación con los donantes y asociados en el desarrollo se concretiza en diferentes plataformas (grupo de los G-16;<sup>78</sup> la Mesa Sectorial Agroforestal)<sup>79</sup> y en el marco de los planes de acción del Marco de Asistencia de Las Naciones Unidas para el Desarrollo (MANUD) y posteriormente en el Marco de Cooperación de las Naciones Unidas para el Desarrollo Sostenible (UNSDCF, por sus siglas en inglés).

---

<sup>74</sup> SAG, Política de Estado del Sector Agroalimentario de Honduras (PESAH) 2023–2043, 2023; BM, Honduras – Panorama general del país, 2023.

<sup>75</sup> Entre ellas: Banco Nacional de Desarrollo Agrícola; Instituto de Conservación Forestal; Instituto Nacional Agrario; Secretaría de Desarrollo Económico; Secretaría de Recursos Naturales y Ambiente.

<sup>76</sup> PRONAGRO es una dependencia de la SAG encargada de articular actores públicos y privados en cadenas agroalimentarias y de valor, con el fin de fortalecer la competitividad y promover agronegocios con mayor valor agregado.

<sup>77</sup> El proceso de descentralización en Honduras ha sido parcial y desigual. A nivel central, ministerios y secretarías mantienen la mayor parte de las funciones de diseño normativo, planificación y asignación de recursos. A nivel municipal y de mancomunidades, se concentran responsabilidades de ejecución en áreas como infraestructura local, servicios básicos y desarrollo productivo, aunque con fuertes limitaciones de recursos y capacidades técnicas. Esta asimetría genera solapamientos, baja coordinación interinstitucional y dificultades para adaptar las políticas a las necesidades territoriales

<sup>78</sup> Integrado por representantes de 15 países, tres bancos de desarrollo y cuatro organismos multilaterales, el G-16 surgió en respuesta a la emergencia generada por el huracán Mitch en 1998 y se ha consolidado como un foro de convergencia de la cooperación internacional en el país.

<sup>79</sup> Integrada por representantes de gobierno, sociedad civil y cooperación internacional.

37. **Inversiones en el sector agrícola.** La inversión del Gobierno en el sector agricultura y ganadería ha aumentado ligeramente en los últimos años pasando del 1.4% del total de las inversiones públicas en 2019 al 2% en 2023.<sup>80</sup> La ayuda al desarrollo para el sector agrícola, forestal y de pesca disminuyó de US\$49.7 millones en 2010 a US\$33.1 millones en 2023 que representa el 3.3% del total.<sup>81</sup> Los principales donantes en el sector incluyen los Estados Unidos, seguidos por la instituciones de la Unión Europea, Canadá, el BID y el Banco Mundial.<sup>82</sup> La suspensión de la ayuda al desarrollo por parte de los Estados Unidos en febrero de 2025 probablemente tendrá un impacto considerable en Honduras, dado que la asistencia al desarrollo exterior proporcionada por Estados Unidos representó el 54% del total de la ayuda recibida en 2023.

## B. Estrategia y operaciones del FIDA en el período comprendido por la EEPP

### Estrategia de FIDA en el país

38. El FIDA ha estado activo en Honduras desde 1979. La Estrategia del FIDA en el país se estructuró a través de cuatro COSOP (2001-2006; 2007-2011; 2013-2016, extendido en 2017 hasta 2019;<sup>83</sup> 2020-2025). Al cubrir el periodo 2013-2024, la presente EEPP tomará en cuenta los dos COSOP más recientes.

Cuadro 4.  
Comparación entre COSOP

Elementos	2013-2019	2020-2025
Objetivo general	Ayudar a la población rural pobre a aumentar sus ingresos y el empleo, y alcanzar la seguridad alimentaria en un contexto de sostenibilidad ambiental mejorada	Contribuir a la reducción de la pobreza y la migración rural a través del fomento de sistemas de producción rural agrícola y de otra índole que sean inclusivos, eficientes, sostenibles y resilientes y que, al mismo tiempo, generen empleo.
Objetivos estratégicos	(1) Desarrollar negocios y microempresas rurales agrícolas y no agrícolas y mejorar el acceso a los mercados en tanto que se incrementa la competitividad rural; (2) Fomentar el capital humano y social	(1) Mejorar la productividad de los productores en pequeña escala mediante el establecimiento de sistemas alimentarios sostenibles y resilientes; (2) Aumentar el empleo rural mediante la promoción de la elaboración de productos agrícolas, la mejora del acceso a mercados y la generación de empleo rural no agrícola.
Principales ejes de intervención	Transformación de actividades de subsistencia agrícolas y no agrícolas en microempresas y negocios rentables; Desarrollo de capacidades y apoyo a organizaciones de productores (OP); Servicios financieros rurales; Infraestructura económica básica y caminos rurales; Infraestructura básica de hogares	Fortalecimiento de la iniciativa empresarial (modelos inclusivos de negocio, servicios financieros, colaboración con el sector privado y empresas de remesas); Desarrollo de capacidades y apoyo a OP; Agricultura climáticamente inteligente y manejo sostenible de recursos naturales; Diversificación y agregación de valor; Salud y nutrición.
Prioridad geográfica	No especificada (referencia a departamentos y municipios más pobres)	Valle de Sula, Occidente y Valle de Lean; departamentos de Atlántida, Yoro, Colon y Olancho.
Grupos objetivo	Pequeños productores agrícolas pobres; campesinos sin tierra; microempresarios y propietarios u operadores de pequeños negocios; pescadores tradicionales; garífunas y otros grupos étnicos; mujeres; jóvenes.	Familias en situación de pobreza; pequeños productores; personas con acceso limitado a mercados, infraestructura, servicios, afectadas por la COVID-19 y sujetas a efectos ambientales y climáticos; mujeres; jóvenes; indígenas y población afrohondureña.
Ejes transversales	Cambio climático; seguridad alimentaria; igualdad de género étnica e intergeneracional	Género; juventud; inocuidad de alimentos, seguridad alimentaria y nutrición; cambio climático; participación activa del sector privado.

Fuente: Revisión de escritorio realizada por el equipo de evaluación.

<sup>80</sup> Gobierno de la República de Honduras, [Presupuestos de la República](#).

<sup>81</sup> Organización para la Cooperación y el Desarrollo Económicos (OCDE), Creditor Reporting System, Official Development Assistance, Official Donors, Honduras, Disbursements, Constant prices, OECD Data Explorer.

<sup>82</sup> OECD Data Explorer, Creditor Reporting System (flows), ODA, disbursements, Constant prices.

<sup>83</sup> En particular, en marzo de 2017 se realizó el COSOP *Results Review* en el cual se determinó que los objetivos estratégicos de la estrategia no se habían completamente cumplido para 2016. Sin embargo, continuaban siendo relevantes y alineados a las prioridades nacionales. Se recomendó por lo tanto la extensión del COSOP hasta 2019. IFAD, Honduras, COSOP results review, Main report and appendices, 2017.

39. El **COSOP 2013-2019** apuntó a dar a la población rural pobre la oportunidad de aumentar sus ingresos, ampliar el empleo y lograr la seguridad alimentaria a través del desarrollo de negocios y microempresas rurales agrícolas y no agrícolas, la mejora del acceso a los mercados y el fomento del capital humano y social en las zonas rurales. La estrategia se enfocó en particular en apoyar la transformación de actividades de subsistencia agrícolas y no agrícolas en microempresas y negocios rentables, el acceso a servicios financieros rurales, el suministro de infraestructura básica, el desarrollo de las capacidades de la población rural, el apoyo a organizaciones y asociaciones de pequeños productores y la ampliación de la infraestructura básica de los hogares. La reducción de la vulnerabilidad al impacto del cambio climático, la mejora de la seguridad alimentaria y el aumento de la equidad figuraron como objetivos transversales.
40. El **COSOP 2020-2025** se dibujó teniendo en cuenta las lecciones aprendidas en la implementación de la estrategia precedente y la necesidad de una transición de un enfoque en cadenas de valor a uno que hace hincapié en sistemas sostenibles de producción de alimentos con atención a los aspectos ambiental, social, nutricional y del cambio climático. También se tomaron en cuenta desafíos emergentes (p.ej. los efectos de la COVID y el aumento de la migración de las áreas rurales), la necesidad de mejorar la alineación de los proyectos a las instituciones nacionales, la coordinación con otros organismos financieros y de las Naciones Unidas y la participación de los gobiernos locales y regionales en la toma de decisiones. La estrategia también subraya la importancia de las subvenciones regionales para apoyar actividades de la cartera (p.ej. nutrición, cooperación Sur-Sur y triangular). Además, en el COSOP se elaboraron tres escenarios de transición diferentes con distintas proyecciones macroeconómicas y riesgos relacionados que podrían requerir ajustes a la cartera para alinear la acción del FIDA con las prioridades del Gobierno.

#### **Cartera de préstamos**

41. La cartera de préstamos en el periodo 2013-2024 incluye seis proyectos de los que tres fueron aprobados en el marco del COSOP 2007-2011 (PROMECOM, HDN y Emprende Sur), dos bajo el COSOP 2013-2019 (PRO-LENCA y PROINORTE), y uno (INNOVASAN) bajo el COSOP 2020-2025. El costo total aprobado de estos proyectos es de USD\$203.3 millones, de los cuales US\$75.3 millones (37% de la cartera) son financiados por el FIDA. El resto de los fondos provienen del Gobierno (10%), cooperantes internacionales (43%) y beneficiarios (10%). Los detalles relativos a los proyectos se presentan en el anexo I.

Cuadro 5.  
Proyectos para evaluar por la EEPP<sup>84</sup>

Nombre	Periodo de ejecución	Costo total	Financ. FIDA	Financ. Gobierno	Otro financ. nacional	Co-financ.	Estado	Criterios de evaluación
PROMECOM	2008-2016	16.6	9.2	1.2	2.2	4 (BCIE) <sup>85</sup>	Cerrado	Todos
EMPRENDE Sur	2010-2019	37.2	10	3.7	3.5	20 (BCIE; Fondo OPEC)	Cerrado	Todos
HDN	2012-2017	13.8	1.6	2.1	2.1	8 (BCIE)	Cerrado <sup>86</sup>	Todos, salvo impacto y sostenibilidad
PRO-LENCA	2014-2023	28.8	20.5	1.3	4	3 (FMAM)	Cerrado	Todos
PROINORTE	2021-2027	46.5	16.3	5.3	4.8	20 (Fondo OPEC)	En curso	Todos, salvo impacto y sostenibilidad
INNOVASAN	2024-2030	60.3	17.7	5.9	3.7	33 (GAFSP; Fondo OPEC)	Aprobado	Pertinencia

Fuente: OBI.

42. **Sistema de Asignación de Recursos en función de los Resultados (PBAS)<sup>87</sup> y condiciones de préstamo.** Las asignaciones de recursos son determinadas por el FIDA para un periodo de tres años y se modifican anualmente. Honduras ha recibido las siguientes asignaciones: (i) 2013-2015: US\$14.8 millones; (ii) 2016-2018: US\$17 millones; (iii) 2019-2021: ninguna asignación;<sup>88</sup> (iv) 2022-2024: US\$7.7 millones. Aunque en 2019 no hubo asignación y en 2022 se haya producido una disminución significativa comparado con los ciclos precedentes, Honduras se consideró admisible para el Mecanismo de Acceso a Recursos Ajenos (BRAM), con una asignación de US\$10 millones, de los cuales INNOVASAN se benefició.<sup>89</sup> Las condiciones de préstamo en el periodo de la EEPP fueron muy favorables para PROMECOM, Emprende Sur y HDN y combinadas para PRO-LENCA, PROINORTE e INNOVASAN.<sup>90</sup>

### Actividades no crediticias

43. En el periodo de la EEPP, FIDA financió **15 donaciones** (anexo IV), por un total de US\$ 22 millones, de las que dos se enfocaron exclusivamente en Honduras. Los tipos de donaciones fueron distintas, pero se observa una tendencia a abordar el intercambio de experiencias, la gestión del conocimiento y el diálogo de políticas sobre temas vinculados con el desarrollo rural (incluyendo la agricultura familiar y el cambio climático) así como el fortalecimiento de capacidades de instituciones públicas, organizaciones de productores e indígenas y jóvenes. También se incluyen un enfoque en empleo y liderazgo juvenil, nutrición, Pueblos Indígenas y

<sup>84</sup> Los montos presentados consideran los datos relativos a financiaciones “actuales” según OBI. Sin embargo, cabe mencionar que, debido a restricciones en la contratación de la deuda externa, el Gobierno no aprobó el cofinanciamiento internacional esperado para HDN y PRO-LENCA (BCIE y Fondo OPEC respectivamente). En consecuencia, HDN fue cerrado y el importe restante del préstamo del FIDA fue transferido a PRO-LENCA. Además, US\$3 millones del FMAM se movilizaron para financiar PRO-LENCA. IFAD, Honduras, COSOP results review, Main report and appendices, 2017.

<sup>85</sup> Banco Centroamericano de Integración Económica

<sup>86</sup> HDN fue cancelado anticipadamente por baja ejecución y por la cancelación del cofinanciamiento

<sup>87</sup> De su acrónimo en inglés: Performance Based Allocation System.

<sup>88</sup> En IFAD11 (2019–2021) el FIDA introdujo criterios de selectividad por país para concentrar los recursos básicos en ~80 países —principalmente de ingreso bajo y medio-bajo—, lo que dejó a Honduras sin asignación en ese ciclo. Posteriormente, el país accedió a financiamiento a través del Mecanismo de Acceso a Recursos Ajenos (BRAM), que cofinancia INNOVASAN junto con la asignación de IFAD12.

<sup>89</sup> IFAD, Approach for the Performance-based Allocation System and the Borrowed Resource Access Mechanism in IFAD12, 2022, <https://webapps.ifad.org/members/eb/EB/2022-12S/docs/EB-2022-S12-R-2.pdf>

<sup>90</sup> Desde el inicio de las operaciones del FIDA en Honduras, las condiciones de los préstamos han evolucionado de la siguiente manera: muy favorables en 1979-1981 y 1993-2012; intermedias en 1982-1992; combinadas desde 2012. Fuente: OBI, Approved investment projects, IFAD financing.

acceso a mercado a través de la prestación de servicios financieros y no financieros e innovaciones tecnológicas.

44. La estrategia del FIDA en Honduras insiste en la importancia del establecimiento de **alianzas estratégicas** para evitar duplicación de esfuerzos y fomentar la complementariedad. Entre los principales asociados destacan: el sector privado; la comunidad de donantes y asociados en el desarrollo y las organizaciones de Naciones Unidas (FAO y Programa Mundial de Alimentos), Banco Mundial, BCIE, BID, fondo OPEP, USAID). La estrategia también apunta a contribuir a la sistematización e intercambio de experiencias, innovaciones y **conocimientos** con hincapié en la colaboración con otras instituciones y redes temáticas de aprendizaje. A partir de 2020 la cooperación Sur-Sur y triangular desempeñó un papel importante con un foco especial en el cambio climático y la reactivación económica tras la pandemia. Si bien el COSOP 2013 mencionó que se promovería el **diálogo sobre políticas**<sup>91</sup> no incluyó detalles acerca de modalidades, acciones concretas o áreas temáticas específicas. El COSOP 2020 se centró en apoyar la ejecución de los planes y políticas del Gobierno y la inclusión económica de la juventud, las mujeres, las personas con discapacidad y los Pueblos Indígenas.

### **Gestión de programa**

45. En cuanto a la gestión del programa por parte del FIDA, la cartera es actualmente administrada por el Director en el País para Honduras, con el apoyo de personal técnico y financiero ubicado en la Oficina Regional del FIDA en Panamá (anteriormente Oficina Multipaís. Antes de 2021, la ubicación del director de país variaba: en Guatemala (2013-2017)<sup>92</sup> y Bolivia (2017-2021).<sup>93</sup> Entre 2013 y 2024, cinco personas distintas ejercieron la Dirección de País en seis periodos de tiempo. Dado que el FIDA no contó con oficina en Honduras, la presencia en el territorio se canalizó exclusivamente a través de consultores de enlace nacionales, quienes apoyaron la coordinación operativa con las contrapartes, pero sin facultades de representación oficial.
46. En lo que respecta a la gestión por parte del Gobierno, en los primeros años del periodo evaluado, la ejecución de los proyectos del FIDA fue realizada por el Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD), en calidad de entidad ejecutora. A partir de 2014, y en línea con los esfuerzos por fortalecer las capacidades nacionales y aumentar la apropiación institucional, la responsabilidad de la gestión del portafolio fue progresivamente transferida a la UAP de la SAG.<sup>94</sup>

---

<sup>91</sup> Para el FIDA, el diálogo político implica interactuar con gobiernos y otros actores para influir y apoyar las políticas de desarrollo rural, aportando evidencia desde los proyectos en terreno, alineando sus operaciones con las estrategias nacionales y fortaleciendo las instituciones y la coordinación intersectorial (FIDA, Marco de referencia para el compromiso en políticas del FIDA, 2017).

<sup>92</sup> La oficina en Guatemala se cerró en 2021. Fuente: FIDA, OIE, [Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco de América Central](#), 2024.

<sup>93</sup> Los cambios en la ubicación de la Dirección de País formaron parte de los procesos corporativos de descentralización y reorganización del FIDA durante el período.

<sup>94</sup> La decisión de dejar de utilizar al PNUD como entidad ejecutora respondió a varios factores: los cambios en las políticas corporativas del FIDA orientados a aumentar la ejecución nacional, los costos administrativos asociados al uso de agencias externas, y la necesidad de fortalecer las capacidades institucionales de las entidades nacionales. La UAP de la SAG no gestiona exclusivamente proyectos del FIDA; también administra programas financiados por otros cooperantes internacionales (como Banco Mundial, BCIE, BID y GAFSP), lo que incrementa su volumen de operaciones y complejidad administrativa.

**Observaciones principales**

- Honduras es un país de ingreso medio-bajo con una economía abierta y vulnerable a choques externos. Su desempeño económico fue afectado por la pandemia de COVID-19, desastres naturales y tensiones geopolíticas globales, lo que generó presiones fiscales y una recuperación económica desigual.
- El sector agrícola representa cerca del 12 % del PIB y emplea aproximadamente al 22 % de la fuerza laboral. A pesar de los avances en algunas cadenas de valor (como café y cacao), la producción agropecuaria sigue afectada por baja productividad, informalidad laboral, y limitada inserción en mercados de alto valor.
- La pobreza y la inseguridad alimentaria siguen siendo retos estructurales, especialmente en las zonas rurales, donde más del 60 % de la población vive en situación de pobreza. La desnutrición crónica afecta a casi un tercio de los niños menores de 5 años en estas áreas.
- Las desigualdades afectan de manera desproporcionada a mujeres, jóvenes, Pueblos Indígenas y afrohondureños, quienes enfrentan barreras estructurales en el acceso a tierra, servicios básicos, financiamiento, y oportunidades productivas, en un contexto de alta violencia, exclusión social y discriminación.
- El cambio climático y la degradación ambiental agravan las vulnerabilidades rurales. Honduras presenta una de las tasas más altas de pérdida de cobertura forestal en América Latina, y es uno de los países más expuestos a eventos climáticos extremos, lo que compromete la sostenibilidad de la agricultura familiar.
- El acceso a servicios básicos, infraestructura productiva y protección social es limitado en las zonas rurales. Persisten desafíos en cobertura educativa, acceso al agua potable, salud, y en la calidad de la gobernanza institucional a nivel local.
- Las estrategias del FIDA en el período evaluado evolucionaron, pasando de un enfoque centrado en el desarrollo de microempresas rurales y el fortalecimiento organizacional (COSOP 2013–2019), a una visión más sistémica de transformación de sistemas alimentarios sostenibles, resilientes e inclusivos (COSOP 2020–2025), con énfasis en género, juventud, cambio climático y alianzas estratégicas.
- La cartera del FIDA bajo evaluación (2013–2024) incluye seis proyectos, con un valor total de USD 203.3 millones. Las intervenciones se concentraron en mejorar la productividad rural, el acceso a mercados, el desarrollo de capacidades organizativas y el fortalecimiento de sistemas financieros rurales. También se incluyen 15 donaciones y las actividades no crediticias.

## Desempeño de la estrategia y el programa en el país e impacto en la pobreza rural

### Pertinencia

47. Esta sección examina la pertinencia de la cartera en tres dimensiones: (i) la consistencia de los objetivos estratégicos con las prioridades del país, las estrategias y políticas del FIDA y las necesidades de los beneficiarios; (ii) la pertinencia del diseño de las estrategias y de las intervenciones en relación con dichos objetivos; y (iii) la pertinencia de la focalización para garantizar que los apoyos llegaran a los grupos más pobres y vulnerables.

#### **Pertinencia respecto a las prioridades**

48. **La estrategia del FIDA en Honduras mostró una alineación sostenida con las prioridades nacionales en el ámbito del desarrollo rural y la reducción de la pobreza.** El diseño de los proyectos más antiguos (PROMECOM, Emprende Sur, HDN) se fundamentó en la Estrategia de Reducción de la Pobreza (ERP 2001–2015), y en las directrices de la Visión de País 2010–2038 y el Plan de Nación 2010–2022, priorizando territorios como Yoro, Valle, La Paz y Lempira. Los proyectos diseñados bajo el COSOP 2013–2019, incluidos PROLENCA y HDN, estuvieron también en línea con la Política de Estado para el Sector Agroalimentario y Medio Rural 2004–2021 (PESA), promoviendo el desarrollo de cadenas de valor agroalimentarias competitivas y sostenibles. El COSOP 2020–2025 transita hacia un enfoque territorial y sostenible del desarrollo rural, incorporando marcos actualizados como la Estrategia Nacional de Agricultura Familiar, las Contribuciones Nacionalmente Determinadas (NDC) y el Plan de Acceso y Reparto Justo de Beneficios (ABS), así como temas emergentes como migración, nutrición y cambio climático. En este marco, las operaciones más recientes (PROINORTE e INNOVASAN) se alinean a la Política de Estado para el Sector Agroalimentario 2023–2043, que responde a nuevos desafíos de bioseguridad, juventud rural y resiliencia agroclimática. Todos los proyectos se ejecutan a través de la SAG, reforzando la institucionalidad nacional. La cartera responde de manera pertinente a los desafíos estructurales de crecimiento inclusivo, seguridad alimentaria y adaptación al cambio climático priorizados por el Gobierno.
49. **La cartera mantuvo una alineación con los marcos estratégicos del FIDA, y los proyectos más recientes corrigieron algunas carencias de los anteriores.** La orientación a mejorar el acceso de pequeños productores a recursos, servicios y mercados plasmada en el Marco Estratégico 2007-2010 se refleja en los primeros proyectos (PROMECOM y Emprende Sur), centrados en cadenas de valor y fortalecimiento organizativo. HDN y PROLENCA prolongaron esta lógica bajo el Marco 2011-2015, priorizando seguridad alimentaria y resiliencia climática, pero sin incorporar componentes específicos sobre nutrición; esta carencia fue señalada en la revisión del COSOP 2013-2019, que recomendó adoptar un enfoque de sistemas alimentarios con énfasis nutricional. El COSOP 2020-2025 recogió dicha recomendación y alineó la cartera con el objetivo corporativo de una transformación rural inclusiva y sostenible, centrada en sistemas alimentarios resilientes. PROINORTE enlazó intervenciones productivas con campañas de educación nutricional y cadenas sensibles a la dieta, mientras que INNOVASAN exigió planes de negocio orientados a valor agregado nutritivo y formación alimentaria. La focalización en mujeres, jóvenes e indígenas y la incorporación de políticas de género, cambio climático y finanzas rurales reforzaron la relevancia de las intervenciones. Sin embargo, la documentación evidenció una implementación desigual y limitada de compromisos relacionados con el CLPI y los mecanismos de quejas. En respuesta, el COSOP 2020-2025 instó a garantizar el CLPI y a fortalecer el SECAP, y los proyectos más recientes, notablemente

PROINORTE e INNOVASAN, ya mostraron avances, incluyendo al incorporar mecanismos de reclamación más estructurados.<sup>95</sup>

50. **Las intervenciones propuestas fueron coherentes con las necesidades específicas de los grupos rurales excluidos.** Los análisis situacionales realizados en la etapa de diseño identificaron una serie de carencias estructurales entre los grupos rurales más pobres: falta de acceso seguro a la tierra, baja productividad y diversificación, limitada disponibilidad de agua para producción, débil organización, acceso restringido a servicios técnicos y financieros, y escasas oportunidades de empleo para jóvenes y mujeres, especialmente en territorios indígenas y zonas remotas. También se identificaron desafíos vinculados con la degradación del suelo, la vulnerabilidad a fenómenos climáticos, la limitada infraestructura de apoyo a la comercialización, y los altos costos de transacción derivados del mal estado de los caminos rurales.
51. Frente a estas necesidades, los proyectos definieron una arquitectura de intervención que combinó asistencia técnica, planes de negocio, fondos de inversión, servicios financieros adaptados y fortalecimiento organizativo. Se promovieron iniciativas para el manejo sostenible de los recursos naturales mediante la rehabilitación de suelos, la implementación de sistemas de almacenamiento de agua y riego, y la introducción de tecnologías agrícolas resilientes, complementadas con acciones de reforestación, forestación y agrosilvicultura para restaurar ecosistemas sensibles. Asimismo, se contemplaron inversiones en infraestructura básica a nivel de hogares y comunidades, y actividades orientadas a la seguridad alimentaria y nutricional (SAN).

#### **Pertinencia de los diseños**

52. **Algunos problemas recurrentes de diseño persistieron.** Pese a que los documentos señalaron la intención de incorporar las lecciones de la EEPP de 1996 y de la cartera precedente, los nuevos proyectos siguieron presentando debilidades similares. Esto se debió a la insuficiencia de análisis en la fase de diseño, la falta de estrategias operativas claras para traducir las lecciones en acciones concretas y las limitaciones institucionales derivadas de la alta rotación de personal. Como resultado, la participación de jóvenes e indígenas careció de metas y/o estrategias claras (p.ej., Emprende Sur y PROLENCA); la coordinación con otros programas, incluido el sistema de Naciones Unidas, y la articulación entre préstamos y donaciones presentó limitaciones, con avances puntuales; se evidenciaron problemas persistentes en términos de seguimiento y evaluación (SyE); y la alta rotación del personal de las Unidades de Gestión de Proyectos (UGP) afectó la memoria institucional y la continuidad operativa.
53. **Se registraron mejoras graduales que reflejan cierto aprendizaje sectorial.** A partir de Emprende Sur se integró la asistencia técnica continua (ausente en PROMECOM) para dar acompañamiento a las inversiones y se mantuvo la rehabilitación de caminos rurales como instrumento clave para la competitividad territorial. Esta intervención respondió a un desafío estructural: la insuficiente infraestructura vial y comercial que generaba altos costos de transacción y limitaba tanto el acceso de los productores a los mercados como la provisión de servicios básicos en las comunidades rurales.
54. Los proyectos más recientes integraron progresivamente la agenda climática. Esta línea de trabajo respondió a la alta vulnerabilidad del país frente a fenómenos climáticos extremos. En ese marco, PROLENCA incorporó medidas de adaptación al cambio climático en todos sus componentes, con financiamiento FMAM, y PROINORTE integró acciones de mitigación y adaptación tanto a nivel de inversiones en organizaciones y familias como en comunidades, apoyadas por evaluaciones de riesgo climático.

---

<sup>95</sup> P. ej. solo INNOVASAN incorpora un mecanismo de reclamación estructurado.

55. Como se señaló anteriormente, la nutrición no fue abordada de manera adecuada en los proyectos más antiguos; sin embargo, esta limitación comenzó a superarse con las intervenciones más recientes: INNOVASAN adoptó la nutrición como eje transversal de las cadenas de valor.
56. Finalmente, PROLENCA y PROINORTE introdujeron instrumentos para la legalización de las OP, abordando de esta forma un cuello de botella histórico en la ejecución de los proyectos de la cartera. Destaca en particular PROINORTE, con la introducción de un procedimiento simplificado para legalización de las OP con apoyo de SENPRENDE y asesoría jurídica dedicada.
57. **La falta de diagnósticos sólidos, secuencias claras y servicios adecuados limitó la pertinencia de los apoyos a las OP.** Todos los proyectos plantearon apoyar a OP con metas ambiciosas sin un diagnóstico detallado de su situación y nivel de desarrollo. En la realidad, muchas OP presentaron capacidades "incipientes" o carecieron de las condiciones jurídicas y organizativas necesarias para recibir los servicios de los proyectos y necesitaron procesos ex-post de formalización y fortalecimiento que conllevaron retrasos en la ejecución. Además, se observó un desfase entre los planes de fortalecimiento organizacional y los de inversión: algunas OP recibieron asistencia técnica mucho antes de acceder a recursos financieros, y otras accedieron a estos sin haber sido fortalecidas previamente. La evaluación subregional sobre el Corredor Seco también señaló que en Emprende Sur se entregaron equipos antes de fortalecer las OP, lo que llevó a su subutilización. En PROINORTE, aunque se planearon diagnósticos y mapeos previos para orientar la inversión, los retrasos llevaron a ejecutar estas actividades en paralelo.
58. La pertinencia de los apoyos también se vio afectada por la limitada oferta local de servicios técnicos especializados, que generó cuellos de botella durante la ejecución y comprometió la calidad del acompañamiento. Asimismo, la ausencia de estudios sólidos de mercado y de cadenas en la etapa de formulación restringió la relevancia de los planes de inversión y la vinculación comercial de los beneficiarios.<sup>96</sup> El diseño de INNOVASAN en gran medida integró las lecciones aprendidas para abordar estas restricciones, combinando servicios empresariales, infraestructura y compras garantizadas.
59. **Persisten brechas temáticas que reducen la pertinencia de las intervenciones.** Aunque los proyectos incorporaron componentes de finanzas rurales, sus diseños no lograron ofrecer mecanismos suficientemente innovadores y/o adaptados a las necesidades de los beneficiarios, ni facilitar vínculos efectivos con los mercados. En INNOVASAN se registraron mejoras, incluyendo la digitalización de las CRAC, pero estos fueron excepciones más que la norma.
60. Además, el diseño de los proyectos no tomó en cuenta de forma sistemática factores críticos del contexto hondureño, como la inseguridad, la violencia y los conflictos por la tierra, que constituyen elementos estructurales de fragilidad señalados en la evaluación subregional del Corredor Seco. Tampoco se abordaron otras dimensiones relevantes, como la inclusión de personas con discapacidad, la atención a la migración juvenil, la mejora de la alfabetización en zonas rurales o la diversificación económica no agropecuaria, pese a su reconocida importancia para reducir vulnerabilidades en la región. La omisión de estas cuestiones acentuó los riesgos de exclusión e incrementó la exposición de los hogares rurales a las múltiples vulnerabilidades identificadas en el Corredor Seco,<sup>97</sup> limitando el potencial de los proyectos para contribuir a un desarrollo más inclusivo y resiliente.

---

<sup>96</sup> P.ej. FIDA (2019). Evaluación a nivel corporativo (CLE) sobre cadenas de valor en favor de los pobres. Muy pocos diseños de proyectos en Honduras se basaron en inteligencia de mercados estructurada que considerara características del mercado, demanda y precios, costos de calidad/certificación y funciones prioritarias de la cadena. La ausencia de estos elementos limitó la pertinencia de los planes de inversión y generó cuellos de botella, como la dependencia de mercados monopsonios en leche, papa y café. Asimismo, los análisis de cadenas requerían actualización al inicio y durante la ejecución para validar supuestos frente a cambios de mercado.

<sup>97</sup> OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco.

61. **Los ajustes a lo largo de la ejecución de la cartera demostraron una buena capacidad de adaptación de la cartera frente a choques externos y restricciones institucionales.** La transferencia de la gestión del PNUD a la UAP/SAG en 2014 fortaleció la apropiación pública, pero implicó enmiendas contractuales, reestructuraciones operativas y demoras significativas en proyectos como PROMECOM y Emprende Sur. En 2015, el cierre anticipado de HDN y la reformulación de PROLENCA con fondos FMAM permitieron concentrar recursos. Sin embargo, en el proceso de rediseño no se consideraron las nuevas condiciones ambientales, climáticas y sociales a las que el proyecto se enfrentaría comparado con el diseño original formulado para la región norte del país.<sup>98</sup> La pandemia de COVID-19 y los huracanes Eta y Iota llevaron a nuevas reprogramaciones y extensiones.<sup>99</sup> En este contexto, también se revisaron y/o redujeron metas físicas y financieras en PROMECOM, PROLENCA y PROINORTE, para adaptarlas a las nuevas condiciones operativas, presupuestarias y de contexto. La inclusión de escenarios macroeconómicos en el COSOP 2020–2025 introdujo una arquitectura flexible en la estrategia dando la posibilidad de realinear las metas ante las crisis, y orientar los nuevos proyectos hacia resiliencia climática y la seguridad alimentaria. No obstante, la relevancia de estos ajustes se vio limitada por debilidades en la planificación multianual, en los mecanismos de contratación y en los marcos de seguimiento para vincular indicadores a decisiones adaptativas.

### **Pertinencia de la focalización**

62. **La focalización geográfica careció de un marco estratégico consolidado, lo que resultó en una asignación dispersa e inconsistente de los recursos.** Aunque los COSOP adoptaron una lógica de cobertura nacional, justificada por la generalización de la pobreza rural, no definieron áreas prioritarias ni establecieron un enfoque territorial claro. Si bien se planteó que los criterios de focalización se afinarían a nivel de proyecto, en la práctica no siempre se priorizaron los departamentos con mayor incidencia de pobreza multidimensional. Los proyectos utilizaron mapas de pobreza del INE, índices de desarrollo humano y encuestas de hogares como base para la selección territorial. A partir de Emprende Sur, también se incorporaron criterios de vulnerabilidad, presencia institucional y potencial agro-productivo. En la práctica, estas consideraciones adicionales (como prioridades del Gobierno, presencia limitada de cooperación, potencial productivo y acceso a mercados) tendieron a prevalecer sobre los niveles de pobreza, lo que llevó a que los proyectos más recientes se concentraran en departamentos con menor incidencia de pobreza.<sup>100</sup> La falta de correspondencia entre los criterios de focalización y la asignación de recursos redujo la pertinencia territorial de la cartera, al extender las operaciones hacia áreas amplias y heterogéneas que no siempre respondieron a los objetivos de reducción de la pobreza rural.
63. **La población objetivo se definió con claridad en los documentos estratégicos, aunque dicha definición se sustentó en diagnósticos socioeconómicos parciales.** Los dos COSOP identificaron como beneficiarios primarios a pequeños/as productores/as pobres, mujeres, jóvenes, Pueblos Indígenas, afrohondureños y, más recientemente, personas con discapacidad. Al mismo tiempo, los diseños promovieron la apropiación local mediante la planificación participativa, la transferencia directa de recursos a organizaciones de base y la movilización de contrapartidas por parte de los beneficiarios, fortaleciendo la alineación entre los apoyos y las prioridades de los grupos meta. Sin embargo, ambos COSOP carecieron de un análisis territorial y de pobreza suficientemente profundo para fundamentar esa elección, omitiendo temas críticos como el acceso a y la tenencia de la tierra, seguridad alimentaria y la dinámica de los mercados locales. Esta debilidad analítica se reprodujo en varios informes de

<sup>98</sup> PROLENCA ITP

<sup>99</sup> Por ejemplo, en 2021 se procedió a la reestructuración de PROLENCA para destinar más recursos para financiar infraestructura productiva, especialmente la introducción de sistemas de riego, así como para más acciones enfocadas a la gestión integral de microcuencas. Asimismo, se extendió el proyecto de 12 meses

<sup>100</sup> Véase el mapa 3 en el anexo VII sobre la distribución espacial de los proyectos FIDA en Honduras (2014 – 2024)

diseño de proyectos, donde la caracterización de la pobreza y de las capacidades de las OP fue insuficiente, limitando la pertinencia de las estrategias de apoyo.<sup>101</sup> Además, los análisis ex-ante raramente abordaron de manera integral en las causas estructurales de la exclusión ni consideraron adecuadamente la interseccionalidad de género, etnia y edad, lo que limitó la capacidad de diseñar apoyos diferenciados.<sup>102</sup>

64. **La focalización promovió la inclusión mediante varios mecanismos, pero tuvo dificultades para llegar a los más pobres, involucrar a jóvenes y abordar factores estructurales que afectan a Pueblos Indígenas.** Las estrategias de focalización integraron modalidades auto selectivas y criterios directos, con convocatorias abiertas y estrategias de difusión comunitaria (radios locales, patronatos, asambleas informativas), diagnósticos participativos y criterios de elegibilidad para orientar recursos productivos hacia organizaciones pobres.<sup>103</sup> Sin embargo, las misiones de supervisión identificaron “fugas” hacia beneficiarios con ingresos superiores a la línea de pobreza, reflejando deficiencias en los mecanismos de verificación.<sup>104</sup> En el caso de la juventud, aunque fue reconocida como grupo prioritario, solo algunos proyectos (p.ej., INNOVASAN)<sup>105</sup> establecieron metas cuantificadas y estrategias diferenciadas, mientras que otros (como Emprende Sur) omitieron cuotas específicas, reduciendo la visibilidad de resultados. La inclusión de Pueblos Indígenas avanzó en términos de metas de participación, con cifras que oscilaron entre 5 % y 10 % y hasta el 90 % en territorios lenca de PROLENCA, e INNOVASAN adoptó requisitos de CLPI y adecuaciones interculturales, lo que refleja esfuerzos de pertinencia en el diseño. No obstante, los proyectos no abordaron adecuadamente factores estructurales como la tenencia de la tierra y la valorización cultural, ni siempre realizaron diagnósticos territoriales diferenciados, lo que limitó la pertinencia de las intervenciones para estos grupos.
65. **Pertinencia en resumen.** La estrategia se mantuvo alineada con las prioridades nacionales y del FIDA, y los proyectos más recientes avanzaron en asistencia técnica, caminos rurales, clima, nutrición y apoyo organizativo. No obstante, persistieron debilidades en diseño y focalización, diagnósticos insuficientes y vacíos en la atención a jóvenes, personas con discapacidad y Pueblos Indígenas, lo que limitó la relevancia de las intervenciones. La EEPP califica la relevancia de la cartera como **moderadamente satisfactoria (4)**.

## Coherencia

66. Esta sección evalúa la coherencia externa, la contribución al desarrollo nacional y cómo la estrategia del FIDA se alinea con otros socios. También considera la coherencia interna entre estrategia, préstamos, donaciones y actividades no crediticias, así como gestión del conocimiento, alianzas y diálogo político.

<sup>101</sup> FIDA (2020). Examen final del COSOP 2013-2019; Por ejemplo, en 2023 se pudo identificar que cada organización a ser apoyada por PROINORTE contaba con un promedio de 69 miembros contra los 150 considerados en la fase de diseño. Fuente: FIDA, PROINORTE, Level-2 Modification Memo, 2024. La meta original de PROMECOM de apoyar 322 grupos empresariales fue reducida al haber sido sobreestimada la existencia de grupos organizados en el departamento de Yoro. Fuente: FIDA, PROMECOM, ITP, 2018.

<sup>102</sup> En general, los diagnósticos tienden a centrarse en la descripción de la situación actual con menos énfasis en el estudio de las causas estructurales de pobreza, vulnerabilidad y exclusión (p.ej. PROMECOM, HDN, PROLENCA). Asimismo, se identifica la carencia de datos e informaciones acerca de la situación específica y las barreras de desigualdad enfrentados por la mujer rural (p.ej. PROMECOM, HDN), los jóvenes (PROMECOM, Emprende Sur, HDN) y los Pueblos Indígenas (Emprende Sur, HDN). Los documentos de diseño se limitan a proveer datos a nivel nacional con menos énfasis en las especificidades de estos grupos en las distintas áreas geográficas donde los proyectos operan.

<sup>103</sup> Véase el recuadro 6 en el anexo VII para obtener más información sobre las estrategias de focalización.

<sup>104</sup> Por ejemplo, en el curso de misiones de supervisión de Emprende Sur se identificaron personas cuya apariencia y aportes a las OP mostraban niveles de ingresos fuera de la línea de pobreza (Emprende Sur ISV 2017). Asimismo, en el marco de PROLENCA se apoyaron organizaciones cuyos beneficiarios (40 por ciento) no se identificaban como pobres (PROLENCA VITP).

<sup>105</sup> INNOVASAN fue considerado por el FIDA como un proyecto sensible a la juventud.

## Coherencia externa

67. **El FIDA aporta una ventaja comparativa reconocida en inclusión rural, aunque esta trayectoria no se tradujo en un rol de mayor influencia sectorial.** Diversos actores nacionales reconocieron que el FIDA aporta conocimiento especializado en producción familiar, inclusión financiera y encadenamientos de valor, además de mostrarse más “flexible” que otros organismos multilaterales durante el diseño y la ejecución de los proyectos. Su énfasis histórico en el trabajo con poblaciones rurales pobres consolidó una reputación de aliado “de nicho” para llegar a territorios remotos y grupos excluidos. También se destacó su experticia técnica específica en pequeños productores/as y organizaciones de base, diferenciándose de actores como el BM y el BID.<sup>106</sup> Sin embargo, pese a esta trayectoria y reconocimiento, el FIDA aprovechó poco su experiencia para impulsar el intercambio de conocimientos, reduciendo así su potencial de innovación y ampliación de escala.<sup>107</sup>
68. **La escasa articulación institucional y la fragmentación operativa limitaron la capacidad del FIDA para coordinar con otros actores y generar sinergias.** La colaboración con otros cooperantes, como el Banco Mundial, el BID, el BCIE, la FAO, el PMA o la USAID, fue reducida y con poca planificación conjunta, generando riesgos de duplicación. Aunque se identificaron iniciativas complementarias, incluyendo en ámbito de encadenamientos empresarial y cadenas de valor,<sup>108</sup> y se establecieron algunos acuerdos de cofinanciación (p.ej., con OPEC y BCIE), actores clave como el BM, BID, FAO y PMA señalaron conocer poco el programa del FIDA y destacaron la falta de espacios de coordinación. La participación del Fondo en plataformas como el MANUD (y posteriormente en el UNSDCF), la Mesa Agroforestal y el G-16 fue baja. Asimismo, el FIDA no participó en la iniciativa de coordinación de donantes lanzada en el Corredor Seco en 2019, lo que limitó su articulación con los principales cooperantes activos en la zona.<sup>109</sup> Además, los proyectos no participaron sustancialmente en las mesas de diálogo multiactor ya establecidas por PRONAGRO.<sup>110</sup> Ello se tradujo en duplicación de misiones e informes, por ejemplo con BCIE, y en cargas administrativas adicionales para el Gobierno.<sup>111</sup> A nivel local, se dieron sinergias puntuales impulsadas directamente por organizaciones de productores y actores comunitarios, más que por una estrategia institucional del FIDA.<sup>112</sup>
69. La articulación con el Gobierno también enfrentó obstáculos. Si bien la SAG encabezó los comités de proyecto, su débil presencia territorial, la alta rotación de personal y la escasa coordinación interministerial restringieron la conexión con otras agendas públicas (p. ej., cambio climático, tierras, nutrición).<sup>113</sup> El gobierno, además, no cuenta con un marco de ordenamiento claros para la cooperación internacional.<sup>114</sup> La creación de la UAP en 2014 no generó beneficios concretos, ya que los proyectos continuaron operando de forma independiente y sin espacios de coordinación estructurada. Además, la ausencia de una oficina del FIDA en el país y la limitada disponibilidad de recursos humanos y financieros redujeron su

<sup>106</sup> Entrevistas a informantes clave.

<sup>107</sup> OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco.

<sup>108</sup> Por ejemplo: Proyecto Integrando la Innovación para la Competitividad Rural en Honduras, COMRURAL (Banco Mundial); Programa de Fomento de Negocios Rurales, PRONEGOCIOS (BID); iniciativa “Alimentar el Futuro” de la Agencia de Estados Unidos para el Desarrollo Internacional (USAID). Se mencionó que varias de las OP que recibieron apoyo de los proyectos del FIDA se “graduaron” para canalizar recursos de COMRURAL, aunque no en un marco de colaboración explícita y convenida entre las agencias.

<sup>109</sup> La Mesa Sectorial Agroforestal, integrada por representantes de gobierno, productores/as, organizaciones de sociedad civil y cooperación internacional. El G-16 está integrado por representantes de 15 países, tres bancos de desarrollo y cuatro organismos multilaterales, el G-16 surgió en respuesta a la emergencia generada por el huracán Mitch en 1998 y se ha consolidado como un foro de convergencia de la cooperación internacional en el país. OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco.

<sup>110</sup> OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco

<sup>111</sup> Entrevistas a informantes clave.

<sup>112</sup> Por ejemplo, algunas federaciones de cajas rurales apoyadas por Empeñe Sur lograron luego líneas de crédito bancario, y algunas inversiones del FIDA continuaron con financiamiento del Banco Mundial.

<sup>113</sup> OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco.

<sup>114</sup> OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco.

capacidad para mantener una presencia activa, incidir de forma sostenida y evitar la duplicación de esfuerzos con otros actores.<sup>115</sup>

### **Coherencia interna**

70. **El volumen y la cobertura temática de las operaciones resultaron insuficientes para alcanzar plenamente los objetivos del COSOP, especialmente en nutrición, tierra y seguridad.** El COSOP más reciente (2020-2025) se propuso mejorar la nutrición, reducir la migración y fortalecer la resiliencia climática. Sin embargo, sólo INNOVASAN aborda nutrición de forma explícita, y ninguna operación incorpora acciones sustantivas en temas de acceso a la tierra o prevención de la violencia rural. Si bien los objetivos del COSOP aspiraban a una transformación a escala nacional, incluyendo la mejora nutricional, la reducción de la migración y la resiliencia climática, la escala y el diseño de las operaciones no estuvieron a la altura de esa ambición. Las intervenciones se concentraron en territorios específicos, con recursos limitados y enfoques operativos fragmentados, lo que restringió su capacidad para cubrir de manera coherente las zonas más afectadas por la pobreza multidimensional y la vulnerabilidad climática.
71. **Las sinergias dentro de la cartera fueron puntuales y temáticamente consistentes, pero no respondieron a una programación estratégica articulada entre operaciones.** Desde PROMECOM (2008) hasta INNOVASAN (2024), los proyectos compartieron un hilo temático común en torno al fortalecimiento de las organizaciones rurales, los encadenamientos empresariales, las finanzas rurales y la capacitación productiva. La cartera fue progresivamente enriquecida con elementos de cambio climático, a partir de PROLENCA, y componentes de nutrición y desarrollo territorial más explícitos en PROINORTE e INNOVASAN. Sin embargo, aunque los COSOP ofrecieron un marco de resultados compartido, su operacionalización en términos de diseño y gestión de proyectos fue predominantemente autónoma. Las unidades de gestión de proyectos no contaron con mecanismos explícitos para la transmisión del conocimiento interno, y los equipos técnicos se disolvieron al cierre de cada intervención.<sup>116</sup> La falta de mecanismos operativos explícitos para articular complementariedades entre proyectos limitó la generación sistemática de aprendizajes y el seguimiento consolidado del desempeño estratégico de la cartera. La continuidad temática, aunque valiosa, no se tradujo de manera consistente en sinergias operativas regulares entre las distintas intervenciones. El diseño de INNOVASAN internaliza las principales lecciones sobre finanzas rurales y acceso a mercados—sobre todo el refuerzo de cajas rurales, la articulación con banca formal y la creación de un ecosistema de comercialización basado en cadenas de valor y compras públicas—mostrando una coherencia interna más sólida que la observada en proyectos predecesores.
72. **La dispersión geográfica y la ausencia de una oficina país redujeron oportunidades de interacción y aprendizaje entre iniciativas.** Los seis proyectos se ejecutaron en 14 departamentos de los 18 departamentos del país, con muy escasas superposiciones territoriales.<sup>117</sup> Los equipos técnicos operaron desde sedes departamentales sin un mecanismo formal de intercambio, y las visitas conjuntas de campo fueron excepcionales. Además, la gestión remota de la cartera y la dependencia de consultores temporales limitaron la presencia de FIDA en foros locales y la supervisión cruzada de proyectos. La alta rotación de personal en las instituciones públicas y la dependencia de consultores y proveedores externos generaron procesos discontinuos y resultaron en una débil memoria institucional. Todo ello limitó la posibilidad de construir articulaciones funcionales entre proyectos, ya fuera mediante el desarrollo conjunto de cadenas de valor, la

---

<sup>115</sup> Entrevistas a informantes clave.

<sup>116</sup> OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco.

<sup>117</sup> Ver mapa 3 en anexo VII.

generación de aprendizajes compartidos o la consolidación de redes organizativas a escala territorial.

73. **La alineación temporal de las donaciones con los préstamos fue irregular, pese a aportar innovaciones útiles.** Las donaciones complementaron a los préstamos al introducir innovaciones y fortalecer partenariados técnicos. Actuaron como puente con centros de investigación, actores del sector privado, redes juveniles y plataformas regionales de cooperación técnica, facilitando conexiones que no se habrían dado únicamente a través de los préstamos. Al menos 7 de las 15 donaciones evaluadas contribuyeron de manera significativa a mejorar capacidades en digitalización, inclusión juvenil, acceso a mercados y adaptación climática.

**Recuadro 1. Ejemplos de donaciones como puente para alianzas técnicas e innovaciones<sup>118</sup>**

- INNOVATECH: digitalización de cajas rurales, vinculada a PROINORTE.
- Rural 4 Youth: fomento de emprendimiento juvenil con alcance en PROLENCA.
- INNOVA-AF: prácticas agrícolas resilientes al clima, integradas a PROINORTE y PROLENCA.
- Jóvenes Líderes para el Desarrollo Rural en la región SICA (PROCASUR, 2018-2022): liderazgo y empleabilidad de jóvenes, incluyendo 105 beneficiarios de PROLENCA.
- Innova Raíz (PROCASUR – PROLENCA): innovación dirigida a juventud rural indígena.
- Un Viaje en Común – ASAC (CIAT, 2017-2020): fortalecimiento institucional en prácticas climáticamente adaptadas, con mesa agroclimática vinculada a Emprende Sur.
- PROMERCADOS (AGEXPORT, 2011-2016): formación de 107 técnicos de PROMECOM y Emprende Sur, y ventas por US\$ 2.4 millones de 2,572 pequeños productores.

74. No obstante, desfases de calendario impidieron capitalizar plenamente estos aprendizajes: INNOVATECH llegó cuando PROLENCA estaba cerrando y el piloto Rural 4 Youth no coincidió con la puesta en marcha de PROINORTE. Además, el Fondo de Capital para Agronegocios del FIDA y el ASAP+ no se movilizaron como se preveía y las actividades de cooperación Sur-Sur y triangular (CSST) que tenían que desempeñar un papel importante de acuerdo al COSOP 2020-2025, se limitaron a intercambios puntuales, sin un plan de escalamiento corporativo.<sup>119</sup>
75. **La creación de la UAP mejoró la agregación fiduciaria, pero no se tradujo en una mayor coherencia técnica a nivel de cartera.** La UAP/SAG centralizó la administración financiera, lo que facilitó controles uniformes y auditorías. Sin embargo, los equipos de proyecto continuaron reportando de forma separada y no se estableció un sistema de gestión de conocimientos ni de planificación multianual conjunta.<sup>120</sup> La donación "Fortalecimiento Institucional de la SAG-UAP" (2018-2021) permitió ciertos avances con la actualización de los manuales operativos y la elaboración de un plan de desarrollo institucional, pero la pandemia interrumpió su acompañamiento y la UAP aún carece del personal y las herramientas necesarias para fomentar intercambios técnicos entre proyectos y para monitorear resultados agregados.<sup>121</sup>

**Actividades no crediticias, gestión de los conocimientos, actuación en materia de políticas y creación de asociaciones**

<sup>118</sup> Véase el recuadro 7 en el anexo VII para más información sobre los principales resultados de la cartera de subvenciones.

<sup>119</sup> Entrevistas a informantes clave.

<sup>120</sup> Entrevistas a informantes clave.

<sup>121</sup> Entrevistas a informantes clave; Proyecto de Fortalecimiento de las Capacidades de la UAP-SAG, ITP.

## Gestión del conocimiento

76. **Los COSOP identificaron la gestión del conocimiento como una prioridad, pero la cartera careció de estrategias operativas, recursos y liderazgo institucional para su implementación.** El COSOP 2013–2019 prometió “sistematizar e intercambiar experiencias sobre acceso a mercados y microempresas”, y el COSOP 2020–2025 reiteró esta prioridad, proponiendo coordinarse con la oficina de comunicación de la SAG, con centros académicos como la Universidad Zamorano y con centros internacionales de investigación como el CIAT. Ambos documentos plantearon apoyar la gestión y el intercambio de conocimientos mediante estudios y sistematizaciones sobre iniciativas de los proyectos, identificando temáticas específicas relevantes en cada intervención.<sup>122</sup> Sin embargo, el programa en el país careció de planes de trabajo, metas verificables y presupuesto específico para esta función, lo que dificultó su implementación práctica y debilitó el posicionamiento estratégico del FIDA y su capacidad de incidir en políticas públicas.
77. **Los proyectos diseñaron estrategias de conocimiento dispares y, salvo PROINORTE, sin personal ni presupuesto que aseguraran su ejecución.** Mientras que PROLENCA elaboró un plan de gestión del conocimiento, éste no contó con metas concretas ni recursos, y a mitad del proyecto aún no había productos consolidados.<sup>123</sup> Emprende Sur y PROMECOM no definieron estrategias explícitas: sus esfuerzos se limitaron a boletines y convocatorias radiales. Solo PROINORTE desarrolló una estrategia con indicadores y una línea presupuestaria, aunque su ejecución aún era incipiente al momento de esta evaluación.
78. **La UAP mostró debilidades en la gestión del conocimiento, lo que limitó la memoria institucional y la articulación entre proyectos.** La donación para el fortalecimiento institucional de la UAP (2018–2021) capacitó al personal en áreas como adquisiciones y finanzas, pero no instauró un archivo digital ni nombró responsables para la gestión del conocimiento. Debido a la rotación del personal en las instituciones públicas y al alto nivel de dependencia de consultores y proveedores de servicios externos, existen procesos discontinuos y poca memoria institucional. Las unidades de gestión de los proyectos no tienen mecanismos explícitos para transmitir el conocimiento interno, y el equipo se disuelve cuando se acaba el proyecto.<sup>124</sup> Esta fragmentación también afectó la capacidad de compartir experiencias entre los distintos programas gestionados por la UAP.
79. **Los productos generados fueron útiles pero aislados, sin estrategias de difusión, comunicación y seguimiento.** Ejemplos como las notas técnicas de Emprende Sur sobre caminos rurales o los vídeos de prácticas agrícolas de INNOVA-AF elaborados por IICA muestran un esfuerzo para documentar experiencias y lecciones aprendidas, pero faltó de un sistema para monitorear su uso o impacto. Asimismo, la sistematización de experiencias desarrollada por la Red de Desarrollo Sostenible (RDS) en PROLENCA o Emprende Sur no está actualmente disponible en un repositorio común, lo que limita su reutilización. También destacan los estudios sobre la aplicación de la herramienta Cerrando Brechas y las experiencias sobre Pago por Servicios Ambientales en la cuenca de Santa Isabel, desarrolladas por Emprende Sur con el apoyo del IICA, lo que evidencia un esfuerzo temático relevante, aunque disperso y poco accesible.<sup>125</sup>

<sup>122</sup> Entre las temáticas destacadas para sistematización figuraban: conocimientos adquiridos mediante la cartografía participativa de tierras indígenas (PROMECOM); apoyo jurídico a resolución de conflictos (PROMECOM); iniciativas económicas de Pueblos Indígenas y jóvenes (PROMECOM, PROINORTE); sostenibilidad de inversiones ambientales (PROLENCA, PROINORTE); inserción de pequeños productores en cadenas de valor y desarrollo empresarial (PROLENCA, Emprende Sur, PROINORTE); metodologías para el protagonismo juvenil (PROLENCA); y servicios financieros innovadores (Emprende Sur).

<sup>123</sup> PROLENCA ISV 2018.

<sup>124</sup> OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco.

<sup>125</sup> Rehabilitación de Caminos Rurales Terciarios: la Experiencia de Emprende Sur, 2017, <https://repositorio.iica.int/items/e9874233-2fd9-4ef4-bff6-cc119bd24445>; Con el apoyo de RDS se desarrollaron manuales sobre cosecha de aguas lluvia, letrinas comunitarias, buenas prácticas agrícolas, manufactura y empaque, disponibles en el portal de la organización: <https://portal.rds.hn/publicaciones#elementor->

80. **Las donaciones generaron aprendizajes útiles, pero su integración en los préstamos fue limitada por debilidades en gestión del conocimiento y retrasos en la ejecución.** INNOVATECH digitalizó las Cajas Rurales de Ahorro y Crédito (CRAC) y creó materiales como guías para el uso de la app MiCaja. En PROLENCA, la aplicación solo pudo probarse de manera limitada en la fase de cierre, mientras que en PROINORTE su utilización se encontraba aún en una etapa inicial al momento de la evaluación. R4Y produjo manuales de nutrición y gastronomía juvenil, pero el retraso en la ejecución de PROINORTE impidieron su integración efectiva. CIAT, por su parte, desarrolló insumos metodológicos avanzados para la priorización de las inversiones y el análisis agroclimático, cuya aplicación se concentró principalmente en experiencias piloto, sin evidencia de adopción a mayor escala en el país.<sup>126</sup>
81. **El diálogo de políticas basado en evidencia fue escaso.** Aunque varios proyectos documentaron aprendizajes en temas estratégicos como finanzas rurales o empleo juvenil, la evaluación no encontró evidencia de documentos de posición, participación en mesas sectoriales activas ni incidencia en normativas de la SAG. Esto refleja una brecha entre el conocimiento generado y su escalamiento hacia agendas institucionales nacionales. Las actividades de gestión del conocimiento fueron poco estructuradas y generaron escasos espacios compartidos con actores relevantes en temas prioritarios.<sup>127</sup>
82. **Las iniciativas de cooperación Sur-Sur y triangular fueron puntuales y sin plataforma sistémica.** Se organizaron algunas giras de intercambio (por ejemplo, sobre marañón en El Salvador y Nicaragua, o sobre riego en México), pero no se evidenció una relación sostenida con socios estratégicos identificados en el COSOP, como EMBRAPA o FAO con excepciones en la cartera de donaciones.<sup>128</sup> Tampoco se documentaron intercambios en sectores priorizados por el COSOP como ganadería sostenible, manejo postcosecha o empresas forestales verdes.<sup>129</sup> Solo PROINORTE cuenta con mecanismos explícitos para integrar la CSST en su estrategia.<sup>130</sup> Esta desconexión también se manifestó en la limitada adopción de aprendizajes generados por experiencias de FIDA en otras subregiones de ALC, como la elaboración de planes de fortalecimiento de OP, la revitalización del patrimonio

[action%3Aaction%3Dpopup%3Aopen%26settings%3DeyJpZCI6IjwNzQiLCJ0b2dnbGUiOmZhbHNlfiQ%3D%3D](https://repositorio.iica.int/items/d5144426-946a-477d-9be0-a5ea06ef0a2b); IICA, Cerrando Brecha de Género: Experiencia del Emprende Sur, 2019, <https://repositorio.iica.int/items/d5144426-946a-477d-9be0-a5ea06ef0a2b>. Esta experiencia también fue documentada a través de un video, disponible al enlace siguiente: [https://www.youtube.com/watch?v=-E0RUhKzBHM&ab\\_channel=HaroldSagastume%28ArtPixel%29](https://www.youtube.com/watch?v=-E0RUhKzBHM&ab_channel=HaroldSagastume%28ArtPixel%29); IICA, Experiencia en Conservación de Recursos Naturales y Pago por Servicios Ambientales en la Microcuenca Santa Isabel, Namasigüe, Choluteca, Honduras, 2019, <https://repositorio.iica.int/items/98e0502e-34be-4476-9bdf-b14ab60ba4a4>. Esta experiencia también fue documentada a través de un video, disponible al enlace siguiente: [https://www.youtube.com/watch?v=hRpyYvCRPDg&t=144s&ab\\_channel=RDSMedia](https://www.youtube.com/watch?v=hRpyYvCRPDg&t=144s&ab_channel=RDSMedia).

<sup>126</sup> Estos incluyen: (i) una guía metodológica sobre el Sistema de Optimización de Inversión de Recursos (RIOS), una herramienta utilizada para la priorización de inversiones para obtener el máximo retorno ecológico con un presupuesto dado; (ii) el "Informe RIOS, Identificando sitios para implementar practicas ASAC en donde se maximice el retorno ecológico, Cuenca La Carreta – Somotillo / Cuenca Santa Isabel – Choluteca" que describe la metodología usada para priorizar inversiones en prácticas y tecnologías ASAC en Honduras; (iii) un informe sobre la creación y análisis de escenarios futuros sobre agricultura, seguridad alimentaria nutricional y medios de vida en el Corredor Seco de Honduras, que deben ser consideradas para futuras inversiones, planes y estrategias para fomentar la agricultura sostenible adaptada al clima y la seguridad alimentaria nutricional en esta región; (iv) un informe sobre el análisis de las Mesas Técnicas Agroclimáticas desarrolladas en los municipios de Namasigüe y Orocuina complementados por videos informativos sobre la experiencia.

<sup>127</sup> OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco.

<sup>128</sup> Las donaciones regionales efectivamente promovieron la colaboración entre países en desarrollo para compartir conocimientos sobre todo con la organización de intercambios. CIAT y PROCASUR promovieron el intercambio de experiencias y organizaron intercambios entre funcionarios de distintos Ministerios de El Salvador, Guatemala, Honduras y Nicaragua la en Colombia y entre juventudes rurales en la región SICA respectivamente.

<sup>129</sup> Ámbitos específicos de colaboración y socios clave incluyen los siguientes. Para el objetivo 1 del COSOP: (i) Agricultura climáticamente inteligente: CIAT y la Empresa Brasileira de Pesquisa Agropecuaria (EMBRAPA); (ii) Ganadería sostenible: FAO y el Centro Agronómico Tropical de Investigación y Enseñanza; (iii) Acceso al agua: Brasil y otros países del Corredor Seco y Gran Chaco; (iv) Nutrición y seguridad alimentaria: PMA, FAO, México y Brasil. Para el objetivo 2 del COSOP: (i) Postcosecha y procesamiento: EMBRAPA/Brasil, FAO; (ii) Empresas forestales verdes: FAO, Bolivia, Colombia y México; (iii) Participación del sector privado: ITC, Pacto Mundial y Nicaragua; (iv) Economías rurales inclusivas: PROCASUR; (v) Seguimiento y evaluación: Brasil y subvenciones regionales.

<sup>130</sup> De acuerdo con la estrategia se plantea organizar rutas de aprendizaje e intercambios de experiencias con Colombia y El Salvador.

agroalimentario local o estrategias de gobernanza territorial, lo que refleja el bajo aprovechamiento de conocimientos regionales del FIDA.<sup>131</sup>

### **Diálogo de políticas**

83. **La contribución del FIDA al diálogo de políticas fue puntual, sin una agenda estratégica claramente definida.** El COSOP 2013–2019 aludía a “promover el diálogo” sobre desarrollo rural, pero no especificó temas prioritarios, modalidades ni recursos dedicados.<sup>132</sup> El COSOP 2020–2025 limitó su ambición a “apoyar la ejecución” de políticas existentes, con énfasis en la inclusión económica de jóvenes, mujeres, Pueblos Indígenas y personas con discapacidad, pero sin metas de incidencia propias ni lineamientos sobre cómo traducir esta ambición en acciones concretas. Más que incidir en la formulación o actualización de políticas nacionales, los proyectos se alinearon con marcos políticos existentes.<sup>133</sup> La falta de una plataforma de diálogo estructurada, la inestabilidad operativa de los proyectos, los cambios frecuentes en las contrapartes públicas y la ausencia de una oficina del FIDA en el país afectaron la coherencia y continuidad de cualquier esfuerzo de abogacía institucional.<sup>134</sup> La EEPP no halló evidencia de colaboración con otros actores estratégicos identificados en el COSOP, ni de una estrategia para asegurar la integración de estos aportes en los ciclos de política nacional.
84. **El posicionamiento de FIDA se vio obstaculizado por la falta de sistematización de evidencias y por limitados recursos humanos en el país.** La cartera no dispuso de personal ni presupuesto exclusivos para involucrarse en el diálogo de políticas públicas del sector rural. Los proyectos generaron estudios técnicos (p. ej., cadenas de valor, microfinanzas) pero estos no se convirtieron en notas de política ni se difundieron en foros sectoriales. El estudio de caso de país de Honduras de la Evaluación Subregional sobre el Corredor Seco confirma que Emprende Sur y PROLENCA “no desempeñaron un papel significativo en las plataformas sectoriales” y que la documentación disponible es insuficiente para sustentar propuestas normativas.<sup>135</sup> Además, en varios casos estas plataformas dejaron de funcionar o necesitan de fortalecimiento para mantener su operatividad.
85. **Pese a las limitaciones estructurales, la cartera logró incidir técnicamente en algunos nichos temáticos del sector rural.** Entre los casos más relevantes figura Emprende Sur que brindó apoyo a la formulación del Plan Estratégico y Programa de Inversión para la Cadena del Maraño entre 2016 y 2019, documento que hoy sirve de referencia para la SAG en sus inversiones en agroindustria de frutos secos.<sup>136</sup> PROLENCA, por su parte, aportó insumos técnicos para la Estrategia Nacional de Agricultura Familiar (ENAF 2023–2030), particularmente en relación con el manejo de microcuencas y la organización territorial del pueblo Lenca. Asimismo, datos proporcionados por PROINORTE sobre hábitos alimentarios y mercados locales fueron citados por la UTSAN en el informe voluntario que Honduras presentó a la Cumbre de Sistemas Alimentarios de la ONU en 2021, demostrando la capacidad del FIDA para generar evidencia nutricional útil para el diálogo internacional. Finalmente, los proyectos participaron en diversas mesas interinstitucionales, agroclimáticas y de seguridad alimentaria, aunque no se

<sup>131</sup> OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco.

<sup>132</sup> Se menciona únicamente que el diálogo se enfocaría en la identificación de dificultades en la ejecución del programa y la solución de problemas, el desarrollo de una cartera en tramitación de nuevos proyectos relacionados con el sector privado y el desarrollo empresarial y la financiación de instrumentos financieros rurales innovadores que se estaban diseñando en el marco de los proyectos FIDA en la región.

<sup>133</sup> OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco

<sup>134</sup> FIDA (2014). Informe de revisión anual del COSOP, Entrevistas a informantes clave.

<sup>135</sup> OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco.

<sup>136</sup> “Plan Estratégico y Programa de Inversión para el Desarrollo Competitivo y Sostenible de la Cadena de Valor de Maraño en Honduras”, 2016 disponible al enlace siguiente:

<https://repositorio.ica.int/bitstream/handle/11324/2627/BVE17038707e.pdf?sequence=1>

documentó un impacto claro de dicha participación sobre la formulación o modificación de políticas nacionales.<sup>137</sup>

### **Creación de asociaciones**

86. **El programa país careció de una estrategia de alianzas clara y las colaboraciones se desarrollaron de forma ad hoc.** Ambos COSOP reconocen la importancia de “evitar la duplicación de esfuerzos y maximizar sinergias”, y propusieron explícitamente promover la coordinación con actores del sector público, el sistema de Naciones Unidas, el sector privado, centros de investigación y organismos financieros. En particular, el COSOP 2013–2019 destacó la necesidad de establecer acuerdos operativos con agencias como FAO, PMA y PNUD, así como con el Fondo OPEP y el BCIE. El COSOP 2020–2025 reiteró estos objetivos, incluyendo como socios prioritarios a actores del sector privado para acceso a mercados y servicios financieros, y propuso fortalecer vínculos a través de donaciones y la CSST. Sin embargo, no se definieron metas, recursos, ni un mecanismo de rendición de cuentas para las alianzas. Tampoco se consolidaron plataformas multisectoriales de diálogo o coordinación, lo que limitó la interacción estructurada con otros programas públicos y de cooperación, incluyendo los gestionados por el propio Gobierno hondureño. Las alianzas del FIDA se concentraron principalmente en el sector público nacional, dejando vacíos en el relacionamiento con actores no estatales.
87. **La relación con la administración pública se concentró en la SAG/UAP, con una débil articulación interinstitucional.** El FIDA y la SAG trabajaron estrechamente en la creación de la UAP, logrando homogeneizar normas fiduciarias y de adquisiciones. Sin embargo, se registró escasa coordinación operativa con programas nacionales como PRONAGRO, PRONADERS, AGROJOVEN y AGROMUJER.<sup>138</sup> A nivel nacional, los proyectos sólo establecieron acuerdos puntuales con entidades como DICTA (producción de semilla certificada), el INFOP (formación técnica a grupos vulnerables), el ICF (seguimiento forestal), la SENPRENDE (legalización de OP) y el INAM (promoción de la participación de las mujeres). Estas alianzas fueron operativas y puntuales, pero no se enmarcaron dentro de una estrategia más amplia de fortalecimiento institucional.
88. **Las alianzas territoriales con municipalidades y mancomunidades mostraron buenos resultados cuando contaron con cofinanciación y participación comunitaria.** El modelo de cooperación con el Fondo Cafetero Nacional para la rehabilitación de 33 km de caminos rurales en Lempira y La Paz, financiado por PROLENCA, municipalidades y comunidades – permitió apalancar recursos locales y formar cuadrillas de mantenimiento, aunque los retrasos de los gobiernos locales en los desembolsos evidenciaron riesgos de sostenibilidad. También se destacan la capacitación a técnicos de las unidades municipales de la mujer y de ambiente (PROMECOM,<sup>139</sup> Emprende Sur, PROINORTE), la dotación de equipamiento a sus oficinas (PROINORTE) y a las oficinas locales de la SAG (Emprende Sur),<sup>140</sup> y la participación de Emprende Sur en la elaboración de Planes de Desarrollo Municipal con enfoque de ordenamiento territorial en alianza con la Mancomunidad de la Botija y Güanacaure. Asimismo, se establecieron convenios con la Mancomunidad Lenca Eraman (MANLE), CAFEG y la Mancomunidad de municipios Lencas de la Sierra de la Paz (MAMLESIP) para el manejo de microcuencas (PROLENCA). Sin embargo, la articulación con municipalidades y mancomunidades no fue sistemática ni acompañada por estrategias claras, y su alcance fue limitado. La EPPP tampoco cuenta con evidencia suficiente sobre los efectos sostenibles de estos apoyos.

<sup>137</sup> entrevistas a informantes clave.

<sup>138</sup> Respectivamente: Programa Nacional de Desarrollo Rural y Urbano Sostenible y Programa Nacional Agroalimentario, OIE (2019). Evaluación a nivel corporativo sobre la participación del FIDA en el desarrollo de cadenas de valor en favor de los pobres.

<sup>139</sup> Sin embargo, el apoyo de PROMECOM al fortalecimiento del entorno institucional fue inferior a lo esperado.

<sup>140</sup> En Choluteca, Valle y Tegucigalpa.

89. Más allá de las limitaciones generales ya señaladas en la coherencia externa, **las asociaciones a nivel de proyectos con otros donantes y agencias de desarrollo fueron también limitadas y, en la mayoría de los casos, poco sistemáticas.** En varios casos, estas alianzas respondieron más a coincidencias temporales que a una planificación conjunta, como en la complementariedad prevista entre PROLENCA y COMRURAL (BM) para financiar capital de trabajo. Entre los ejemplos positivos destacan el convenio PROLENCA–USAID/Alianza del Corredor Seco para instalar un sistema de riego comunitario y los estudios de cadenas de valor y nutrición elaborados por CIAT para PROINORTE. Sin embargo, también se observaron oportunidades de alianzas que no se concretaron, como la ausencia de vínculos con la Coalición Internacional para el Acceso a la Tierra y sus iniciativas activas en territorios de intervención de PROLENCA y HDN, lo que redujo el potencial de la cartera para sumar aprendizajes y fortalecer enfoques diferenciados.<sup>141</sup> En general, la falta de mecanismos sistemáticos de articulación limitó el alcance de estas colaboraciones y su capacidad de generar sinergias programáticas. **Las alianzas comerciales con empresas ancla ofrecieron resultados puntuales en cadenas específicas, pero no lograron consolidarse ni replicarse a mayor escala.** Estas experiencias demostraron la capacidad del FIDA para actuar como facilitador de vínculos de mercado, permitiendo que pequeños productores accedieran a compradores consolidados en rubros como frutas tropicales, cacao, café y lácteos. Sin embargo, al concentrarse en unos pocos sectores y no contar con un marco estratégico o servicios de acompañamiento sostenidos, su alcance se mantuvo limitado y sin mecanismos claros de expansión hacia otras cadenas de valor.

#### Recuadro 2. Ejemplos de alianzas con empresas ancla

- Emprende Sur – La Michoacana: acuerdos de compra de frutas tropicales en municipios de Choluteca (El Corpus, Santa Ana de Yusguare, Orocuina y Pespire).
- PROLENCA – Chocolates Halba (cacao) y COMSA/COHMASA (café): contratos comerciales que facilitaron acceso a mercados especializados internacionales.
- PROINORTE y PROMECOM – Leyde, Lacthosa y Leite (lácteos): convenios de compra a través de los centros de recolección y enfriamiento de leche (CREL) apoyados por los proyectos.
- Otros rubros: vínculos iniciales con camarón, okra y marañón, aunque con menor nivel de formalización.

90. **El partenariado con agencias de Naciones Unidas con sede en Roma fue incipiente.** A pesar de lo previsto en los COSOP, no se concretaron acuerdos formales con FAO o PMA. En el caso de FAO, la participación del FIDA en espacios de diálogo y coordinación fue limitada y sin continuidad, y no se registraron resultados conjuntos en la cartera, pese a oportunidades identificadas para una mayor articulación. En cuanto al PMA, aunque el diseño de PROINORTE contemplaba vincular productores con compras institucionales del PMA, hasta 2024 apenas se realizaron mesas exploratorias. La ausencia de resultados conjuntos limitó la visibilidad y sinergias con otros actores del sistema ONU.
91. **Los movimientos de agricultores, mujeres e indígenas no fueron socios estratégicos de la cartera.**<sup>142</sup> PROMECOM colaboró con la Federación Indígena

<sup>141</sup> Empoderamiento de los Jóvenes Rurales de la Zona Central de Honduras, para la Incidencia, la Defensa de los Derechos Humanos y el Acceso a la Tierra (2014-2015) ejecutada por el Consejo Coordinador de Organizaciones Campesinas de Honduras en La Paz, Comayagua, la Esperanza Intibucá; Empoderamiento de la Mujer en Procesos de Desarrollo Rural, con Enfoque de Género en la Agricultura Familiar y Erradicación de la Violencia Doméstica ejecutado por la Unión De Mujeres Campesinas Hondureñas (2013-2014).

<sup>142</sup> Los proyectos mencionan vínculos de colaboración planteados con organizaciones representativas de las diferentes etnias: Organización de Desarrollo Étnico Comunitario, ODECO (La Ceiba); la Confederación de Pueblos Autóctonos de Honduras (CONPAH); la Organización Nacional Indígena Lenca de Honduras (ONILH); la Organización Fraternal Negra Hondureña (OFRANEH); el Consejo Cívico de Organizaciones Populares e Indígenas de Honduras (COPINH); la FETRIXY; la Federación Indígena Tawahka De Honduras (FITH); Federación de Tribus Indígenas PECH de Honduras (FETRIPH).

FETRIXY para la selección de beneficiarios Lenca. Más allá de esta experiencia, los proyectos trabajaron sobre todo con organizaciones de primer piso (cooperativas, cajas rurales) y, en varios casos, con organizaciones creadas en el marco de los propios proyectos, lo que generó mayores riesgos de sostenibilidad frente a las organizaciones preexistentes. No se establecieron vínculos continuos con redes como la Plataforma Agraria Hondureña o la Articulación de Mujeres Rurales. Involucrar a estos movimientos habría sido clave para asegurar la sostenibilidad y la incidencia a largo plazo de las intervenciones, pero no se encontraron evidencias de intentos sostenidos en esa dirección.

92. **Los proveedores de servicios jugaron un rol central en la ejecución operativa, pero enfrentaron limitaciones de disponibilidad y sostenibilidad.** Empresas y ONGs aliadas como ANED Consultores, SIGMA, SERTYCO, FUNDER, IDE, FUNDETEC, Fundación Capital y la Red de Institutos Técnicos Comunitarios aportaron capacidades clave en la planificación de inversiones, la capacitación, el acceso a mercados, la seguridad alimentaria, el cambio climático y la educación financiera. Sin embargo, su disponibilidad fue desigual y su desvinculación al cierre de los proyectos dejó vacíos en el acompañamiento técnico que se repercutió negativamente en la sostenibilidad de las inversiones. Las diversas alianzas y servicios tejidos por los proyectos no estuvieron acompañadas de una estrategia orientada al desarrollo y fortalecimiento de proveedores locales para las OP.
93. **Las alianzas con instituciones financieras fueron escasas y con efectos limitados.** PROMECOM vinculó a sus beneficiarios con BANADESA para la apertura de cuentas bancarias a nivel de las OP; Emprende Sur promovió la evaluación de 81 Cajas Rurales de Ahorro y Crédito (CRAC) para facilitar acceso a fondos de BANHPROVI. No obstante, salvo la digitalización de las CRAC, no se promovieron productos financieros adecuados a las necesidades de los/as pequeños/as productores/as ni se evidenció un apalancamiento sostenido de recursos del sistema financiero formal para fortalecer las CRAC.
94. **La colaboración con las universidades y los centros de investigación fue puntual, pero con resultados útiles para el conocimiento técnico.** Destacas las alianzas con la Universidad Nacional de Ciencias Forestales (formación en cambio climático y gestión ambiental), la FHIA (agroforestería con cacao), el Instituto Politécnico Centroamericano (formación ocupacional), así como con CIAT para la realización de estudios y con IICA para el acompañamiento. A pesar del interés en vincularse con la Universidad Zamorano, previsto en los COSOP, no se registraron avances concretos en esa dirección.
95. **Coherencia en resumen.** La cartera del FIDA en Honduras mostró coherencia temática en inclusión productiva, organización rural, resiliencia climática y juventud. Se concretizaron sinergias puntuales entre préstamos y donaciones, aunque en general las donaciones regionales se mantuvieron poco conectadas con los préstamos. Sin embargo, la ausencia de una articulación estratégica entre proyectos, la dispersión territorial, la débil coordinación institucional y la falta de mecanismos formales de coordinación e intercambio limitaron la adopción de una lógica programática integrada. La colaboración externa fue esporádica, con vínculos limitados y poco sistemáticos con otros donantes y plataformas de coordinación. La EEPP califica la coherencia como **moderadamente satisfactoria (4)**.
96. **Gestión del conocimiento en resumen.** Aunque priorizada en los COSOP, la gestión del conocimiento careció de estrategia, recursos y liderazgo. Los proyectos mostraron esfuerzos desiguales y poco estructurados; la UAP no funcionó como nodo de aprendizaje y la alta rotación del personal debilitó la memoria institucional. Los productos generados fueron útiles pero dispersos y sin repositorios ni seguimiento. Las donaciones regionales y la CSST aportaron insumos valiosos, pero sin integración ni sostenibilidad. Faltó articulación interproyecto y capitalización de experiencias regionales. La EEPP califica el desempeño de la cartera en este ámbito como **moderadamente insatisfactoria (3)**.

97. **Diálogo de políticas en resumen.** El diálogo de políticas fue puntual, reactivo y sin una estrategia clara. Los COSOP carecieron de metas y recursos definidos, y la inestabilidad institucional del gobierno, junto con la ausencia de una oficina de país del FIDA, limitó la continuidad de esfuerzos. Si bien hubo aportes técnicos relevantes en nichos como agricultura familiar, nutrición y cadenas de valor, no se tradujeron en propuestas normativas ni incidencia sistemática. Las donaciones regionales fortalecieron espacios de diálogo, como las mesas agroclimáticas, pero con débil integración a los préstamos. La EEPP califica el desempeño como **moderadamente insatisfactorio (3)**.
98. **Asociaciones en resumen.** La cartera del FIDA en Honduras realizó alianzas puntuales con actores públicos, municipales y del sector privado, logrando resultados positivos en infraestructura rural, cadenas de valor y capacitación. Sin embargo, las asociaciones carecieron de estrategia, planificación y recursos dedicados, y muchas iniciativas previstas en los COSOP no se concretaron. Las alianzas con las agencias de la ONU, los movimientos sociales e las instituciones financieras fueron incipientes. Las donaciones facilitaron vínculos con centros de investigación y empresas, pero el desfase con los préstamos limitó su impacto. La EEPP califica el desempeño de la cartera en este ámbito como **moderadamente satisfactorio (4)**.

## Eficacia

99. Esta sección comienza con una valoración de la eficacia en términos de alcance. Se analizan a seguir los logros del programa país en relación con los productos y resultados obtenidos a lo largo de las tres vías de impacto identificadas en la teoría del cambio: (i) mejorar el acceso a mercados, crédito y servicios financieros mediante alianzas empresariales, servicios financieros inclusivos, infraestructura y apoyo a OP; (ii) aumentar la productividad y reducir riesgos climáticos y ambientales a través de asistencia técnica, infraestructura hídrica y conservación ambiental; y (iii) fortalecer capacidades locales e inclusión social mediante infraestructura básica y formación en nutrición, higiene y saneamiento. Estas vías se complementan con un eje transversal de fortalecimiento institucional orientado a crear un entorno más propicio para el desarrollo rural. Finalmente, se examina la contribución del programa al logro de los objetivos estratégicos de los COSOP.

### Alcance

100. **Los proyectos cerrados casi alcanzaron sus metas de cobertura en hogares y lograron un cumplimiento algo menor en cuanto a personas beneficiarias.** Emprende Sur y PROMECOM alcanzaron una alta cobertura de hogares (98 % y 91%) y menor en personas (88% y 64%), mientras que PROLENCA cumplió el 95% de sus metas tras absorber parte de la población originalmente asignada a HDN. Este último, cancelado tempranamente, apenas llegó a 826 personas y hogares (3% de la meta de hogares), con beneficiarios parcialmente transferidos a PROLENCA. En contraste, PROINORTE, en ejecución desde 2021, registró una cobertura limitada (1,195 personas y hogares, 8% de su meta final), debido a retrasos y problemas de diseño. En particular, el requisito inicial de conformar grupos de entre 30 y 150 productores redujo las posibilidades de inclusión, afectando a jóvenes y a grupos étnicos como los Garífunas. En total, las intervenciones llegaron a 236,151 personas (78% de la meta de 300,952) y a 59,746 hogares (60% de los 101,500 previstos).
101. **La participación femenina superó ampliamente las metas previstas en todos los proyectos, reflejando una inclusión exitosa y sistemática de mujeres rurales.** En promedio, las mujeres representaron el 43% de las personas beneficiarias, superando con holgura la meta estándar del 30 %. Emprende Sur alcanzó un 51%, PROLENCA, HDN y PROINORTE alcanzaron el 46 %, y PROMECOM el 36 %.<sup>143</sup> Esta tendencia revela una ejecución efectiva de los compromisos de

<sup>143</sup> Ver cuadro 6.

género en cuanto a participación, gracias a la integración de cuotas, acciones afirmativas en algunos proyectos y un enfoque consistente en la inclusión de mujeres como actrices productivas y organizativas.<sup>144</sup>

102. **La inclusión juvenil fue promovida, pero con resultados limitados por restricciones legales, diseño inadecuado y falta de estrategias específicas.** La participación juvenil se situó, en promedio, ligeramente por encima del 20 % en el conjunto de la cartera, con variaciones significativas entre proyectos, a pesar de que la juventud fue identificada como grupo prioritario en los documentos de diseño de todos ellos. Allí donde se definieron metas, los resultados fueron mixtos: PROINORTE fijó un 25% y alcanzó 22%, mientras que PROLENCA superó su meta del 20% llegando a 28 %. En proyectos sin metas explícitas, los niveles registrados oscilaron entre 12% (PROMECOM) y 23% (HDN).<sup>145</sup> Estos porcentajes muestran avances, pero también reflejan desafíos estructurales, como la restricción legal que impide a menores de 21 años ser miembros plenos de organizaciones rurales, lo que limita su participación efectiva y retrasa el relevo generacional en el liderazgo. Además, los proyectos priorizaron actividades agrícolas tradicionales con baja atracción para la juventud, frente a inversiones limitadas en sectores más dinámicos (turismo, tecnología, artesanía). Algunos logros incluyen incrementos de ingresos, inserción laboral y fortalecimiento de liderazgo, estas experiencias no fueron sistematizadas ni acompañadas por mecanismos de seguimiento con indicadores específicos. La falta de un abordaje integral sobre juventud y migración también fue una brecha recurrente. En contraste, las donaciones gestionadas por ICCO y PROCASUR ofrecieron enfoques más adaptados a los intereses y necesidades de jóvenes rurales.

### Recuadro 3. Donaciones que promovieron enfoques innovadores para la inclusión juvenil

- ICCO – Rural4Youth (2020–2023). Promovió la capacitación económica de jóvenes rurales en sectores dinámicos como gastronomía, hostelería y turismo. En Honduras benefició a 394 jóvenes Lenca, incluidos productores de papa y fresa en La Esperanza (PROLENCA). Se crearon 50 emprendimientos, 76 jóvenes se insertaron laboralmente y se fortalecieron competencias en nutrición, habilidades digitales y emprendimiento.
- PROCASUR – Jóvenes Líderes para el Desarrollo Rural en la región SICA (2018–2022). Implementó en Honduras la iniciativa Innova Raíz en coordinación con PROLENCA, dirigida a la inclusión productiva de jóvenes rurales indígenas. Involucró a 105 jóvenes (62 mujeres) y 56 organizaciones, fortaleciendo liderazgo, participación en OP y cajas rurales, y promoviendo el diálogo intergeneracional.

103. **La inclusión de Pueblos Indígenas fue limitada y desarticulada, salvo en PROMECOM y parcialmente en PROLENCA.** Todos los proyectos incluyeron a los Pueblos Indígenas como grupo objetivo, pero pocos contaron con estrategias específicas, recursos dedicados o mecanismos de consulta efectivos. PROMECOM fue la excepción destacada, al haber elaborado una estrategia diferenciada desde el diseño y firmado un convenio con FETRIX para canalizar fondos, acompañar procesos organizativos y apoyar el acceso a documentación civil. A través de este convenio, 1,647 personas accedieron al proceso de cedulación y 917 obtuvieron su tarjeta de identidad, superando la meta de 1,500 personas prevista en el diseño. Además, 47 planes de manejo comunitario fueron beneficiarios a 1,741 hogares con infraestructura básica y actividades productivas. Sin embargo, el componente de asesoría legal para conflictos de tierras fue cancelado durante la revisión de medio término. En contraste, Emprende Sur no desarrolló una estrategia para Pueblos Indígenas ni contó con metas y datos de línea base sobre este grupo. Aunque se estima que al menos 1,673 indígenas participaron de forma indirecta,

<sup>144</sup> Cabe señalar, sin embargo, que el hecho de haber superado sistemáticamente las metas podrían también indicar que los objetivos definidos en el diseño no fueron lo suficientemente ambiciosos, lo que limita la capacidad de medir todo el potencial de la estrategia de inclusión. Se puede encontrar más información sobre la igualdad de género y el empoderamiento de las mujeres en la sección F de este informe.

<sup>145</sup> Ver cuadro 6.

no se aplicaron medidas afirmativas ni se valorizó el conocimiento ancestral. PROLENCA alcanzó a una población indígena significativa, 90 % de sus beneficiarios fueron Lenca, pero no documentó cómo se integraron sus prácticas tradicionales ni qué valor añadido aportó su inclusión. En PROINORTE, se observó una mejoría con la aplicación de procesos de CLPI y participación en sistemas de gobernanza, aunque la cobertura indígena fue limitada (5 %, frente a una meta de 10 %). A pesar de los avances puntuales, en general las intervenciones carecieron de estrategias diferenciadas y procesos de consulta consistentes, lo que redujo la efectividad y en algunos casos afectó la cohesión comunitaria.<sup>146</sup>

Cuadro 6.

**Alcance de los proyectos**

Proyecto	Personas beneficiadas (% alcance)	Mujeres (% personas beneficiadas)	Jóvenes (% personas beneficiadas)	Pueblos Indígenas (% personas beneficiadas)	Hogares (% alcance)
PROMECON	64%	36%*	12%	21%	91%
Emprende Sur	88%	51%	19%	6%	98%
HDN	n.d.	46%	23%	n.d.	3%**
PROLENCA	95%	46%	28%	90%	95%
PROINORTE	8%	46%	22%	5%	8%
Total	78%	45%	21%	31%	60%

\*En PROMECON no se dispone del número absoluto de mujeres beneficiarias individuales; los datos reportados corresponden a hogares con jefatura femenina.

\*\* HDN fue cerrado de forma anticipada, lo cual limitó el alcance total de beneficiarios respecto a lo previsto en el diseño.

Notas:

En verde se indican los casos en que las metas establecidas fueron superadas.

En rojo se señalan los casos en que las metas no fueron alcanzadas.

Fuentes: (i) PROMECON: Informe del Presidente, documento de diseño, ITP y VIFP; (ii) Emprende Sur: Informe del Presidente, ITP y VIFP; (iii) HDN: Informe del Presidente, documento de diseño, ITP; (iv) PROLENCA: Informe del Presidente, ITP; (v) PROINORTE: Informe del Presidente, misión de supervisión 2024.

104. **Los enfoques participativos fortalecieron la pertinencia y sostenibilidad de las acciones, pero la focalización en los más pobres fue incompleta, a veces desviada y afectada por factores estructurales.** La mayoría de los proyectos adoptaron enfoques participativos para la planificación, con servicios ofrecidos a demanda y participación comunitaria en la formulación de planes. Se financiaron varios tipos de planes de inversión, incluyendo planes de negocio, de fortalecimiento organizacional, de manejo o desarrollo comunitario, de desarrollo productivo, de desarrollo financiero, de servicios de apoyo, así como planes específicos para grupos vulnerables, cajas rurales y servicios ecosistémicos.<sup>147</sup> Esto favoreció la apropiación local, el empoderamiento y la sostenibilidad. El cuadro 7 presenta el detalle de los planes financiados por cada proyecto, mostrando las diferencias en metas, tipos de planes apoyados, número total de planes ejecutados y personas beneficiarias.

<sup>146</sup> Entrevistas a informantes clave.

<sup>147</sup> Ver Recuadro 5 en anexo VIII sobre los pasos y obstáculos en el apoyo a los planes de negocio de los proyectos apoyados por el FIDA.

Cuadro 7.  
Planes financiados por diferentes proyectos

Proyecto	Tipo de planes apoyados	Meta de planes	Nº total de plan financiados	Personas beneficiadas
PROMECOM	Planes de Negocio, de Desarrollo Organizacional y de Manejo Comunitario	252	234	2,306
Emprende-Sur	Planes de Negocio Sostenible, Planes de Desarrollo Organizacional, Planes de Desarrollo Financiero y Planes de Inversión para Grupos Vulnerables	362	366	15,662
HDN	Planes de Negocio y Planes de Desarrollo Productivo	n.d.	18	826
PROLENCA	Planes de Negocio y Planes de Fortalecimiento Organizacional	383	246	7,515
PROINORTE	Planes de Negocio, Planes de Fortalecimiento Organizacional, Planes de Servicios de Apoyo y Planes de inversión para cajas rurales, planes de inversión en servicios ecosistémicos, planes de dinamización territorial	297	9	n.d.

Fuentes: PROMECOM ITP; Emprende Sur ITP; HDN ITP; PROLENCA ITP; PROINORTE IDP, MOP, ISV 2024

105. No obstante, la focalización en personas en situación de pobreza o pobreza extrema presentó debilidades. En Emprende Sur y PROLENCA se identificaron casos de beneficiarios con niveles de ingreso superiores a los establecidos en el diseño, o de organizaciones donde hasta el 40 % de los miembros no eran pobres.<sup>148</sup> Además, algunas estrategias de inclusión para grupos vulnerables fueron desarrolladas con retraso o no fueron formuladas, y se identificaron dificultades estructurales para incluir efectivamente a los hogares más pobres. Durante entrevistas y visitas de campo se identificaron casos puntuales en los que la selección de beneficiarios respondió a vínculos familiares, sociales o políticos más que a criterios objetivos de vulnerabilidad y pobreza.<sup>149</sup> Otros factores también afectaron la equidad. La exigencia de contrapartidas en efectivo excluyó a hogares más pobres que no podían cubrir el requisito económico. La inclusión de grupos vulnerables se vio limitada no solo por la falta de medidas afirmativas, sino también por debilidades en los sistemas de monitoreo, que rara vez incorporaron indicadores específicos, y por la inestabilidad del personal especializado en inclusión social, cuya alta rotación redujo la continuidad de los apoyos.

*Vía de impacto 1: Acceso a mercados, servicios financieros e inclusión económica mediante negocios y microempresas rurales*

106. **Los proyectos facilitaron la formalización legal de organizaciones rurales mediante mecanismos innovadores, pero su eficacia se vio afectada por diagnósticos territoriales insuficientes y restricciones vinculadas a la tenencia de tierra.** Dada la importancia de la personería jurídica para acceder a fondos públicos, los proyectos facilitaron la formalización legal de grupos mediante mecanismos adaptados que redujeron barreras administrativas a la participación organizativa. PROMECOM promovió misiones de campo mediante "registros

<sup>148</sup> Emprende Sur ISV 2017; El informe de la RMT indica que el análisis sobre focalización de pobreza para verificar si las organizaciones eran susceptibles a recibir el financiamiento de PROLENCA clasificaba los grupos según su grado de organización, capacidad y potencial productivo, pero no analizaba de forma explícita aspectos directamente relacionados al grado de pobreza de los integrantes de cada organización. Además, según un análisis (expost) había un alto porcentaje de beneficiarios que no se identificaban como pobres (40% de los miembros de las organizaciones beneficiarias). Además, el estudio de focalización de PROLENCA presentó inconsistencias. En particular, un 9% de las personas clasificadas con inseguridad alimentaria severa, y un 33% de las con inseguridad alimentaria moderada, aparecían como "no pobres".

<sup>149</sup> Entrevistas a informantes clave.

móviles". PROLENCA articuló con SENPRENDE para gestionar personerías jurídicas de grupos productivos, mientras que PROINORTE contrató abogados para facilitar trámites ante instancias estatales. Estas acciones fortalecieron la institucionalidad local y permitieron que organizaciones accedieran a beneficios previamente fuera de su alcance. No obstante, estos avances se vieron limitados por debilidades en el diagnóstico territorial que informó el diseño de los proyectos. La ausencia de diagnósticos territoriales sólidos dificultó la identificación y caracterización de las organizaciones idóneas o con mayor potencial, obligando a ajustes posteriores que en algunos casos generaron fricciones, retrasos y menor pertinencia de las intervenciones.<sup>150</sup> Además, la tenencia insegura o colectiva de la tierra representó una barrera importante para la participación de los grupos meta y, en algunos casos, para su formalización legal y acceso a apoyos.<sup>151</sup>

107. **Los proyectos impulsaron el fortalecimiento de organizaciones comunitarias, mediante asistencia técnica, capacitación y apoyo vinculado a cadenas de valor.** PROMECOM introdujo una tipología organizativa (Tipos A–D) para clasificar a los grupos según su nivel de desarrollo, lo que permitió ajustar los apoyos técnicos y financieros.<sup>152</sup> Este enfoque fue retomado por PROLENCA a través de los Planes de Desarrollo Organizacional (PDO), que abarcaron dimensiones legales, ambientales, de mercado y gestión institucional en 256 organizaciones.<sup>153</sup> No obstante, no se encontró evidencia de que esta tipología haya sido actualizada de manera sistemática después de las capacitaciones ni utilizada como instrumento de monitoreo dinámico del avance de las organizaciones. Emprende Sur consolidó 345 grupos, incluyendo 243 agropecuarios, y superó ampliamente sus metas de formación: capacitó a 12,490 personas, con un enfoque particular en mujeres y jóvenes.<sup>154</sup> En este marco, varios proyectos, especialmente Emprende Sur y PROLENCA, impulsaron micro y pequeñas empresas rurales, brindando formación técnica, acceso a capital semilla, fortalecimiento organizativo y servicios complementarios como educación financiera y vinculación a redes de comercialización. Emprende Sur, por ejemplo, apoyó 90 microempresas mediante PDO. Las capacitaciones de los proyectos facilitaron que muchas organizaciones de base, como cajas rurales y cooperativas productoras, ampliaran el alcance de sus actividades, se insertaran en cadenas de valor y accedieran a mercados más lucrativos, lo cual contribuyó a mejorar sus ingresos y sostenibilidad.<sup>155</sup> Algunas organizaciones con buena gestión siguieron funcionando tras finalizar los proyectos, lo que muestra impactos sostenibles. A menudo, estas organizaciones también habían recibido apoyo complementario de otras iniciativas de desarrollo, como la CRAC Santa Lucía apoyada por COMRURAL (BM) y la cooperativa COCASAM por Swisscontact.
108. **El fortalecimiento de capacidades enfrentó limitaciones en su efectividad debido a deficiencias en la calidad técnica de las intervenciones.** Se identificaron limitaciones importantes, tales como capacitaciones cortas y poco adaptadas debido a la falta de diagnósticos previos de necesidades, así como planes de negocio poco viables.<sup>156</sup> Además, hubo casos en los que las poblaciones vulnerables enfrentaron barreras de acceso, como el tamaño mínimo requerido para conformar grupos, la falta de tierra o de documentación legal, que restringieron su participación efectiva.

<sup>150</sup> Entrevistas a informantes clave.

<sup>151</sup> En contextos como PROINORTE, se implementaron contratos de arriendo con opción de compra como solución temporal, pero la prohibición de destinar fondos de inversión a la compra de tierra, sumada a la complejidad de los regímenes colectivos en territorios indígenas, limitó el alcance y la sostenibilidad de los apoyos prestados.

<sup>152</sup> PROMECOM ITP.

<sup>153</sup> PROLENCA ITP.

<sup>154</sup> Emprende Sur ITP.

<sup>155</sup> OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco; Entrevistas a informantes clave.

<sup>156</sup> OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco; Entrevistas a informantes clave.

109. **Los proyectos ampliaron y diversificaron el acceso de las organizaciones rurales a mercados rentables, impulsando cadenas de valor y mejoras productivas, aunque con retos pendientes en la formalización de acuerdos comerciales.** Los proyectos permitieron que las organizaciones rurales accedieran a mercados nacionales e internacionales con productos de mayor calidad y valor agregado. Emprende Sur amplió su intervención a 13 cadenas productivas, frente a 7 previstas inicialmente, incluyendo café, marañón, hortalizas, leche y granos básicos. Fortaleció 185 grupos de comercialización (617 % de cumplimiento), estableció 130 alianzas productivas (107 %) y apoyó a 82 organizaciones a incrementar su producción orientada al mercado (137 %). El 68 % de las organizaciones con planes de negocio insertaron sus productos en mercados rentables, apoyadas por inversiones en infraestructura como caminos rurales, centros de acopio y plantas de procesamiento, así como certificaciones internacionales y participación en ferias y ruedas de negocio.<sup>157</sup> PROLENCA también logró que el 54 % de sus asociaciones se incorporaran en cadenas de valor (superando la meta del 50 %), con mejoras notables en producción y productividad en papa, leche, fresa y café. También se documentaron experiencias exitosas en el almacenamiento colectivo de maíz y frijol, lo que mejoró la planificación comercial.<sup>158</sup> Además, se destaca nuevamente el impulso institucional que se dio mediante la elaboración del Plan Nacional del Marañón, ya mencionado en la sección sobre incidencia en políticas y promovido por Emprende Sur. Estos resultados positivos se explican por factores facilitadores como el enfoque participativo y a demanda, las inversiones en infraestructura productiva y de transporte, la asistencia técnica y organizativa. Sin embargo, el impacto fue menos consistente en términos de formalización de acuerdos: solo el 43 % de las organizaciones apoyadas por PROLENCA establecieron convenios formales con compradores, y PROMECOM reportó una tasa de acceso a mercados formales del 59 %, lo que revela un margen de mejora importante en la consolidación comercial institucional.<sup>159</sup>
110. **Persistieron obstáculos estructurales en la comercialización y deficiencias en los marcos regulatorios que limitaron la efectividad de las microempresas rurales y redujeron su rentabilidad.** A pesar de los logros, la comercialización sigue siendo un desafío crítico. Las visitas de campo evidenciaron la persistencia de estructuras de mercado desfavorables: intermediarios ("coyotes") con poder excesivo, prácticas monopólicas y presión sobre precios. En cadenas como papa y leche, se reportaron condiciones de monopsonio, coerción comercial y uso indebido del control sanitario estatal para restringir la competencia, lo que afecta directamente a los productores rurales. Además, se identificaron vacíos importantes en acompañamiento técnico para la formulación de planes de negocio, que muchas veces omitieron los costos reales de producción, por ejemplo, sin contabilizar el trabajo de los propios propietarios. Estos vacíos también se reflejaron en la falta de estrategias frente a la volatilidad de los precios de los insumos.<sup>160</sup> También se evidenciaron debilidades en el acceso a servicios regulatorios clave, como el control fitosanitario, la certificación y la calidad.<sup>161</sup> En PROMECOM y Emprende Sur los sistemas de información de mercados no se sostuvieron en el tiempo y solo una fracción de las organizaciones accedió a estas herramientas.<sup>162</sup> Por otra parte, las organizaciones enfrentaron problemas fiscales y tributarios derivados de clasificaciones inadecuadas (como empresas mercantiles

---

<sup>157</sup> Emprende Sur ITP.

<sup>158</sup> PROLENCA ITP.

<sup>159</sup> PROMECOM IPT; PROLENCA ITP.

<sup>160</sup> Dada la estructura de financiamiento externo de los proyectos y la dependencia de insumos importados, la exposición a variaciones en el tipo de cambio puede constituir un riesgo para organizaciones con ingresos exclusivamente en Lempiras.

<sup>161</sup> OIE (2019). Evaluación a nivel corporativo sobre la participación del FIDA en el desarrollo de cadenas de valor en favor de los pobres; OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco; Entrevistas a informantes clave.

<sup>162</sup> OIE (2019). Evaluación a nivel corporativo sobre la participación del FIDA en el desarrollo de cadenas de valor en favor de los pobres.

sujetas a tributos elevados), sin recibir orientación adecuada; en contraste, algunas lograron exenciones por vender materia prima. Esta falta de apoyo tributario afectó su viabilidad financiera.<sup>163</sup> Finalmente, la falta de una estrategia de salida clara, en particular en PROMECOM, dejó a muchas organizaciones sin asistencia técnica tras el cierre, lo que redujo la continuidad de los apoyos y limitó el fortalecimiento de sus capacidades operativas.<sup>164</sup>

Cuadro 8.

**Logros seleccionados relacionados con el acceso al mercado**

Indicador	PROMECOM		Emprende Sur		PROLENCA	
	Meta	Alcance	Meta	Alcance	Meta	Alcance
Grupos Empresariales fortalecidos	252	234				
Grupos acceden a mercados formales	75	44	65	68	70	
Alianzas comerciales facilitadas	12	11	122	130		

Fuentes: PROMECOM ITP; Emprende Sur ITP; PROLENCA ITP.

111. **El fortalecimiento de las CRAC fue un logro significativo, que permitió posicionarlas como vehículos clave de inclusión financiera y cohesión organizativa.** En Emprende Sur, 195 CRAC fueron vinculadas al sistema financiero formal, beneficiando directamente a 3,844 personas, mientras que en PROLENCA se incorporó la digitalización de sus sistemas contables, mediante tabletas que facilitaron la elaboración de estados financieros exigidos por los bancos.<sup>165</sup> Esta innovación se retomó en INNOVASAN a través del programa INNOVATECH, consolidando un modelo replicable para mejorar la bancarización rural. Las CRAC también jugaron un papel central en el financiamiento de actividades productivas, ahorro doméstico y gestión de necesidades sociales. Se destacó su rol como alternativa a prestamistas informales (“coyotes”), con tasas bancarias que en muchos casos duplicaban o triplicaban las condiciones ofrecidas por las CRAC. Además, su gestión transparente, reforzada por controles internos, incrementó la confianza de los socios y redujo significativamente los niveles de mora. En varias comunidades, estas organizaciones utilizaron excedentes para fines colectivos como la reparación de caminos o el apoyo a miembros en situación de vulnerabilidad.<sup>166</sup>

**Recuadro 4. Innovaciones digitales en la inclusión financiera rural**

La donación regional INNOVATECH (2021–2026), ejecutada por la Fundación Sparkassenstiftung, introdujo soluciones digitales agrícolas y financieras en Honduras. Dos startups apoyados —AgroDigital y Sube Latinoamérica— lograron resultados alentadores: digitalización de cajas rurales mediante aplicaciones móviles y acceso a comercio electrónico para organizaciones productoras. Estas experiencias se incorporaron en proyectos FIDA como PROINORTE y PROLENCA, y fueron consideradas como aprendizajes clave para el diseño de INNOVASAN (2024–2030), que prevé ampliar el uso de herramientas digitales para la bancarización rural.

112. **Los fondos revolventes gestionados directamente por las organizaciones rurales emergieron como una herramienta efectiva de sostenibilidad financiera local.** Estos fondos permitieron reinvertir capital con intereses para nuevas iniciativas productivas, fortaleciendo su autonomía y sostenibilidad financiera. En PROMECOM, 78 grupos empresariales accedieron a fondos revolventes, un mecanismo no previsto inicialmente pero adoptado por el equipo técnico, permitiendo que grupos históricamente excluidos accedieran a capital

<sup>163</sup> Entrevistas a informantes clave.

<sup>164</sup> Entrevistas a informantes clave.

<sup>165</sup> Emprende Sur ITP; PROLENCA ITP; En Honduras existen varios miles de CRAC, con estimaciones que oscilan entre 3,000 y 5,000 a nivel nacional, lo que ayuda a dimensionar la escala de la contribución.

<sup>166</sup> Entrevistas a informantes clave.

productivo.<sup>167</sup> En PROLENCA y Emprende Sur, la experiencia también fue positiva, aunque con variabilidad en cobertura y documentación.<sup>168</sup> Estas prácticas se consolidaron como referentes de sostenibilidad organizacional, permitiendo responder a necesidades productivas locales sin depender exclusivamente de fuentes externas. El uso de estos fondos, junto con tasas de interés más justas (entre 1.5 % y 3 % mensual), ayudó a eliminar prácticas usureras en zonas rurales y a brindar crédito en condiciones adaptadas a las capacidades de pago de los productores. Sin embargo, los recursos monetarios de los fondos y las CRAC tendieron a descapitalizarse por la pérdida de su poder adquisitivo y la inflación.

113. **Pese a estos avances, persistieron desafíos estructurales en la cobertura, la formalización y el acceso al crédito en sectores rurales.** La demanda superó con frecuencia la capacidad de capital de las CRAC, y los procesos para acceder a financiamiento formal continuaron siendo costosos, lentos y burocráticos. La falta de garantías, por ejemplo, títulos de propiedad formal, dificultó aún más el acceso al crédito bancario, especialmente para mujeres, jóvenes e indígenas. En PROMECOM, aunque se había previsto que 2,100 hogares accedieran a servicios financieros, esta meta no fue reportada ni cumplida. Asimismo, solo el 44 % de las organizaciones insertas en cadenas de valor lograron vincularse con servicios financieros rurales.<sup>169</sup> Otros obstáculos incluyeron deficiencias en educación financiera, baja digitalización en algunas zonas, y poca coordinación con gobiernos locales. Adicionalmente, la rotación del personal técnico de las UGP afectó la continuidad del acompañamiento y en algunos casos (p. ej. PROMECOM) la falta de una estrategia de salida dejó a las organizaciones sin apoyo tras el cierre del proyecto.

Cuadro 9.

**Logros seleccionados relacionados con las finanzas rurales**

Indicador	PROMECOM		Emprende Sur		PROLENCA	
	Meta	Alcance	Meta	Alcance	Meta	Alcance
Entidades financieras capacitadas	20	0				
Organizaciones acceden a servicios financieros			122	85	95 (%) *	47.5 (%) *
Personas acceden a servicios financieros			9600	7214	8000	7158
Grupos constituyen fondos revolventes	200	78				

\* Porcentaje de organizaciones con Planes de Inversión vinculadas al financiamiento agrícola y rural

Fuentes: PROMECOM ITP; Emprende Sur ITP; PROLENCA ITP.

*Vía de impacto 2: Manejo de recursos naturales, prácticas agrícolas mejoradas y adaptación al cambio climático*

114. **Los proyectos mostraron avances en la adopción de prácticas agrícolas resilientes que mejoraron la productividad y diversificación.** En PROMECOM, solo el 19% de los grupos empresariales recibieron formación ambiental y las innovaciones adoptadas fueron menos profundas, lo que derivó en resultados productivos modestos.<sup>170</sup> Sobre esta base, proyectos posteriores fortalecieron progresivamente el enfoque. Emprende Sur capacitó a más de 11,000 personas en producción agrícola, superando metas con énfasis en semillas adaptadas, diversificación y producción sin agroquímicos, y promovió cadenas como hortalizas, café, miel y ajonjolí, facilitando el acceso a semillas certificadas y equipos de transformación.<sup>171</sup> Finalmente, PROLENCA consolidó avances sólidos, incorporando

<sup>167</sup> PROMECOM ITP.

<sup>168</sup> Emprende Sur ITP; PROLENCA ITP.

<sup>169</sup> PROMECOM ITP.

<sup>170</sup> PROMECOM ITP; Entrevistas a informantes clave.

<sup>171</sup> Emprende Sur ITP.

tecnologías adaptativas como riego por goteo, cultivos protegidos, agroforestería y labranza mínima, beneficiando a más de 2,500 hogares. También se introdujeron cultivos resistentes al clima, fertilizantes orgánicos y mejoras genéticas en ganado, lo que permitió duplicar rendimientos en rubros como café, arroz y papa, y alcanzar hasta tres cosechas anuales en zonas como El Carrizal. Las diferencias de desempeño reflejan la prioridad asignada a esta línea de trabajo y la disponibilidad de asistencia técnica especializada, cuya discontinuidad, junto con factores externos como el cambio climático y la migración juvenil, limitó la consolidación de los resultados especialmente en el Corredor Seco.<sup>172</sup>

115. **Se lograron avances relevantes en infraestructura hídrica, que mejoraron el acceso al agua y la producción agrícola.** Emprende Sur logró que 5,709 familias de productores mejoraran los sistemas de riego para cultivos agrícolas o huertos familiares, para un total de 702 hectáreas rehabilitadas. También capacitó fontaneros comunitarios y fortaleció juntas de agua en zonas, como la microcuenca Santa Isabel.<sup>173</sup> PROLENCA, por su parte, rehabilitó 76.6 km de infraestructura hídrica y estableció sistemas de gestión local.<sup>174</sup> Aun así, en ambos casos, metas relacionadas con conservación de agua y suelos no fueron plenamente alcanzadas, en parte por ajustes de diseño introducidos durante la ejecución que no siempre estuvieron adaptados al contexto y por la priorización de otras inversiones.<sup>175</sup>
116. **Las iniciativas de adaptación al cambio climático fueron incluidas en el diseño de los proyectos y parcialmente implementadas, aunque con escaso seguimiento.** PROLENCA incorporó una matriz de medidas de adaptación en los planes de negocio e introdujo tecnologías resilientes como acuaponía, micro túneles, barreras vivas, riego por goteo, captación de agua de lluvia, invernaderos y paneles solares, además de participar en la Mesa Técnica Agroclimática, instalar estaciones meteorológicas y emitir boletines con información y recomendaciones climáticas. Emprende Sur, por su parte, estableció sistemas de manejo sostenible como cocinas mejoradas (eco fogones) y desarrolló acciones de restauración y conservación como la siembra de mangle, reforestaciones y manejo de cuencas y microcuencas. También instaló aljibes para la captación de aguas lluvias con fines productivos, promovió sistemas de micro riego y fortaleció la infraestructura de riego existente. Sin embargo, no se dispone de información concluyente sobre el uso efectivo de estos sistemas por parte de los productores ni sobre su adopción sostenida en el tiempo. Ambos proyectos avanzaron en mecanismos de Pago por Servicios Ambientales (PSA), y en este marco establecieron alianzas con mancomunidades, instituciones técnicas (p. ej. Red ITC, DICTA, FUNDER) y organizaciones locales, orientadas a la restauración de microcuencas, la introducción de sistemas agroforestales y la conservación de nacientes. No obstante, estas asociaciones fueron incipientes y carecieron de consolidación e institucionalización. La falta de seguimiento a las estaciones meteorológicas y la limitada evidencia del uso efectivo de la información agroclimática por parte de los productores disminuyó la utilidad práctica de estas iniciativas.<sup>176</sup>
117. **La articulación con actores locales e institucionales en manejo de recursos naturales y adaptación al cambio climático fue limitada.** Si bien algunos proyectos promovieron iniciativas municipales, como la restauración de nacimientos o el fortalecimiento de juntas de agua, la coordinación con las Unidades Municipales Ambientales (UMA) o con entidades sectoriales fue débil o inconstante. En PROMECOM, por ejemplo, no se documentó un fortalecimiento institucional duradero en temas ambientales, a pesar de que hubo capacitaciones a funcionarios de las UMAs y coordinación con la MAMUNCRAC para fortalecer el

---

<sup>172</sup> OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco; Entrevistas a informantes clave.

<sup>173</sup> Emprende Sur ITP; Entrevistas a informantes clave.

<sup>174</sup> PROLENCA ITP.

<sup>175</sup> PROLENCA ITP.

<sup>176</sup> Entrevistas a informantes clave.

equipo SIG y la formación técnica de los funcionarios.<sup>177</sup> Algo similar ocurrió con los esfuerzos de PROLENCA en el establecimiento de las Mesas Técnicas Agroclimáticas.

Cuadro 10.

**Logros seleccionados relacionados con el medio ambiente, la gestión de los recursos naturales y la adaptación al cambio climático**

Indicador	PROMECOM		Emprende Sur		PROLENCA	
	Meta	Alcance	Meta	Alcance	Meta	Alcance
Grupos capacitados (#)	126	24	20	4		
Productores capacitados (#)					1340	2088
Grupos aplican mejores prácticas ambientales (#)	100	76				
Productores aplican (#)			4000	5600	1809	2538
Sistemas de riego mejoradas (ha)			1650	702		
Obras de conservación agua y suelo (ha)					3500	27.5

Fuentes: PROMECOM ITP, Emprende Sur ITP, PROLENCA ITP.

*Vía de impacto 3: Infraestructura social básica y nutrición*

**118. Los proyectos realizaron inversiones significativas en infraestructura social básica, mejorando la calidad de vida en zonas rurales excluidas.**

Emprende Sur destacó por su alcance, rehabilitando 358 km de caminos rurales (128%), instalando 9.200 eco fogones, 1.000 aljibes y 4.090 letrinas,<sup>178</sup> beneficiando a más de 14.000 hogares. Según testimonios recogidos en entrevistas de campo, estas inversiones mejoraron las condiciones intradomiciliarias, particularmente en vivienda, saneamiento y cocción de alimentos, contribuyeron a reducir enfermedades respiratorias y facilitaron el acceso a servicios y mercados. Además, las capacitaciones en género, que según testimonios de campo, junto con la generación de ingresos para las mujeres, contribuyeron a redistribuir las cargas doméstica promovieron la redistribución del trabajo doméstico y el empoderamiento femenino.<sup>179</sup> PROLENCA también rehabilitó 133 km de caminos y mejoró infraestructura productiva y social, aunque alcanzó solo el 28% de su meta de hogares.<sup>180</sup> PROMECOM, por su parte, enfocó sus acciones en comunidades indígenas, con mejoras en viviendas, eco fogones y letrinas que, al ser implementadas de manera colectiva, fortalecieron la cohesión comunitaria y tuvieron efectos positivos en la salud.<sup>181</sup>

<sup>177</sup> PROMECOM ITP; Entrevistas a informantes clave.

<sup>178</sup> En 2022, una investigación del Tribunal Superior de Cuentas cuestionó la efectiva entrega de letrinas, según contratos entre Emprende Sur y dos ONG locales. OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco.

<sup>179</sup> Emprende Sur ITP.

<sup>180</sup> PROLENCA ITP.

<sup>181</sup> PROMECOM ITP.

Cuadro 11.

**Logros seleccionados relacionados con infraestructura social básica**

Indicador	PROMECOM		Emprende Sur		PROLENCA	
	Meta	Alcance	Meta	Alcance	Meta	Alcance
Caminos (km)			280	358	150	133
Aljibes			1000	1000		
Fogones	1015	1273	9000	9200		
Letrinas	979	1266	4320	4090		
Familias con acceso a infraestructura social*					3000	841

\* Infraestructura social básica incluye eco fogones, letrinas, aljibes, caminos rurales y apoyo a juntas de agua.

Fuentes: PROMECOM ITP; Emprende Sur ITP; PROLENCA ITP.

119. **Las intervenciones en nutrición se implementaron de forma parcial y con escasa articulación, limitando su alcance programático.** Aunque varios proyectos incluyeron acciones vinculadas a la seguridad alimentaria y la nutrición, estas no contaron con un enfoque transversal ni con una estrategia integrada. PROMECOM financió 43 de los 234 Planes de Inversión con un componente específico en SAN, incluyendo huertos familiares, cultivos básicos y cría de especies menores. Emprende Sur promovió inversiones en micro riego, aljibes para la cosecha de agua y producción diversificada adaptada al cambio climático, aunque no incorporó actividades formativas en nutrición. PROLENCA desarrolló acciones comunitarias de sensibilización y capacitaciones puntuales, además de modelos escolares de acuaponía, pero careció de una estrategia integral. Finalmente, PROINORTE preveía huertos escolares, materiales educativos y talleres, aunque estas actividades estaban aún pendientes al momento de la supervisión de 2024. En conjunto, la ausencia de indicadores específicos y de una integración de la seguridad alimentaria y la nutrición en los componentes productivos e institucionales redujo la consistencia de estas acciones. Los resultados observados en términos de seguridad alimentaria y nutrición se presentan en la sección de impacto.

**Eje transversal: Fortalecimiento institucional**

120. **El fortalecimiento institucional fue una línea transversal clave, con avances en capacidades técnicas tanto en el gobierno nacional como en los gobiernos locales.** Emprende Sur fortaleció la capacidad del personal de la SAG y apoyó a 14 municipalidades en la elaboración y ejecución de planes de desarrollo territorial.<sup>182</sup> PROLENCA apoyó procesos de formalización legal de organizaciones rurales en coordinación con SENPRENDE y logró el cofinanciamiento de obras de obras de infraestructura rural con varias alcaldías. También trabajó con las UMA y Oficinas Municipales de la Mujer (OMM), fortaleciendo sus capacidades para la gestión ambiental y la participación de mujeres. Asimismo, se consolidaron mesas técnicas como las agroclimáticas y de seguridad alimentaria, y se establecieron alianzas con institutos comunitarios para formación en prácticas resilientes.<sup>183</sup> PROINORTE retomó aprendizajes institucionales promoviendo la contratación de servicios técnicos especializados mediante terceros, lo que permitió seleccionar personal por sus capacidades profesionales y reducir la influencia de ciclos políticos en las decisiones técnicas.<sup>184</sup>

121. **El fortalecimiento institucional mostró limitaciones importantes a nivel territorial, particularmente en la articulación con gobiernos locales.** Si bien algunos proyectos impulsaron iniciativas municipales (como se documenta en la sección de coherencia y anteriormente en la de eficacia), estas experiencias no se

<sup>182</sup> Emprende Sur ITP.

<sup>183</sup> PROLENCA ITP.

<sup>184</sup> Entrevistas a informantes clave.

tradujeron en una estrategia sostenida de coordinación intermunicipal ni en la incorporación sistemática de herramientas de planificación y ordenamiento territorial. En varios casos, la cooperación con alcaldías se vio restringida por diferencias en prioridades, tensiones políticas y resistencia cuando los gobiernos municipales no controlaban directamente los recursos. Esta situación redujo las oportunidades de integración con planes de desarrollo local y limitó la consolidación de un enfoque territorial más amplio dentro de la cartera.<sup>185</sup>

### **Logro de los objetivos de los COSOP**

122. El portafolio del FIDA en Honduras contribuyó al logro de los objetivos estratégicos de los COSOP 2013–2019 y 2020–2025, a través de tres vías principales de impacto: (i) negocios rurales y diversificación de ingresos, (ii) manejo de recursos naturales y adaptación al cambio climático, y (iii) infraestructura social y nutrición. El cuadro 12 a continuación muestra cómo los objetivos estratégicos de los COSOP se alinean con las vías de impacto y los resultados del programa país.
123. La vía de negocios rurales y diversificación de ingresos se vinculó con el Objetivo 1 del COSOP 2013–2019 y también con los Objetivo 1 y 2 del COSOP 2020–2025. En esta vía, el portafolio logró fortalecer organizaciones rurales y fomentar emprendimientos, pero enfrentó limitaciones estructurales en comercialización, financiamiento y sostenibilidad de negocios, lo que moderó la efectividad de los resultados.
124. La vía de manejo de recursos naturales y adaptación al cambio climático se alineó directamente con el Objetivo 1 del COSOP 2020–2025. Los proyectos promovieron prácticas como labranza mínima, agroforestería, uso de abonos orgánicos y diversificación de cultivos, riego y manejo de microcuencas, especialmente en PROLENCA y Emprende Sur. Sin embargo, su efectividad fue parcial debido a debilidades en la planificación territorial, limitada continuidad técnica y bajo uso de información agroclimática.
125. La vía de infraestructura social y nutrición respondió al Objetivo 2 del COSOP 2013–2019, con contribuciones indirectas a los objetivos del COSOP 2020. La efectividad fue alta en inversiones como caminos, letrinas y eco fogones, así como en inclusión de género. En nutrición, los resultados fueron mixtos: se impulsaron huertos familiares, diversificación productiva y acciones de sensibilización, pero sin un enfoque estructurado ni indicadores específicos, lo que redujo su alcance.

---

<sup>185</sup> PROMECOM ITP; Entrevistas a informantes clave.

Cuadro 12.  
Objetivos y logros de los COSOP (2013–2019 y 2020–2025)

Vía de impacto / Objetivo COSOP	Objetivos COSOP	Intervenciones	Logros y desafíos clave	Estado
1. Negocios rurales y diversificación de ingresos	2013–2019: (1) Desarrollar negocios rurales agropecuarios y no agropecuarios y mejorar el acceso a mercados; (2) Fomentar el capital humano y social. 2020–2025: (1) Mejorar la productividad mediante sistemas alimentarios sostenibles y resilientes; (2) Aumentar el empleo rural mediante la transformación de productos, acceso a mercados y generación de empleo no agrícola.	Fortalecimiento de las OP	Se fortalecieron capacidades organizativas con enfoques diferenciados, pero persistieron debilidades en inclusión de grupos vulnerables y acompañamiento fiscal y técnico sostenido.	
		Desarrollo de cadenas de valor y comercialización	Se lograron avances en la inserción de organizaciones rurales en cadenas de valor, con impactos positivos en inclusión, diversificación y productividad. Persistieron desafíos en sostenibilidad comercial, marcos fiscales y acceso a servicios regulatorios clave.	
		Finanzas rurales y acceso a servicios financieros	Se lograron avances en inclusión financiera y sostenibilidad organizacional mediante fondos revolventes y CRAC, pero persistieron barreras de acceso, cobertura y sostenibilidad.	
2. Manejo de recursos naturales y adaptación al cambio climático	2020–2025: (1) Mejorar la productividad con base en sistemas sostenibles y resilientes.	Tecnologías agrícolas resilientes, gestión del agua	Se promovieron prácticas agrícolas resilientes y tecnologías adaptadas, con impactos positivos en productividad e ingresos. Persistieron desafíos en asistencia técnica, planificación territorial y gestión hídrica integrada.	
3. Infraestructura social y nutrición	2013–2019: (2) Fomentar el capital humano y social.	Caminos, saneamiento, nutrición, inclusión social	Se mejoró la calidad de vida mediante inversiones en infraestructura básica, educación nutricional e inclusión de mujeres y jóvenes. Persistieron disparidades entre proyectos y limitaciones en cobertura nutricional y sostenibilidad.	
4. Fortalecimiento institucional y apropiación nacional	No explícito como objetivo COSOP, pero abordado de manera transversal.	Formación técnica, planificación, articulación institucional	Se fortalecieron capacidades en entidades públicas y locales. Sin embargo, persistieron desafíos estructurales: rotación de personal, politización, planificación débil y limitada coordinación territorial.	

### Innovación<sup>186</sup>

126. **La cartera promovió múltiples innovaciones ajustadas a las necesidades locales en diferentes dimensiones del desarrollo rural.** Los proyectos se caracterizaron por introducir enfoques novedosos que abordaron simultáneamente la inclusión social, la sostenibilidad ambiental y el desarrollo económico territorial. Las innovaciones no se limitaron a componentes técnicos, sino que abarcaron también modalidades organizativas, financieras e institucionales. Sin embargo, varias de estas prácticas constituyeron más bien adaptaciones contextuales o buenas prácticas, y no necesariamente innovaciones en el sentido más estricto definido por el FIDA. Aun así, la capacidad de la cartera para adaptar prácticas innovadoras a distintos contextos facilitó que varias de ellas fueran retomadas parcialmente en otros proyectos e iniciativas. De manera general, es destacable que el grado de implementación de las innovaciones fue bueno en relación con las metas inicialmente planteadas en los documentos de diseño.
127. **Las intervenciones ambientales incorporaron mecanismos y tecnologías innovadoras para la conservación comunitaria, la eficiencia productiva y la**

<sup>186</sup> La medida en que las intervenciones han aportado una solución (práctica, enfoque o método, proceso, producto o norma) que es novedosa con respecto al contexto específico, el marco temporal y las partes interesadas, con la finalidad de mejorar el desempeño y/o hacer frente a uno o varios problemas relacionados con la reducción de la pobreza rural (Manual de Evaluación del FIDA, 2022).

**resiliencia climática.** Se promovió el PSA para la gestión de microcuencas, mejorando la calidad del agua y generando beneficios en salud e higiene. En Emprende Sur se creó un Fondo Verde para financiar inversiones agroambientales mediante préstamos rotatorios, fortaleciendo cajas rurales y vinculando productividad con conservación. Se introdujeron tecnologías limpias como riego por goteo, captación de lluvia, energía solar, acuaponía, invernaderos y una matriz climática en los planes de negocio de PROLENCA. Aunque estas innovaciones mejoraron el uso de recursos y la productividad, su adopción fue limitada por la escasa integración de los componentes productivo y ambiental, la debilidad institucional y la falta de planificación territorial.<sup>187</sup> El uso de energía solar fue limitado y, en varios casos, afectado por la falta de capacitación, mientras que la red de estaciones meteorológicas no se mantuvo y la agrometeorología no generó los resultados esperados.<sup>188</sup>

128. **Las estrategias de inclusión social fomentaron la participación de mujeres, jóvenes e indígenas.** Se emplearon enfoques diferenciados con planes organizativos adaptados,<sup>189</sup> cuotas de participación y la integración de estructuras indígenas. PROMECOM incluyó a los Consejos Directivos de Tribu como coejecutores y creó fondos revolventes comunitarios gestionados por las propias organizaciones. Esto facilitó el acceso de grupos excluidos a servicios y activos productivos.<sup>190</sup> Además, donaciones regionales impulsaron la participación juvenil a través de experiencias gastronómicas y actividades formativas. Persistieron retos para trabajar con organizaciones incipientes debido a limitaciones administrativas, lo que motivó acciones innovadoras para simplificar trámites de formalización.<sup>191</sup>
129. **Los modelos participativos, frecuentemente impulsados por actores no estatales como el Fondo Nacional Cafetero (FNC), para la rehabilitación y gestión de la infraestructura productiva contribuyeron a mejorar la conectividad y los mercados locales.** La rehabilitación de caminos rurales y obras asociadas se planificó e implementó con participación comunitaria y, en ocasiones, cofinanciamiento. En Emprende Sur, la selección de caminos estuvo alineada con los planes de negocio y mercados de las organizaciones, mejorando la productividad. Estos modelos redujeron costos, facilitaron la comercialización y fortalecieron la cohesión social, aunque su sostenibilidad varió según el involucramiento municipal. El FNC tuvo un rol clave, brindando asistencia técnica, maquinaria y articulando esfuerzos para una ejecución eficiente.
130. **Las innovaciones financieras fortalecieron el acceso al crédito rural y la sostenibilidad económica de las organizaciones.** La digitalización de cajas rurales y la institucionalización de fondos revolventes permitieron ampliar la inclusión financiera en zonas rurales y fortalecer la autonomía económica de las organizaciones beneficiarias. Se vinculó a varias CRAC con la banca nacional (BANHPROVI) para acceder a financiamiento a tasas preferenciales. Estas medidas fueron percibidas como replicables y sostenibles, aunque en algunos casos se observaron dificultades en la gestión de la cartera, especialmente cuando no se acompañaron de asistencia técnica continua o seguimiento institucional.<sup>192</sup>
131. **Algunas innovaciones enfrentaron limitaciones estructurales que redujeron su escalabilidad y sostenibilidad.** Se observaron desafíos en la sistematización, documentación y difusión de innovaciones exitosas, lo que restringió su replicación a mayor escala. La falta de integración entre componentes, escaso acompañamiento técnico post-inversión y debilidades institucionales a nivel local afectaron la consolidación de ciertos modelos,

<sup>187</sup> FIDA (2025). Estudio de impacto de PROLENCA.

<sup>188</sup> OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco.

<sup>189</sup> En el portafolio, los planes organizativos adaptados incluyeron por ejemplo la tipología organizativa de PROMECOM (A–D) y los Planes de Desarrollo Organizacional (PDO) de PROLENCA, que ajustaban el fortalecimiento técnico y financiero al nivel y contexto de cada organización.

<sup>190</sup> PROMECOM ITP.

<sup>191</sup> Véase también la parte sobre la primera vía de impacto.

<sup>192</sup> Entrevistas a informantes clave.

especialmente en zonas de menor capacidad organizativa o institucional. Adicionalmente, no se observó una estrategia clara para incorporar en los planes de negocio o en la operación de las CRAC factores macroeconómicos relevantes como la volatilidad del tipo de cambio o el uso productivo de las remesas, a pesar de su impacto potencial sobre la rentabilidad y sostenibilidad financiera de las iniciativas.

132. **Eficacia en resumen.** La cartera del FIDA logró avances en términos de fortalecimiento organizativo, inclusión social, mejora de prácticas agrícolas y acceso a infraestructura básica. Se promovieron microempresas rurales y el uso de tecnologías sostenibles. Estos resultados se explican porque la atención se concentró más en alcanzar objetivos de corto y mediano plazo. Sin embargo, persistieron desafíos que limitaron el alcance de los resultados, como debilidades en la focalización, barreras de acceso económico y legal para los más pobres, y obstáculos estructurales en comercialización y acceso a servicios financieros. También se observaron deficiencias en la continuidad de la asistencia técnica y en la articulación institucional. La EEPP califica la eficacia de la cartera como **moderadamente satisfactoria (4)**.
133. **Innovación en resumen.** La cartera introdujo innovaciones relevantes en inclusión social, sostenibilidad ambiental y desarrollo económico territorial. Destacan el pago por servicios ambientales, los fondos revolventes comunitarios, la digitalización de cajas rurales y el uso de tecnologías limpias, que fortalecieron la resiliencia, la productividad y la inclusión financiera. También se avanzó en enfoques diferenciados para poblaciones vulnerables y en modelos participativos de infraestructura productiva. Estas innovaciones fueron replicadas parcialmente y valoradas como sostenibles. Sin embargo, persistieron desafíos en la integración de componentes, el acompañamiento técnico posterior y la sistematización de aprendizajes, lo que limitó su escalabilidad. La EEPP califica el desempeño en innovación como **satisfactorio (5)**.

## Eficiencia

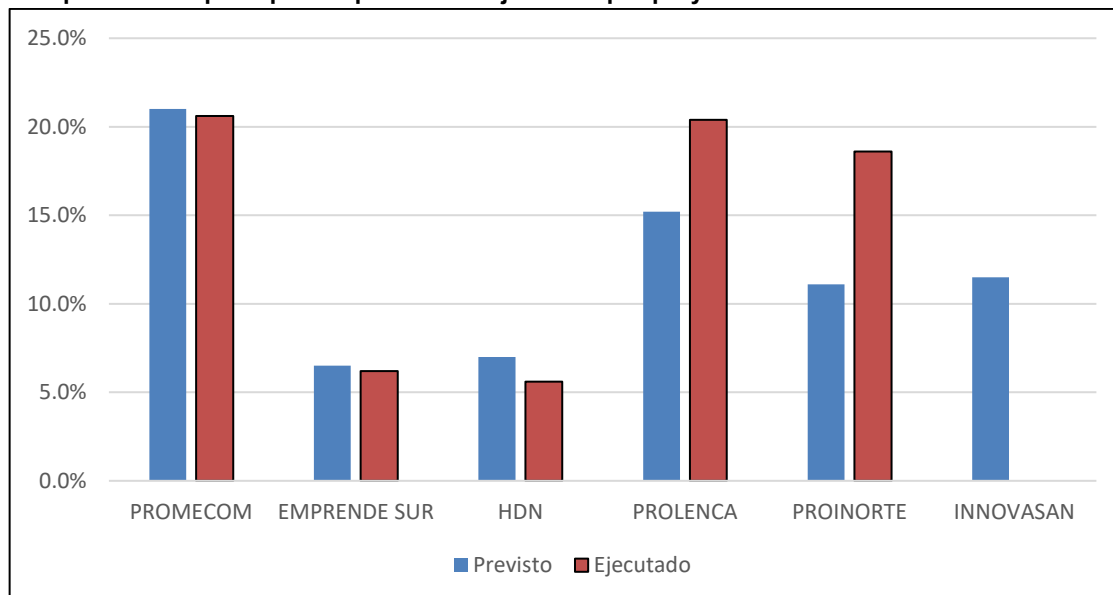
134. Esta sección examina la eficiencia del portafolio, es decir, en qué medida los proyectos lograron convertir insumos en resultados de forma económica y oportuna. El análisis considera tanto la rentabilidad en el uso de los recursos como la capacidad de ejecutar las intervenciones dentro de plazos razonables y con una gestión operativa adecuada.
135. **En los proyectos más recientes se observó una mayor sobre ejecución de los gastos de gestión respecto a lo previsto, reflejando debilidades en la planificación y el control.** PROMECOM cerró con un gasto en gestión equivalente al 20,6 % de los costos totales desembolsados, apenas por debajo del 21 % estimado, lo que confirma que ya desde el diseño se preveía una carga administrativa elevada. En *Emprende Sur* y *HDN*, los niveles de gasto se mantuvieron bajos (6,2 % y 5,6 % respectivamente). En *PROLENCA*, el porcentaje se incrementó del 15,2 % previsto al 20,36 % al cierre, debido principalmente a la sobre ejecución de la partida de sueldos y a un elevado peso relativo de los gastos operativos.<sup>193</sup> En *PROINORTE*, aunque el diseño contempló un 11,1 %, hacia abril de 2024 los gastos de gestión representaban ya el 18,6 % de los desembolsos efectuados, pese a encontrarse aún en fase temprana.<sup>194</sup> Finalmente, *INNOVASAN* contempla un 11,5 % del presupuesto total para gestión.

---

<sup>193</sup> *PROLENCA* ITP.

<sup>194</sup> Dado que *PROINORTE* se encontraba en fase de ejecución al cierre del período evaluado (2024), la proporción de costos de gestión reflejada corresponde a una etapa temprana del ciclo del proyecto, en la cual los desembolsos asociados a los planes de negocio aún no se habían acelerado. Por tanto, esta relación no es necesariamente indicativa del desempeño final esperado y deberá interpretarse como una fotografía temporal sujeta a variaciones significativas en los años posteriores.

Gráfico 1.  
Comparación de presupuesto previsto vs ejecutado por proyecto



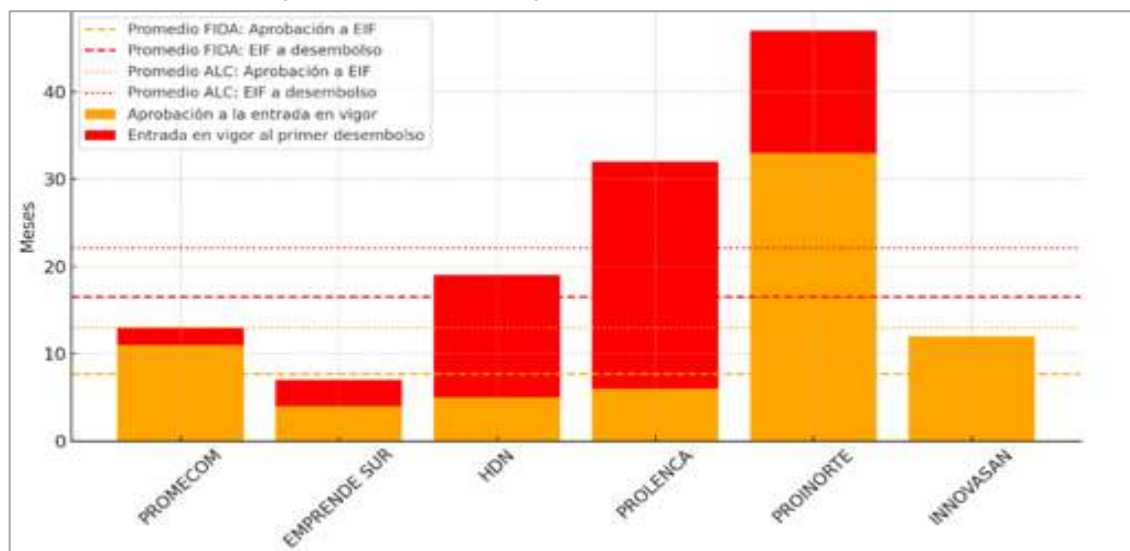
Fuente: Informes de diseño y finalización del proyecto.

136. **Los proyectos avanzaron lentamente por debilidades institucionales, trámites complicados y problemas de cofinanciación.** Durante el período evaluado, todos los proyectos tuvieron demoras considerables desde su aprobación hasta su entrada en vigor (5 a 33 meses), retrasos en desembolsos iniciales y necesidad de prórrogas o cierres anticipados. Los proyectos previos a la transición UAP/SAG (PROMECOM, Emprende Sur y HDN) iniciaron más rápido. PROMECOM tardó 11 meses y se extendió un año; Emprende Sur necesitó cinco meses para iniciar y tres más para desembolsar, con una extensión de dos años; HDN inició tras seis meses, pero cerró tres años antes por cancelación de cofinanciamiento y baja ejecución. PROLENCA tardó siete meses en iniciar y 26 meses adicionales para desembolsar, siendo prorrogado un año. PROINORTE tuvo 33 meses de espera y 14 meses al primer desembolso.<sup>195</sup> INNOVASAN, aún sin desembolsos, tuvo un retraso programado de 12 meses entre aprobación y entrada en vigor.<sup>196</sup> En el caso de Honduras, debe considerarse además que todos los proyectos financiados por el FIDA requieren ratificación por parte del Congreso Nacional, un proceso que introduce demoras adicionales fuera del control del Fondo y que contribuye a los largos intervalos observados entre la aprobación y la entrada en vigor.

<sup>195</sup> El retraso de 33 meses en la entrada en vigor de PROINORTE se debió a cuellos de botella administrativos en la UAP/SAG, alta rotación de personal y procedimientos fiduciarios complejos del sistema nacional, a lo que se sumó la no concreción de acuerdos de cofinanciación previstos.

<sup>196</sup> PROMECOM VITP; Emprende Sur VITP; HDN ITP; PROLENCA VITP; PROINORTE ISV 2024; ORMS. Véase también el cuadro 15 en el anexo VII. En INNOVASAN, el desfase de 12 meses entre la aprobación y la entrada en vigor estaba previsto en el diseño, para alinear la programación de recursos del GAFSP con los procedimientos del FIDA y asegurar la instalación de capacidades de implementación (personal, adquisiciones, SyE).

Gráfico 2.  
**Tiempos de aprobación y desembolso por proyecto**



Fuente: ORMS.

137. Diversos factores contribuyeron a los problemas: la transición del PNUD a la UAP/SAG en 2014 provocó falta de personal calificado, alta rotación y contratos cortos, dificultando la gestión.<sup>197</sup> Los procedimientos administrativos nacionales complicaron la habilitación legal y la gestión fiduciaria.<sup>198</sup> Asimismo, la ausencia de acuerdos de cofinanciación respondió tanto a limitaciones fiscales como a cambios de gobierno y prioridades sectoriales, que retrasaron la confirmación de contrapartidas y la firma de convenios. Esta situación afectó la planificación financiera y llevó al cierre o reestructuración de proyectos como HDN y PROLENCA.<sup>199</sup> Hasta julio de 2024, no se habían desembolsado fondos FIDA para PROINORTE debido a la falta de firma del acuerdo con el CIAT, agravando los retrasos financieros.<sup>200</sup>
138. **La alineación entre los POA y la ejecución fue débil, con frecuentes desajustes durante los primeros años y en etapas de transición institucional o reprogramación.** En PROMECOM, la baja ejecución frente a lo planificado se debió a limitaciones de gestión y contratación, mejorando solo temporalmente con la intervención del PNUD.<sup>201</sup> Emprende Sur tuvo desajustes en la etapa media y final del proyecto por objeciones técnicas, retrasos y problemas de cofinanciación, afectando la coherencia entre planificación y ejecución.<sup>202</sup> HDN experimentó problemas similares tras la reducción de alcance por cancelación de cofinanciamiento. PROLENCA y PROINORTE, bajo UAP/SAG, enfrentaron reiteradas reprogramaciones y dificultades durante fases de baja ejecución.<sup>203</sup> Estos casos evidencian debilidades estructurales en la planificación operativa anual ligadas a capacidad técnica limitada, trámites lentos y escasa articulación entre planificación y ejecución.
139. **Los desembolsos de la cartera fueron mixtos: algunos proyectos superaron rezagos, mientras que otros continuaron con atrasos que afectaron su eficiencia.** PROMECOM mejoró después de un inicio lento y cerró con un 78 % de desembolso FIDA, aunque se estancó al final.<sup>204</sup> Emprende Sur logró un 95,3 %

<sup>197</sup> FIDA (2020). Examen final del COSOP 2013-2019; PROMECOM VITP; Emprende Sur VITP; HDN ITP; PROLENCA VITP; PROINORTE ISV 2024; Entrevistas a informantes clave.

<sup>198</sup> FIDA (2020). Examen final del COSOP 2013-2019; PROMECOM VITP; Emprende Sur VITP; HDN ITP; PROLENCA VITP; PROINORTE ISV 2024; Entrevistas a informantes clave.

<sup>199</sup> FIDA (2017). Programa sobre oportunidades estratégicas nacionales (COSOP) - Revisión de resultados Honduras

<sup>200</sup> PROINORTE ISV 2024.

<sup>201</sup> PROMECOM ITP & VITP.

<sup>202</sup> Emprende Sur ISV 2012, 2016 y ITP.

<sup>203</sup> PROLENCA ISV 2021 & ITP; PROINORTE ISV 2024.

<sup>204</sup> PROMECOM VITP.

tras dos años adicionales, destacando la alta sobre ejecución de contribuciones de beneficiarios (286 %). HDN se cerró anticipadamente con solo un 17 % de ejecución por cancelación de cofinanciamiento y la baja ejecución física.<sup>205</sup> PROLENCA alcanzó el 71 %, afectado por demoras y la pandemia, y PROINORTE solo llegó al 11 % en tres años por retrasos y problemas fiduciarios.<sup>206</sup> Las principales causas incluyen procedimientos centralizados en la UAP, sistemas de adquisiciones complejos, rotación de personal y demoras en acuerdos de cofinanciación. Mientras que proyectos como Emprende Sur lograron corregir rezagos iniciales y alcanzar altos niveles de ejecución, otros como PROINORTE no lograron superar las barreras estructurales y fiduciarias que limitaron su desempeño.

140. **La eficiencia de la cartera disminuyó tras pasar la administración fiduciaria del PNUD a la UAP/SAG en 2014, después de un periodo de mayor agilidad y efectividad bajo el modelo anterior.** Bajo el PNUD, PROMECOM mejoró su avance financiero del 7 % al 58 % en cuatro años, mantuvo bajos costos administrativos y aceleró los desembolsos.<sup>207</sup> En cambio, la creación de la UAP trajo retrasos, cambios contractuales y una curva de aprendizaje que paralizó temporalmente la ejecución e incrementó los cuellos de botella administrativos.<sup>208</sup> Programas gestionados por la UAP, como PROLENCA y PROINORTE, enfrentaron demoras sustanciales en los desembolsos y baja ejecución de recursos.<sup>209</sup> Estas demoras se deben a la alta rotación de personal, la centralización fiduciaria y la complejidad de los sistemas nacionales. Así, mientras el PNUD agilizó los procesos y redujo costos, la transición a la UAP disminuyó la eficiencia, evidenciando la necesidad de fortalecer las capacidades nacionales antes de gestionar proyectos directamente.<sup>210</sup>
141. **Los proyectos del portafolio presentaron costos por beneficiario que se mantuvieron en línea con lo establecido en el diseño.** Al comparar los valores estimados con los observados al cierre, se constatan variaciones moderadas en la mayoría de los proyectos. PROMECOM pasó de USD 1,610 a USD 1,753 por beneficiario; Emprende Sur de USD 930 a USD 952; y PROLENCA incluso redujo su costo unitario de USD 2,528 a USD 2,163. En PROINORTE, aunque aún en fase temprana, el costo registrado en mayo de 2024 (USD 878) se situó por debajo del estimado (USD 3,099). En cambio, HDN presentó un incremento extremo, de USD 875 a USD 16,766, como resultado del cierre anticipado, la cancelación del cofinanciamiento y una reducción drástica en el número de beneficiarios (de 24,000 previstos a solo 826 alcanzados). No obstante, los recursos no ejecutados de HDN fueron cancelados y posteriormente reasignados a PROLENCA, junto con la transferencia de parte de su población objetivo.
142. **La falta de sistematicidad en la aplicación y actualización de los análisis económicos y financieros (EFA) limitó la capacidad del portafolio para respaldar decisiones de gestión basadas en criterios de eficiencia.** La eficiencia económica y financiera del portafolio fue moderada, con evidencia incompleta y resultados mixtos entre diseño y ejecución. Los análisis costo-beneficio realizados durante la etapa de diseño indicaron que los proyectos del portafolio presentaban viabilidad financiera y rentabilidad económica, con tasas internas de retorno (TIR) superiores al 20 % en PROLENCA, PROINORTE e INNOVASAN. No obstante, es necesario interpretar estos resultados con precaución, ya que los estudios presentaban ciertas inconsistencias metodológicas, tales como tasas de descuento variables, diferentes horizontes de análisis y

<sup>205</sup> Horizontes del Norte ITP.

<sup>206</sup> PROLENCA ITP; PROINORTE ISV 2024.

<sup>207</sup> PROMECOM VITP.

<sup>208</sup> Entrevistas a informantes clave.

<sup>209</sup> PROLENCA necesitó 26 meses adicionales para alcanzar su primer desembolso, con demoras contractuales de hasta 2,5 meses, mientras que PROINORTE tardó 14 meses en desembolsar y, tras casi tres años de vigencia, solo ejecutó 11 % de los recursos IFAD aprobados.

<sup>210</sup> Entrevistas a informantes clave.

ausencia de un análisis de sensibilidad consolidado. Asimismo, en varios casos no se actualizó la evaluación económica al cierre del proyecto. Por ejemplo, en PROMECOM no fue posible efectuar el análisis de rentabilidad debido a la falta de registros contables completos, mientras que en HDN, cancelado de forma anticipada, no se calcularon indicadores agregados. Emprende Sur cuenta con una estimación al cierre, que evidencia una disminución significativa de la TIR económica a 4 %, atribuida a retrasos en la ejecución y menores beneficios respecto a lo esperado. PROLENCA también dispone de una estimación al cierre basada en modelos productivos individuales, la cual confirma la rentabilidad de las inversiones, aunque con tasas de retorno inferiores a las previstas inicialmente y sin un análisis de sensibilidad consolidado a nivel de proyecto. En los proyectos más recientes (PROINORTE, INNOVASAN), los análisis se limitaron a modelos financieros por tipo de productor, sin consolidar el valor económico agregado a nivel de proyecto.

143. **Eficiencia en resumen.** La eficiencia de la cartera fue afectada por múltiples factores estructurales y operativos. Si bien algunos proyectos lograron contener los costos por beneficiario y mejorar su desempeño tras ajustes, la mayoría enfrentó demoras prolongadas en la entrada en vigor y los desembolsos, elevados costos de gestión, desajustes entre planificación y ejecución, y debilidades en los acuerdos de cofinanciación. La transferencia de la administración fiduciaria al Estado reveló limitaciones institucionales persistentes que afectaron la eficiencia operativa y financiera. La EEPP califica la eficiencia de la cartera como **moderadamente insatisfactoria (3)**.

## Impacto en la pobreza rural

144. La sección de impacto analiza la medida en que la estrategia en el país ha generado efectos significativos, a nivel de cambios en: (i) ingresos, activos y capacidad productiva; (ii) capital humano y social; (iii) seguridad alimentaria y nutrición; y (iv) instituciones y políticas rurales.
145. **La solidez metodológica y la capacidad de atribución en las evaluaciones de impacto fueron heterogéneas.** Mientras PROLENCA destacó por contar con una metodología rigurosa, incluyendo línea de base, grupo de control y un estudio de impacto del FIDA, otros proyectos como HDN y PROMECOM enfrentaron limitaciones significativas debido a la ausencia de líneas de base robustas y datos insuficientes. HDN no logró desarrollar una evaluación concluyente debido al cierre anticipado del proyecto y la falta de ejecución de actividades clave, lo que limitó severamente la medición efectiva del impacto. Emprende Sur y PROMECOM realizaron estudios comparativos con grupos de tratamiento y control, pero carecieron de un marco cuasi-experimental robusto, lo que limitó la atribución definitiva de sus resultados y la capacidad para realizar evaluaciones económico-financieras sólidas y conclusivas.<sup>211</sup>

### Ingresos y activos

146. **Los proyectos mostraron impactos positivos en ingresos familiares.** Emprende Sur logró incrementos promedio del 10% en ingresos familiares comparado con hogares no beneficiarios, destacándose especialmente aumentos superiores al 200% en ingresos de mujeres, impulsados principalmente por la incorporación efectiva a actividades económicas productivas y acceso a mercados.<sup>212</sup> PROLENCA registró incrementos promedio del 47% en ingresos familiares, especialmente notorios en cadenas de valor como café, hortalizas, papa, cacao y granos básicos, impulsados por planes de negocio específicos que permitieron la comercialización exitosa y aumentos en la productividad.<sup>213</sup> El estudio de impacto del FIDA confirmó estos resultados con incrementos del ingreso bruto per cápita del 56.5% frente al grupo de control, destacando particularmente

<sup>211</sup> Véase el cuadro 17 en el anexo VII para más información sobre la fiabilidad de los datos de impacto por proyecto.

<sup>212</sup> Emprende Sur ITP.

<sup>213</sup> PROLENCA ITP.

un aumento del 117% en ingresos derivados de la producción agrícola. La participación efectiva en mercados agrícolas también aumentó considerablemente, fortaleciendo la capacidad empresarial de los beneficiarios.<sup>214</sup> Por su parte, PROMECOM alcanzó aumentos moderados en los ingresos diarios promedio por persona, pasando de USD 0.74 a USD 1.28, destacando mejoras significativas en ventas mensuales en la cadena láctea y en la capacidad de reinversión a través de fondos revolventes.<sup>215</sup> No obstante, factores estructurales como la inestabilidad en la tenencia de la tierra, servicios, acompañamiento técnico o mercados limitados redujeron el impacto en grupos vulnerables, especialmente mujeres, Pueblos Indígenas y organizaciones más incipientes.<sup>216</sup>

147. **La generación de empleo fue significativa, aunque concentrada y sin garantizar continuidad.** PROMECOM impulsó un aumento del 450% en el número de empleos dentro de los grupos empresariales beneficiarios, pasando de 140 a 770 puestos permanentes y temporales.<sup>217</sup> Emprende Sur facilitó la creación de casi 10,000 empleos, de los cuales 8,464 fueron temporales y solo 1,500 permanentes, con salarios diarios entre USD 4.00 y 6.80. La ausencia de plantas agroindustriales planificadas limitó oportunidades de empleo masivo sostenido, y se mantuvieron brechas salariales, especialmente para mujeres y jóvenes.<sup>218</sup> PROLENCA generó 2,051 empleos directos, superando la meta prevista, aunque centrados principalmente en cadenas agrícolas específicas. Sin embargo, según trabajo de campo, muchas de las organizaciones apoyadas no lograron sostener sus actividades por falta de seguimiento técnico y capitalización posterior, lo que redujo la continuidad de los empleos generados. Así, pese al volumen logrado, los efectos fueron más bien focalizados y frágiles en el tiempo.
148. **Se observaron impactos diferenciales en la acumulación de activos según el tipo de activo considerado.** PROLENCA logró que el 82.4% de las familias beneficiarias incrementaran significativamente sus activos físicos, especialmente infraestructura productiva y equipamiento agrícola como sistemas de riego, maquinaria y equipo agrícola. Sin embargo, los aumentos en activos duraderos e inmobiliarios fueron más limitados y sin significancia estadística según estudio de impacto del FIDA.<sup>219</sup> Emprende Sur presentó un incremento notable del 10% en activos domésticos y medios de transporte, como motocicletas, que mejoraron significativamente la movilidad y acceso a servicios esenciales, reflejando mejoras sustanciales en la calidad de vida familiar.<sup>220</sup> PROMECOM evidenció avances considerables en infraestructura básica, aumentando significativamente el acceso a electricidad (+58%), reduciendo sustancialmente el uso de pisos de tierra (-53.2%), e incrementando notablemente la posesión de motocicletas (+209%), especialmente impactando a hogares indígenas Tolupán que previamente enfrentaban condiciones muy precarias.<sup>221</sup>

---

<sup>214</sup> FIDA (2025). Estudio de impacto PROLENCA.

<sup>215</sup> PROMECOM ITP.

<sup>216</sup> Ver sección sobre eficacia.

<sup>217</sup> PROLENCA ITP; PROMECOM ITP.

<sup>218</sup> Emprende Sur ITP.

<sup>219</sup> PROLENCA ITP; FIDA (2025). Estudio de impacto PROLENCA.

<sup>220</sup> Emprende Sur ITP.

<sup>221</sup> PROMECOM ITP.

Cuadro 13.

**Impactos diferenciales en acumulación de activos**

Proyecto	Tipo de activos con mayor incremento	Resultados reportados
PROMECOM	Infraestructura básica y medios de transporte	+58% acceso a electricidad; -53.2% pisos de tierra; +209% motocicletas  Impacto especialmente notable en hogares indígenas Tolupeán
Emprende Sur	Activos domésticos y medios de transporte	Incremento del 10% en activos domésticos y en motocicletas, mejorando movilidad y acceso a servicios.
PROLENCA	Activos físicos (infraestructura productiva, sistemas de riego, maquinaria, equipo agrícola)	82.4% de familias incrementaron significativamente sus activos físicos

Fuentes: PROMECOM ITP; Emprende Sur ITP; PROLENCA ITP; FIDA (2025). Estudio de impacto PROLENCA.

**Capital humano y social**

149. **Los proyectos mejoraron las capacidades organizativas y técnicas y formaron a miles de personas, pero la documentación sobre cambios de comportamiento fue limitada y persistieron retos de sostenibilidad institucional.** Los proyectos promovieron la capacitación en producción agrícola, manejo de recursos naturales, gestión financiera, comercialización y emprendimiento, así como la creación, legalización y fortalecimiento de más de 900 OP y 400 CRAC. Estas sirvieron como plataformas de articulación colectiva, planificación de inversiones y acceso a servicios financieros. Se observaron mejoras en cohesión interna, mecanismos de rendición de cuentas y liderazgo local, pero la alta rotación del personal técnico, la escasa articulación con el aparato estatal y la falta de acompañamiento posterior al cierre de los proyectos afectaron la consolidación de estos logros. Además, aunque hubo inversiones importantes en capacitación, la evidencia sobre transformaciones sostenibles en prácticas organizativas o productivas fue limitada.
150. PROMECOM fortaleció las capacidades de los grupos empresariales mediante planes de inversión y alianzas estratégicas, aunque con limitaciones en el seguimiento técnico. A pesar de una asistencia inicial limitada, el 90 % de los grupos adoptaron mejores prácticas,<sup>222</sup> y el 52 % logró formalización legal. Se promovió el empoderamiento de comunidades indígenas Tolupeán mediante acciones específicas como acceso a documentación, apoyo productivo y mejoras en infraestructura social, valoradas positivamente por las comunidades. Sin embargo, como ya se señaló en la sección sobre efectividad, la falta de acompañamiento continuo limitó el alcance y la profundización de estos procesos.<sup>223</sup>
151. Emprende Sur logró resultados sobresalientes en fortalecimiento organizativo, inclusión y desarrollo de capacidades técnicas. Formalizó el 94 % de las organizaciones beneficiarias y brindó asistencia técnica a más de 11.300 productores. Las organizaciones mejoraron su gestión, con una participación activa del 51 % de sus socios, frente al 11 % en el grupo de comparación. Las acciones abarcaron desde liderazgo y autoestima hasta acceso a mercados, impulsando también el acceso a servicios financieros a través de CRAC y fondos revolventes.<sup>224</sup>
152. PROLENCA se destacó por un enfoque integral al fortalecimiento organizativo y la inclusión social, con logros sólidos en capital humano y social. El 83.6 % de las organizaciones mejoraron su capacidad administrativa y financiera, y 64 nuevas organizaciones fueron legalizadas (160 % de la meta). Se fortalecieron CRAC y cooperativas como estructuras clave de gobernanza democrática, con alta

<sup>222</sup> A pesar de una asistencia inicial limitada, el 90 % de los grupos adoptaron mejores prácticas según la evaluación de impacto realizada en 2016, hacia el cierre del proyecto. Este resultado reflejó un efecto inmediato positivo, aunque posteriormente, como se señala en la sección de sostenibilidad, la falta de acompañamiento continuo limitó la consolidación de estas prácticas.

<sup>223</sup> PROMECOM ITP; Entrevistas a informantes clave.

<sup>224</sup> Emprende Sur ITP.

participación de mujeres y jóvenes. No obstante, solo el 36 % de los hogares beneficiarios pertenecía activamente a una OP. La evaluación de impacto mostró que la probabilidad de recibir capacitación, pertenecer a grupos comunitarios y participar en estructuras de decisión fue significativamente mayor frente al grupo de control.<sup>225</sup>

### **Seguridad alimentaria y nutrición**

153. **Los proyectos contribuyeron a mejorar la seguridad alimentaria de los hogares, principalmente a través del incremento en la disponibilidad de alimentos y del acceso derivado de mayores ingresos.** PROMECOM integró criterios alimentarios en sus planes de inversión, facilitando el acceso a insumos, huertos familiares y cría de especies menores.<sup>226</sup> Emprende Sur tuvo impactos positivos, como una reducción del porcentaje de hogares con dificultades para asegurar tres comidas diarias (29 % frente a 54 % en el grupo de comparación), gracias a inversiones en micro-riego, cosecha de agua y semillas adaptadas al clima. También se fortaleció la autonomía económica de las mujeres, mejorando su capacidad para abastecer los hogares.<sup>227</sup> En PROLENCA, aunque se implementaron prácticas agroecológicas y procesos de formación comunitaria, los avances en indicadores de seguridad alimentaria (como FIES)<sup>228</sup> no fueron estadísticamente significativos.<sup>229</sup> La falta de una estrategia clara desde el diseño y la ausencia de una encuesta de cierre limitaron la verificación de resultados. Sin embargo, la misión en el terreno identificó mejoras en la seguridad alimentaria en PROLENCA asociadas al aumento de la producción agrícola y de los ingresos, lo que permitió un mayor acceso a alimentos variados y nutritivos en varios territorios.
154. **Los resultados en nutrición fueron más modestos y, en general, no alcanzaron significancia estadística, aunque se documentaron mejoras puntuales en diversidad dietética y condiciones del hogar.** En PROMECOM se observó una reducción de solo 3 puntos porcentuales en la desnutrición infantil crónica respecto a la línea de base (de alrededor de 35–37% a 32–34%), un cambio considerado modesto y sin diferencias estadísticamente significativas frente a grupos de comparación. También se registraron mejoras indirectas gracias al acceso a refrigeradoras (85.7 %) y agua corriente (38 %), que facilitaron el almacenamiento y la preparación de alimentos.<sup>230</sup> Emprende Sur mostró una mejora de 0.68 puntos en el Índice de Diversidad Dietética del Hogar (HDDS), equivalente a la incorporación de un grupo alimenticio adicional en la dieta de unas 4,000 familias, con mayor consumo de vegetales, carne, pescado, frutas y lácteos.<sup>231</sup> En PROLENCA se promovieron hábitos saludables mediante capacitaciones a madres y réplicas comunitarias lideradas por “mujeres hormiga”, y aunque se reportaron casos positivos en diversificación de la dieta (como en la CRAC Mujeres hacia el Futuro), el proyecto no logró evidenciar mejoras sostenidas en seguridad alimentaria a nivel poblacional y apenas un 18 % de los hogares reportó acceso continuo a alimentos inocuos y nutritivos, frente a una meta del 50 % establecida en su marco de resultados.<sup>232</sup>

### **Instituciones y políticas rurales**

155. **Aunque los proyectos incluyeron acciones orientadas al fortalecimiento institucional del Estado, la evidencia disponible sobre su impacto concreto fue limitada.** PROLENCA y Emprende Sur impulsaron mejoras en las capacidades técnicas e instrumentales de la SAG, contribuyendo a su posicionamiento como

<sup>225</sup> PROLENCA ITP.

<sup>226</sup> PROMECOM ITP.

<sup>227</sup> Emprende Sur ITP.

<sup>228</sup> El *Food Insecurity Experience Scale (FIES)* es un indicador internacional desarrollado por la FAO para medir la inseguridad alimentaria en los hogares, basado en experiencias y percepciones de acceso a alimentos durante un período de referencia.

<sup>229</sup> FIDA (2025). Estudio de impacto PROLENCA.

<sup>230</sup> PROMECOM ITP.

<sup>231</sup> Emprende Sur ITP.

<sup>232</sup> PROLENCA ITP.

entidad de referencia para la ejecución de políticas públicas en el sector agroalimentario. Asimismo, se establecieron vínculos con la Unidad Técnica de Seguridad Alimentaria y Nutricional (UTSAN), y se fomentó la participación del FIDA en foros clave como las Cumbres de Sistemas Alimentarios. Sin embargo, se identificaron vacíos en la articulación con la estructura central del gobierno, lo que plantea desafíos para la sostenibilidad institucional más allá de los proyectos.

156. **El impacto de los proyectos en el fortalecimiento institucional local fue limitado, con intervenciones puntuales y sin evidencias claras de efectos sostenidos.** Emprende Sur y PROLENCA colaboraron con algunas alcaldías en la rehabilitación de caminos rurales, y PROMECOM capacitó al personal técnico en 11 municipalidades. También se promovió una cierta articulación con gobiernos locales a través de espacios como los Comités de Aprobación de Inversiones (CLAP). Sin embargo, las acciones de fortalecimiento fueron ad hoc, sin una estrategia integral. Persistieron debilidades operativas en las UMA y en la planificación territorial, así como la escasa coordinación con los gobiernos municipales, lo que redujo la apropiación institucional y el alcance de los impactos esperados.
157. **Los proyectos también promovieron la inclusión de grupos vulnerables en la gobernanza institucional, adaptándose a contextos específicos.** PROMECOM incorporó a los Consejos Directivos de Tribu Tolupán en los mecanismos de inversión y decisión, revirtiendo enfoques asistencialistas anteriores. PROLENCA, por su parte, mostró capacidad adaptativa ante emergencias como la pandemia de COVID-19, manteniendo la continuidad institucional y productiva mediante estrategias mixtas que combinaron modalidades presenciales y virtuales de asistencia técnica, así como alianzas con municipalidades y organizaciones comunitarias. Estos enfoques reforzaron el capital institucional en escenarios de alta vulnerabilidad y cambiantes condiciones externas.
158. **El impacto de la cartera en políticas públicas fue limitado, aunque se registraron aportes técnicos puntuales en áreas específicas.** Los proyectos no lograron incidir de manera sistemática en la formulación de políticas nacionales, pero sí generaron contribuciones en ciertos nichos: Emprende Sur contribuyó al Plan Estratégico de la Cadena del Maraón; PROLENCA aportó insumos para la Estrategia Nacional de Agricultura Familiar; y datos de PROINORTE fueron utilizados por UTSAN en el informe de Honduras a la Cumbre de Sistemas Alimentarios de la ONU. Las donaciones regionales también produjeron insumos útiles, aunque con escasa articulación con los préstamos.<sup>233</sup>
159. **Impacto en resumen.** Las restricciones metodológicas y la calidad limitada de los datos en varios proyectos redujeron la fiabilidad de las mediciones y dificultaron la atribución de resultados. Aun así, la cartera logró avances en ingresos, activos, fortalecimiento organizativo y acceso a servicios. Se mejoraron la productividad, la inclusión financiera y la participación de mujeres, jóvenes e indígenas, y se consolidaron estructuras comunitarias como CRAC y OP. Sin embargo, el impacto fue desigual y más limitado en contextos con menor capacidad organizativa o infraestructura. Persistieron debilidades estructurales, como escaso acceso a tierra, asistencia técnica o mercados, que afectaron especialmente a los grupos más vulnerables. La EEPP califica el impacto como **moderadamente satisfactorio (4)**.

## Igualdad de género y empoderamiento de las mujeres

160. Esta sección examina en qué medida las intervenciones del portafolio contribuyeron a la igualdad de género y al empoderamiento de las mujeres. El análisis considera el acceso de las mujeres a recursos y servicios, su participación en la toma de decisiones, los efectos en ingresos y medios de vida, así como el potencial de las

<sup>233</sup> La sección sobre coherencia ofrece un análisis más detallado sobre el desempeño del portafolio en el diálogo de políticas.

intervenciones para transformar normas sociales y abordar desigualdades estructurales en un marco de interseccionalidad.

161. **Estrategias de género fueron incorporadas en el diseño de los proyectos, pero su implementación careció de sistematicidad, recursos adecuados y enfoque interseccional.** Los COSOP reconocieron desigualdades de género estructurales, pero sus diagnósticos no incluyeron desagregaciones territoriales, étnicas o por edad, ni abordaron temas críticos como la violencia de género o el acceso a la tierra. Todos los proyectos adoptaron metas de participación femenina (30–35 % en la mayoría de los casos llegando al 47 % en INNOVASAN), aplicando herramientas como Cerrando Brecha (Emprende Sur y PROLENCA) y “24 horas” (HDN y PROLENCA). Sin embargo, más allá del cumplimiento numérico de cuotas —ya analizado en la sección de eficacia— las estrategias prestaron poca atención a las causas estructurales de la desigualdad. Además, estas estrategias de género raramente contaron con un presupuesto específico o personal técnico permanente. Solo PROLENCA destinó el 1.2 % de su presupuesto total al Plan de Igualdad. La alta rotación de personal técnico, la ausencia de responsables institucionales de género y el enfoque generalista contribuyeron a una ejecución fragmentada y sin seguimiento sostenido.
162. **Los proyectos ofrecieron una gama amplia de actividades orientadas a mujeres, pero no todas las áreas estratégicas recibieron atención sistemática.** Las mujeres participaron en capacitaciones sobre liderazgo, producción agropecuaria, gestión de recursos naturales, salud sexual, autoestima, derechos y género.<sup>234</sup> Emprende Sur organizó talleres sobre género y cambio climático y distribuyó bonos avícolas con DICTA a grupos de mujeres. PROMECOM capacitó al 94 % de sus organizaciones en igualdad de género, elaborando junto con INAM una guía técnica para los comités de género.<sup>235</sup> También se apoyó la formación ocupacional, el microcrédito, los grupos de ahorro, y la reducción del trabajo reproductivo mediante infraestructura básica. Sin embargo, áreas clave como el acceso seguro a la tierra, servicios de cuidado infantil o vínculos con instituciones estratégicas quedaron relegadas, mostrando una amplitud temática sin un enfoque sostenido en las brechas estructurales.
163. **La participación de las mujeres fue significativa en la mayoría de los proyectos, pero persisten brechas entre intervenciones y limitaciones en el seguimiento de resultados.** Los proyectos reportaron niveles elevados de participación femenina en relación con las metas establecidas. Por ejemplo, Emprende Sur alcanzó una participación femenina del 51 %, PROLENCA del 46 %, PROMECOM del 36 % y HDN del 46 %. En contraste, PROINORTE tuvo una menor cobertura efectiva de mujeres (22 %).<sup>236</sup> En general, se observó una alta participación en actividades productivas, capacitación, finanzas rurales y fortalecimiento organizativo, mientras que la presencia en espacios públicos, el acceso a servicios financieros formales o a infraestructura fue más limitada.<sup>237</sup> Ello se debió a barreras estructurales como requisitos de colateral y documentación en el sistema financiero, normas culturales que restringen la participación de las mujeres en órganos de decisión, y la falta de medidas explícitas para garantizar un acceso equitativo a la infraestructura. Además, los sistemas de seguimiento no captaron con suficiente profundidad las dinámicas cualitativas ni midieron el empoderamiento más allá de indicadores numéricos.
164. **Las mujeres lograron avances tangibles en su autonomía económica a través del acceso a inversión, empleo y financiamiento rural.** El empoderamiento económico de las mujeres fue promovido mediante servicios financieros, capacitación técnica, inversión productiva y vínculos con mercados.

<sup>234</sup> Información más detallada y desagregada por género sobre actividades específicas se presenta en el Anexo VII.

<sup>235</sup> PROMECOM ITP.

<sup>236</sup> PROMECOM ITP, Emprende Sur ITP, HDN ITP, PROLENCA ITP, PROINORTE ISV 2024.

<sup>237</sup> Véase el cuadro 19 en el anexo VII para más información sobre la participación femenina en las diversas intervenciones apoyadas por los proyectos.

PROLENCA generó 2,051 empleos, con un 27,5 % ocupados por mujeres, y facilitó que 3,959 mujeres participaran en espacios de decisión, superando su meta interna. Además, las inversiones productivas beneficiaron a 5,970 personas, de las cuales un 32 % eran mujeres. Emprende Sur apoyó 32 planes de inversión para grupos vulnerables, alcanzando a 331 mujeres. PROMECOM apoyó a 121 organizaciones lideradas por mujeres orientadas a la comercialización, superando su meta de 88.<sup>238</sup> Estas acciones promovieron la creación, consolidación y desarrollo de micro y pequeñas empresas conducidas por mujeres o con participación femenina significativa, abriendo oportunidades para ingresos sostenibles. También les permitió a las mujeres mejorar su autoestima y ganar mayor confianza en sus habilidades para liderar procesos productivos, como se evidenció en testimonios de participantes que asumieron cargos de tesorería en cajas rurales, presidencias en juntas comunitarias o la gestión de microempresas, y que destacaron sentirse más respetadas y capaces de tomar decisiones sobre inversiones productiva.

165. También se registraron experiencias destacadas de empoderamiento colectivo con impacto comercial: la cooperativa "La Sureñita" (Emprende Sur) formalizó contratos con La Michoacana y logró triplicar los ingresos de sus integrantes, mientras que en PROINORTE, los centros de recolección de leche firmaron acuerdos con SULA que ofrecieron precios diferenciados para productoras que cumplieron estándares de calidad. Asimismo, la Cooperativa Cafetalera San Marqueña Limitada (COCASAM) consolidó contratos de compraventa de café proveniente de fincas manejadas por mujeres, fortaleciendo su integración en cadenas de valor. Estos casos ilustran el potencial del FIDA como facilitador de acceso a mercados y como impulsor de modelos de negocio inclusivos. Además, los proyectos apoyaron el préstamo y ahorro comunitarios mediante la conformación de grupos de ahorro y el acceso a microcrédito, logrando la inclusión de 3,087 mujeres, lo que representa el 57 % de la meta prevista.<sup>239</sup> Este componente fue clave para fomentar la autonomía financiera a pequeña escala, especialmente en zonas rurales con escasa cobertura bancaria. Sin embargo, el uso y control del ingreso por parte de las mujeres sigue siendo limitado, como se evidenció en experiencias previas de sistematización y entrevistas, incluso en proyectos que aplicaron Cerrando Brecha.<sup>240</sup>
166. **La participación de las mujeres en espacios organizativos creció y tuvo impacto en su reconocimiento comunitario, aunque persisten prácticas de inclusión simbólica.** Los proyectos promovieron la representación femenina en cooperativas, comités de usuarios y juntas rurales. En Emprende Sur, el 48 % de las organizaciones apoyadas tenían al menos 11 mujeres en cargos de decisión, y un 30 % contaban con mujeres en cargos clave. En PROLENCA, 3,959 mujeres participaron en mecanismos de toma de decisión.<sup>241</sup> Durante las visitas de campo, mujeres señalaron que estos espacios les permitieron compartir experiencias, adquirir conocimientos técnicos y ejercer roles de liderazgo. Su mayor participación en la vida organizativa les permitió ganar reconocimiento y cambiar percepciones sobre su rol. Sin embargo, algunas OP inscribieron a esposas o hijas solo para cumplir cuotas, sin una participación efectiva, lo que limitó el verdadero empoderamiento femenino.
167. **Las inversiones en infraestructura contribuyeron a aliviar la carga de trabajo doméstico de las mujeres, pero no modificaron significativamente la distribución de responsabilidades al interior del hogar.** Los proyectos apoyaron la instalación de fogones mejorados, aljibes, letrinas y sistemas de riego doméstico, particularmente a través de PROLENCA. Estas intervenciones permitieron ahorrar entre 3 y 4 horas diarias de trabajo doméstico no remunerado,

<sup>238</sup> PROMECOM ITP.

<sup>239</sup> Véase el cuadro 19 en el anexo VII.

<sup>240</sup> OIE (2025). Evaluación temática del apoyo del FIDA a la igualdad de género y el empoderamiento.

<sup>241</sup> Emprende Sur ITP; PROLENCA ITP.

reduciendo el tiempo que las mujeres dedicaban a recolectar agua o leña. Algunos proyectos también facilitaron el acceso a cocinas comunitarias o agua potable, eliminando desplazamientos y mejorando la salud respiratoria y reproductiva. Estos ahorros de tiempo permitieron a las mujeres involucrarse más activamente en actividades productivas, capacitación o espacios organizativos. Adicionalmente, PROLENCA organizó campañas de masculinidades que alcanzaron a 1.250 hombres, abriendo debates sobre los roles de cuidado. Estas intervenciones facilitaron avances en la auto percepción de las mujeres y en su participación comunitaria, y en algunos casos abrieron debates sobre normas de género. No obstante, en la mayoría de los casos no se identificaron cambios estructurales en la redistribución de tareas domésticas entre hombres y mujeres, debido a la persistencia de normas culturales que no fueron abordadas de forma sistemática ni acompañadas por estrategias sostenidas de cambio de comportamiento.

168. **El acceso de las mujeres a activos productivos, particularmente la tierra, fue escaso y sin respaldo institucional, lo que limitó su empoderamiento estructural.** Sólo dos proyectos (PROMECOM y PROLENCA) incluyeron acciones orientadas a la titulación de tierras a nombre de mujeres indígenas. Sin embargo, los resultados fueron limitados debido a la complejidad de los trámites y la ausencia de servicios legales o alianzas con el Instituto de la Propiedad. Tampoco se abordaron los derechos de uso o herencia en contextos comunitarios. Esta carencia representa una debilidad estructural, ya que el acceso seguro a activos productivos sigue siendo un prerrequisito clave para el empoderamiento de las mujeres rurales.
169. **Igualdad de género y empoderamiento de las mujeres en resumen.** La cartera del FIDA en Honduras logró resultados importantes en materia de inclusión, empoderamiento económico y liderazgo femenino, combinando enfoques afirmativos con intervenciones productivas y organizativas. Se promovió la participación de las mujeres en decisiones, producción y finanzas rurales, así como el alivio de cargas domésticas mediante infraestructura básica. No obstante, persisten retos estructurales: el acceso a tierra fue marginal, el trabajo doméstico no se redistribuyó significativamente, y la transformación de normas sociales fue puntual. La EEPP califica el desempeño de la cartera en género como moderadamente **satisfactorio (4)**.

## Sostenibilidad

170. Esta sección examina la sostenibilidad del portafolio, entendida como la medida en que los beneficios generados por los proyectos pueden mantenerse y ampliarse en el tiempo. El análisis considera la capacidad financiera, social, ambiental e institucional necesaria para sostener los resultados, así como los avances en resiliencia climática y en la ampliación de soluciones a mayor escala.
171. **La institucionalización de la gestión y los sistemas de seguimiento avanzaron, pero sin consolidarse de manera que aseguran la sostenibilidad de los resultados.** La creación de la UAP representó un paso hacia la apropiación nacional, replicado por otros donantes como modelo de gestión. Sin embargo, la UAP no se consolidó como unidad estratégica, operando de forma fragmentada por proyecto y con débil articulación con otras áreas técnicas de la SAG. A esto se sumaron debilidades estructurales como la alta rotación de personal, demoras en la ejecución y falta de espacio fiscal, que afectaron la continuidad institucional y redujeron la calidad de los planes de inversión y organizativos. Paralelamente, los sistemas de seguimiento y evaluación desarrollados por los proyectos fueron fragmentados y no se integraron a un sistema sectorial unificado. La ausencia de líneas de base robustas y de indicadores armonizados limita la capacidad de medir el impacto de las intervenciones y de consolidar aprendizajes institucionales. Además, no se establecieron mecanismos

eficaces de retroalimentación ni de aprendizaje, lo que redujo la capacidad de adaptación frente a riesgos emergentes y contextos locales cambiantes.<sup>242</sup>

172. **Las organizaciones de base avanzaron en fortalecimiento, pero con gran heterogeneidad y débil seguimiento.** Los proyectos promovieron cooperativas, CRAC y asociaciones de productores, pero muchas se encontraban en fases iniciales y no contaron con acompañamiento suficiente para consolidar sus capacidades. Más del 50 % de las organizaciones en Emprende Sur no recibieron desembolsos sino hasta el último año, lo que restringió su desarrollo.<sup>243</sup> La corta duración de los proyectos no permitió consolidar su madurez institucional ni financiera.<sup>244</sup> Tampoco se dispone de registros actualizados que permitan monitorear su evolución o sostenibilidad. La alta heterogeneidad en el nivel de madurez de las organizaciones exige estrategias diferenciadas que no fueron contempladas desde el diseño. Además, muchas de estas organizaciones carecieron de vínculos sólidos con marcos institucionales locales o planes de desarrollo municipal, lo que redujo su capacidad para insertarse de forma estructural en los sistemas de gobernanza local.
173. **La sostenibilidad de la infraestructura y los activos transferidos por los proyectos estuvo en riesgo debido a limitaciones en la apropiación local, la planificación y la articulación institucional.** Caminos rurales, centros de acopio y otros activos transferidos por los proyectos generaron beneficios tangibles, pero la falta de planes de mantenimiento, presupuestos asignados y vínculos con los planes municipales pone en riesgo su continuidad funcional. En algunos casos, los proyectos no se articularon con los planes de desarrollo municipal ni con aprendizajes de experiencias previas de cooperación.<sup>245</sup> Además, los proyectos no establecieron con claridad desde el diseño los sistemas locales de provisión continua de servicios técnicos, ambientales y de mercado, ni aseguraron la calidad de los proveedores o su especialización en productos de mayor valor agregado.<sup>246</sup> Como resultado, los beneficios alcanzados enfrentan altos riesgos de deterioro con el tiempo, especialmente en ausencia de estrategias de salida bien diseñadas y sistemas locales consolidados para operar y mantener las inversiones realizadas.
174. **La sostenibilidad técnica presenta avances desiguales, con debilidades en la calidad y duración de los servicios.** Se registraron buenas prácticas como la digitalización de CRAC durante PROLENCA, en alianza con Fundación Capital y luego con INNOVATECH, pero en general, la asistencia técnica fue corta y en algunos casos brindada por proveedores sin suficiente experiencia en actividades de valor agregado.<sup>247</sup> La escasa supervisión de calidad llevó a la aprobación de planes no viables, y la fidelización de productores a sus cooperativas sigue siendo un reto en cadenas como café o marañón.<sup>248</sup>
175. **La sostenibilidad financiera sigue siendo frágil, especialmente entre microempresas con poca articulación al mercado.** Los proyectos contribuyeron a la inclusión financiera a través de fondos revolventes y CRAC, que fueron fortalecidas con capital semilla, formación financiera y digitalización. Las CRAC están presentes en comunidades donde el sistema bancario no llega, y su fortalecimiento fue prioritario en los proyectos más recientes. Sin embargo, persisten limitaciones de capital y monitoreo, y muchas organizaciones enfrentan dificultades para competir con empresas más profesionalizadas. La sostenibilidad de las iniciativas productivas depende de precios remunerativos, acceso a servicios, y acompañamiento técnico más allá del ciclo de los proyectos.

<sup>242</sup> Ver sección sobre el desempeño de los socios.

<sup>243</sup> Emprende Sur VITP.

<sup>244</sup> OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco.

<sup>245</sup> Entrevistas a informantes clave.

<sup>246</sup> Ver sección sobre relevancia.

<sup>247</sup> OIE (2019). Evaluación a nivel corporativo sobre la participación del FIDA en el desarrollo de cadenas de valor en favor de los pobres; OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco.

<sup>248</sup> OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco.

176. **Las estrategias de salida fueron débiles o formuladas tardíamente, limitando la sostenibilidad a largo plazo.** Emprende Sur no contó con una estrategia de salida, y en PROMECOM y PROLENCA fue formulada al final del ciclo, sin mecanismos claros de transferencia institucional. Tampoco se dispuso de un monitoreo ex post de las organizaciones fortalecidas para verificar su consolidación y evolución. En varios casos, los resultados se basaron en la expectativa implícita de que las comunidades y gobiernos locales asumirían responsabilidades sin contar con un proceso de transferencia claro ni los recursos requeridos. La escasa visibilidad de los proyectos y la falta de una estrategia de comunicación articulada con las metas de sostenibilidad limitaron la apropiación y continuidad institucional.
177. **Las condiciones de fragilidad en el contexto hondureño, como el aislamiento rural, la migración, la violencia y la debilidad de los servicios técnicos y financieros limitaron la sostenibilidad de las intervenciones.** La inseguridad y los conflictos de tierras<sup>249</sup> en varias zonas rurales restringió la participación comunitaria y redujo las oportunidades de consolidar procesos organizativos, mientras que la migración juvenil debilitó la disponibilidad de mano de obra y afectó la continuidad de prácticas productivas. Si bien los proyectos fueron adoptando progresivamente enfoques de resiliencia territorial y adaptación al cambio climático, su efectividad se vio condicionada por la ausencia de una institucionalidad pública fortalecida, de un financiamiento estable y de una continuidad técnica, elementos que no estuvieron plenamente garantizados. En este contexto, las intervenciones de corto plazo que no se articularon con sistemas territoriales duraderos, como algunos sistemas de riego en Emprende Sur o apoyos organizativos en PROMECOM, tendieron a generar dependencia y efectos limitados en el mediano plazo.<sup>250</sup>
178. **Sostenibilidad en resumen.** La cartera incorporó elementos positivos como la creación de la UAP, el fortalecimiento de CRAC, la inclusión financiera y acciones de resiliencia climática. También se registraron avances en infraestructura y organización comunitaria. Sin embargo, la sostenibilidad fue limitada por la débil institucionalización en la SAG, la alta rotación de personal, la fragmentación de sistemas de seguimiento y la falta de estrategias de salida claras. Las organizaciones de base mostraron alta heterogeneidad y escaso acompañamiento post-proyecto. Las intervenciones no se integraron suficientemente a marcos territoriales ni a planes municipales. En un contexto frágil, esto redujo la continuidad de los logros. La EEPP califica la sostenibilidad como **moderadamente insatisfactoria (3)**.

### **Gestión de los recursos naturales y el medio ambiente y adaptación al cambio climático**

179. **Los proyectos promovieron tecnologías adaptativas y prácticas ambientales relevantes, con beneficios inmediatos, pero adopción sostenida limitada.** Estos enfoques se incorporaron de manera progresiva, siendo PROLENCA el primero en integrar de forma más estructurada medidas de cambio climático y gestión ambiental. A través de intervenciones como sistemas agroforestales, cosecha de agua, microriego, manejo de microcuencas y tecnologías de eficiencia hídrica, los proyectos respondieron a la degradación ambiental en áreas rurales. PROLENCA estableció más de 640 hectáreas bajo manejo agroforestal y fortaleció servicios ecosistémicos, mientras que Emprende Sur promovió más de 5,600 sistemas de microriego, 1,000 aljibes y 2,088 letrinas domiciliarias, con efectos positivos tanto en producción como en salubridad. También se difundieron técnicas como diversificación y rotación de cultivos, semillas de maíz adaptadas a la sequía, biofertilizantes y barreras vivas y muertas para conservación de suelos, así como cocinas mejoradas para reducir presión sobre bosques y emisiones. Sin embargo, la adopción sostenida fue heterogénea,

<sup>249</sup> Los conflictos por la tierra afectaron con particular intensidad a los pueblos indígenas, limitando su acceso seguro a recursos productivos y dificultando la implementación de intervenciones en sus territorios.

<sup>250</sup> OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco.

condicionada por la discontinuidad de la asistencia técnica, la limitada planificación territorial y la falta de institucionalización en entidades locales, lo que comprometió la continuidad de estos logros en el largo plazo.<sup>251</sup>

180. **Las capacidades comunitarias para sostener las prácticas agroambientales fueron fortalecidas, pero no consolidadas institucionalmente.** Aunque se ofrecieron capacitaciones en adaptación al cambio climático, agroecología y eficiencia en el uso de recursos, no se establecieron mecanismos permanentes que permitieran a gobiernos locales o comunidades mantener las prácticas tras el cierre de los proyectos. Experiencias como el manejo de la microcuenca de Santa Isabel o los mecanismos de PSA en PROLENCA ilustran iniciativas valiosas, pero sin esquemas operativos sostenibles. Las prácticas dependieron en varios casos de actores externos o liderazgos individuales, sin articularse con planes municipales ni con procesos de ordenamiento territorial.<sup>252</sup>
181. **Los sistemas de monitoreo y el uso de herramientas climáticas fueron innovadores, pero su aplicación práctica fue limitada.** PROLENCA y Emprende Sur desarrollaron boletines agroclimáticos, instalaron estaciones meteorológicas y promovieron el uso de aplicaciones móviles para la difusión de información. Estas acciones mejoraron la conciencia climática y fortalecieron capacidades técnicas en instituciones como la RED-ITC. Sin embargo, no hay evidencia sistemática del uso sostenido de estos insumos por parte de los pequeños productores, y la alta rotación del personal técnico dificultó su consolidación. La ausencia de sistemas de monitoreo ambiental institucionalizados en la SAG o en las municipalidades limitó también el aprendizaje organizacional.
182. **El financiamiento climático y las salvaguardas ambientales se integraron progresivamente, aunque con desafíos en su operativización y control de riesgos.** El financiamiento del FMAM en PROLENCA permitió incorporar criterios ambientales en los planes productivos y sensibilizar sobre riesgos climáticos. Además, los proyectos más recientes, como PROINORTE, integraron desde su diseño los procedimientos para la evaluación social, ambiental y climática del FIDA, en línea con la política actualizada de 2021. Sin embargo, la implementación efectiva de estas salvaguardas enfrentó cuellos de botella operativos, como demoras en la obtención de licencias ambientales, débil articulación con autoridades como SERNA o ICF, y la falta de personal especializado en varias unidades ejecutoras.<sup>253</sup> Asimismo, se identificaron prácticas que podrían generar externalidades ambientales perjudiciales, como la no segregación de subproductos contaminantes en algunas plantas de procesamiento, lo que evidencia debilidades en el seguimiento de impactos potenciales.<sup>254</sup> En conjunto, estas limitaciones redujeron la eficacia de los mecanismos de mitigación de riesgos y restringieron el efecto transformador de las inversiones ambientales.
183. **A pesar de la alineación normativa, la integración de las acciones ambientales en marcos territoriales fue débil.** Si bien los proyectos cumplieron con la normativa ambiental nacional y promovieron procesos como el licenciamiento ambiental obligatorio, no lograron articular sus acciones con procesos de planificación multisectorial ni integrarlas de manera estructural en los planes de desarrollo local. Esta desconexión redujo significativamente el potencial de las intervenciones para generar transformaciones ambientales sostenibles en el territorio.<sup>255</sup>
184. **Gestión ambiental y climática en resumen.** La cartera logró avances importantes en prácticas ambientales y climáticas, como sistemas agroforestales, cosecha de agua y tecnologías adaptativas, que generaron beneficios visibles a

<sup>251</sup> P. ej. Emprende Sur ISV 2018, visitas de campo.

<sup>252</sup> Entrevistas a informantes clave.

<sup>253</sup> Entrevistas a informantes clave.

<sup>254</sup> OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco.

<sup>255</sup> OIE (2023). Evaluación temática del apoyo del FIDA a la adaptación de los pequeños agricultores al cambio climático; OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco.

corto plazo. También se promovieron buenas prácticas agrícolas y se fortalecieron capacidades comunitarias, aunque con limitada consolidación institucional. El financiamiento climático y las salvaguardas ambientales se integraron progresivamente, pero enfrentaron obstáculos operativos y de articulación interinstitucional. La débil vinculación con marcos territoriales y políticas públicas redujo el impacto transformador de estas acciones. La EEPP califica este desempeño como **moderadamente satisfactorio (4)**.

### **Ampliación de escala**

185. **La ampliación de resultados estuvo limitada por la falta de una estrategia clara de escalamiento.** Ninguno de los proyectos analizados contó con una estrategia de salida explícita ni con recursos asignados para llevar a escala las innovaciones exitosas, lo que restringió su réplica más allá de intervenciones puntuales. Pese al potencial de varias experiencias, como la digitalización de cajas rurales o los modelos de rehabilitación vial, no se encontró evidencia de que se hubieran establecido procesos claros de transferencia ni recursos asignados para que comunidades o gobiernos locales asumieran sosteniblemente las responsabilidades una vez finalizado el proyecto. Además, la dispersión geográfica de las intervenciones y la ausencia de un enfoque que permitiera a los proyectos construir sobre los avances de iniciativas anteriores redujeron las posibilidades de consolidar aprendizajes y expandir modelos exitosos. La débil institucionalización de los arreglos de ejecución y la práctica de subcontratar gran parte de los servicios redujeron la tracción institucional para expandir los enfoques.<sup>256</sup>
186. **El compromiso del gobierno nacional con el escalamiento fue parcial y se concentró en espacios ya institucionalizados.** La continuidad del Programa Nacional de Desarrollo Rural Sostenible permitió seguir creando y legalizando cajas rurales, e incluso abrió la puerta a que la banca pública diseñe productos específicos. Asimismo, la participación de la SAG en mesas sectoriales facilitó la disponibilidad de materiales e instrumentos generados por PROLENCA para otras instituciones. No obstante, el gobierno no adoptó metodologías desarrolladas por los proyectos, como la tipología organizativa de PROMECOM, los planes de desarrollo organizacional de PROLENCA o los enfoques de adaptación climática y de inclusión social, lo que evidenció la falta de institucionalización de estas lecciones en políticas o programas nacionales. Esta ausencia de apropiación, sumada a la falta de asignaciones presupuestarias específicas y a la débil integración con políticas nacionales, limitó la expansión estructural de los modelos impulsados.
187. **Algunas experiencias mostraron capacidad de réplica dentro del portafolio y generaron adopciones puntuales por otros actores.** Sobresalieron iniciativas como la digitalización y consolidación de las CRAC, impulsadas por PROLENCA y continuadas por PROINORTE con apoyo de INNOVATECH, y la rehabilitación de caminos terciarios cofinanciada con el Fondo Cafetero Nacional, posteriormente replicada en otras zonas por gobiernos locales.<sup>257</sup> Otras innovaciones, como la matriz de adaptación al cambio climático aplicada a planes de negocio, fueron reutilizadas por PROINORTE, y algunas organizaciones apoyadas por PROLENCA se “graduaron” hacia proyectos como COMRURAL, del Banco Mundial. En Emprende Sur, el trabajo en la cadena del marañón generó la formulación de un plan estratégico multisectorial, considerado como referencia para futuras intervenciones.<sup>258</sup> Sin embargo, estas alianzas surgieron por iniciativas externas más que por una estrategia de escalamiento liderada por FIDA o la SAG. Esto dejó la replicabilidad sujeta a oportunidades aisladas, en lugar de enmarcarla en un modelo institucional estructurado.
188. **Ampliación a escala en resumen.** La cartera presentó experiencias con potencial de réplica, como la digitalización de cajas rurales y la rehabilitación vial, pero no contó con una estrategia clara ni recursos asignados para su escalamiento. Las

<sup>256</sup> OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco.

<sup>257</sup> PROLENCA VITP.

<sup>258</sup> Emprende Sur ITP; PROLENCA ITP.

iniciativas fueron puntuales y surgieron mayormente por actores externos, sin liderazgo institucional ni apropiación por parte del gobierno. La débil institucionalización, la subcontratación de servicios y la ausencia de mecanismos de transferencia limitaron la sostenibilidad y expansión de los logros. La EEPP califica la ampliación a escala de la cartera como **moderadamente insatisfactoria (3)**.

### **Desempeño global de la estrategia y el programa en el país**

189. Durante el periodo 2013–2024, la estrategia del FIDA en Honduras articuló una cartera de seis proyectos con una inversión total de USD 203,3 millones. Aunque se lograron avances en inclusión social, fortalecimiento organizativo y mejoras en la calidad de vida rural, el desempeño global de la cartera fue limitado por múltiples restricciones operativas e institucionales. La estrategia mantuvo una orientación programática alineada con las prioridades nacionales y los marcos corporativos del FIDA, y se enfocó en poblaciones rurales pobres, mujeres, jóvenes y Pueblos Indígenas. Sin embargo, la materialización efectiva de los objetivos estratégicos fue desigual, y varios factores estructurales obstaculizaron una implementación fluida y resultados sostenibles a gran escala.
190. Los resultados positivos se concentraron en la expansión del acceso a servicios financieros a través de fondos revolventes y CRAC, la participación destacada de mujeres en actividades productivas y espacios organizativos, y mejoras tangibles en productividad agrícola e infraestructura básica. Algunas innovaciones relevantes, como el PSA, la digitalización de cajas rurales o el fortalecimiento de microempresas lideradas por mujeres, reflejan el potencial del enfoque del FIDA en contextos rurales hondureños. No obstante, estos avances fueron alcanzados de forma parcial y con efectos reducidos en el tiempo y la escala, principalmente debido a retrasos crónicos en la ejecución, baja capacidad técnica, débil articulación institucional y fallas persistentes en los sistemas de seguimiento y evaluación. Asimismo, se identificaron debilidades en la focalización hacia los grupos más vulnerables, como los/as jóvenes y los Pueblos Indígenas, cuya inclusión efectiva fue limitada en varias intervenciones.
191. La ejecución del portafolio fue afectada por demoras sistemáticas desde la aprobación de los proyectos hasta su puesta en marcha, procesos fiduciarios complejos, rotación frecuente de personal y una institucionalidad inestable. La transición de la gestión fiduciaria del PNUD a la UAP/SAG representó una inflexión con implicaciones en términos de eficiencia operativa, evidenciando la falta de preparación para asumir la administración directa con calidad y oportunidad.
192. El enfoque territorial fue débil, y la dispersión geográfica limitó la posibilidad de generar sinergias entre proyectos o consolidar aprendizajes institucionales. La ausencia de una oficina país y de una estrategia robusta de alianzas y diálogo de políticas redujo también el posicionamiento del FIDA en los espacios sectoriales clave, y limitó su capacidad para influir en el diseño o ejecución de políticas públicas relevantes. Las actividades no crediticias ofrecieron insumos útiles, pero su desconexión temporal con los préstamos impidió un efecto transformador mayor. En conjunto, el programa del FIDA en Honduras logró resultados relevantes en varios frentes, pero no alcanzó todo su potencial debido a limitaciones estructurales persistentes.

Cuadro 14.  
Notas de la EEPP

<b>Criterios de evaluación</b>	<b>Notas</b>
Pertinencia	4
Coherencia	4
○ Gestión de los conocimientos	3
○ Diálogo sobre políticas públicas	3
○ Creación de asociaciones	4
Eficacia	4
○ Innovación	5
Eficiencia	3
Impacto en la pobreza rural	4
Igualdad de género y empoderamiento de las mujeres	4
Sostenibilidad de los resultados	3
○ Gestión de los recursos naturales y adaptación al cambio climático	4
○ Ampliación de escala	3
<b>RESULTADOS GENERALES</b>	<b>3.69</b>

**Observaciones principales**

- La estrategia del FIDA en Honduras estuvo alineada con las prioridades del Gobierno y con los marcos estratégicos corporativos, aunque con limitaciones para traducir esa alineación en intervenciones efectivas y sostenibles. Persistieron vacíos en el análisis territorial, enfoque nutricional y salvaguardias sociales.
- A pesar del enfoque inclusivo de los COSOP, la focalización efectiva en los territorios más pobres fue débil. La cartera se dispersó geográficamente, dificultando la articulación entre intervenciones y reduciendo la escala de los impactos.
- La coordinación entre proyectos, donaciones y actores institucionales fue limitada. No existieron mecanismos sistemáticos de articulación ni estrategias para fortalecer sinergias programáticas o territoriales.
- Los proyectos enfrentaron demoras considerables en su puesta en marcha y ejecución, atribuibles a una institucionalidad débil, tramitología compleja y rotación frecuente de personal. La transición de la gestión fiduciaria del PNUD a la UAP/SAG redujo la eficiencia operativa.
- Se promovieron innovaciones relevantes (p. ej., fondos revolventes comunitarios, digitalización de CRAC, pago por servicios ambientales), pero su escalabilidad fue limitada por deficiencias en planificación, acompañamiento técnico y articulación institucional.
- Las inversiones en infraestructura productiva y social (p. ej., caminos rurales, riego, ecofogones, letrinas) mejoraron la calidad de vida y conectividad en zonas rurales, aunque en varios casos se reportaron subutilización o falta de mantenimiento.
- El enfoque de género fue más sólido que en ciclos anteriores, con participación femenina superior al 40 % y fortalecimiento de su rol en organizaciones. Sin embargo, persistieron retos estructurales: acceso limitado a tierra, escasa redistribución del trabajo doméstico y cambios sociales aún incipientes.
- La inclusión juvenil e indígena mostró avances desiguales. Si bien se registraron resultados en formación y empleabilidad juvenil, las restricciones legales y operativas limitaron su participación plena. La inclusión indígena fue significativa solo en PROMECOM, con escasa apropiación intercultural en otros proyectos.
- El impacto en ingresos y empleo es parcial y no sistemáticamente medido. Existen experiencias documentadas de mejora en productividad y acceso a mercados, pero sin datos consistentes sobre incrementos en ingresos familiares o reducción de pobreza.
- La sostenibilidad institucional y de los resultados permanece incierta. Los proyectos carecieron de estrategias de salida claras, los sistemas de monitoreo fueron débiles y la UAP no consolidó capacidades para asegurar continuidad técnica y de aprendizajes.
- El componente de adaptación al cambio climático cobró mayor relevancia en los proyectos recientes, pero las intervenciones ambientales y de conservación fueron parciales, sin planificación territorial integrada ni seguimiento adecuado.

## Desempeño de los asociados

193. Esta sección analiza el desempeño de los principales asociados, evaluado por separado para el FIDA y para el Gobierno. El análisis considera el apoyo al diseño, la ejecución y el logro de resultados, así como la generación de un entorno normativo propicio. También examina el grado de apropiación y responsabilidad asumida por las instituciones nacionales y locales durante todas las fases de los proyectos, como base para la sostenibilidad y la participación de las partes interesadas.

### A. FIDA

194. **La organización del FIDA para gestionar la cartera en Honduras presentó limitaciones derivadas de la alta rotación de directores de país y de la ausencia de presencia institucional en el país.** Entre 2013 y 2021, la dirección del portafolio cambió de ubicación varias veces (Roma, Guatemala, Bolivia). Desde 2021, la responsabilidad se centraliza en la Oficina Subregional en Panamá, que alberga también personal técnico de divisiones clave del FIDA. Entre 2013 y 2024, seis directores de país diferentes estuvieron a cargo de la cartera hondureña. Estos cambios dificultaron la continuidad del acompañamiento estratégico la estabilidad institucional y la calidad de la interlocución con actores nacionales.<sup>259</sup> Además, la capacidad del FIDA para influir directamente en el contexto hondureño fue limitada tanto por la distancia territorial como porque los directores de país eran responsables simultáneamente de varios países, lo que restringió la atención que podían dedicar a Honduras.<sup>260</sup> La evaluación no encontró evidencia de que se hayan realizado revisiones anuales del COSOP durante el último ciclo aprobado, lo que podría haber contribuido a orientar estratégicamente la cartera. Los consultores-enlace nacionales, aunque valiosos para resolver problemas operativos, enfrentaron restricciones por falta de recursos y reconocimiento oficial.<sup>261</sup>
195. **El desempeño del FIDA en el diseño de proyectos en Honduras combinó enfoques consultivos y flexibilidad con debilidades en la integración de aprendizajes y el análisis contextual.** Se valoró el enfoque participativo adoptado durante la formulación de los proyectos, así como la disposición del FIDA para adaptar los diseños a las necesidades locales.<sup>262</sup> No obstante, se identificaron varias fallas recurrentes en los procesos de diseño, como metas excesivamente ambiciosas, una integración limitada de lecciones aprendidas (relacionada con la débil gestión del conocimiento) y una escasa atención a temas críticos como el desarrollo territorial, la seguridad en la tenencia de la tierra, la violencia, las remesas o la alfabetización. Además, los diagnósticos previos a la formulación fueron insuficientes en aspectos clave como las capacidades de las OP, los proveedores de servicios, el análisis de mercado y la comprensión de la pobreza.<sup>263</sup> Tampoco se promovió activamente el aprendizaje entre generaciones de proyectos ni el intercambio de experiencias regionales, desaprovechando el potencial de transferencia desde otros países de la región.<sup>264</sup> Todo esto limitó la pertinencia y la efectividad de los diseños.
196. **El desempeño del FIDA en la ejecución de los proyectos en Honduras se caracterizó por un acompañamiento operativo y técnico constante, con un enfoque orientado a la solución de problemas y el fortalecimiento institucional.** A lo largo del período evaluado, el FIDA llevó a cabo misiones

<sup>259</sup> P. ej. PROMECOM VITP; OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco

<sup>260</sup> OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco; VIFP PROMECOM (2018); Entrevistas a informantes clave.

<sup>261</sup> OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco; Entrevistas a informantes clave.

<sup>262</sup> OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco; Entrevistas a informantes clave.

<sup>263</sup> Ver sección sobre pertinencia.

<sup>264</sup> Ver sección sobre coherencia.

regulares de supervisión y apoyo a la implementación, en promedio dos por año, lo cual permitió resolver cuellos de botella, facilitar ajustes técnicos y extender plazos cuando fue necesario. Estas misiones también contribuyeron al fortalecimiento de la UAP y las UGP, a través de capacitaciones y asesoría técnica en áreas como gestión financiera, adquisiciones, género, ambiente y seguimiento y evaluación.<sup>265</sup> Sin embargo, varios proyectos reportaron que estas misiones carecieron del acompañamiento especializado suficiente en temas de monitoreo de resultados e indicadores, especialmente en momentos clave como los cambios de marco de medición (de RIMS a COI). Además, ninguno de los proyectos logró establecer un sistema de seguimiento y evaluación sólido, lo cual limitó la generación sistemática de evidencia para la toma de decisiones y el aprendizaje institucional.<sup>266</sup> Tampoco se logró revertir significativamente los retrasos recurrentes en la ejecución, que afectaron de forma constante la entrega oportuna de bienes y servicios.<sup>267</sup> A nivel estratégico, las revisiones de medio término tendieron a centrarse en aspectos operativos y se realizaron, en promedio, al menos un año más tarde de lo previsto, lo que redujo su potencial como herramienta para reorientar oportunamente los proyectos.<sup>268</sup> No obstante, se reconocen esfuerzos del FIDA por mantener una actitud flexible y receptiva ante desafíos emergentes, asegurar flujos financieros regulares y participar activamente en negociaciones con las instituciones nacionales. En este marco, logró reestructurar eficazmente la cartera tras la cancelación de HDN por falta de cofinanciamiento, redirigiendo los recursos hacia PROLENCA, lo que permitió mantener el enfoque territorial y evitar una pérdida neta de recursos para el país. Asimismo, el FIDA apoyó a los equipos nacionales en la elaboración e implementación de planes de aceleración de inversiones—por ejemplo, en PROINORTE—con el fin de recuperar el ritmo de ejecución y mejorar el desempeño global de la cartera.<sup>269</sup>

197. **El impacto potencial del FIDA en Honduras se vio limitado por la escasa inversión y atención otorgada a actividades no crediticias, como la gestión del conocimiento, el diálogo de políticas y las alianzas estratégicas.** Aunque es reconocido como un socio confiable del Gobierno en el ámbito del desarrollo rural, gracias a su enfoque participativo y su compromiso con poblaciones rurales pobres, estas debilidades redujeron su capacidad de incidir más allá del ámbito operativo. Su ventaja comparativa, experiencia consolidada en el desarrollo rural inclusivo, fue ampliamente reconocida. No obstante, la débil gestión del conocimiento impidió que las lecciones de proyectos anteriores se transfirieran eficazmente a nuevas operaciones, mientras que el diálogo de políticas y las alianzas con instituciones públicas, el sector privado y otros organismos de cooperación no fueron plenamente aprovechadas para escalar buenas prácticas o generar sinergias territoriales. La inversión en estas áreas fue escasa y dispersa, lo que dificultó la sistematización de aprendizajes, la visibilidad de los resultados y la articulación con otros actores clave del desarrollo.<sup>270</sup> Esto redujo la capacidad del FIDA de posicionarse como referente técnico y articulador estratégico en el desarrollo rural hondureño. Esto también limitó la institucionalización de enfoques y herramientas exitosas dentro de las estructuras nacionales, reduciendo las posibilidades de sostenibilidad a largo plazo e impacto transformador.<sup>271</sup>
198. **Desempeño del FIDA en resumen.** El FIDA aseguró supervisión regular y apoyo operativo, contribuyendo a ajustes en la cartera y al fortalecimiento institucional. No obstante, la alta rotación de directores de país y la ausencia de presencia institucional limitaron la continuidad estratégica, las alianzas y el diálogo de

<sup>265</sup> Como se mencionó anteriormente, el FIDA también movilizó una pequeña donación específicamente destinada a fortalecer la Unidad Administradora de Proyectos (UAP/SAG) entre 2018 y 2022.

<sup>266</sup> VIFP PROLENCA (2025); Autoevaluaciones FIDA y PERINORTE.

<sup>267</sup> Ver sección sobre eficiencia.

<sup>268</sup> OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco.

<sup>269</sup> PROINORTE ISV 2024.

<sup>270</sup> Ver sección sobre coherencia.

<sup>271</sup> FIDA (2017). Programa sobre oportunidades estratégicas nacionales (COSOP) - Revisión de resultados Honduras; VIFP PROMECOM, VIFP Emprende-Sur, Autoevaluaciones FIDA y PERINORTE, Entrevistas a informantes clave.

políticas. Los diseños fueron participativos, pero presentaron fallas recurrentes. La gestión del conocimiento, el seguimiento y las actividades no crediticias recibieron escasa atención, restringiendo el rol estratégico del FIDA en el país. La EEPP califica el desempeño del FIDA como **moderadamente satisfactorio (4)**.

## B. Gobierno

199. **El gobierno no logró consolidar un liderazgo sostenido ni capacidades operativas suficientes para garantizar una implementación eficaz y sostenible.** Se registraron logros como la creación de la UAP, que representó un paso hacia la institucionalización de la gestión de los programas. Esta iniciativa enfrentó obstáculos relacionados con la alta rotación de personal técnico y los cambios frecuentes en las prioridades gubernamentales, lo cual dificultó su continuidad. Además, la UAP enfrentó limitaciones estructurales en su capacidad operativa, como procesos administrativos complejos, ausencia de sistemas automatizados de información gerencial y problemas para contratar y capacitar personal especializado, lo que redujo su eficacia en la gestión y coordinación de los proyectos que debía administrar.<sup>272</sup> Los proyectos estuvieron bien alineados con las políticas nacionales de desarrollo rural, pero enfrentaron limitaciones financieras recurrentes que afectaron el ritmo de ejecución.<sup>273</sup> La limitada proactividad de los comités directivos también influyó, como se evidenció en las demoras en la aprobación de los POA en PROINORTE.<sup>274</sup> En algunos casos, como en PROMECOM, hubo dificultades para avanzar en la implementación de acciones acordadas en misiones de supervisión.<sup>275</sup> La falta de mecanismos para retener capacidades y aprendizajes técnicos afectó la institucionalización y sostenibilidad del portafolio.
200. **La ejecución de los proyectos enfrentó limitaciones estructurales en la capacidad técnica y administrativa de las entidades responsables, acompañadas de debilidades en la coordinación interinstitucional.** Las UGP y la UAP<sup>276</sup> operaron con capacidades reducidas y alta rotación de personal, lo que generó una memoria institucional frágil y afectó la continuidad en la gestión.<sup>277</sup> Las condiciones laborales, caracterizadas por contratos de corta duración y atrasos en los pagos al personal técnico, afectaron la motivación y estabilidad de los equipos, como se evidenció en HDN y PROLENCA. Además, en varias etapas críticas de ejecución no se contó con personal clave, como especialistas en ambiente, seguimiento y servicios financieros. A esto se sumó la dependencia de la UAP para autorizar casi todos los procesos administrativos, lo que generó cuellos de botella en la toma de decisiones. En algunos casos, la contratación de personal técnico se vio influenciada por factores políticos o personales, más que por méritos técnicos, lo que socavó la eficacia de las unidades ejecutoras.<sup>278</sup> Como resultado, se presentaron problemas recurrentes en áreas clave como los desembolsos, el seguimiento y evaluación, y la coordinación operativa. La cartera en su conjunto se

<sup>272</sup> Con el apoyo de una pequeña subvención, el FIDA intentó fortalecer las capacidades de la UAP. Sin embargo, persistieron los desafíos.

<sup>273</sup> En promedio, solo se ejecutó el 34% de los fondos comprometidos por el Gobierno en los proyectos finalizados, muy por debajo del 84,3% del FIDA y del 74,3% de los cofinanciadores. Esta baja ejecución se debió tanto a restricciones internas de tipo administrativo y financiero, como a mecanismos nacionales de control del endeudamiento. P.ej. FIDA (2017). Programa sobre oportunidades estratégicas nacionales (COSOP) - Revisión de resultados Honduras; FIDA (2020). Examen final del COSOP 2013-2019; PROINORTE ISV 2024; Empeñe-Sur IRMT & VITP; PROLENCA, ISV 2018.

<sup>274</sup> PROINORTE ISV 2024. También se mencionó una orientación estratégica limitada de los comités directivos de proyectos en los ITP de PROMECOM, Empeñe Sur y PROLENCA.

<sup>275</sup> PROMECOM VITP.

<sup>276</sup> En Honduras, la gestión de los programas del FIDA ha estado estructurada mediante un modelo dual, en el cual la SAG delega la supervisión administrativa a la Unidad Administradora de Proyectos (UAP), mientras que cada proyecto cuenta con su propia unidad de gestión (UGP). Estas unidades de proyecto están conformadas casi exclusivamente por personal contratado ad hoc, sin vínculos con la función pública ni mecanismos efectivos para asegurar la transferencia de capacidades a instituciones permanentes.

<sup>277</sup> OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco; FIDA (2017). Programa sobre oportunidades estratégicas nacionales (COSOP) - Revisión de resultados Honduras; FIDA (2020). Examen final del COSOP 2013-2019; VIFP PROMECOM, VIFP Empeñe-Sur, Autoevaluaciones FIDA y PROINORTE, Entrevistas a informantes clave.

<sup>278</sup> Entrevistas a informantes clave; PROLENCA ISV 2018.

vio afectada por retrasos significativos durante gran parte de la implementación, lo que llevó a ejecuciones apresuradas en las etapas finales de varios proyectos, con consecuencias en la calidad y sostenibilidad de los resultados alcanzados. A nivel institucional, los mecanismos de coordinación con otros ministerios, como el de Ambiente, fueron poco efectivos, lo que limitó la integración de enfoques transversales.<sup>279</sup> Estas deficiencias contribuyeron a retrasos en la ejecución, baja eficiencia operativa y una limitada capacidad para consolidar aprendizajes y relaciones estratégicas con actores clave.

201. **Los procesos de adquisiciones, desembolsos y gestión financiera enfrentaron múltiples obstáculos que afectaron la eficiencia y la fluidez de la ejecución.** Uno de los principales factores fue la limitada capacidad técnica del personal a cargo de estas funciones, tanto en la UAP como en las UGP, junto con una alta rotación que impidió consolidar conocimientos y procedimientos estandarizados. En varios casos, como en PROLENCA, se identificaron dificultades en el manejo de los sistemas financieros nacionales, debidas a la falta de formación, acceso restringido o uso de sistemas paralelos, lo que generó discrepancias en la información financiera y retrasos en la tramitación de pagos.<sup>280</sup> La tramitología interna, sumada a la dependencia de autorizaciones centralizadas por parte de la UAP, generó importantes cuellos de botella en la gestión de recursos.<sup>281</sup> En el caso de PROINORTE, por ejemplo, el tiempo promedio para completar un proceso de adquisición llegó a 147 días, desincentivando la participación de proveedores y comprometiendo la entrega oportuna de bienes y servicios.<sup>282</sup> Asimismo, se registraron demoras recurrentes en los pagos a proveedores y en las solicitudes de desembolso, que no siempre se enviaban con la prontitud requerida. En varios proyectos también hubo retrasos en los desembolsos de fondos de contrapartida nacional y dificultades para cumplir con los requisitos financieros de las fuentes de cofinanciamiento, como en PROMECOM y HDN, lo que generó incertidumbre operativa y requirió ajustes en el diseño.<sup>283</sup> Estas debilidades estructurales limitaron la capacidad de respuesta de los equipos técnicos y contribuyeron a una ejecución fragmentada, marcada por flujos financieros irregulares y fases de implementación apresuradas hacia el cierre de los proyectos. En 2022, una investigación del Tribunal Superior de Cuentas cuestionó además la entrega efectiva de letrinas en el marco de Emprende Sur, en particular respecto al cumplimiento de contratos establecidos con dos ONG locales, lo que evidenció debilidades adicionales en los mecanismos de control y supervisión de adquisiciones.<sup>284</sup>
202. **El seguimiento y evaluación (SyE) fue una de las áreas más débiles en la ejecución de los proyectos, afectando la capacidad para generar evidencia, dar seguimiento a resultados y fomentar el aprendizaje institucional.** Ninguno de los proyectos logró establecer un sistema de SyE sólido y funcional, lo que resultó en vacíos de información sobre avances, efectos e impactos. La falta de personal especializado, sumada a la alta rotación en los equipos técnicos, impidió consolidar capacidades y mantener la continuidad metodológica en la recopilación y análisis de datos. Además, hubo dificultades para adaptarse a los cambios en los marcos corporativos de medición del FIDA, como el paso del sistema RIMS al COI, sin el acompañamiento técnico adecuado. En muchos casos, los indicadores definidos no eran realistas o no estaban alineados con las capacidades locales de medición. Por ejemplo, PROMECOM no realizó estudios de referencia, lo que limitó el seguimiento a lo largo de la cadena de resultados, aunque sí llevó a cabo estudios de impacto utilizando encuestas RIMS al final del proyecto.<sup>285</sup> En

<sup>279</sup> Entrevistas a informantes clave; Véase también la sección sobre coherencia.

<sup>280</sup> P.ej. PROLENCA ITP.

<sup>281</sup> PROMECOM VITP; Emprende Sur VITP; HDN ITP, PROLENCA VITP; FIDA (2020). Examen final del COSOP 2013-2019; Entrevistas a informantes clave.

<sup>282</sup> PROINORTE ISV 2024.

<sup>283</sup> FIDA (2020). Examen final del COSOP 2013-2019; PROMECOM VITP; HDN ITP.

<sup>284</sup> OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco.

<sup>285</sup> PROMECOM VITP; Entrevistas a informantes clave.

Emprende Sur, incluso en el primer año de prórroga, la base de datos institucional continuaba desordenada, con información dispersa en archivos físicos y electrónicos, lo que restó utilidad al sistema como herramienta de gestión adaptativa. Algunos mecanismos de información se reforzaron hacia el final de la ejecución, pero sin lograr revertir plenamente las debilidades estructurales.<sup>286</sup> Estas limitaciones también afectaron la calidad de los informes, la retroalimentación oportuna a las unidades ejecutoras y la posibilidad de usar los datos para tomar decisiones estratégicas o ajustar el rumbo de los proyectos en curso.<sup>287</sup>

203. **La participación de las autoridades locales en la ejecución de los proyectos fue limitada y heterogénea, lo que restringió el anclaje territorial y la sostenibilidad institucional de las intervenciones.** Si bien algunos gobiernos municipales participaron en procesos de identificación de beneficiarios y en actividades puntuales de implementación, como la rehabilitación de caminos rurales, la legalización de organizaciones o el suministro de agua, en general no se logró consolidar una estrategia efectiva de involucramiento ni construir capacidades locales para asumir un rol más activo.<sup>288</sup> La vinculación con las municipalidades fue muchas veces instrumental y dependiente de la voluntad política local, sin un enfoque sistemático de articulación. Algunos acuerdos con mancomunidades, como en el manejo de microcuencas o en proyectos piloto de caminos con el Fondo Cafetero Nacional, reflejan esfuerzos de colaboración sectorial, aunque fueron casos aislados.<sup>289</sup> En varios casos, la escasa coordinación con los gobiernos locales dificultó la alineación de intervenciones productivas con planes de desarrollo municipal, así como el aprovechamiento de recursos y estructuras existentes en los territorios. Además, los mecanismos de rendición de cuentas y retroalimentación con actores locales fueron débiles o no sistematizados, lo que limitó la apropiación y la continuidad de las acciones una vez finalizado el financiamiento externo.<sup>290</sup> Esta débil participación territorial afectó la institucionalización de resultados y redujo las posibilidades de escalamiento de buenas prácticas.
204. **Desempeño del Gobierno en resumen.** El Gobierno mostró compromiso con la institucionalización de la gestión mediante la creación de la UAP y la alineación de los proyectos con las políticas nacionales. Sin embargo, no logró consolidar un liderazgo sostenido ni capacidades operativas para una implementación eficaz. La alta rotación de personal, la débil coordinación interinstitucional y los cuellos de botella administrativos afectaron la eficiencia, el seguimiento y la sostenibilidad. La limitada participación de actores locales también restringió el anclaje territorial. La EEPP califica el desempeño del Gobierno como **moderadamente insatisfactorio (3)**.

---

<sup>286</sup> Emprende Sur AdM 2017.

<sup>287</sup> PROMECOM VITP; Emprende Sur VITP; HDN ITP, PROLENCA VITP; FIDA (2020). Examen final del COSOP 2013-2019; Entrevistas a informantes clave.

<sup>288</sup> Entrevistas a informantes clave, Emprende-Sur VITP.

<sup>289</sup> Emprende Sur VITP, PROLENCA VITP.

<sup>290</sup> OIE (2024). Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco; Entrevistas a informantes clave.

## Conclusiones y recomendaciones

### A. Conclusiones

205. **El FIDA se consolidó como un socio estratégico en desarrollo rural, con una clara ventaja comparativa en enfoques inclusivos e integrales, pero no logró traducir plenamente este posicionamiento en una coordinación más amplia ni en un escalamiento estructural.** A lo largo de décadas, el Fondo construyó legitimidad y alianzas, principalmente con la Secretaría de Agricultura y Ganadería (SAG), que le permitieron adaptar intervenciones a contextos locales y sectoriales. Su enfoque participativo, que transversalizó género, seguridad alimentaria, pueblos indígenas y cambio climático, fue ampliamente reconocido como valor agregado. Sin embargo, el potencial de esta trayectoria no se aprovechó para una articulación interinstitucional más sólida ni para ampliar la escala de los modelos exitosos. La evolución reciente hacia una visión más holística de desarrollo territorial sostenible, reflejada en el diseño de INNOVASAN, confirmó el potencial estratégico de este enfoque en un país marcado por pobreza estructural, vulnerabilidad ambiental y desafíos socioeconómicos persistentes.
206. **Los proyectos del FIDA en Honduras demostraron capacidad para generar avances relevantes en inclusión financiera, organización comunitaria e infraestructura básica, aunque estos logros permanecieron fragmentados y con limitada proyección más allá del ámbito de proyecto.** Las cajas rurales se consolidaron como un modelo de referencia para ampliar el acceso al crédito y al ahorro en zonas excluidas del sistema bancario, fortaleciendo al mismo tiempo la organización comunitaria, aunque con variaciones en su solidez institucional. También se fortalecieron organizaciones de base mediante procesos de reconocimiento legal que ampliaron sus capacidades de gestión y representación. En infraestructura, las inversiones en caminos y servicios básicos redujeron el aislamiento rural y mejoraron el acceso a mercados, pero sin una articulación sistemática con mecanismos de sostenibilidad a nivel local. Asimismo, se introdujeron innovaciones como los mecanismos de Pago por Servicios Ambientales y actividades inclusivas para jóvenes, que evidenciaron el potencial de enfoques diferenciados, aunque sin escalarse de manera consistente.
207. **La aplicación limitada del enfoque territorial restringió la efectividad, la apropiación local y la sostenibilidad del portafolio.** Aunque el programa más reciente incorporó algunos elementos de desarrollo territorial, el enfoque no se implementó de manera sistemática ni articulada. La participación de gobiernos locales, mancomunidades y sector privado fue débil, y la coordinación con otras iniciativas de desarrollo resultó insuficiente, lo que redujo la integración institucional de las actividades. En recursos naturales y cambio climático, los proyectos promovieron prácticas valiosas, pero de forma fragmentada y sin una lógica territorial que permitiera su expansión e impacto estructural. Las organizaciones de productores mostraron vínculos institucionales frágiles en sus entornos locales, y varias innovaciones introducidas no se escalaron por falta de institucionalización y desconexión con estructuras territoriales duraderas.
208. **La focalización limitada y dispersa redujo la equidad y la efectividad en la atención a los grupos más vulnerables.** La amplia dispersión geográfica disminuyó las posibilidades de acompañamiento técnico sostenido, especialmente en contextos de ejecución acelerada. Persistieron barreras estructurales para incluir a los hogares más pobres: en algunos casos la selección de beneficiarios respondió a vínculos familiares o políticos, y la exigencia de contrapartidas en efectivo excluyó a quienes no podían cubrir este requisito. La inclusión de mujeres avanzó, pero la de jóvenes, pueblos indígenas y afrodescendientes fue restringida por la falta de estrategias diferenciadas. A esto se sumó la debilidad de los sistemas de monitoreo, que no generaron datos desagregados por grupo o territorio, lo que impidió evaluar con precisión el alcance real y realizar ajustes oportunos.

209. **Persistieron brechas críticas en acceso a mercados y en inclusión financiera, lo que limitó el impacto transformador del portafolio.** Las organizaciones de productores enfrentaron limitaciones estructurales por la falta de asistencia técnica y comercial continua, y por una articulación institucional insuficiente. El énfasis en la producción, sin estrategias sólidas de comercialización ni análisis de mercado, generó dependencia de mercados monopsonios, como en leche, papa y café, y redujo la rentabilidad. También se observó un desfase entre los procesos de fortalecimiento organizativo y los planes de inversión, mientras que los sistemas de información de mercado previstos no se implementaron. En el ámbito financiero, las cajas rurales ampliaron el acceso básico al crédito y al ahorro, pero permanecieron aisladas, sin vínculos con instituciones formales que les permitieran escalar su impacto. Las metas de inclusión financiera no se cumplieron y la gestión tributaria de las asociaciones siguió rezagada. Además, no se aprovecharon sinergias con programas complementarios, como COMRURAL, que hubieran fortalecido sus capacidades comerciales y financieras.
210. **El seguimiento, la evaluación y el aprendizaje fueron débiles, lo que redujo la capacidad de gestión adaptativa y de incidencia en políticas.** Los sistemas de seguimiento, evaluación y aprendizaje implementados no generaron datos confiables ni oportunos, lo que limitó el monitoreo de avances, la corrección de rumbo y la demostración de resultados. La documentación de proyectos cerrados fue difícil de acceder, reflejando la falta de memoria institucional causada por la alta rotación de personal y la ausencia de estrategias de gestión del conocimiento. Como resultado, las lecciones no se sistematizaron ni se tradujeron en insumos para políticas o procesos de escalamiento, y esta debilidad también limitó la construcción de alianzas estratégicas con otros socios del desarrollo.
211. **El portafolio enfrentó deficiencias persistentes de eficiencia que comprometieron la calidad técnica, la participación comunitaria y la continuidad de los resultados.** Los proyectos se caracterizaron por retrasos prolongados en las etapas iniciales seguidos de fases de ejecución acelerada, lo que derivó en intervenciones apresuradas y de menor calidad. Estos patrones reflejaron cuellos de botella estructurales, como la débil institucionalización de las unidades ejecutoras, la alta rotación de personal clave y procesos de selección que no siempre garantizaron las capacidades necesarias. La ejecución basada en desempeño fue limitada, y trámites clave, como la legalización de organizaciones, la movilización de cofinanciación y la preparación de estrategias de salida, se retrasaron, ralentizando la ejecución y generando sobrecargas al final de los ciclos.
212. **En síntesis, los resultados alcanzados fueron significativos pero frágiles, y corrieron el riesgo de estancarse o declinar al no haberse abordado las limitaciones estructurales de eficiencia, sostenibilidad y entorno institucional.** Los proyectos del portafolio demostraron que, incluso en un contexto institucional complejo, fue posible alcanzar avances relevantes en inclusión financiera, infraestructura rural y fortalecimiento organizativo. Sin embargo, estos logros deben entenderse como frágiles, pues se alcanzaron en un entorno marcado por limitaciones significativas en eficiencia, sostenibilidad, institucionalización y articulación con políticas nacionales. Sin abordar estos cuellos de botella estructurales, existe un riesgo elevado de estancamiento o retroceso de los resultados en el mediano plazo, lo que subraya la necesidad de fortalecer el entorno habilitante y las capacidades institucionales para garantizar impactos duraderos.

## **B. Recomendaciones**

213. **Recomendación 1: Consolidar un enfoque territorial integral, articulado y operativo para mejorar la efectividad, sostenibilidad e institucionalización de las intervenciones.** La consolidación de este enfoque requiere que los futuros proyectos se diseñen de manera multidimensional y sistémica, combinando las dimensiones sociales, productivas, ambientales y de gobernanza. En este proceso,

será clave promover una coordinación efectiva entre múltiples actores, gobiernos locales, organizaciones de productores, sector privado, sociedad civil y cooperación internacional, para asegurar la pertinencia, sostenibilidad y escalabilidad de las intervenciones.

- a) Definir una priorización territorial explícita basada en criterios de pobreza, vulnerabilidad climática y potencial de articulación institucional, que guíe la selección de zonas de intervención.
- b) Anclar los proyectos en territorios definidos, fomentando la coordinación entre gobiernos municipales y mancomunidades, organizaciones de productores, ONG, sector privado y otros actores de cooperación, asegurando que gobiernos locales y mancomunidades participen activamente en el diseño y ejecución para fortalecer el seguimiento y la sostenibilidad de las intervenciones.
- c) Fortalecer las capacidades de planificación territorial, vinculando los proyectos con planes locales y regionales de desarrollo y garantizando la participación efectiva, desde el diseño, de gobiernos municipales y mancomunidades como actores centrales para la sostenibilidad en el territorio.
- d) Integrar la gestión sostenible de los recursos naturales y la adaptación al cambio climático en el diseño de nuevas intervenciones, vinculándolas al contexto territorial y asegurando su integración institucional.
- e) Asegurar que las organizaciones de productores apoyadas se conecten con redes institucionales locales, y que las innovaciones introducidas se desarrollen en entornos propicios para su escalamiento.

214. **Recomendación 2: Definir y aplicar estrategias de focalización robustas, diferenciadas y contextualizadas para llegar efectivamente a los grupos más vulnerables.** En el marco del próximo COSOP y de los nuevos proyectos, será necesario avanzar hacia mecanismos claros y operativos de focalización, que combinen criterios poblacionales y territoriales y se apoyen en procesos participativos. Estas estrategias deberán trascender los enfoques generalistas, precisando criterios verificables de selección, metas concretas de cobertura y mecanismos adaptados a las realidades locales.

- a) Establecer criterios explícitos de focalización que garanticen la inclusión de mujeres, jóvenes, Pueblos Indígenas, afrodescendientes, personas con discapacidad y hogares en pobreza extrema.
- b) Definir metas verificables de cobertura y mecanismos operativos diferenciados, adaptados a las barreras que enfrentan los distintos grupos, por ejemplo, flexibilizando contrapartidas económicas según el nivel de vulnerabilidad.
- c) Diseñar rutas de acceso diferenciadas y culturalmente sensibles, tomando en cuenta las condiciones sociales, económicas y organizativas de los territorios priorizados.
- d) Apoyar la focalización en análisis de vulnerabilidad territorial y diagnósticos participativos, incorporados desde la fase de diseño de los proyectos.
- e) Asegurar la disponibilidad y uso de información desagregada por sexo, edad, etnia y localización geográfica, de manera que se pueda monitorear el alcance real de las intervenciones, realizar ajustes oportunos y retroalimentar la toma de decisiones estratégicas.

215. **Recomendación 3: Fortalecer el acceso a mercados y servicios financieros mediante intervenciones estructuradas, integrales y articuladas con actores clave del ecosistema económico.** En el marco del próximo COSOP y de los nuevos proyectos, será necesario abordar de forma más ambiciosa e integrada las brechas en inclusión económica. Para ello se deberá impulsar el desarrollo de cadenas de valor sólidas, sostenibles y adaptadas a los contextos territoriales, así

como servicios financieros innovadores y accesibles que respondan a las necesidades de los pequeños productores rurales.

- a) Superar el enfoque centrado exclusivamente en la producción, incorporando estrategias claras de comercialización, análisis de mercado y articulación con actores económicos relevantes.
- b) Garantizar asistencia técnica y comercial continua, acompañada de planes de inversión coherentes con las capacidades organizativas de las asociaciones de productores.
- c) Desarrollar e implementar sistemas de información de mercado efectivos, que faciliten la toma de decisiones y la inserción competitiva de los pequeños productores.
- d) Promover la diversificación de mercados, reduciendo la dependencia de compradores únicos (monopsonios), como los observados en rubros como leche, papa y café.
- e) Consolidar el rol de las cajas rurales, fortaleciendo su gobernanza, sostenibilidad y vínculos con instituciones financieras formales para facilitar el escalamiento y ampliar el acceso a servicios.
- f) Diseñar servicios financieros innovadores y adaptados al perfil de riesgo y capacidad de pago de los pequeños productores rurales.
- g) Construir alianzas estratégicas con sector privado, instituciones financieras, organismos públicos y cooperantes, para impulsar modelos de negocio rurales, agropecuarios y no agropecuarios, inclusivos y con visión de largo plazo.

216. **Recomendación 4: Reforzar los sistemas de monitoreo, evaluación y aprendizaje para promover decisiones basadas en evidencia, mejorar la sostenibilidad e impulsar la escalabilidad.** En el marco del próximo COSOP y de los nuevos proyectos, será necesario realizar una inversión sostenida en el fortalecimiento de los sistemas de monitoreo, evaluación y aprendizaje, asegurando su diseño desde las etapas iniciales y su plena integración en la gestión de programas. Estos sistemas deberán ser utilizados no solo como instrumentos de reporte, sino como herramientas activas de gestión adaptativa y toma de decisiones estratégicas.

- a) Formular marcos de resultados claros, con indicadores centrados en efectos y resultados que permitan medir cambios sostenibles.
- b) Incorporar herramientas de seguimiento participativo, que recojan información desagregada por grupo poblacional y territorio.
- c) Promover el uso activo de los sistemas monitoreo, evaluación y aprendizaje como base para ajustes de estrategia, gestión adaptativa y mejora continua durante la implementación.
- d) Fortalecer la gestión del conocimiento, sistematizando y documentando experiencias, buenas prácticas e innovaciones, incluyendo aquellas que no resultaron exitosas, para alimentar el aprendizaje organizacional.
- e) Empaquetar la información de manera accesible y estratégica, de modo que sirva para el diseño y rediseño de proyectos, la incidencia en políticas públicas y las estrategias de escalamiento.
- f) Establecer plataformas de intercambio y aprendizaje entre proyectos, instituciones aliadas y socios del desarrollo, contribuyendo a una memoria institucional sólida y a la articulación con agendas más amplias del país. Diseñar marcos de resultados claros con indicadores centrados en efectos y resultados.

217. **Recomendación 5: Abordar de forma estructural los cuellos de botella que afectan la eficiencia y sostenibilidad del portafolio mediante una gestión**

**anticipada, estable y orientada al desempeño.** En el marco del próximo COSOP y de los nuevos proyectos (2025–2030), será fundamental priorizar la eficiencia operativa como un pilar de calidad y sostenibilidad. Ello implica superar retrasos recurrentes en la puesta en marcha y ejecuciones aceleradas hacia el cierre, mediante procesos de planificación más previsibles, mecanismos de gestión orientados al desempeño y una institucionalidad fortalecida para la implementación.

- a) Implementar procesos de planificación realistas y previsibles, alineados con las capacidades institucionales, desde las etapas iniciales de los proyectos.
- b) Adoptar mecanismos de gestión orientados al desempeño, con metas claras y sistemas de seguimiento que permitan ajustar la ejecución de manera oportuna.
- c) Avanzar en la institucionalización de las unidades ejecutoras, reduciendo la dependencia de estructuras ad hoc y fortaleciendo la sostenibilidad institucional.
- d) Estabilizar los equipos técnicos mediante la selección de los perfiles adecuados, procesos de contratación transparentes y estrategias de retención de capacidades clave.
- e) Agilizar trámites administrativos y legales críticos, como la legalización de organizaciones de productores y la movilización oportuna de la cofinanciación nacional.
- f) Incorporar desde el diseño estrategias de salida claras y operativas, con responsabilidades, recursos y cronogramas definidos, para asegurar apropiación local y sostenibilidad post-proyecto.
- g) Reforzar los sistemas de monitoreo del desempeño institucional y financiero, de modo que permitan identificar y corregir desviaciones a tiempo, evitando ejecuciones apresuradas que afectan la calidad técnica y la participación de los beneficiarios.

# Definiciones de los criterios de evaluación utilizados por OIE

## Criterios de evaluación

### Relevancia

Medida en que i) los objetivos de la intervención o estrategia son congruentes con los requisitos de los beneficiarios, las necesidades del país, las prioridades institucionales y las políticas de los asociados y los donantes; ii) el diseño de las intervenciones o la estrategia\* y las estrategias de focalización adoptadas se ajustan a los objetivos, y iii) la intervención o estrategia se ha (re)adaptado para responder a los cambios del contexto.

\*En las evaluaciones se analizará la estrategia seguida, ya sea explícita (escrita) o implícita.

### Coherencia

Engloba los conceptos de coherencia externa e interna. La coherencia externa es la congruencia de la estrategia con las intervenciones de otros actores en el mismo contexto. La coherencia interna se refiere a la lógica interna de la estrategia, incluido el carácter complementario de los objetivos crediticios y no crediticios dentro del programa en el país.

Las actividades no crediticias son ámbitos específicos para evaluar la coherencia.

Se evalúa la **gestión de los conocimientos**: medida en que el programa financiado por el FIDA en el país recoge, crea, extrae, difunde y utiliza los conocimientos.

También se evalúa la **creación de asociaciones**: medida en que el FIDA establece asociaciones oportunas, eficaces y sostenibles con instituciones gubernamentales, organizaciones internacionales, el sector privado, organizaciones que representan a grupos marginados y otros asociados para el desarrollo a fin de cooperar, evitar la duplicación de esfuerzos y aprovechar la ampliación de escala de las buenas prácticas e innovaciones reconocidas en apoyo de la agricultura en pequeña escala y el desarrollo rural.

Además, se evalúa la **colaboración en el ámbito de las políticas**: medida en que el FIDA y las partes interesadas en el país colaboran, y los avances de esa colaboración, para apoyar el diálogo sobre las prioridades en materia de políticas o el diseño, la aplicación y la evaluación de las instituciones, las políticas y los programas oficiales que determinan las oportunidades económicas generadas para que un gran número de personas de las zonas rurales puedan salir de la pobreza.

### Eficacia

Medida en que la intervención o la estrategia en el país ha logrado, o se espera que logre, sus objetivos y resultados al momento de la evaluación, incluido cualquier resultado diferencial entre grupos. Un subámbito específico de la eficacia se refiere a la innovación, es decir, la medida en que las intervenciones han aportado una solución (práctica, enfoque o método, proceso, producto o norma) que es novedosa con respecto al contexto específico, el marco temporal y las partes interesadas (usuarios previstos de la solución), con la finalidad de mejorar el desempeño y/o hacer frente a uno o varios problemas relacionados con la reducción de la pobreza rural.

### Eficiencia

Medida en que la intervención o estrategia consigue, o es probable que consiga, resultados de forma económica y oportuna. "Económica" se refiere a la conversión de insumos (por ejemplo, fondos, conocimientos técnicos, recursos naturales, tiempo) en productos, efectos directos e impacto de la manera más rentable posible, en comparación con las alternativas viables en el contexto. La consecución "oportuna" es la que se produce en el plazo previsto, o en un plazo razonablemente ajustado a las demandas provenientes de la evolución del contexto. Esto puede incluir la evaluación de la eficiencia operacional (grado en que se ha gestionado adecuadamente la intervención).

### Impacto

Medida en que una intervención o estrategia en el país ha generado, o se espera que genere, efectos significativos de nivel superior, positivos o negativos, previstos o no previstos. Este criterio comprende los ámbitos siguientes:

- cambios en los ingresos, los activos y la capacidad productiva;
- cambios en el capital social/humano;
- cambios en la seguridad alimentaria y la nutrición de los hogares, y
- cambios en las instituciones y las políticas.

En la evaluación del impacto se tratará de determinar si los cambios han sido transformadores, generando modificaciones que pueden llevar a las sociedades a vías de desarrollo fundamentalmente diferentes (por ejemplo, debido a la magnitud o a los efectos distributivos de los cambios para los grupos pobres y marginados).

### Sostenibilidad

Medida en que las autoridades gubernamentales, las organizaciones donantes, el sector privado y otros organismos mantienen y amplían de escala (o es probable que mantengan y amplíen de escala) los beneficios netos de la intervención o la estrategia.

Nota: Esto incluye un examen de la capacidad financiera, económica, social, ambiental e institucional de los sistemas que se necesitan para mantener los beneficios netos a lo largo del tiempo. Implica el análisis de la resiliencia, los riesgos y las posibles contrapartidas.

**Criterios de evaluación**

Un ámbito específico de la sostenibilidad es la gestión de los recursos naturales y el medio ambiente y adaptación al cambio climático: medida en que las intervenciones o la estrategia de desarrollo contribuyen a mejorar la sostenibilidad ambiental y la resiliencia al cambio climático en la agricultura en pequeña escala.

La ampliación de escala\* se produce cuando i) los asociados bilaterales y multilaterales, el sector privado y las comunidades adoptan y difunden la solución probada por el FIDA; ii) otras partes interesadas invierten recursos para llevar la solución a escala, y iii) el Gobierno aplica un marco normativo para generalizar la solución probada por el FIDA (de la práctica a la política).

\*Téngase en cuenta que la ampliación de escala no solo se refiere a las innovaciones.

**Igualdad de género y empoderamiento de las mujeres**

Medida en que las intervenciones del FIDA han contribuido a una mayor igualdad de género y al empoderamiento de las mujeres, por ejemplo en lo que respecta al acceso de las mujeres a los bienes, recursos y servicios y a su propiedad; la participación en la adopción de decisiones; el equilibrio de la carga de trabajo y el impacto en los ingresos, la nutrición y los medios de vida de las mujeres, y la promoción de cambios sostenibles, inclusivos y de gran alcance en las normas sociales, las actitudes, los comportamientos y las creencias que sustentan la desigualdad de género.

En las evaluaciones se valorará en qué medida las intervenciones y estrategias han sido transformadoras en materia de género con relación al contexto, al i) abordar las causas profundas de la desigualdad y la discriminación de género; ii) actuar sobre los roles de género, las normas y las relaciones de poder, y iii) promover procesos más amplios de cambio social (más allá de la intervención inmediata).

Los evaluadores tendrán en cuenta los efectos diferenciales en función del género y la forma en que estos interactúan con otras formas de discriminación (como por motivos de edad, etnia, condición social y discapacidad), lo que también se conoce como interseccionalidad de género.

**Desempeño de los asociados** (evaluado de forma separada para el FIDA y el Gobierno):

Medida en que el FIDA y el Gobierno (incluidas las autoridades centrales y locales y los organismos de ejecución) han apoyado el diseño, la ejecución y el logro de resultados, un entorno normativo propicio y el impacto y la sostenibilidad de la intervención o el programa en el país. Se evalúa la idoneidad del sentido de apropiación y la responsabilidad del prestatario durante todas las fases del proyecto, incluidos el Gobierno y el organismo de ejecución, para garantizar la calidad de la preparación y la ejecución, el cumplimiento de los convenios y acuerdos y el apoyo a un entorno normativo propicio y para sentar las bases de la sostenibilidad y fomentar la participación de las partes interesadas en el proyecto.

*Fuente:* Manual de Evaluación del FIDA (2022).

## Matriz de evaluación

Criterios de evaluación y definición	Preguntas claves	Métodos y fuentes
<b>PERTINENCIA</b>		
<p>La medida en que: (i) los objetivos de la intervención/estrategia* son consistentes con los requisitos de los beneficiarios, las necesidades del país, las prioridades institucionales y las políticas de socios y donantes; (ii) el diseño de las intervenciones/estrategia, las estrategias de focalización adoptadas son consistentes con los objetivos; y (iii) la intervención/estrategia se ha (re)adaptado para abordar los cambios en el contexto.</p>	<p><b>Objetivos:</b></p> <p>1.1 ¿En qué medida y de qué manera la estrategia y el programa han sido pertinentes y se han ajustado a: (i) las necesidades, prioridades y desafíos de desarrollo del país, las políticas y estrategias nacionales; ii) las estrategias y políticas del FIDA; (iii) las necesidades de los beneficiarios y adaptadas a las personas muy pobres o marginadas o a categorías especiales?</p> <p>1.2 FIDA ha tenido un rol relevante al abrir oportunidades para los/las pobres rurales involucrados/as en la microempresa rural y la agricultura familiar, incluyendo mujeres, jóvenes, poblaciones indígenas y afrohondureñas? Si el FIDA mostró relevancia, ¿cuáles han sido los motivos por los cuales no hubo asignación de recursos en 2019 y se produjo una disminución significativa en 2022 comparado con los ciclos PBAS precedentes?</p> <p><b>Diseño / focalización</b></p> <p>1.3 ¿Cuál ha sido el grado de definición de los beneficiarios (tanto en el COSOP como en las operaciones)? ¿Se ha definido una población objetivo (PO) específica? ¿Hubo atención a mujeres, jóvenes, Pueblos Indígenas y afrohondureños, y otros grupos marginados y/o vulnerables? ¿Se ha hecho un análisis sólido para identificar los problemas y necesidades de la PO en cada proyecto?</p> <p>1.4 ¿La estrategia de focalización ha sido adecuada y diferenciada? ¿Qué método se ha planteado?</p> <p>1.5 ¿Cuáles han sido los criterios de focalización geográfica aplicados? ¿El análisis de la pobreza para la selección de las áreas geográficas a cubrir ha sido sólido?</p> <p>1.6 ¿Por qué los COSOPs no han contado con un enfoque geográfico específico?</p> <p><b>Diseño / calidad</b></p> <p>1.7 ¿Cuál ha sido la calidad del diseño de los proyectos? ¿Se han tenido debidamente en cuenta las lecciones extraídas de intervenciones/proyectos/programas anteriores en el diseño de las estrategias y los proyectos/programas? ¿Ha habido problemas de diseño recurrentes o comunes?</p> <p>1.8 ¿El diseño ha sido realista en términos de adecuación al contexto y capacidades de ejecución? ¿Se han tenido debidamente en cuenta las capacidades gubernamentales (a todos los niveles) y de otras partes interesadas (p.ej., organizaciones rurales, proveedores de servicios, IFI) en el diseño de los programas? ¿Los esquemas de ejecución han sido conducentes a un buen desarrollo de las operaciones? ¿Los riesgos han sido bien identificados y mitigados con supuestos (explícitos e implícitos) realistas?</p> <p>1.9 ¿La lógica interna a la teoría de cambio (COSOP y proyectos) ha sido sólida? ¿Los objetivos contaron con indicadores SMART? ¿Las actividades/insumos fueron suficientes para alcanzar los objetivos?</p>	<p><b>Fuentes:</b> documentos estratégicos y políticas del Gobierno de Honduras; COSOPs y otros documentos estratégicos y políticas del FIDA; documentos de proyectos y donaciones FIDA; evaluaciones de la OIE; literatura especializada en pobreza rural y en los temas específicos abordados por cada programa</p> <p><b>Métodos:</b> revisión documental; entrevistas individuales o grupales (a distancia y durante el trabajo de campo) a personal de FIDA y de la UAP, autoridades del Gobierno, equipos de proyecto, beneficiarios, personal de otros cooperantes, miembros de la academia y el sector privado, movimientos y redes del territorio y otras partes interesadas.</p>

\*En las evaluaciones se analizará la estrategia seguida, ya sea explícita (escrita) o implícita.

Criterios de evaluación y definición	Preguntas claves	Métodos y fuentes
--------------------------------------	------------------	-------------------

**Diseño / modificaciones**

- 1.10 ¿Hubo cambios en los diseños de los proyectos? ¿Estuvieron bien justificados y llevaron mejoras? ¿En qué medida se adaptó el diseño a los cambios del contexto (si procede)?
- 1.11 ¿En qué medida el enfoque basado en escenarios del COSOP 2020–2025 ha contribuido a asegurar la alineación estratégica y la adaptabilidad del programa de país del FIDA frente a contextos macroeconómicos cambiantes?

**Diseño / temas**

- 1.12 ¿Se han abordado los temas prioritarios del FIDA (género, juventud, cambio climático, nutrición) en los COSOP y los proyectos/programas? ¿Se han asignado recursos suficientes para abordar las cuestiones relacionadas? ¿Se recuperaron experiencias de proyectos de ALC?
- 1.13 ¿Hasta qué punto han sido pertinentes e inclusivas las intervenciones en materia de finanza rural y acceso a mercados? ¿En qué medida la selección de los socios ha sido adecuada?

COHERENCIA		
------------	--	--

Engloba los conceptos de coherencia externa e interna. La coherencia externa es la congruencia de la estrategia con las intervenciones de otros actores en el mismo contexto. La coherencia interna se refiere a la lógica interna de la estrategia, incluido el carácter complementario de los objetivos crediticios y no crediticios dentro del programa en el país. Las actividades no crediticias son ámbitos específicos para evaluar la coherencia.

- i. *Gestión de los conocimientos.* Medida en que el programa en el país financiado por el FIDA capta, crea, destila, difunde y utiliza los conocimientos.
- ii. *Creación de asociaciones.* Medida en que el FIDA establece asociaciones oportunas, eficaces y sostenibles con instituciones gubernamentales, organizaciones internacionales, el sector privado, organizaciones que representan a grupos marginados y otros asociados para el desarrollo a fin de cooperar, evitar la duplicación de esfuerzos y aprovechar la ampliación de escala de las buenas prácticas e innovaciones reconocidas en apoyo de

**Coherencia externa**

- 2.1 ¿Cuál ha sido el valor agregado y la ventaja comparativa del FIDA en Honduras?
- 2.2 ¿De qué manera los COSOP y las operaciones han sido coherentes y complementarias con las intervenciones de otros actores en el país (coordinación, complementariedad, sinergias)? ¿Se ha generado duplicación de esfuerzos?
- 2.3 ¿Qué mecanismos y espacios existen para promover el dialogo, la complementariedad, la armonización y la coordinación con otros agentes que trabajan en el mismo espacio? ¿Qué papel ha jugado el Gobierno en esos espacios y mecanismos?

**Coherencia interna**

- 2.4 ¿En qué medida ha habido sinergias e interrelaciones entre los distintos elementos de la estrategia/programa nacional (es decir, proyectos, actividades crediticias y no crediticias)?
- 2.5 ¿De qué manera la falta de presencia de FIDA en el país, así como la dispersión territorial de su intervención han impactado el desarrollo de sinergias entre diferentes iniciativas (proyectos, actividades crediticias y no crediticias)?
- 2.6 ¿Las actividades no crediticias han contribuido a los COSOP y las operaciones del FIDA en el país? ¿De qué manera?
- 2.7 ¿En qué medida el conjunto de operaciones financiadas por FIDA es suficientes para alcanzar los objetivos establecidos en el COSOP?
- 2.8 ¿En qué medida la creación de la UAP ha contribuido a una mejor coherencia interna?

**Creación de asociaciones**

- 2.9 ¿Existen ejemplos concretos de colaboración entre el FIDA y otros actores (organismos de desarrollo, instituciones gubernamentales, movimientos y redes sociales, sector privado) durante el periodo de evaluación? ¿Cuál ha sido el rol de FIDA? ¿Qué resultados se han alcanzado? ¿Cuáles han sido los factores de suceso y los desafíos?
- 2.10 De las asociaciones planeadas en el COSOP, ¿cuáles se han materializado? ¿Por qué no se han materializado las que no lo hicieron? ¿En qué medida los movimientos nacionales de

**Fuentes:** documentos estratégicos y políticas del Gobierno de Honduras; COSOPs y otros documentos estratégicos y políticas del FIDA; documentos de proyectos y donaciones FIDA; evaluaciones de la OIE; literatura especializada en pobreza rural y en los temas específicos abordados por cada programa; documentos de otros asociados, organizaciones y donantes activos en el país

**Métodos:** revisión documental; entrevistas individuales o grupales (a distancia y durante el trabajo de campo) a personal de FIDA y de la UAP, autoridades del Gobierno, equipos de proyecto, beneficiarios, y otras partes interesadas; Mapeo de intervenciones apoyadas por asociados y otras organizaciones en el país.

Criterios de evaluación y definición	Preguntas claves	Métodos y fuentes
<p>la agricultura en pequeña escala y el desarrollo rural.</p> <p>iii. <i>Actuación en el ámbito de las políticas.</i> Medida en que el FIDA y las partes interesadas en el país se comprometen, así como los progresos realizados, en el apoyo al diálogo sobre las prioridades en materia de políticas o el diseño, la aplicación y la evaluación de las instituciones, las políticas y los programas oficiales que conforman las oportunidades económicas para que un gran número de personas de las zonas rurales salgan de la pobreza.</p>	<p>agricultores familiares, mujeres y Pueblos Indígenas han generado alianzas con los proyectos y cómo FIDA los ha podido apoyar en el diálogo político nacional?</p> <p><b>Sobre la gestión de conocimiento</b></p> <p>2.11 ¿Se han definido las actividades de gestión de los conocimientos en los COSOP y/o existe una estrategia nacional para la gestión de los conocimientos? ¿Los proyectos han contado con alguna estrategia de gestión del conocimiento/comunicación? ¿Qué instrumentos, sistemas y enfoques se han apoyado?</p> <p>2.12 ¿En qué medida se han recopilado, documentado y difundido las enseñanzas y los conocimientos?</p> <p>2.13 ¿En qué medida el FIDA ha promovido – de manera coherente y articulada – innovaciones y conocimientos orientados a impulsar alternativas para la microempresa rural, la finanza rural, el empleo juvenil y la AF, entre otros, para incidir en el diálogo, el diseño y la implementación de políticas en favor de los pobres rurales en estos ámbitos?</p> <p><b>Sobre la actuación de políticas</b></p> <p>2.14 Con base en su experiencia programática y de gestión de conocimiento, ¿en qué medida ha contribuido el FIDA al debate sobre diseño, aplicación y evaluación de políticas, programas y reformas institucionales? ¿Cuáles han sido los factores clave de los éxitos y los principales retos?</p> <p>2.15 ¿Existe algún cambio político real al que haya contribuido el FIDA? ¿Se ha documentado?</p> <p>2.16 ¿Cuál ha sido la contribución de las donaciones a la mejora del diálogo político?</p>	

83

<b>EFICACIA (incluyendo Innovación)</b>		
<p><b>Eficacia.</b> Medida en que la intervención o la estrategia en el país ha logrado, o se espera que logre, sus objetivos y resultados en el momento de la evaluación, incluido cualquier resultado diferencial entre grupos.</p>	<p><b>Alcance de resultados</b></p> <p>3.1. ¿Se han cumplido, o es probable que se cumplan, los objetivos de la intervención o la estrategia y el programa en el país en el momento de la evaluación?</p> <p>3.2. ¿Han cumplido las intervenciones o las estrategias otros objetivos o han tenido alguna consecuencia inesperada?</p> <p>3.3. Para cada área temática identificada, ¿cuáles han sido las principales estrategias y herramientas adoptadas? ¿Cuáles han sido los puntos fuertes y débiles? ¿Cuáles han sido los logros concretos? ¿</p> <p>3.4. Para aquellos resultados que no se han podido/podrán ser alcanzados, ¿a qué se debe? ¿Qué medidas se han implementado para remediar la situación y qué medidas se pudieron haber tomado?</p> <p>3.5. ¿Ha habido cambios/retos en el contexto del programa/proyecto que han afectado a la eficacia (por ejemplo, la pandemia COVID-19, la guerra entre Rusia y Ucrania, los huracanes Eta e Iota, el clima y/o las crisis económicas)? En caso afirmativo, ¿qué cambios se han producido y de qué manera han afectado a la eficacia? ¿Cómo se han abordado?</p>	<p><b>Fuentes:</b> documentos estratégicos y políticas del Gobierno de Honduras; COSOPs y otros documentos estratégicos y políticas del FIDA; documentos de proyectos y donaciones FIDA; evaluaciones de la OIE; bases de datos administrativas de los programas / datos procedentes de sistemas de seguimiento y evaluación (SyE); evaluaciones de impacto; encuestas.</p> <p><b>Métodos:</b> revisión documental; análisis de datos (cuantitativo y cualitativo); encuestas; entrevistas individuales o grupales (a distancia y durante el trabajo de campo) a personal de FIDA y de la UAP,</p>

Criterios de evaluación y definición	Preguntas claves	Métodos y fuentes
--------------------------------------	------------------	-------------------

	3.6. ¿De qué manera la falta de presencia de FIDA en el país, así como la dispersión territorial de su intervención han impactado sobre el monitoreo y acompañamiento a los programas para garantizar resultados?	autoridades del Gobierno, equipos de proyecto, beneficiarios, y otras partes interesadas.
--	---	---

**Alcance**

	3.7. ¿Cuán eficaz ha sido el FIDA para llegar a mujeres rurales y jefas de hogar, jóvenes, poblaciones indígenas y afrohondureñas? ¿Qué mecanismos e intervenciones han resultado más eficaces para llegar a los grupos vulnerables?	
	3.8. ¿En qué medida se han beneficiado los grupos vulnerables de las intervenciones apoyadas por el FIDA? ¿En qué medida ha reducido el programa las vulnerabilidades de hombres y mujeres, jóvenes, Pueblos Indígenas y afrohondureños pobres (medioambientales, sociales y económicas)? ¿Qué factores han contribuido al éxito? ¿Cuáles han sido los principales retos? ¿Qué esfuerzos se han empleado para hacer frente a los principales retos y qué resultados han arrojado dichos esfuerzos?	
	3.9. ¿En qué medida se han valorizado saberes y prácticas de Pueblos Indígenas y afrohondureños? ¿Con qué resultados?	

**Innovación:** Un sub-ámbito específico de la eficacia se refiere a: La innovación, es decir, medida en que las intervenciones han aportado una solución (práctica, enfoque o método, proceso, producto o norma) que es novedosa con respecto al contexto específico, el marco temporal y las partes interesadas (usuarios previstos de la solución), con la finalidad de mejorar el desempeño y/o hacer frente a uno o varios problemas relacionados con la reducción de la pobreza rural.

	4.1. ¿En qué medida el programa ha apoyado o promovido innovaciones ajustadas a las necesidades o los problemas de las partes interesadas?	
	4.2. ¿Han sido las innovaciones inclusivas y accesibles para una diversidad de agricultores (con relación al género, personas con discapacidad, Pueblos Indígenas, jóvenes y la diversidad de grupos socioeconómicos)?	
	4.3. ¿Qué innovaciones se han ampliado con éxito? ¿Qué factores han contribuido al éxito de la introducción y ampliación de estas innovaciones? ¿Qué innovaciones no han funcionado bien y por qué? ¿Qué podría haberse hecho de forma diferente para que esas innovaciones tuvieran éxito?	
	4.4. ¿Cuál ha sido la contribución de las subvenciones a la promoción de las innovaciones que han tenido éxito?	
	4.5. ¿En qué medida se han aprovechado las tecnologías de la información y las comunicaciones en la cartera del FIDA y cuán eficaz y sostenible fue su uso?	

**EFICIENCIA**

Medida en que la intervención o estrategia consigue, o es probable que consiga, resultados de forma económica y oportuna. "Económica" significa la conversión de insumos (por ejemplo, fondos, conocimientos técnicos, recursos naturales, tiempo) en productos, efectos directos e impactos de la manera más rentable posible, en comparación con las alternativas viables en el contexto. La

	5.1. ¿Qué relación existe entre beneficios y costos (por ejemplo, valor actual neto, tasa interna de retorno)? ¿Cómo es en comparación con intervenciones similares (si la comparación es plausible)?	
	5.2. ¿Son los costos unitarios de las intervenciones específicas coherentes con las prácticas reconocidas y los resultados obtenidos?	
	5.3. ¿Son los ratios de los costos de gestión del programa justificables con respecto a los objetivos de la intervención y los resultados alcanzados, teniendo en cuenta el contexto y los acontecimientos imprevisibles?	

**Fuentes:** COSOPs; documentos de proyectos; evaluaciones de la OIE; bases de datos de programas / datos de sistemas de SyE; bases de datos administrativas FIDA (OBI, FMDB, ORMS); informes de auditoría; datos de otros proyectos

**Métodos:** revisión documental; análisis de datos; comparación con experiencias de FIDA en otros países

Criterios de evaluación y definición	Preguntas claves	Métodos y fuentes
<p>consecución “oportuna” es la que se produce en el plazo previsto, o en un plazo razonablemente ajustado a las demandas provenientes de la evolución del contexto. Esto puede incluir la evaluación de la eficiencia operacional (grado en que se ha gestionado adecuadamente la intervención).</p>	<p>5.4 ¿Es el plazo del diseño y la ejecución de la intervención justificable, teniendo en cuenta los resultados alcanzados, el contexto específico y los acontecimientos imprevisibles?</p> <p>5.5 ¿Han sido adecuados y se han movilizado oportunamente los recursos financieros, humanos y técnicos? ¿Cuál ha sido el impacto de la no concretización de la financiación internacional para proyectos como HDN y PRO-LENCA?</p> <p>5.6 ¿Han estado las oficinas de gestión de proyectos suficientemente dotadas de personal y han sido eficaces en la ejecución de las tareas?</p> <p>5.7 ¿Cómo ha funcionado la UAP? ¿Ha permitido su creación aumentar la eficiencia? ¿Cuáles han sido los retos? ¿Hay margen de mejora? ¿Cuáles son las lecciones aprendidas?</p> <p>5.8 ¿Qué factores afectaron a la eficiencia de las intervenciones del FIDA?</p> <p>5.9 ¿Hubo aprovechamiento de las capacidades instaladas (institucionales/organizaciones, técnicas, apalancamiento de recursos)?</p> <p>5.10 ¿Hubo capitalización de otras experiencias del FIDA en ALC?</p>	<p>y de otras agencias/organismos; entrevistas individuales o grupales (a distancia y durante el trabajo de campo) a personal del FIDA y de la UAP, autoridades del Gobierno, equipos de proyecto, beneficiarios y otras partes interesadas.</p>
<b>IMPACTO</b>		
<p>Medida en que una intervención o estrategia en el país ha generado, o se espera que genere, efectos significativos de nivel superior, positivos o negativos, previstos o no previstos. Este criterio comprende los ámbitos siguientes: cambios en los ingresos, los activos y la capacidad productiva; cambios en el capital social/humano; cambios en la seguridad alimentaria y la nutrición de los hogares; cambios en las instituciones y las políticas. En la evaluación del impacto se tratará de determinar si los cambios han sido transformadores, generando cambios que pueden llevar a las sociedades a vías de desarrollo fundamentalmente diferentes (por ejemplo, debido a la magnitud o a los efectos distributivos de los cambios para los grupos pobres y marginados).</p>	<p>6.1 ¿Ha tenido la intervención o la estrategia en el país y el programa el impacto previsto en el grupo objetivo, las instituciones y las políticas? ¿Por qué?</p> <p>6.2 ¿Cuáles son los cambios observados en los ingresos y activos del grupo objetivo, la seguridad alimentaria y la nutrición de los hogares, el capital social/humano y las instituciones y políticas durante el período del proyecto o COSOP? ¿Qué explica esos cambios? ¿Qué retos se plantean?</p> <p>6.3 Más en particular: (a) cuál fue la contribución de la cartera de FIDA para mejorar las capacidades empresariales, la diversificación y el desempeño de las empresas rurales?; (b) el fortalecimiento de las políticas públicas y el marco institucional?; (c) el fortalecimiento de organizaciones y redes rurales? ; (d) el acceso a recursos financieros?</p> <p>6.4 Desde el punto de vista de la equidad, ¿se han beneficiado sustancialmente los grupos muy pobres o marginados y las categorías especiales de personas?</p> <p>6.5 Para aquellos impactos que no han podido/podrán ser alcanzados, ¿a qué se debe? ¿Qué medidas se han implementado para remediar la situación y qué medidas se pudieron haber tomado?</p> <p>6.6 ¿Existen impactos negativos que hayan resultado/o es probable que resulten del trabajo del FIDA?</p> <p>6.7 ¿Qué efectos significativos no previstos se pueden evidenciar?</p>	<p><b>Fuentes:</b> documentos estratégicos del Gobierno; COSOPs; documentos de proyectos; evaluaciones de la OIE; bases de datos de programas / datos de sistemas de SyE; evaluaciones de impacto; datos estadísticos secundarios sobre pobreza, ingresos y nutrición cuando disponibles y pertinentes.</p> <p><b>Métodos:</b> revisión documental; análisis de datos; entrevistas individuales o grupales (a distancia y en el campo) a personal de FIDA y de la UAP, autoridades del Gobierno, equipos de proyecto, beneficiarios, y otros.</p>
<b>SOSTENIBILIDAD (incluyendo gestión de los recursos naturales y el medio ambiente y adaptación al cambio climático, y ampliación de escala)</b>		
<p><b>Sostenibilidad:</b> Medida en que las autoridades gubernamentales, las organizaciones donantes, el sector privado y otros organismos mantienen y amplían de escala (o es probable que mantengan y</p>	<p>7.1 ¿En qué medida la intervención o estrategia en el país y el programa han contribuido a la sostenibilidad institucional, ambiental y social a largo plazo? En particular:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• ¿En qué medida la actuación del FIDA ha contribuido a la sostenibilidad/estabilidad institucional?</li> </ul>	<p><b>Fuentes:</b> documentos estratégicos y políticas del Gobierno de Honduras; COSOPs y otros documentos estratégicos y políticas del FIDA;</p>

Criterios de evaluación y definición	Preguntas claves	Métodos y fuentes
<p>amplíen de escala) los beneficios netos de la intervención o la estrategia. Nota: Esto incluye un examen de la capacidad financiera, económica, social, ambiental e institucional de los sistemas que se necesitan para mantener los beneficios netos a lo largo del tiempo. Implica el análisis de la resiliencia, los riesgos y las posibles contrapartidas.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• ¿Se han instalado capacidades en los jóvenes, mujeres, Pueblos Indígenas y afrohondureños para que puedan ser autónomos en la búsqueda de nuevos fondos y/o en la gestión de nuevos proyectos?</li> <li>• ¿Hasta qué punto son sostenibles las organizaciones rurales y las microempresas apoyadas por el programa? ¿Seguirían funcionando sin financiación externa? ¿Cuáles son los factores explicativos?</li> <li>• ¿Hasta qué punto son sostenibles los enfoques para reforzar las capacidades institucionales de los distintos proveedores de servicios financieros en favor de los pobres? ¿Son sostenibles los productos financieros rurales promovidos y las instituciones financieras de las zonas rurales? ¿Seguirían funcionando sin financiación externa? ¿Cuáles son los factores explicativos?</li> <li>• ¿Es probable que se mantengan las infraestructuras financiadas por los proyectos?</li> <li>• ¿Son técnicamente viables los enfoques, técnicas, prácticas y tecnologías adoptados?</li> </ul> <p>7.2 ¿Cuál es el nivel de compromiso, participación y sentido de apropiación del gobierno, las comunidades locales, las organizaciones de base y la población rural pobre? En particular, ¿ha garantizado el gobierno las asignaciones presupuestarias para cubrir las operaciones y el mantenimiento?</p> <p>7.3 ¿En qué medida acciones/logros continúan y han sido replicados (FIDA, Gobierno, agencias, ¿otros)?</p> <p>7.4 ¿En qué medida FIDA ha contribuido a establecer estrategias de sostenibilidad, inclusión y resiliencia frente a factores de riesgo e inestabilidad como el cambio climático y los distintos tipos de conflictos existentes en el agro hondureño?</p> <p>7.5 ¿Han incluido los proyectos una estrategia de salida? ¿Ha sido sólida?</p>	<p>documentos de proyectos; evaluaciones de la OIE; encuestas.</p> <p><b>Métodos:</b> revisión documental; entrevistas individuales o grupales (a distancia y durante el trabajo de campo) a personal de FIDA y de la UAP, autoridades del Gobierno, equipos de proyecto, beneficiarios y otras partes interesadas.</p>
<p><b>Gestión de los recursos naturales y el medio ambiente y adaptación al cambio climático.</b> Medida en que las intervenciones o la estrategia de desarrollo contribuyen a mejorar la sostenibilidad ambiental y la resiliencia al cambio climático en la agricultura en pequeña escala.</p>	<p>En qué medida la intervención o estrategia:</p> <p>8.1 ¿ha hecho frente a la degradación de recursos naturales (agua, tierra, bosques)? ¿cómo han interactuado los proyectos FIDA con la pérdida de bosque?</p> <p>8.2 ¿ha mejorado las prácticas agrícolas, ha minimizado los daños e introducido compensaciones para contrarrestar los daños causados por esas prácticas agrícolas?</p> <p>8.3 ¿ha apoyado una productividad agrícola sostenible e integrada en los ecosistemas?</p> <p>8.4 ¿ha canalizado la financiación para el clima y el medio ambiente para los pequeños agricultores, ayudándoles a reducir la pobreza, mejorar la biodiversidad, aumentar el rendimiento y reducir las emisiones?</p> <p>8.5 ¿ha fomentado la resiliencia al cambio climático mediante la gestión de sistemas competitivos de uso de la tierra, al tiempo que reduce la pobreza, mejora la biodiversidad, aumenta el rendimiento y reduce las emisiones?</p>	
<p>La <b>ampliación de escala*</b> se produce cuando: i) los asociados bilaterales y multilaterales, el sector privado y las comunidades adoptan y difunden la solución probada por el FIDA; ii) otras partes interesadas invierten recursos para llevar la solución a escala, y iii) el gobierno</p>	<p>9.1 ¿En qué medida se ha ampliado la escala o es probable que se amplíen en el futuro los resultados?</p> <p>9.2 ¿Hay algún indicio de compromiso por parte del gobierno y de las principales partes interesadas para ampliar de escala las intervenciones y los enfoques, por ejemplo, en cuanto a la asignación de fondos para las actividades seleccionadas, la disponibilidad de recursos humanos, la continuidad de las políticas en favor de la población pobre, los enfoques de desarrollo participativo y el apoyo institucional?</p>	

Criterios de evaluación y definición	Preguntas claves	Métodos y fuentes
--------------------------------------	------------------	-------------------

aplica un marco normativo para generalizar la solución probada por el FIDA (de la práctica a la política).  
\*Téngase en cuenta que la ampliación de escala no solo se refiere a las innovaciones.

**IGUALDAD DE GÉNERO Y EMPODERAMIENTO DE LA MUJER**

Medida en que las intervenciones del FIDA han contribuido a una mayor igualdad de género y al empoderamiento de la mujer. Por ejemplo, en lo que respecta al acceso de las mujeres a los bienes, recursos y servicios y a su propiedad; la participación en la adopción de decisiones; el equilibrio de la carga de trabajo y el impacto en los ingresos, la nutrición y los medios de vida de las mujeres; y la promoción de cambios sostenibles, inclusivos y de gran alcance en las normas sociales, las actitudes, los comportamientos y las creencias que sustentan la desigualdad de género. En las evaluaciones se valorará en qué medida las intervenciones y estrategias han sido transformadoras en materia de género con relación al contexto, al: i) abordar las causas profundas de la desigualdad y la discriminación de género; ii) actuar sobre los roles de género, las normas y las relaciones de poder, y iii) promover procesos más amplios de cambio social (más allá de la intervención inmediata). Los evaluadores tendrán en cuenta los impactos diferenciales en función del género y la forma en que los mismos interactúan con otras formas de discriminación (como la edad, la raza, la etnia, la condición social y la discapacidad), lo que también se conoce como interseccionalidad de género

**Sobre el diseño**

- 10.1 ¿El COSOP y las operaciones de FIDA han contado con un diagnóstico completo de la situación prevaleciente en términos de igualdad de género y empoderamiento de la mujer entre las PO potenciales de los programas del FIDA?
- 10.2 ¿En qué medida han estado presentes las consideraciones de igualdad de género y empoderamiento de la mujer en el COSOP y las operaciones FIDA?
- 10.3 ¿Las acciones y objetivos planteados en términos de igualdad de género y empoderamiento de la mujer han sido suficientes en relación con la problemática presente entre la población objetivo?
- 10.4 ¿Han dispuesto el programa (y los proyectos) de estrategias y planes de acción en materia de género? ¿En qué medida han sido transformadoras estas estrategias?
- 10.5 ¿Se han asignado suficientes recursos (humanos y financieros) para aplicar estas estrategias?

**Logros**

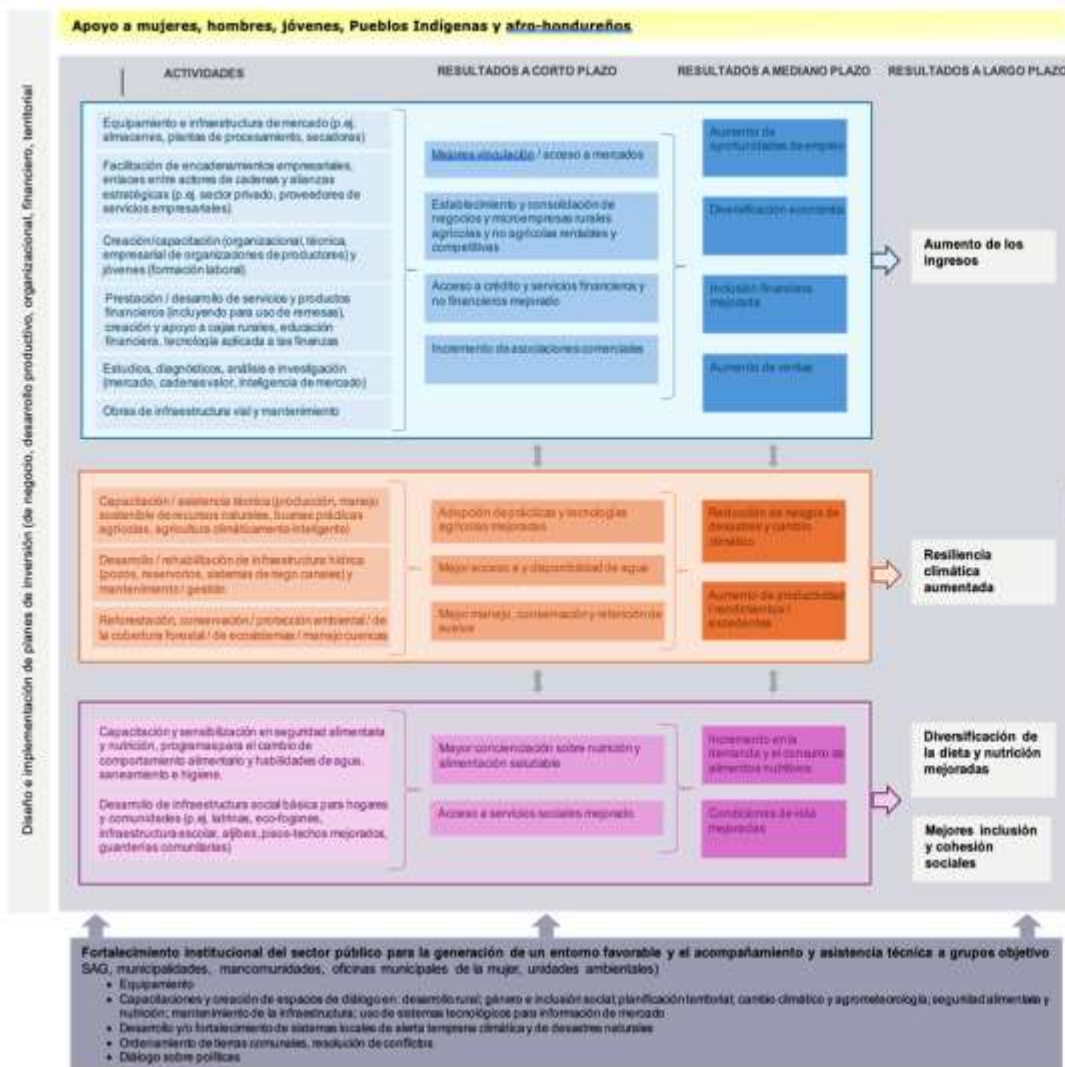
- 10.6 ¿Cuáles han sido los logros del proyecto en cuanto a promover la igualdad de género y el empoderamiento de la mujer, incluidas las cuestiones de interseccionalidad?
- 10.7 En particular, ¿se han producido cambios en: i) el acceso de las mujeres a los recursos, las fuentes de ingresos, los activos (incluida la tierra) y los servicios; ii) la influencia de las mujeres en la toma de decisiones en el hogar y la comunidad; iii) la distribución de la carga de trabajo (incluidas las tareas domésticas), y iv) la salud, ¿las aptitudes y la nutrición de las mujeres?
- 10.8 ¿Se han producido cambios notables en las normas sociales, las actitudes, los comportamientos y las creencias, así como en las políticas y leyes relativas a la igualdad de género?
- 10.9 ¿Se ha prestado atención a los recursos de ejecución del programa y al seguimiento desglosado con respecto a los objetivos de igualdad de género y empoderamiento de la mujer?
- 10.10 ¿Ha habido una atención a la diferencia entre mujeres indígenas y no indígenas y sus diferentes culturas, conocimientos y prácticas en el sector rural/agrícola?

**Fuentes:** documentos estratégicos y políticas del Gobierno; COSOPs y otros documentos estratégicos y políticas del FIDA; documentos de proyectos; evaluaciones de la OIE; bases de datos administrativas de los programas / datos de sistemas de SyE; evaluaciones de impacto; encuestas; datos estadísticos secundarios sobre pobreza, ingresos familiares y nutrición, género, jóvenes, y Pueblos Indígenas.

**Métodos:** revisión documental; análisis de datos; entrevistas individuales o grupales (a distancia y durante el trabajo de campo) a personal de FIDA y de la UAP, autoridades del Gobierno, equipos de proyecto, beneficiarios, y otras partes interesadas; recogida testimonios.

Criterios de evaluación y definición	Preguntas claves	Métodos y fuentes
<b>DESEMPEÑO DE LOS ASOCIADOS</b>		
<p><b>FIDA.</b> Medida en que el FIDA y el gobierno (incluidas las autoridades centrales y locales y los organismos de ejecución) han apoyado el diseño, la ejecución y el logro de resultados, un entorno normativo propicio y el impacto y la sostenibilidad de la intervención o el programa en el país.</p>	<p>11.1 ¿En qué medida ha sido eficaz el apoyo del FIDA a la calidad general del diseño, incluidos los aspectos relacionados con el enfoque del proyecto, el cumplimiento y los aspectos operacionales?</p> <p>11.2 ¿En qué medida el FIDA ha determinado y enfrentado de forma proactiva las amenazas al logro de los objetivos de desarrollo del proyecto</p> <p>11.3 ¿Qué tan adecuado ha sido el diagnóstico de FIDA sobre la capacidad de ejecución de los organismos ejecutores?</p> <p>11.4 ¿En qué medida ha sido eficaz el apoyo del FIDA al organismo de ejecución en la gestión del proyecto, la gestión financiera y el establecimiento de sistemas de SyE a nivel de proyecto?</p> <p>11.5 ¿Qué postura ha adoptado el FIDA y labor en asociación con otros asociados para el desarrollo?</p> <p>11.6 ¿Cuál ha sido la eficacia de la asistencia y la supervisión del FIDA y en qué medida este desempeño ha contribuido a definir mejor el valor agregado y a la ventaja comparativa del Fondo en el país?</p>	<p><b>Fuentes:</b> documentos estratégicos y políticas del Gobierno; COSOPs y otros documentos estratégicos y políticas del FIDA; documentos de proyectos; evaluaciones de la OIE; bases de datos administrativas de los programas / datos de sistemas de SyE; evaluaciones de impacto; encuestas; correspondencia.</p> <p><b>Métodos:</b> revisión documental; análisis de datos; entrevistas individuales o grupales (a distancia y durante el trabajo de campo) a personal de FIDA y de la UAP, autoridades del Gobierno, equipos de proyecto, beneficiarios, y otras partes interesadas.</p>
<p><b>Gobierno.</b> Idoneidad del sentido de apropiación y la responsabilidad del prestatario durante todas las fases del proyecto, incluidos el gobierno y el organismo de ejecución, para garantizar la calidad de la preparación y la ejecución, el cumplimiento de los convenios y acuerdos, el apoyo a un entorno normativo propicio y para sentar las bases de la sostenibilidad y fomentar la participación de las partes interesadas en el proyecto.</p>	<p>12.1 ¿En qué medida ha sido tangible el compromiso del Gobierno con el cumplimiento de los objetivos de desarrollo y el sentido de apropiación de la estrategia o el proyecto?</p> <p>12.2 ¿Ha hecho el Gobierno partícipe y consultado a los beneficiarios o las partes interesadas de forma adecuada en el diseño y durante la ejecución?</p> <p>12.3 ¿Qué postura ha adoptado el Gobierno y su labor en asociación con otros asociados para el desarrollo?</p> <p>12.4 ¿En qué medida la UAP o la unidad de coordinación del proyecto ha gestionado adecuadamente los procedimientos de puesta en marcha, las disposiciones sobre la ejecución, el nombramiento del personal clave y la asignación de recursos o la financiación?</p> <p>12.5 ¿En qué medida la UAP o la unidad de gestión del proyecto ha detectado y resuelto oportunamente los problemas de ejecución? ¿Ha reaccionado la gestión del proyecto a los cambios en el entorno o a las recomendaciones formuladas durante las misiones de supervisión o por el comité de dirección del proyecto?</p> <p>12.6 ¿En qué medida han sido útiles las distintas herramientas de gestión del proyecto, el plan de trabajo anual y presupuesto y el sistema de información de gestión, desarrollados durante la ejecución? ¿Ha utilizado la gestión del proyecto estas herramientas de forma adecuada?</p> <p>12.7 ¿Cómo ha cumplido la UAP o la unidad de gestión del proyecto con sus responsabilidades fiduciarias? ¿Qué utilidad ha tenido el plan de adquisiciones y contratación y cómo se ha utilizado durante la ejecución?</p> <p>12.8 ¿En qué medida han sido adecuadas las disposiciones sobre SyE adoptadas por la UAP o la unidad de gestión del proyecto y la utilización de los datos de SyE en la adopción de decisiones y la asignación de recursos?</p>	

# Teoría del cambio



68



## Proyectos financiados por el FIDA en Honduras

N. de proyecto	Nombre	Estado	Fecha aprobación	Fecha efectividad	Fecha terminación	Fecha cierre	Financiador	Costo total aprobado (US\$)	Costo total actual (US\$)
1100000029	Proyecto de Desarrollo Rural de la Región Occidental	Cerrado	19/12/1979	02/05/1980	30/06/1987	31/12/1987	Gobierno	4.000.000	4.000.000
							BID	6.000.000	6.000.000
							FIDA donación	350.000	350.000
							FIDA préstamo	10.000.000	8.219.000
Subtotal								20.350.000	18.569.000
1100000099	Proyecto de Desarrollo Rural al Santa Bárbara	Cerrado	14/09/1982	03/02/1984	30/09/1989	31/03/1990	Gobierno	5.320.000	5.320.000
							BCIE	11.000.000	0
							FIDA préstamo	12.180.000	2.769.000
Subtotal								28.500.000	8.089.000
1100000203	Proyecto de Desarrollo Rural al Intibucá-La Paz	Cerrado	29/04/1987	19/08/1988	30/06/1997	31/12/1997	Gobierno	3.900.000	3.900.000
							BID	12.400.000	12.400.000
							FIDA préstamo	6.200.000	4.179.000
Subtotal								22.500.000	20.479.000
1100000336	Programa de desarrollo rural de la Región de Occidente (PLANDERO)	Cerrado	15/09/1993	28/11/1994	31/12/2000	30/06/2001	Gobierno	3.034.407	3.034.407
							BCIE	1.412.000	1.412.000
							Fondo OPEC	3.339.000	3.339.000
							PNUD	255.000	255.000
							FIDA préstamo	7.681.983	7.681.983
Subtotal								15.722.390	15.722.390
1100001032	Proyecto de Desarrollo Rural en la Región Centro Oriente (PRODERCO)	Cerrado	29/04/1997	18/02/1998	31/12/2003	30/06/2004	Orgs. sect. privado	1.362.000	1.362.000
							Gobierno	1.304.000	1.304.000
							Otras instit. locales	550.000	550.000
							BCIE	1.500.000	1.500.000
							FIDA préstamo	12.284.000	12.284.000
Subtotal								17.000.000	17.000.000
1100001087		Cerrado	03/12/1998	30/06/1999	30/06/2005	31/12/2005	Beneficiarios	799.996	799.996
							Gobierno	2.400.287	2.400.287

06

							FIDA préstamo	19.300.178	19.300.178
Proyecto de Desarrollo Rural en el Suroccidente de Honduras (PROSOC)									
<b>Subtotal</b>								<b>22.500.461</b>	<b>22.500.461</b>
1100001128	Proyecto del Fondo Nacional de Desarrollo Rural Sostenible (FONADERS)	Cerrado	08/12/1999	03/07/2000	30/11/2009	31/12/2009	Beneficiaries	3.685.323	3.685.323
							Gobierno	992.618	992.618
							BCIE	1.500.000	1.500.000
							PNUD	3.000.035	3.000.035
							FIDA préstamo	16.500.292	16.500.292
<b>Subtotal</b>								<b>25.678.268</b>	<b>25.678.268</b>
1100001198	Programa Nacional de Desarrollo Económico Local (PRONADEL)	Cerrado	26/04/2001	05/10/2001	30/11/2009	31/12/2009	Beneficiarios	2.977.000	2.977.000
							Gobierno	1.323.000	1.323.000
							BCIE	5.000.000	5.000.000
							FMAM	2.000.000	2.000.000
							FIDO préstamo	20.000.000	20.000.000
<b>Subtotal</b>								<b>31.300.000</b>	<b>31.300.000</b>
1100001407	PROMECOM	Cerrado	13/12/2007	17/11/2008	31/12/2016	30/06/2017	Beneficiarios	2.161.922	2.161.922
							Gobierno	1.184.191	1.184.191
							BCIE	4.006.037	4.006.037
							FIDO préstamo	7.135.110	6.990.110
							FIDO préstamo (top up)	2.249.895	2.249.895
<b>Subtotal</b>								<b>16.737.155</b>	<b>16.592.155</b>
1100001535	Emprende Sur	Completado	16/9/2010	01/02/2011	31/03/2019	30/09/2019	Beneficiarios	3.530.876	3.530.876
							Gobierno	3.676.435	3.676.435
							BCIE	9.999.800	9.999.800
							FIDA préstamo	10.000.348	10.000.348
							Fondo OPEC	9.999.507	9.999.507
<b>Subtotal</b>								<b>37.206.966</b>	<b>37.206.966</b>
1100001595	HDN	Cerrado	29/8/2011	21/02/2012	27/07/2017	27/07/2017	Beneficiarios	2.137.050	2.137.050
							Gobierno	2.141.338	2.141.338

							BCIE	8.000.107	8.000.107
							FIDA préstamo	8.722.207	1.570.000
Subtotal								21.000.702	13.848.495
1100001682	PRO-LENCA	Cerrado	17/8/2013	03/03/2014	31/03/2023	30/09/2023	Beneficiarios	4.005.000	4.005.000
							Gobierno	1.335.713	1.335.713
							Fondo OPEC	14.499.957	0
							FIDA préstamo	14.293.029	14.293.029
							FIDA préstamo (top up)	0	6.191.940
							FMAM	0	3.000.000
Subtotal								34.133.699	28.825.682
2000001489	PROINORTE	En curso	8/12/2018	10/09/2021	30/09/2027	31/03/2028	Beneficiarios	4.814.000	4.814.000
							Gobierno	5.341.000	5.341.000
							Fondo OPEC	20.000.000	20.000.000
							FIDA préstamo	16.330.000	16.330.000
Subtotal								46.485.000	46.485.000
2000003900	INNOVASAN	Aprobado	02/05/2024	06/12/2024	31/12/2030	30/06/2031	Benef. efectivo	1.477.000	1.477.000
							Benef. especie	2.216.000	2.216.000
							Gobierno efectivo	5.817.000	5.817.000
							Gobierno especie	108.000	108.000
							GAFSP	18.000.000	18.000.000
							Fondo OPEC	15.000.000	15.000.000
							FIDA préstamo BRAM	10.000.000	10.000.000
							FIDA préstamo	7.700.000	7.700.000
Subtotal								60.318.000	60.318.000
TOTAL								399.432.641	362.614.417

Fuentes: OBI, Total Financing - Approved INVPR.

## Donaciones financiadas por el FIDA en Honduras

ID del proyecto	Nombre proyecto	Países incluidos	Institución receptora	Duración <sup>291</sup>	Monto total (US\$)	Financiación FIDA (US\$)	Cofinanciación (US\$)
2000002452	Alianza de Aprendizaje para fortalecer las capacidades para la evaluación participativa y mejora en cadenas de valor y alianzas comerciales inclusivos a lo interno del proyecto FIDA PROINORTE en Honduras	Honduras	CIAT	2024-2027	550.000	500.000	CIAT 50.000
2000004973	Ampliación de escala de las soluciones de agrotecnología y tecno finanzas dentro de la cartera del FIDA, INNOVATECH 2.0	Bangladesh, Bolivia, El Salvador, Guatemala, Honduras, Perú	Deutsche Sparkassenstiftung für Internationale Kooperation (DSIK)	2024-2026	4.104.000	2.000.000	Comisión Europea: 1.403.000 Sector Privado: 300.000 DSIK: 401.000
2000004633 2000004701 2000004264	Fondo de Apoyo a los Pueblos Indígenas (ciclo 2022-2026)	Bolivia, Brasil, Chile, Colombia, Ecuador, Guatemala, Honduras, México, Nicaragua, Panamá, Paraguay, Perú, Surinam	Foro Internacional de Mujeres Indígenas (FIMI)	2022-2026	1.884.492	826.332	Fundación Packard: 30.000 Agencia Sueca de Cooperación Internacional para el Desarrollo: 1.028.160
2000003835	Soluciones innovadoras de tecnología aplicada a las finanzas y a la agricultura para responder a las repercusiones de la COVID-19, INNOVATECH RFSP	Bolivia, El Salvador, Guatemala, Haití, Honduras, México	DSIK	2021-2022	2.543.000	2.543.000	
2000002813	Rural 4 Young People Programme (R4YP), Un modelo alternativo de conexión Rural-Urbana e Inclusión socioeconómica para jóvenes rurales y periurbanos de Bolivia, Colombia y Honduras	Bolivia, Colombia, Guatemala, Honduras	Fundación Intereclesiástica para la Cooperación al Desarrollo (ICCO)	2020-2023	2.369.000	1.500.000	ICCO: 869.000
2000003469	Comercio electrónico y soluciones digitales para superar el incremento de obstáculos de acceso al mercado y financiamiento relacionados a la pandemia de la Covid-19 en LAC entre poblaciones pobres rurales (AgriDigitalización)	Bolivia, Guatemala, Haití, Honduras, Perú	Agriterra	2020-2022	2.427.500	2.300.000	Agriterra: 100.000 Fundación para el Desarrollo Empresarial Rural: 8.500 Instituto Interamericano de Cooperación para

93

<sup>291</sup> De la fecha de entrada en vigor hasta la fecha de terminación.

							la Agricultura (IICA): 10,500 AGROS International: 8,500
2000001611	Proyecto Gestión del Conocimiento para la Adaptación de la Agricultura Familiar al Cambio Climático (INNOVA-AF)	Bolivia, Brasil, Colombia, Ecuador, Guatemala, Honduras, México, República Dominicana	IICA	2018-2022	3.154.000	2.000.000	IICA: 762.000 Otro: 392.000
2000001615	Jóvenes Protagonistas del Desarrollo Rural Territorial en la Región del Sistema de Integración Centroamericana (SICA)	Belice, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panamá, República Dominicana,	PROCASUR	2018-2022	3.000.000	2.500.000	PROCASUR: 500.000
2000001838	Fortalecimiento Institucional de la SAG-UAP	Honduras	SAG	2018-2021	340.000	250.000	Gobierno: 90.000
2000001340	Un viaje común: Desarrollo de capacidades sobre la Agricultura Sostenible Adaptada al Clima en Centroamérica para fortalecer las políticas y la toma de decisiones para las acciones de adaptación y mitigación del cambio climático	El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua	CIAT	2017-2020	1.750.000	1.000.000	CIAT: 750.000
2000001004	Programa Diálogo Rural Regional – Centroamérica y República Dominicana (PDRR)	Belice, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panamá, República Dominicana	Fundación PRISMA - Programa Salvadoreño de Investigación sobre Desarrollo y Medio Ambiente	2016-2019	1.796.000	1.500.000	PRISMA: 296.000
1000004430	Desarrollo rural y política fiscal	El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua	Instituto Centroamericano de Estudios Fiscales (ICEFI)	2013-2016	622.492	498.560	ICEFI: 123.932
1000004431	Gestión de Información para políticas públicas y proyectos de desarrollo rural y agropecuario, y seguridad alimentaria en Centroamérica	Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panamá	CEPAL	2013-2015	510.000	400.000	CEPAL: 110.000
1000003948	Programa de Acceso a Mercados para MIPYMES Rurales Asociativas de Centroamérica (PROMERCADOS)	El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua	Asociación de Exportadores de Guatemala (AGEXPORT)	2011-2016	3.295.000	2.000.000	AGEXPORT: 1.295.000
1000004073	Fomento del Espíritu Empresarial de los Jóvenes en los Territorios Rurales Pobres de América Latina y el Caribe	Haití, Honduras, México, Nicaragua, Paraguay, Uruguay	PROCASUR	2011-2015	3.300.000	2.000.000	PROCASUR: 96.375 Beneficiarios:1.203.625

Fuentes: OBI, FMDB, Document.

## Temas claves de la evaluación

Basándose en la revisión inicial de los documentos y las lecciones aprendidas en evaluaciones anteriores, el equipo de la EEPP identificó tres áreas temáticas y cuestiones clave que se explorarán más a fondo mediante el proceso de recopilación y análisis de datos: (i) desarrollo empresarial y acceso a mercados; (ii) protección ambiental, manejo de recursos naturales y cambio climático; y (iii) focalización e inclusión social.

Desarrollo empresarial y acceso a mercados. Los proyectos promovieron el desarrollo y la consolidación de negocios y microempresas rurales mediante su vinculación a cadenas de valor para que se inserten competitivamente en los mercados. El apoyo se brindó principalmente a través de la implementación de planes de negocio y/o de fondos de capitalización. Se cubren áreas clave como: el acceso a finanzas; el desarrollo de infraestructura para la agregación de valor y la comercialización; la construcción o mejora de carreteras, caminos rurales y senderos peatonales; la capacitación en gestión empresarial y asistencia técnica; servicios de certificación; el fortalecimiento del entorno institucional; la creación de alianzas con instituciones públicas y privadas para el acceso a mercado y; la promoción de encadenamientos empresariales. Las estrategias de los proyectos priorizaron cadenas de valor inclusivas, con especial atención a cultivos comerciales y alimentos saludables. Un aspecto importante dentro de esta área temática fue el apoyo a la creación y el fortalecimiento de OP responsables de la elaboración, cofinanciación e implementación de los planes de negocio/inversión. El apoyo a las OP, así como la formación ocupacional de jóvenes, representaron un componente clave de la estrategia del FIDA para la apropiación y el empoderamiento de los grupos meta y la sostenibilidad de las inversiones. La EEPP evaluó la idoneidad, el desempeño y el carácter inclusivo de las intervenciones, examinó las alianzas y asociaciones desarrolladas, e indagó el grado de supervivencia y sostenibilidad de los microemprendimientos y de las organizaciones apoyados. Se evaluó en qué medida las intervenciones contribuyeron a aumentar la productividad laboral. La EEPP también consideró el impacto en las comunidades rurales en términos de capital social, empoderamiento y desarrollo inclusivo.

Protección ambiental, manejo de recursos naturales y cambio climático. Los proyectos apuntaron a revertir los procesos de degradación ambiental y aumentar la resiliencia de los/las pequeños/as productores ante los desafíos del cambio climático. Se priorizarán la rehabilitación de suelos para revertir los procesos de erosión, la implementación de sistemas de almacenamiento de agua y la instalación de sistemas de riego, la introducción de tecnologías y prácticas agrícolas adaptadas. Se promovieron la asistencia técnica y actividades de sensibilización y educación de la población rural en temas ambientales y de cambio climático. Estas actividades se complementaron con iniciativas de reforestación, forestación y agrosilvicultura, enfocadas en restaurar y conservar los ecosistemas sensibles, incluyendo el desarrollo de estrategias de manejo de microcuencas. La EEPP evaluó la pertinencia y eficacia de las estrategias e inversiones en este ámbito temático y analizó si las prácticas promovidas contribuyeron a unos medios de vida más resilientes, y de qué manera.

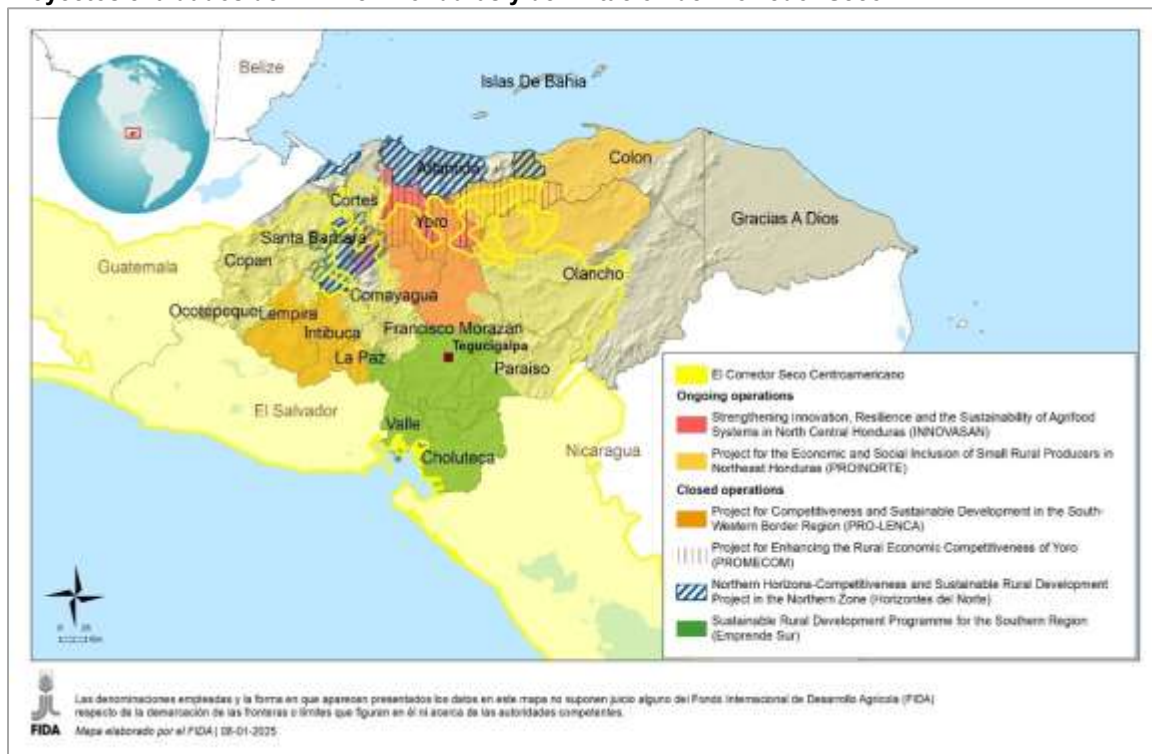
Focalización e inclusión social. La estrategia del FIDA se centró en los pequeños agricultores, personas sin tierra, hogares pobres, mujeres, jóvenes, Pueblos Indígenas, afrohondureños y otros grupos vulnerables. Los proyectos buscaron satisfacer las necesidades básicas de familias y comunidades, promoviendo la inclusión social y superando barreras al emprendimiento y asociativismo. Financiaron infraestructura básica y ofrecieron capacitación en seguridad alimentaria y nutrición. El EEPP evaluó la solidez y efectividad de las estrategias de focalización y su impacto en sus condiciones de vida e inclusión social a largo plazo. Bajo cada tema, la EEPP prestó particular atención al desarrollo de capacidades y el fortalecimiento del entorno institucional (instituciones públicas, OP, grupos más vulnerables) promovidos por los proyectos en consideración del enfoque clave y transversal de la cartera en estos aspectos.

Existen vínculos entre las tres áreas temáticas: desarrollo empresarial y acceso a mercados, sostenibilidad ambiental y resiliencia climática, e inclusión social. El desarrollo de negocios rurales, por ejemplo, podría haber sido un motor clave de la adaptación al cambio climático cuando las inversiones se orientan hacia prácticas agrícolas resilientes como la agroforestería, el riego sostenible y la agricultura orgánica. Al mismo tiempo, el acceso mejorado a los mercados y servicios financieros para grupos marginados — incluidas mujeres, jóvenes y comunidades indígenas— podría haber reforzado la inclusión social, el empoderamiento económico y la participación equitativa en las cadenas de valor. Asimismo, las iniciativas ambientales que involucraron a poblaciones vulnerables en la conservación, la reforestación y la gestión del agua no solo fortalecieron la resiliencia ecológica, sino que también promovieron la cohesión comunitaria y la apropiación local. Estas sinergias subrayan la necesidad de un enfoque programático integrado, en el que los objetivos económicos, ambientales y sociales se persigan de forma conjunta, reforzándose mutuamente para lograr resultados de desarrollo sostenibles y transformadores.

## Cuadros, mapas y gráficos complementarios

Mapa 2.

Proyectos evaluados del FIDA en Honduras y delimitación del Corredor Seco



Recuadro 5.

**Pasos y obstáculos en el apoyo a los planes de negocio de los proyectos apoyados por el FIDA**

El siguiente diagrama ilustra las etapas clave del proceso de participación de las Organizaciones Beneficiarias/Organizaciones Usuarias (OB/OU) en la formulación e implementación de Planes de Negocio (PN)<sup>292</sup>. Este proceso se compone de 15 pasos secuenciales, agrupados en fases que van desde la convocatoria pública y la presentación de perfiles, hasta la aprobación técnica, desembolso de fondos e implementación del plan.

**Diagrama de las etapas del PN de Proyectos FIDA**



A lo largo del proceso se identifican los siguientes cuellos de botella que pueden afectar su fluidez y eficiencia:

Convocatoria pública para presentar perfiles de negocio: falta de una amplia difusión y una convocatoria oportuna limitó la participación de organizaciones base (OB/OU), afectando la diversidad y representatividad territorial. Además, convocatorias poco claras pueden generar confusión y demoras en el arranque del proceso.

Aprobación del perfil de negocio por el Comité de Evaluación: El proceso de revisión y aprobación es lento por la carga administrativa o falta de criterios uniformes. Retrasos en esta etapa impiden avanzar hacia la formulación del plan, generando incertidumbre en las organizaciones postulantes.

Firma de contrato de subvención entre OB/OU y la SAG: La formalización del contrato suele ser un punto crítico por trámites administrativos, disponibilidad de recursos o coordinación entre instituciones. La demora en esta firma paraliza el inicio de la ejecución y el desembolso de fondos.

Implementación del plan de negocio: atrasos logísticos, debilidades en capacidades técnicas locales o falta de acompañamiento. También la ejecución financiera, compras, y contrataciones es lenta ya que no se cuenta con suficiente personal en la UAP para dar el soporte adecuado.

Se evidencian diferencias mínimas en relación a la dinámica de los diferentes proyectos financiados por el FIDA, principalmente en la conformación del Comité de Evaluación y en la etapa de implementación, particularmente asociadas a la modalidad de contratación del prestador de servicios que acompaña la ejecución del plan de negocios.

<sup>292</sup> Elaborado en base a reunión con personal de equipo de proyecto PROINORTE.

Cuadro 15.  
**Puntualidad de la cartera para evaluar**

Nombre	Aprobación a la entrada en vigor (meses)	Entrada en vigor al primer desembolso (meses)	Aprobación al primer desembolso (meses)	Duración inicial (meses)	Extensión (meses)
PROMECOM	11	2	13	85	12
EMPRENDE SUR	4	3	7	73	24
HDN	5	14	20	73	
PRO-LENCA	6	26	33	96	12
PROINORTE	33	14	47	72	
INNOVASAN	12			66	
Promedio	<b>11.8</b>	<b>11.8</b>	<b>24</b>		
ALC promedio*	<b>13</b>	<b>9.1</b>	<b>23.7</b>		
FIDA promedio*	<b>7.7</b>	<b>8.8</b>	<b>17.7</b>		

Fuente: ORMS.

\*Para proyectos aprobados a partir de 2008.

Gráfico 3  
**Tendencias anuales de desembolsos por proyecto**

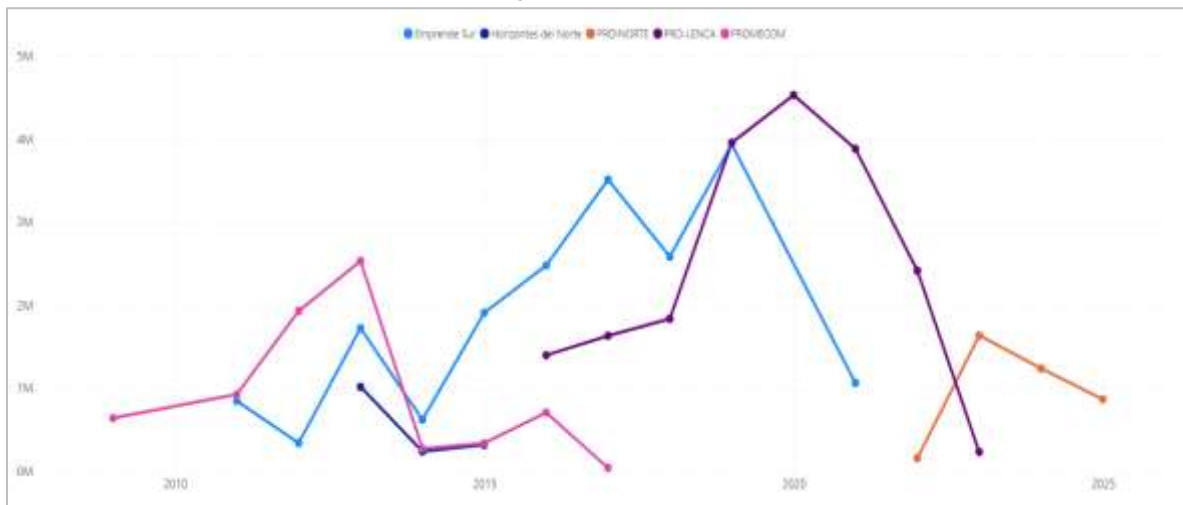
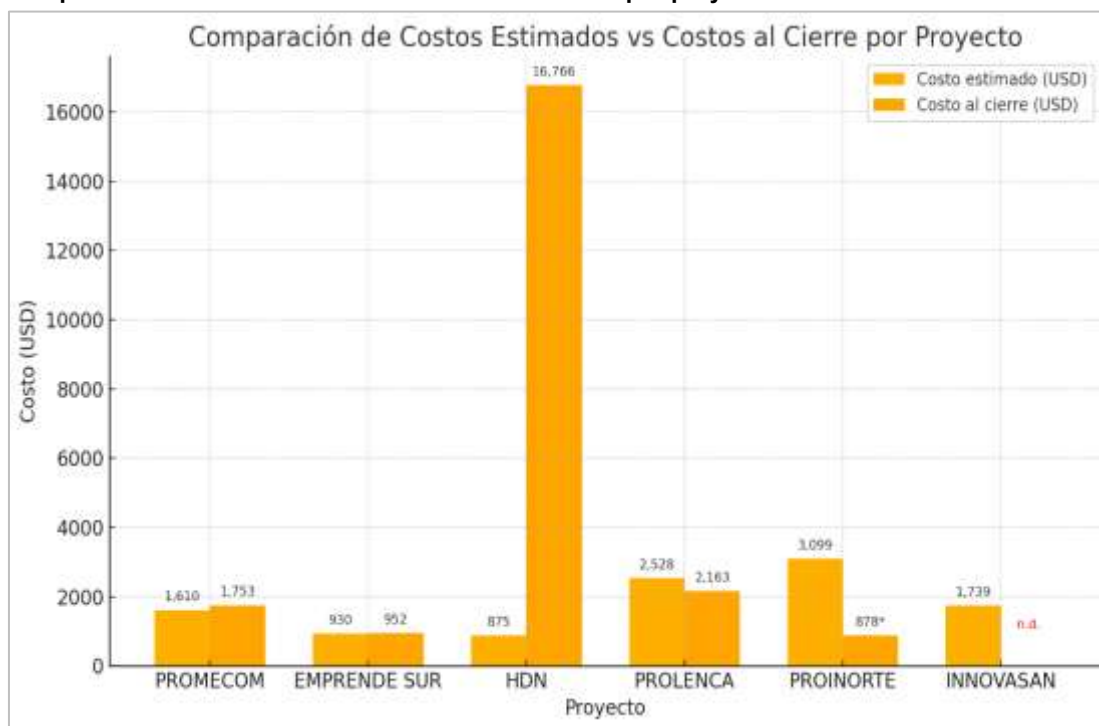


Gráfico 1.  
**Comparación de costos estimados vs costos al cierre por proyecto**



Cuadro 16.  
**Tasa de incidencia de la pobreza multidimensional por departamento y cobertura de los proyectos FIDA**

Departamento	Incidencia pobreza multidimensional (%)	Proyectos FIDA
Lempira	93	PROLENCA
Intibucá	92	PROLENCA
Choluteca		Emprende Sur
Copán		-
El Paraíso		Emprende Sur
La Paz	85-88	PROMECOM, PROLENCA
Ocatepeque		-
Olancho		PROINORTE
Santa Bárbara		HDN
Valle		Emprende Sur
Comayagua		INNOVASAN
Colón	77-82	PROINORTE
Yoro		PROINORTE, INNOVASAN, PROMECOM
Atlántida		HDN, INNOVASAN, PROINORTE
Cortés	57-65	HDN, INNOVASAN
Francisco Morazán		Emprende Sur, INNOVASAN

Fuente: Gobierno de la Republica de Honduras, Evolución, Índice de Pobreza Multidimensional, Honduras, 2012-2016.

Recuadro 6.

**Estrategias de apoyo a grupos vulnerables**

**Mujeres.** La equidad de género es un tema transversal de los proyectos. Las metas de participación varían del 30 por ciento (p.ej. Emprende Sur, HDN, PROLENCA, PROINORTE) al 35 por ciento (PROMECOM) y llegan a superar el 47 por ciento en INNOVASAN. Las estrategias de género propuestas se enfocan generalmente en: (i) el empoderamiento económico (p. ej. a través de: la facilitación de la participación de las mujeres en los planes de inversión<sup>293</sup> y el acceso a recursos y servicios financieros; el acceso en equidad de condiciones a la AT y formación); (ii) la reducción de la carga de trabajo doméstico (p.ej. a través de la dotación de infraestructura ahorradora de tiempo y de alivio del trabajo como cocinas y estufas mejoradas). Menos atención es prestada para un equilibrio más equitativo en la carga del trabajo en la dimensión intrafamiliar; (iii) la inclusión social (p.ej. la prevención de la violencia intrafamiliar, el apoyo a la formación del liderazgo femenino para una mayor participación de las mujeres en las OP); (iv) el fortalecimiento de las capacidades de las mancomunidades, municipalidades, Oficinas Municipales de la Mujer (OMM) para incorporar dentro de la planificación económica territorial la perspectiva de género. Sin embargo, no todos los proyectos contaron con una línea presupuestaria específica o suficiente para promover la participación de las mujeres y mejorar sus capacidades económicas, productivas, organizativas y sociales (p.ej. Emprende Sur, PROLENCA). Aunque PROINORTE carece de recursos para todas las actividades planteadas, en el presupuesto de los planes de inversión se contempla un porcentaje destinado a acciones afirmativas para la inclusión social.

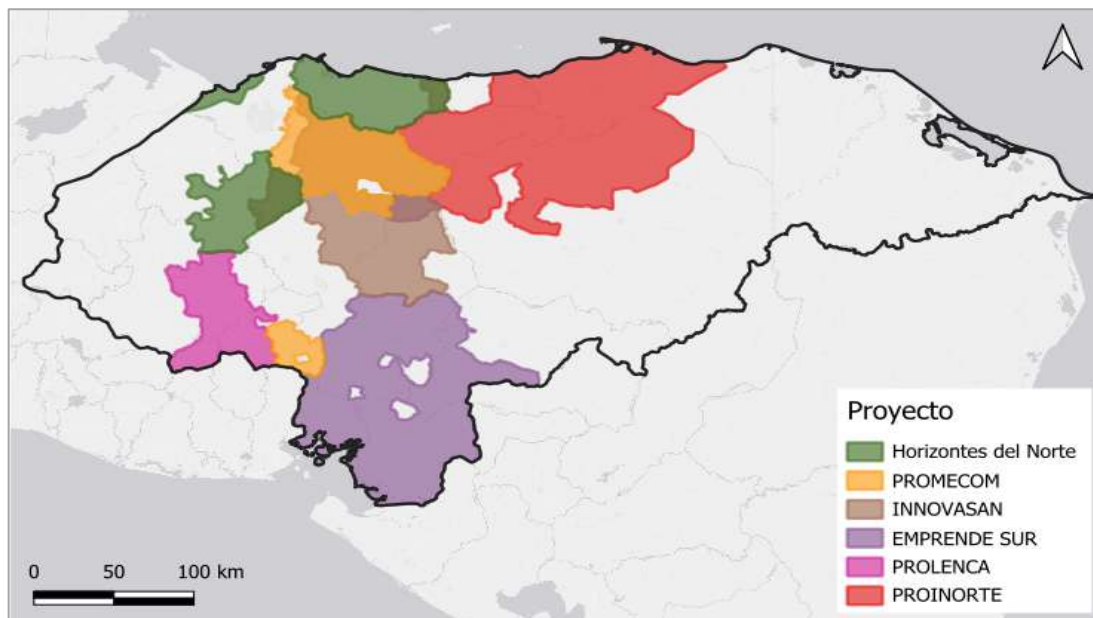
**Jóvenes.** La mayoría de los proyectos cuenta con un enfoque especial sobre jóvenes, centrado en la capacitación y formación para la inserción laboral (p.ej. a través de programas de becas y alianzas con instituciones para la formación). También se plantea apoyo para el acceso de la población joven a los fondos de inversión financiados por los proyectos y la promoción de liderazgos para una mejor integración en las OP. A pesar del enfoque, destaca la falta de una definición común de juventud entre proyectos.<sup>294</sup> Además, no siempre se incluyeron indicadores específicos en los marcos lógicos o metas claras en cuanto a su participación. Es el caso de Emprende Sur, cuyo marco lógico no incluye cuotas de participación de jóvenes dentro del grupo objetivo, ni una estrategia dedicada. Generalmente la participación de jóvenes esperada por los proyectos varía entre el 15 por cientos (p.ej. PROMECOM), y el 20-30 por ciento. Cabe mencionar que INNOVASAN es considerado un proyecto sensible a la juventud.

**Pueblos Indígenas y afrohondureños.** Todos los proyectos incluyeron a los Pueblos Indígenas entre sus grupos meta (Tolupanes, Lenca y Garífunas principalmente). Las metas de participación varían entre el 5-6 por ciento de la población objetivo (p.ej. HDN, INNOVASAN) y el 10 por ciento (PROINORTE). En el caso de PROLENCA, faltó la indicación de una meta clara, aunque el proyecto se ejecutó en un área habitada principalmente por población Lenca. Los proyectos apuntan a apoyar la inclusión social, el desarrollo de la base comunitaria-empresarial de los Pueblos Indígenas y el desarrollo de iniciativas económicas. A pesar de la importancia del tema, sólo en casos muy limitados (PROMECOM, PROLENCA) se planteó apoyar iniciativas específicas para mejorar el acceso a la tierra a través de la legalización de documentos (sobre todo de mujeres indígenas), el ordenamiento de tierras comunales indígenas e iniciativas para la resolución de conflictos. Además, los diseños hacen limitada referencia a la valorización de los productos indígenas y de sus prácticas y conocimientos tradicionales. Aunque se planteó apoyar diferentes acciones afirmativas dependiendo de la naturaleza del proyecto, en varios casos el abordaje no fue claro: no siempre se incluyeron estrategias dedicadas (p.ej. HDN), acciones afirmativas (p.ej. Emprende Sur, HDN) y metas de participación (p.ej. Emprende Sur).

<sup>293</sup> En esta área también se incluyen actividades como estudios de marketing, inventario y mapeo de iniciativas productivas y de emprendería femeninas (Emprende Sur), estudios de cadena con análisis de género para identificar el funcionamiento ideal de la cadena y las mejores formas de participación de las mujeres (PROMECOM).

<sup>294</sup> Por ejemplo, en los documentos de PROLENCA y PROMECOM no se encontró una definición de esta categoría por grupo de edad. En el diseño de Emprende Sur se consideran jóvenes las personas entre 16-28 años; en el diseño de HDN e INNOVASAN las personas entre 15 a 29 años; en el diseño de PROINORTE las personas entre 18 y 29 años. El COSOP 2020 indica que en Honduras la población juvenil se considera como tal con edad entre los 12 y 30 años.

Mapa 3.  
**Distribución espacial de los proyectos FIDA en Honduras (2014 – 2024)**



Recuadro 7.  
**Principales resultados de las donaciones del FIDA en Honduras y sinergias con la cartera de inversiones<sup>295</sup>**

**INNOVATECH**, ejecutada entre 2021 y 2026<sup>296</sup> por la Fundación de la Sparkassenstiftung Alemana para la Cooperación Internacional. El Proyecto busca desarrollar soluciones digitales agrícolas (AgriTech) y financieras (FinTech) para facilitar el acceso de los pequeños agricultores al mercado y a servicios financieros y no financieros. El proyecto impulsa el desarrollo de *startups* tecnológicas para que puedan ofrecer servicios que respondan a las necesidades de los productores agrícolas. En Honduras, en su primera fase, Innovatech apoyó a dos *startups* (Sube Latinoamérica y AgroDigital) que, según el informe final, están logrando resultados alentadores. Por ejemplo, Agrodigital digitalizó varios bancos rurales y redujo la brecha digital capacitando a asociaciones de ahorro y crédito comunitarias en el uso de tecnologías móviles a través de la App MiCaja. Sube facilitó plataformas de comercio electrónico para organizaciones de productores. INNOVATECH apoyó a PROINORTE (y en menor medida PROLENCA) para la digitalización de las cajas rurales a través del uso de tecnologías móviles.

**Rural 4 Young People Programme**, un Modelo Alternativo de Conexión Rural-Urbana e Inclusión Socioeconómica para Jóvenes Rurales y Periurbanos de Bolivia, Colombia y Honduras, ejecutado por la Fundación Intereclesiástica para la Cooperación al Desarrollo (ICCO) en 2020-2023. El objetivo del proyecto fue promover la capacitación económica de los jóvenes y la integración rural-urbana mediante el desarrollo de competencias técnicas y sociales orientadas a la mejora de la nutrición y la creación de empleo y de empresas sostenibles en los sectores de la gastronomía y la hostelería. En Honduras el proyecto benefició a 394 jóvenes procedentes de las comunidades Lenca incluyendo parte de los beneficiarios de PROLENCA (aproximadamente 60 productores de papa y fresa en La Esperanza). Prestó formaciones (en habilidades digitales, nutrición y revalorización de las áreas rurales, gastronomía, hotelería, turismo y emprendimientos), apoyó la creación de una comunidad digital de jóvenes y de una escuela de gastronomía Miska en La Esperanza, y promovió la participación de la juventud en festivales y ferias

<sup>295</sup> Fuentes: entrevistas y documentos e informes de proyectos.

<sup>296</sup> Soluciones innovadoras de tecnología aplicada a las finanzas y a la agricultura para responder a las repercusiones de la COVID-19, 2021-2022, financiado a través del Mecanismo de Estímulo del FIDA para la Población Rural Pobre; Ampliación de escala de las soluciones de agrotecnología y tecno finanzas dentro de la cartera del FIDA, INNOVATECH 2.0, 2024-2026.

agrícolas. Como resultado, se iniciaron 50 emprendimientos y 76 jóvenes lograron insertarse en el mercado laboral.

**Jóvenes Líderes para el Desarrollo Rural en la Región del Sistema de la Integración Centroamericana (SICA)**, ejecutado por la Corporación Regional de Capacitación en Desarrollo Rural (PROCASUR) en 2018-2022. El objetivo del proyecto fue mejorar la inclusión social y económica de la juventud rural en la región SICA a partir del diálogo y la construcción de políticas y la movilización e incidencia de los/as jóvenes. En Honduras el proyecto realizó un convenio de cooperación técnica con PROLENCA para la implementación de un proyecto piloto (Innova Raíz) dirigido a mejorar la inclusión productiva de jóvenes en las unidades de negocio y eslabones de la cadena de valor en las que estaban insertas empresas rurales apoyadas por PROLENCA. El proyecto involucró a 105 jóvenes (62 mujeres) y atendió a 56 organizaciones. El apoyo al diálogo intergeneracional y al liderazgo de la juventud favorecieron su inclusión social y participación en las OP y en las cajas rurales. El uso de las TIC para la capacitación y la asesoría técnica fue estratégico para el fortalecimiento de capacidades durante la pandemia COVID-19. El proyecto también logró apoyar la redacción de la Estrategia de Juventud Rural (2022-2030) que forma parte de la Estrategia Centroamericana de Desarrollo Rural Territorial, así como la implementación del Observatorio sobre Juventud Rural en la región.

**Proyecto Gestión del Conocimiento para la Adaptación de la Agricultura Familiar al Cambio Climático (INNOVA-AF)** ejecutado por IICA en 2018-2022. El objetivo del proyecto fue promover procesos participativos de gestión del conocimiento y difundir las mejores prácticas en América Latina y el Caribe a través de iniciativas de CSST para el desarrollo rural. INNOVA-AF apuntó a fortalecer la capacidad de las familias de pequeños/as agricultores/as pobres en zonas semiáridas y de tierras altas con baja resiliencia al impacto del cambio climático, facilitar el acceso a innovaciones y conocimientos. En Honduras el proyecto trabajó con IHCAFE y la Red Comal. Promovió tecnología y prácticas agrícolas en Escuelas de Campo destacándose entre estas las mejoras de gallineros y corrales, huertos familiares, diversificación de los huertos, tecnologías para el manejo y uso del agua que se tradujeron en aumento de la productividad, la generación de nuevos emprendimientos y la diversificación de la producción. INNOVA-AF también apoyó la capacitación de 31 líderes comunitarios sobre prácticas de adaptación al cambio climático y facilitó el empoderamiento de las mujeres por medio de la identificación de proyectos orientados a la diversificación de ingresos. Finalmente, logró desarrollar algunas innovaciones como la creación de un curso virtual sobre agroecología y gestión de la vulnerabilidad en fincas de café y de un instrumento metodológico para evaluar la vulnerabilidad de fincas cafetaleras. El proyecto se articuló con PROLENCA y permitió transferir al proyecto materiales de conocimiento como la campaña de sensibilización ante el cambio climático.

**Fortalecimiento Institucional de la SAG-UAP, 2018 – 2021.** La iniciativa apuntó a apoyar el desarrollo de capacidades de la SAG-UAP tras su creación en 2014. La donación planteó desarrollar un diagnóstico de capacidades y desarrollar una estrategia operativa para la UAP con instrumentos y procesos adecuados para la administración de los proyectos de desarrollo rural. Entre otros, el proyecto permitió apoyar, asesorar y formar la UAP en temas de adquisiciones y contratación, auditorías, gestión financiera, contabilidad, planificación, gestión del personal, así como en el seguimiento y cierre de los proyectos. Sin embargo, la eficacia de la donación fue limitada debido a la pandemia.

**Un viaje en común, Desarrollo de capacidades sobre la Agricultura Sostenible Adaptada al Clima (ASAC)**, ejecutado por CIAT en 2017-2020. El proyecto apuntó a fortalecer las políticas, estrategias y programas adaptación y mitigación del cambio climático, con especial atención a las prácticas ASAC en América Central a través del intercambio de conocimientos, el fortalecimiento de capacidades del sector público y la identificación de oportunidades de inversión. El proyecto facilitó la organización de intercambios entre funcionarios de distintos Ministerios de Salvador, Guatemala, Honduras y Nicaragua en Colombia (2018 y 2019), la organización de webinars, talleres y formaciones, la implementación de una mesa técnica agroclimática en Choluteca y la instalación de tres estaciones

meteorológicas en los municipios de Marcovia, Namasigüe y Orocuina. También consiguió identificar practicas ASAC para los diferentes sistemas productivos (granos básicos, sistema agroforestal café, ganadería y frutales) con mayor potencial de lograr avances en seguridad alimentaria, fortalecer la resiliencia del agro-ecosistema al cambio climático y asegurar un desarrollo sectorial que contribuya a mitigar las emisiones de gases de efecto invernadero. La iniciativa se vinculó con Emprende Sur a través de la participación de la coordinación técnica del proyecto en la mesa sectorial.

CIAT también está ejecutando el proyecto **Alianza de Aprendizaje para Fortalecer las Capacidades para la Evaluación Participativa y Mejora en Cadenas de Valor y Alianzas Comerciales Inclusivos a lo Interno del Proyecto FIDA PROINORTE** (2024 – 2027). A través de esta iniciativa el CIAT está prestando apoyo a la SAG y a los socios clave de PROINORTE para construir competencias en métodos participativo de desarrollo empresarial incluyente con enfoque territorial para seleccionar, diseñar y mejorar las cadenas de valor y modelos empresariales que beneficien productores/as de pequeña escala, acompañar la ejecución del proyecto y documentar y sistematizar experiencias generadas.

**PROMERCADOS.** Ejecutado por AGEXPORT Guatemala en 2011-2016, el proyecto apuntaba a facilitar el acceso a mercado para las OP a través de la capacitación, la promoción de alianzas público-privadas y el fortalecimiento de las instituciones públicas. En Honduras el proyecto apoyó a cuatro cadenas de valor (café, miel, hortalizas, frutas) beneficiando a 2,572 productores/as. Organizó una feria internacional de negocios en el país en 2015 (Encuentros de Negocios Rurales). Estos eventos organizados en El Salvador, Nicaragua y Honduras permitieron que los/las pequeños/as productores/as cerraran negocios por más de US\$2.4 millones vendiendo más de 45 productos distintos a través de 164 MIPYMES rurales. PROMERCADOS formó a los equipos técnicos de los proyectos del FIDA en el país (107 personas incluyendo a los equipos de PROMECOM y Emprende Sur) en tema de acceso a mercado. También apoyó la formación de formadores para el desarrollo de habilidades en gestión de acceso a mercados y manejo comercial empresarial a MIPYIMES. Finalmente, se realizó una gira de intercambio en Guatemala dirigida a nueve directores de los programas país del FIDA en Guatemala, El Salvador y Honduras para que conocieran y transfirieran las experiencias y los conocimientos de encadenamientos empresariales.

Recuadro 8.

#### **El apoyo a Pueblos Indígenas: los apoyos prestados por los proyectos**

**PROMECOM** contó con una estrategia diferenciada de atención a los grupos empresariales indígenas elaborada en 2011 que se enfocó en: (i) apoyar comunidades indígenas con proyectos de seguridad alimentaria en producción y comercialización de maíz y frijol; (ii) apoyar las comunidades indígenas con proyectos de mejoramiento social en el combate de enfermedades parasitarias y respiratorias; (iii) apoyar las comunidades indígenas con proyectos de producción y comercialización de tilapia, huertos familiares y cría de cerdos y cabras. También cabe mencionar que el proyecto contó con un componente (Desarrollo Organizacional y Gestión Territorial), orientado a fortalecer OP y grupos indígenas. El proyecto firmó un convenio con FETRIX para representar y acompañar las comunidades y acceder a los fondos del proyecto. El convenio con FETRIX permitió apoyar los procesos para la obtención de los documentos de identidad para los miembros de las comunidades indígenas: 1,647 personas (833 mujeres) accedieron a la inscripción para la cedula. De estos, 917 obtuvieron su tarjeta. Este logro se consideró fundamental para que estos grupos pudieran acceder a los procesos de desarrollo y al ejercicio de la ciudadanía. PROMECOM también financió 47 planes de manejo comunitario (de los 111 apoyados) ejecutados por organizaciones indígenas beneficiando a 1,741 hogares. Estos planes se centraron en mejorar la seguridad alimentaria y la infraestructura del hogar, implementando herramientas ahorradoras de tiempo. Al cierre del proyecto los grupos Tolupanes disponían de eco fogones, techos y pisos mejorados. También se registraron mejoras en la nutrición mediante la implementación de huertos familiares y el mantenimiento de especies menores a través de la construcción de gallineros y chiqueros. Cabe

mencionar que 23 organizaciones de Tolupanes lograron implementar fondos revolventes. Según el ITP, la etnia indígena cubierta por el proyecto logró establecer las bases para iniciar una etapa productiva de mayor alcance, con una visión más empresarial. También se subraya que la lideresa Tolupán Mauricia Castro, fue identificada para participar en el Foro de los Pueblos Indígenas en el FIDA en el año 2013. Por otra parte, el proyecto no apoyó a las comunidades en la resolución de conflictos de la tierra con de la creación de una Unidad de Asesoría Legal como establecido en el diseño. Como indicado anteriormente, esta actividad se consideró riesgosa y fue cancelada.

**Emprende Sur.** Las organizaciones indígenas (CRAC y OP) recibieron capacitaciones en servicios financieros rurales, organización, contabilidad básica y recibieron capital semilla (407 beneficiarios). Con los planes de inversión se estima fueron beneficiados 1,673 indígenas.

**PROLENCA.** Aunque el ITP a penas menciona de forma explícita a la población indígena, 90% de los/las beneficiarios/as fueron Lenca por lo que la mayoría de las actividades beneficiaron a estos grupos. Sin embargo, el documento no informa de manera extensa cómo el proyecto valorizó los saberes y las practicas indígenas y cuál fue el valor añadido de su participación en el proyecto. Los documentos de proyecto subrayan las siguientes experiencias exitosas: el apoyo a la organización CIMA, que se dedica a la producción artesanal de tela indígena, creando oportunidades de inclusión social, autodesarrollo y crecimiento personal de mujeres y hombres jóvenes con capacidades especiales; el apoyo a la empresa Telares El Cacao y Pule Lenca, que incorpora en sus principales cuadros directivos y decisorios a mujeres y jóvenes.

Cuadro 17.

**Solidez metodológica y limitaciones de los estudios de impacto de los proyectos**

Proyecto	Comentarios	Documentos
HDN	No se realizó una evaluación de impacto efectiva debido a la corta duración del proyecto y falta de ejecución de actividades clave. No hubo datos suficientes para evaluar las esferas de impacto.	HDN no está incluido debido a la falta de datos disponibles, ya que el proyecto se cerró antes de lo previsto.
EmprendeSur	Se realizó un estudio de impacto con grupo de tratamiento y control, lo que permite cierta atribución de resultados. Sin embargo, la ausencia de línea de base limita la solidez del análisis.	Estudio RIMS: Encuesta de impacto aplicada a una muestra de 72 organizaciones y 558 familias.
PROMECOM	El estudio de impacto aplicó encuestas y presentó resultados positivos, pero la falta de una línea de base general impidió una evaluación económico-financiera completa.	Evaluación de impacto realizada en el año 2016; análisis efectuado por el proyecto a 182 grupos empresariales.
PROLENCA	Contó con una línea de base, evaluación de impacto especializada del FIDA, evaluación económica y metodologías comparativas robustas. Es el ejemplo más sólido entre los proyectos.	Evaluación de impacto de la División de Investigación y Evaluación del Impacto; Evaluación de resultados de los indicadores corporativos e indicadores del marco lógico.

Cuadro 18.  
**Ingresos y activos: principales impactos de los proyectos<sup>297</sup>**

Ámbito de impacto	PROMECOM	EMPRENDE SUR	PROLENCA
Ingresos	<ul style="list-style-type: none"> <li>Aumento en el ingreso diario promedio por persona de US\$0.74 a US\$1.28 (vs target de aumento del 10%)<sup>298</sup></li> <li>Las organizaciones reflejaron un crecimiento de ingresos del 4% en meses de menor venta y un 107% en el mes de mayor venta</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Las familias beneficiarias aumentaron sus ingresos del 10% comparado con las familias que no recibieron apoyo (esto equivalente a US\$276 anuales)</li> <li>200% de aumento en los ingresos promedios de las mujeres</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Incremento de 47% en los ingresos de las familias beneficiarias (de US\$6.6 a US\$9.8) vinculados a las cadenas de valor priorizadas por el proyecto<sup>299</sup></li> </ul>
Activos	<ul style="list-style-type: none"> <li>Incrementos a beneficio de los hogares:</li> <li>+ 58% acceso a electricidad</li> <li>+ 85,7% de hogares con refrigerador</li> <li>+ 209% en la posesión de motocicleta como medio de transporte familiar</li> <li>+ 38% disponibilidad de agua corriente en la casa</li> <li>Reducciones</li> <li>- 53.2% en piso de tierra</li> <li>- 28% en el uso de leña para preparar alimentos</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Porcentaje de familias que poseen bienes, especialmente aquellos de uso doméstico y los utilizados para movilización 10% superior a las familias no beneficiarias</li> <li>Tenencia de vivienda mejorada en un 5%</li> <li>Aumento en el uso de servicios sanitarios con descarga de agua + de disponibilidad de agua potable</li> <li>Reducción de la contaminación de agua y suelo</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>8,620 de familias con un incremento de activos superior al 20%, lo cual supone un 82% de familias beneficiarias y un 110% de cumplimiento de la meta<sup>300</sup></li> </ul>

105

<sup>297</sup> Tomado de la revisión documental.

<sup>298</sup> Según el ITP, antes del proyecto los ingresos se asignaban como sigue: el 70% para alimentación, el 20% para salud y un 10% para educación. En 2016 los ingresos generados se distribuían como sigue: 63.2% para alimentación, 15.6% para salud, 10% para educación, ahorro 5%, otras inversiones como mejoramiento de las condiciones físicas o equipamiento del hogar representan 6.2%.

<sup>299</sup> Las familias productoras asociadas a las cadenas de valor de hortalizas son las que registraron el mayor incremento de ingresos por familia (US\$4,055 representando un incremento del 50%). En las cadenas de valor de papa el incremento fue de US\$1,211.38 (38%). En la cadena de valor del cacao de US\$14,410.26 (36%). En la cadena de maíz US\$230.72 (27.3%). En la cadena de arroz US\$ 237.13 (25%); en la cadena del frijol US\$368.55 (23.1%). En la cadena del café US\$1,394.33 (9.7%).

<sup>300</sup> Según el ITP, esta diferencia es calculada solo para el grupo de beneficiarios antes y después de la participación en el proyecto, por lo que no es una diferencia atribuible al programa.

Acceso a mercados y crédito	<ul style="list-style-type: none"> <li>182 grupos empresariales mejoraron la generación de ingresos a través de la venta de sus productos, derivados del apoyo financiero otorgado por PROMECOM<sup>301</sup></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>53% de las organizaciones expresan que su rendimiento empresarial fue mayor al 20%</li> <li>22% de las organizaciones obtuvieron un rendimiento de hasta un 20%</li> <li>Aumento del 70% en la disposición de los clientes a adquirir bienes o servicios de las organizaciones apoyadas (vs 41% para organizaciones no beneficiarias)</li> <li>Aumento del volumen de ventas para el 52% de organizaciones beneficiarias (vs 40% de organizaciones no beneficiarias)</li> <li>46% de las familias beneficiarias asociadas a las cajas rurales</li> <li>45% de encuestados afirma que el proyecto mejoró tramos caminos rurales facilitando el tránsito y la comunicación entre comunidades así como el acceso a mercados</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Incremento de 5.12 puntos en la capacidad empresarial de las organizaciones en aspectos de mercado</li> <li>53 asociaciones de productores/as insertadas competitivamente en cadenas de valor fortalecidas y más resilientes (vs meta 50)</li> <li>7,158 personas incorporadas en el sistema de ahorro (vs meta 8,000) de las que el 54% son mujeres y/o jóvenes</li> <li>Caminos terciarios rurales facilitaron el transporte de cosechas hacia los mercados, mejorando los tiempos de entrega, conservando la calidad de los productos y acercando compradores a campos de producción y proveedores de insumos</li> </ul>
Aumento de la producción	<ul style="list-style-type: none"> <li>Incremento en las áreas de producción de cultivos a 23481.32 manzanas</li> <li>Incremento de la producción de maíz (de 29,162 qq en 2011 a 82,945 en 2016), frijol (de 1,042 a 17,095), café (8,370 a 45,832); plátano (de 350,000 libras en 2012 a 3,678,500 en 2016)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>El 58% de las organizaciones pudieron diversificar su producción (frente al 5% del grupo de control)</li> <li>Organizaciones de productores/as aumentaron la producción del 31% (vs meta 30%)</li> <li>Los resultados obtenidos por cada organización/cadena indican la creación de valor en la producción (de US\$ 15.7 MDD por año). La mayor diferencia se encuentra en la proyección del cultivo de granos básicos</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Incremento de la producción de los principales cultivos impulsados por el proyecto (p.ej.: 138% en la producción de maíz; 130% frijol; 133% arroz; 119% café; 158% cacao; 161% papa; 100% ajo)</li> <li>4,396 familias productoras aumentaron la producción y rendimiento de los cultivos y tienen un sistema de producción en la finca equilibrado en el uso del suelo (61% de la meta), en relación con las necesidades alimentarias</li> </ul>
Generación de empleo		<ul style="list-style-type: none"> <li>Las organizaciones beneficiarias han generado 9,964 empleos (8,464 temporales y 1,500 permanentes)</li> <li>Los salarios diarios generados con la intervención del proyecto oscilan entre US\$4.00 y US\$6.80)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>2,051 empleo directos generados (vs meta 1,874) a través de inversiones en el fortalecimiento de 246 cooperativas</li> </ul>

Fuentes: ITP y VIFP de los proyectos.

<sup>301</sup> La cadena de lácteos es la que presentó mayor estabilidad en producción y articulación a mercados asegurados, ya que la entrega de leche se hace diariamente mediante programación, los pagos del aliado comercial son periódicos y seguros, lo que garantiza el crecimiento económico que permite la diversificación de otros productos derivados de la leche, generando mayores oportunidades y mejorando ingresos.

Cuadro 19.  
Alcance de población femenina en los proyectos completados

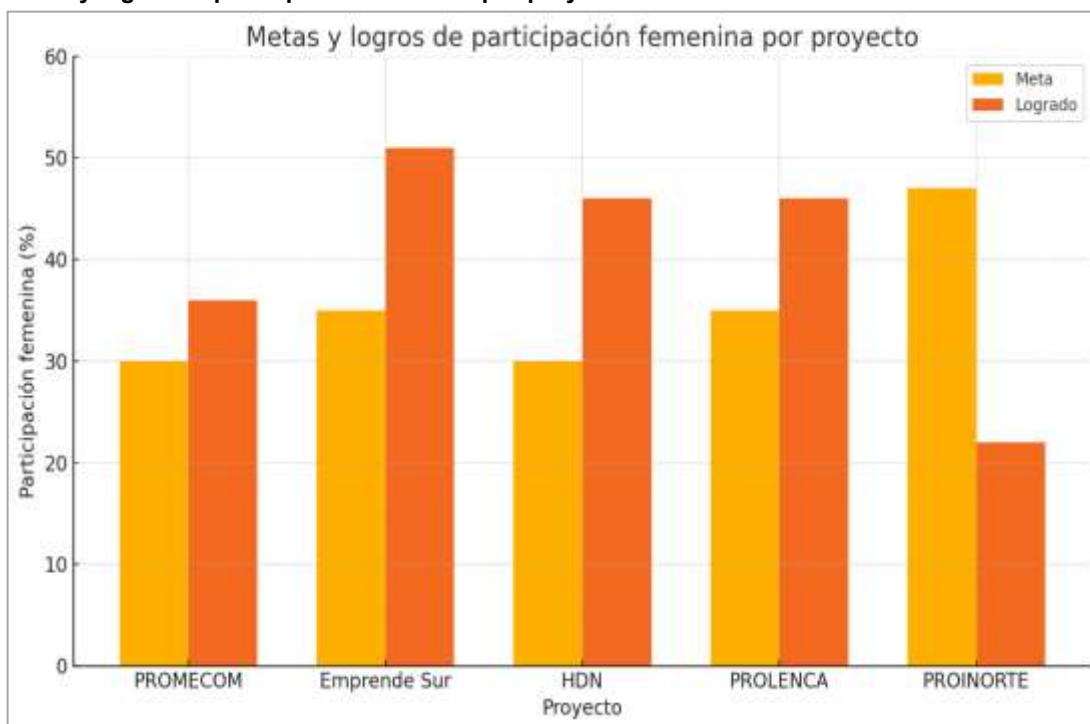
Indicador	PROMECOM			Emprende Sur			HDN			PROLENCA			TOTAL		
	Meta	Alcance	%	Meta	Alcance	%	Meta	Alcance	%	Meta	Alcance	%	Meta	Alcance	%
Empleos generados para mujeres				1,200	3,680	307				468	769	164	1,668	4,449	267
Mujeres capacitadas en prácticas y tecnologías de producción agrícola	3,141	742	24	3,375	3,936	117							6,516	4,678	72
Mujeres capacitadas prácticas y tecnologías de producción ganadera	510	268	53	563	363	64							1,073	631	59
Mujeres capacitadas en producción pesquera				563	287	51							563	287	51
Mujeres capacitadas en gestión de recursos naturales y/o informadas obre impactos y consecuencias del cambio climático	2,887	372	13							2,010	2,324	116	4,897	2,696	55
Mujeres capacitadas en post-producción, elaboración y comercialización	3,377	1,135	34	4,500	4,270	95							7,877	5,405	69
Mujeres capacitadas en actividades generadoras de ingresos y/o gestión empresarial	3,737	1,986	53	254	4,734	1,864				3,548	3,344	94	7,539	10064	133
Mujeres capacitadas en alfabetización financiera o en el uso de productos y servicios financieros, o en ambos				400	1,088	272							400	1,088	272
Mujeres en la membresía de organizaciones apoyadas (OPs, grupos de comercialización)	2,439	1,906	78							3,548	3,283	93	5,987	5,189	87
Mujeres miembros de los grupos de ahorro y crédito formados o reforzados	601	594	99	1,800	1,977	110	3,000	516	17				5,401	3,087	57
Mujeres miembros de grupos que gestiona infraestructura	1,706	1,413	83										1,706	1,413	83
Mujeres en grupos para manejo de recursos naturales				1,200	1,656	138							1,200	1,656	138
Mujeres que acceden a recursos de los servicios financieros rurales existentes (incluyendo ahorro)				3,000	1,975	66				4,000	3,887	97	7,000	5,862	84

107

Organizaciones y grupos (para gestión de infraestructura y recursos naturales, comunitarios, CRAC, OP) lideradas por mujeres / con mujeres en directivas	332	472	142	49	102	208	3,547	3,959	112	<b>3,928</b>	<b>4,533</b>	<b>115</b>
--	-----	-----	-----	----	-----	-----	-------	-------	-----	--------------	--------------	------------

Fuente: ITP.

Gráfico 5.  
**Metas y logros de participación femenina por proyecto**



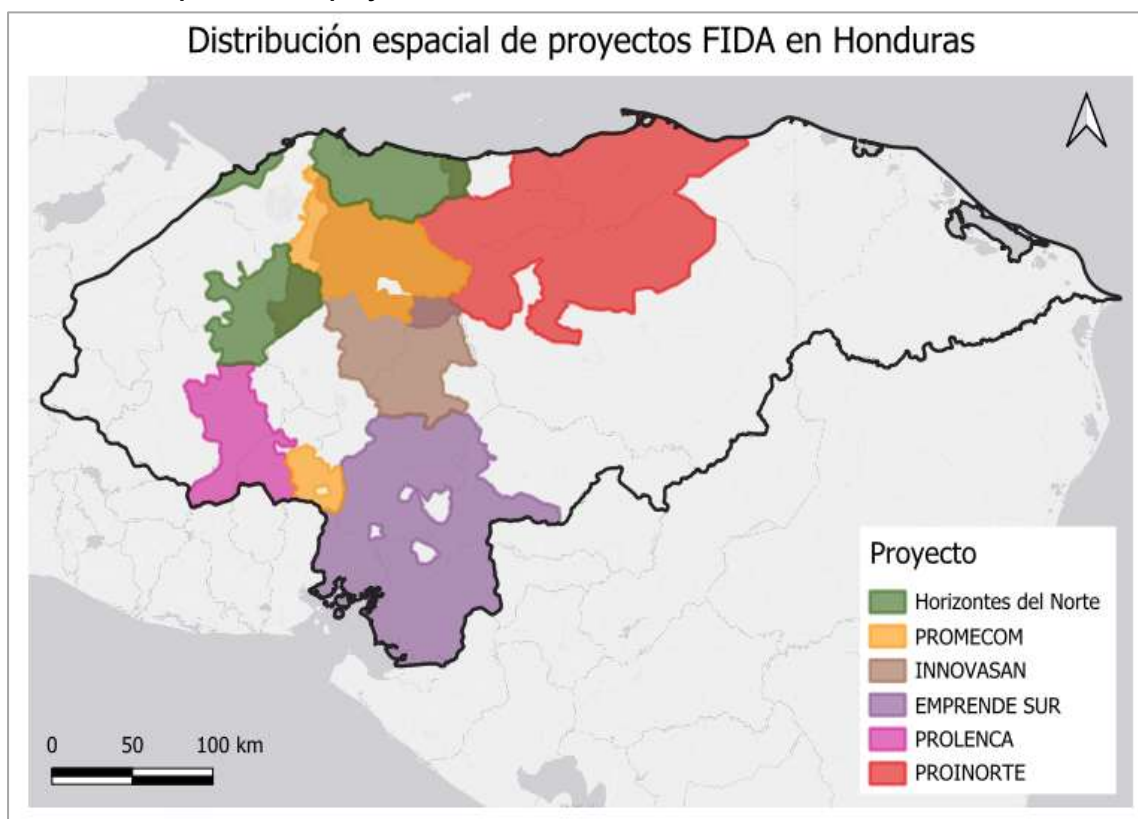
## Análisis GIS de los proyectos de FIDA

Este análisis tiene como propósito comprender las diferencias entre las áreas donde se han implementado o implementarán proyectos en Honduras (PROMECOM, EMPRENDESUR Horizontes del Norte (HDN), PROLENCA, PROINORTE e INNOVASAN) y compararlas con aquellas áreas del país donde no ha habido proyectos del FIDA. Se busca comprender si los proyectos se concentraron en regiones con mayores condiciones de vulnerabilidad y analizar características socioeconómicas y físicas del territorio a través de la construcción de indicadores geográficos de acuerdo con la cobertura espacial de la ejecución de los proyectos. Las variables que se consideraron en este análisis están descritas con mayor detalle en la sección de metodología.

### Resultados principales

Mapa 1.

**Distribución espacial de los proyectos en Honduras**



El Mapa 1 presenta la distribución espacial de los proyectos del FIDA. Aunque la superposición de los proyectos es escasa, posible identificar algunas zonas de traslape de proyectos en determinadas áreas, como en la zona norte del proyecto de INNOVASAN, donde también hay presencia de los proyectos de EMPRENDESUR, PROMECOM y Horizontes del Norte.

La Tabla 1 presenta la información de los indicadores calculados para las áreas definidas previamente por medio de los proyectos FIDA:

Tabla 1.

Proyecto	PROMECOM	EMPRENDE SUR	HDN	PROLENCA	PROINORTE	INNOVASAN	Área sin proyecto
Área en kilómetros cuadrados*	8,472.936	13,247.200	6,601.422	3,620.805	15,104.326	9,988.835	63,687.474
PIB 2020 en millones de USD (constante 2017, PPA)	2,619.463	14,981.891	3,382.960	1,067.732	2,430.317	2,777.457	25,857.640
PIB 2020 en millones de USD (ajustado 2023, PPA)	3,465.549	19,821.042	4,475.656	1,412.610	3,215.309	3,674.576	34,209.658
Habitantes por hectárea en 2020	76.600	175.700	102.640	86.510	42.850	67.610	75.920
Habitantes en 2020	648,566.880	2,325,062.750	665,163.880	315,658.380	646,814.000	668,523.750	4,816,998.000
PIB per cápita 2020 USD (ajustado 2023, PPA)	5,343.395	8,524.949	6,728.651	4,475.122	4,970.995	5,496.552	7,101.863
Tiempo de viaje a la ciudad grande más cercana (minutos)	180.280	64.550	113.120	115.290	238.850	150.150	394.460
Elevación sobre el nivel del mar en metros	699.540	692.460	436.840	1,266.800	641.160	813.810	564.050
Índice Global de Deprivación Relativa (GRDI) (0 a 100)	77.110	71.280	73.770	80.320	78.260	76.650	77.340
Hectáreas de bosque en 2013	487,649.680	450,160.429	454,893.941	206,477.456	974,691.933	532,761.999	3,951,381.791
Hectáreas de bosque en 2023	426,525.492	420,110.128	400,790.971	193,393.349	809,564.602	467,945.908	3,418,702.455
Pérdida porcentual (%) de área boscosa entre 2013 y 2023	-12.534	-6.675	-11.894	-6.337	-16.941	-12.166	-13.481
Promedio del Índice de Vegetación de Diferencia Normalizada (NDVI) de 2013 a 2023 (valor entre -1 y 1)	0.731	0.637	0.757	0.704	0.734	0.691	0.692
Promedio del Índice de Vegetación Mejorado (EVI) de 2013 a 2023 (valor entre -1 y 1)	0.463	0.385	0.500	0.406	0.467	0.419	0.441

Promedio de Productividad Primaria Neta (NPP) de 2013 a 2023 (gramos de Carbono por metro cuadrado por año [gC/m2/yr])	1.337	0.966	1.317	1.458	1.391	1.325	1.239
--	-------	-------	-------	-------	-------	-------	-------

\*Los proyectos que abarcan mayor superficie son PROINORTE (15,104.32 km<sup>2</sup>) y EMPRENDESUR (13,247.20 km<sup>2</sup>)

## Producto Interno Bruto (PIB)

Mapa 2.

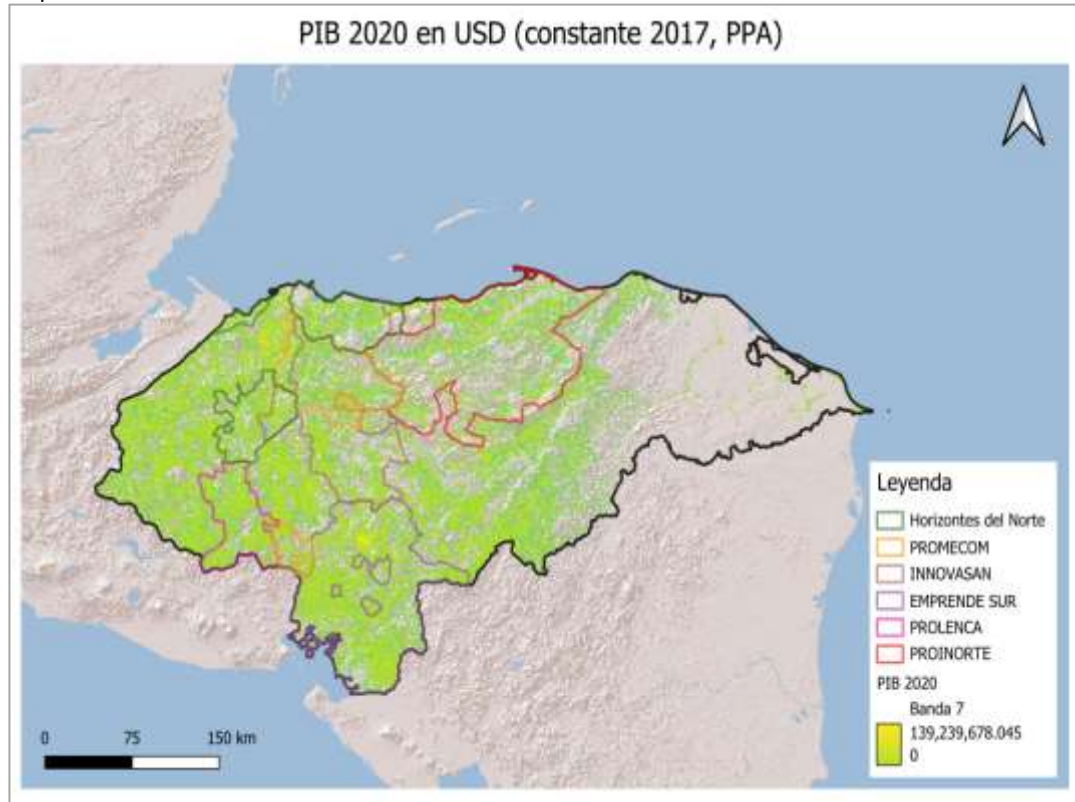
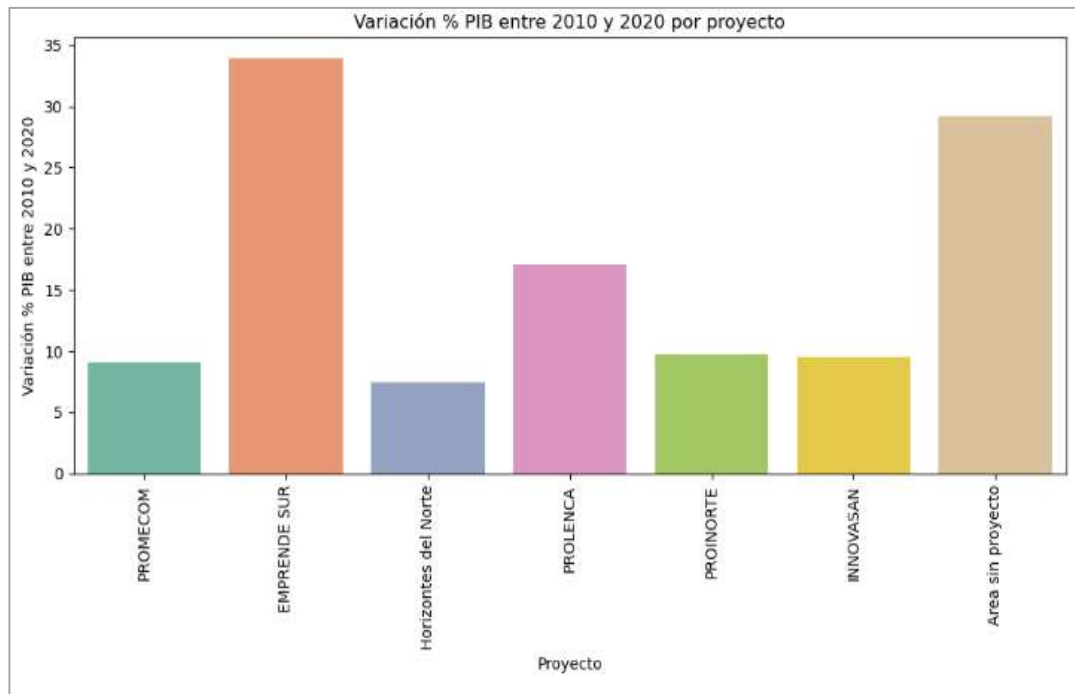


Gráfico 1.



Como se muestra en el Gráfico 1, el mayor crecimiento del PIB entre 2010 y 2020 se observa en la zona de EMPRENDESUR (33.91%), superando al área sin proyecto (29.25%), y en PROLENCA (17.12%). En el periodo 1990-2020, EMPRENDESUR destaca como el PIB más alto sin considerar el área sin proyecto (Gráfico 2). Por el lado del PIB per cápita, en el Gráfico 3 se observa que EMPRENDESUR (USD \$ 6443.65) supera el área sin proyecto (USD \$

5367.99) y, junto a Horizontes del Norte (USD \$ 5085.90), se encuentra por encima del promedio de las observaciones (USD \$ 4604.42). Esta variable indica que puede haber falencias en la focalización de las áreas de intervención de los proyectos de EMPRENDESUR y Horizontes del Norte en lo relativo al criterio económico, puesto que se está trabajando en áreas donde se evidencia una ventaja económica frente a otras áreas del país en donde se realizan proyectos como PROMECOM, PROLENCA, PROINORTE e INNOVASAN.

Gráfico 2.

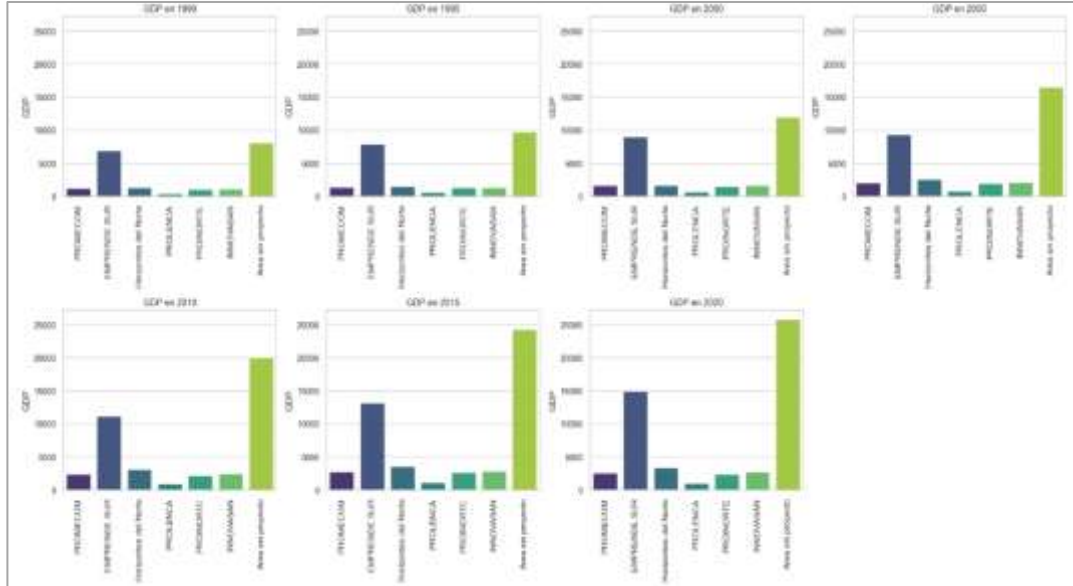
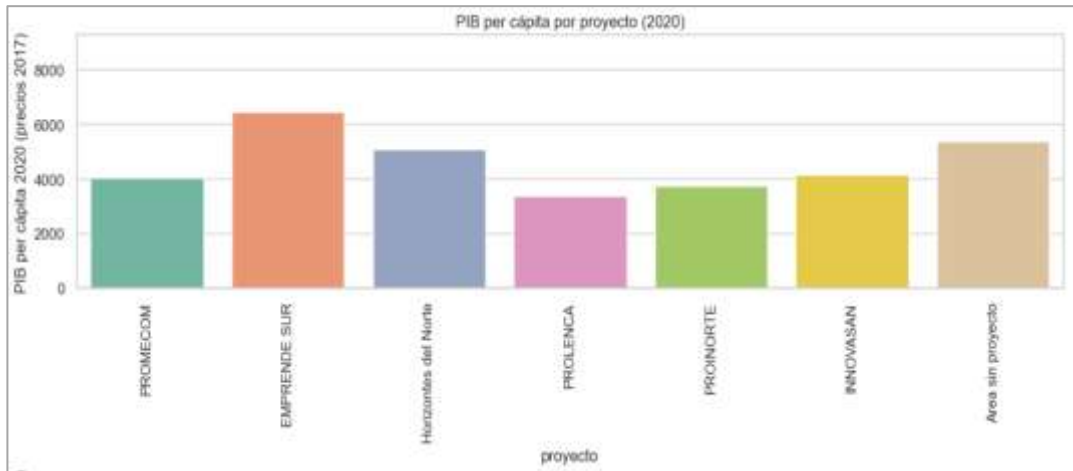


Gráfico3.



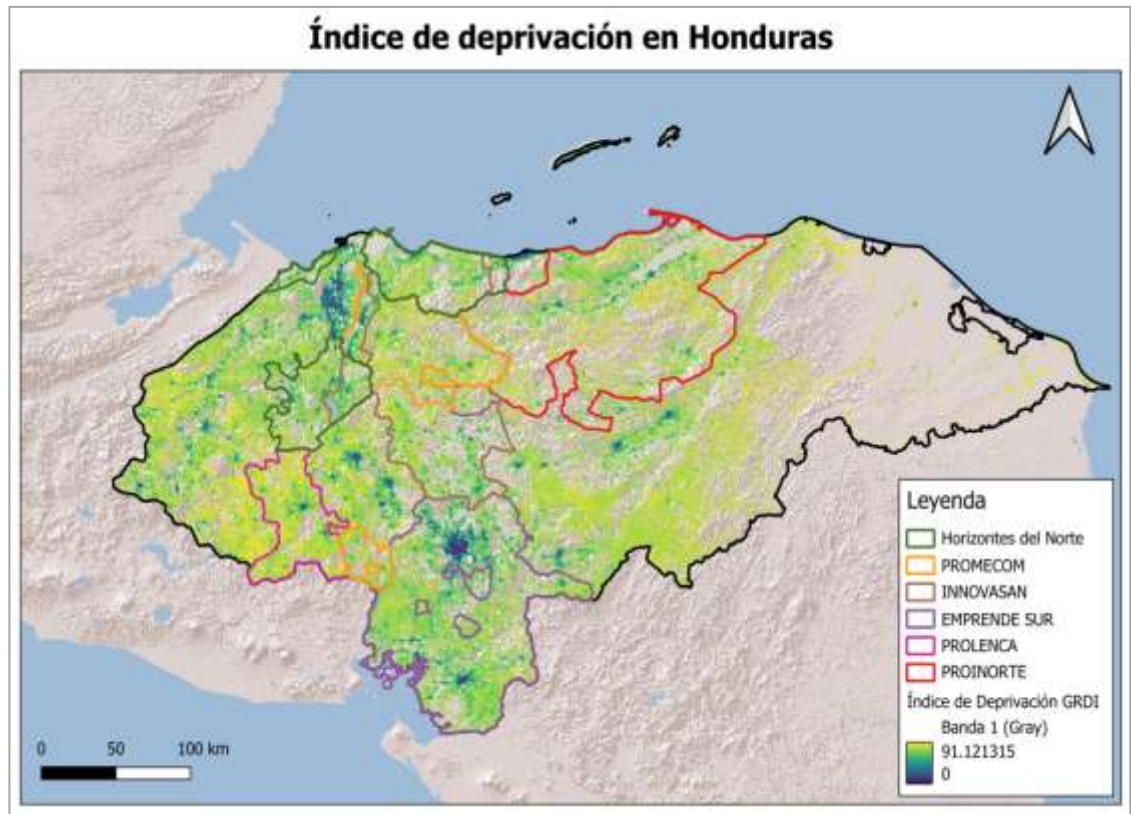
**Deprivación**

Este indicador captura la vulnerabilidad económica de manera más precisa al contemplar e integrar diversas dimensiones de privación y pobreza. A diferencia del PIB, el Índice Global de Privación Relativa (GRDI) incorpora componentes como: tasa de dependencia infantil, tasas de mortalidad infantil, índice de desarrollo humano subnacional, área construida por kilómetro cuadrado y luces nocturnas. Estos factores socioeconómicos permiten una caracterización más completa y específica de la vulnerabilidad de un área geográfica y revelan desigualdades más profundas que el PIB por sí solo no permite evidenciar.

Con respecto al GRDI si bien todas las observaciones tienen valores relativamente cercanos al promedio (76.39), PROLENCA registra el mayor nivel de deprivación (80.32) y EMPRENDESUR el menor (71.28). Este último sigue

presentando condiciones económicas más favorables que las demás zonas intervenidas.

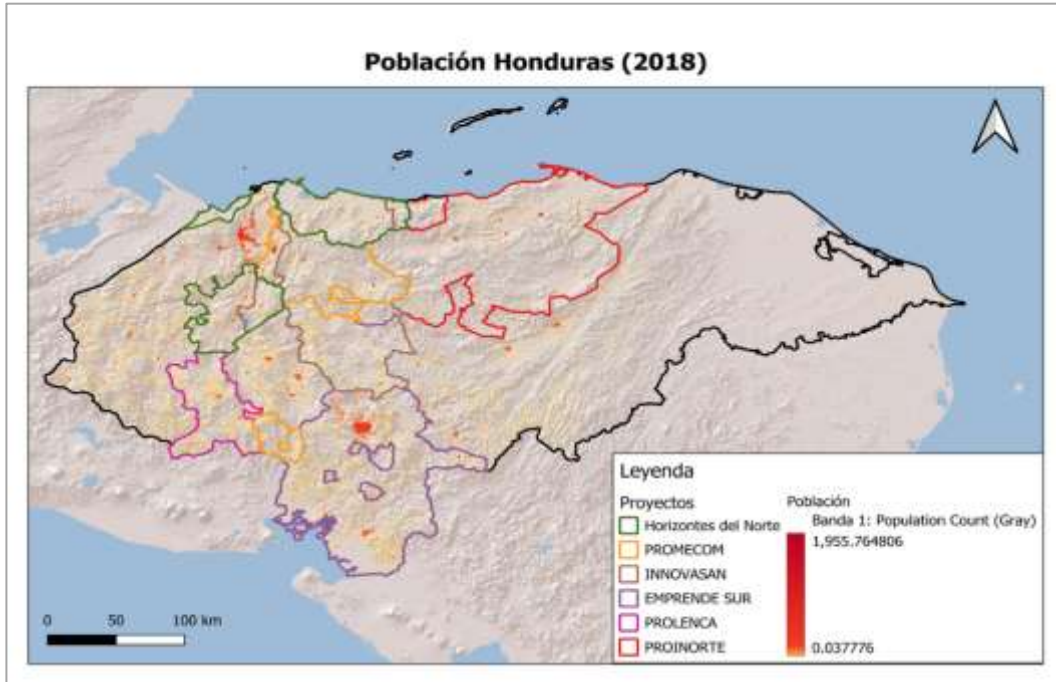
Mapa 3.



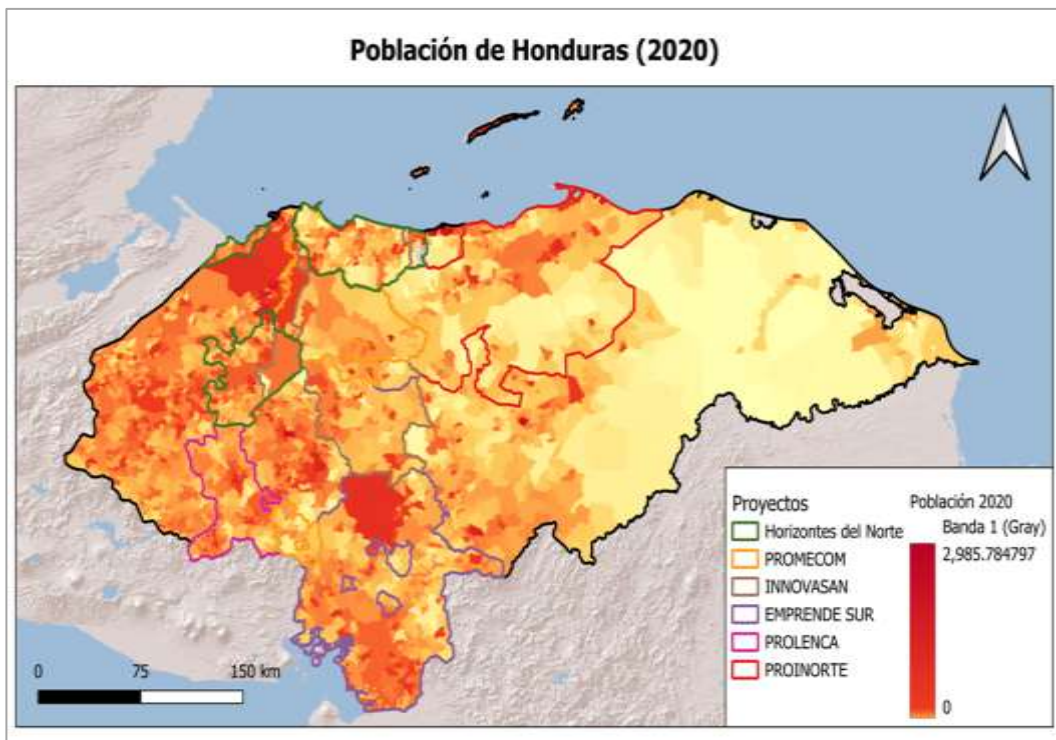
### Densidad poblacional

Lo anterior está correlacionado con la densidad poblacional y cantidad de población registrada en las áreas de los proyectos EMPRENDESUR (175.7 hab/km<sup>2</sup>) y Horizontes del Norte (102.64 hab/km<sup>2</sup>), ya que son más densamente pobladas que otras áreas con proyectos. Las zonas con intervención presentan mayor densidad poblacional en promedio (91.98 hab/km<sup>2</sup>) que la zona sin proyectos (75.92 hab/km<sup>2</sup>).

Mapa 4.



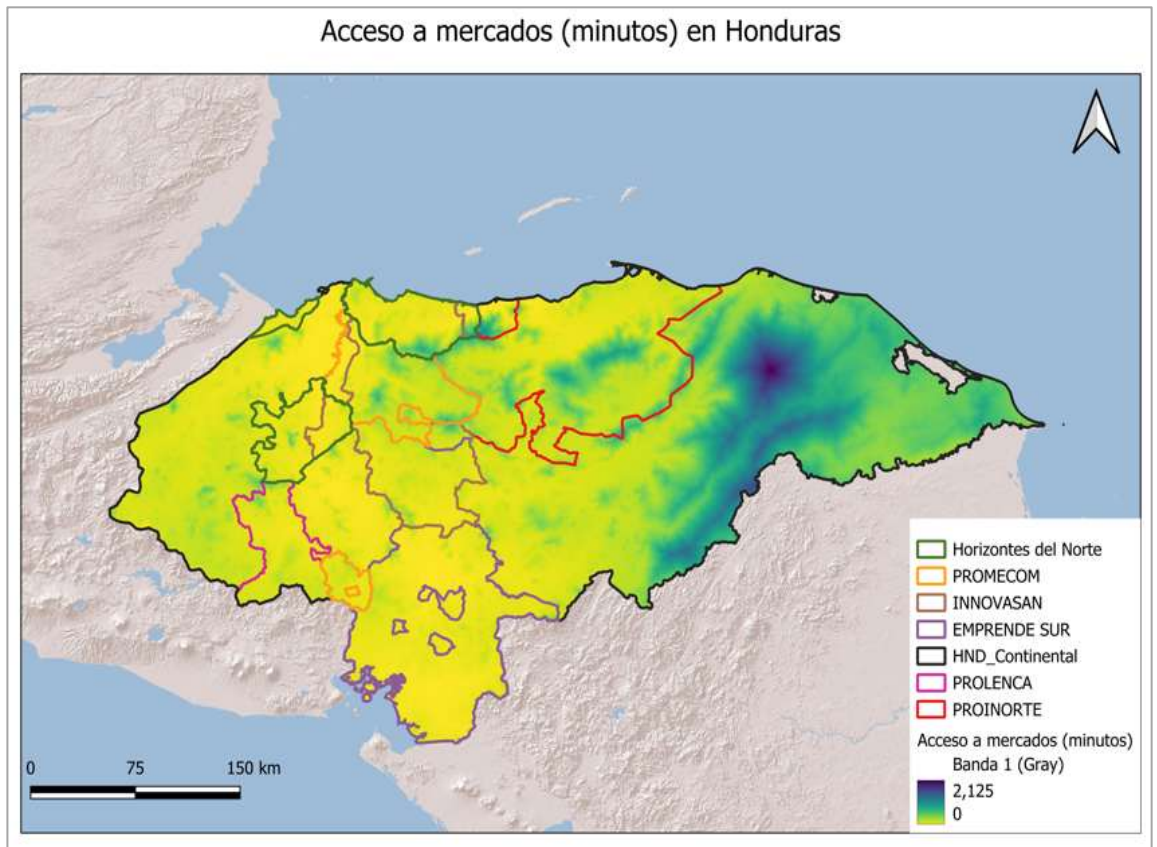
Mapa 5.



### Acceso a mercado

En cuanto a accesibilidad, la zona sin proyectos presenta el mayor tiempo promedio de viaje a ciudades con más de 50.000 habitantes, lo que sugiere mayor aislamiento y dificultad para acceder a estas zonas para realizar intervenciones. Esto es posible visualizarlo en el Mapa 5, donde se evidencia una concentración de colores más oscuros en la zona nororiental del país que corresponde al área sin proyectos. En contraste, 4 de 6 zonas con proyectos se encuentran por debajo del promedio general (179.53 minutos), lo cual indica mejor conectividad a centros urbanos frente a otras zonas del país. Sin embargo, varios entrevistados comentaron que la dispersión geográfica de los beneficiarios podría haber sido un factor que afectó la logística de las visitas, lo que en últimas podría haber causado una baja frecuencia de las visitas del equipo del proyecto y de la asistencia técnica<sup>302</sup>.

Mapa 6.

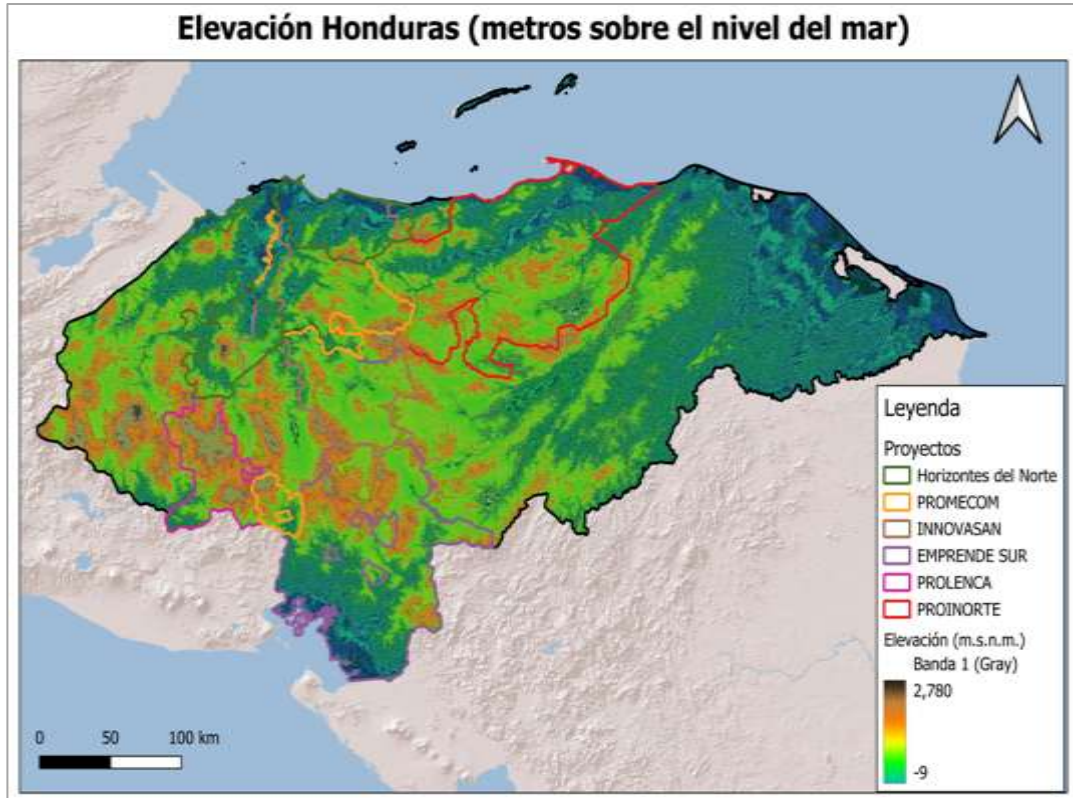


<sup>302</sup> Entrevista BCIE.

### Altitud sobre el nivel del mar

Pese a que la mayoría de las zonas muestran elevaciones promedio similares, PROLENCA se destaca por tener la mayor altitud (1,266.80 m), considerablemente por encima del promedio general (730.67 m), lo que podría influir en características climáticas y productivas del área. Además, las dos observaciones que registran menor elevación son Horizontes del Norte (436.84 m) y el área sin proyectos (564.05 m).

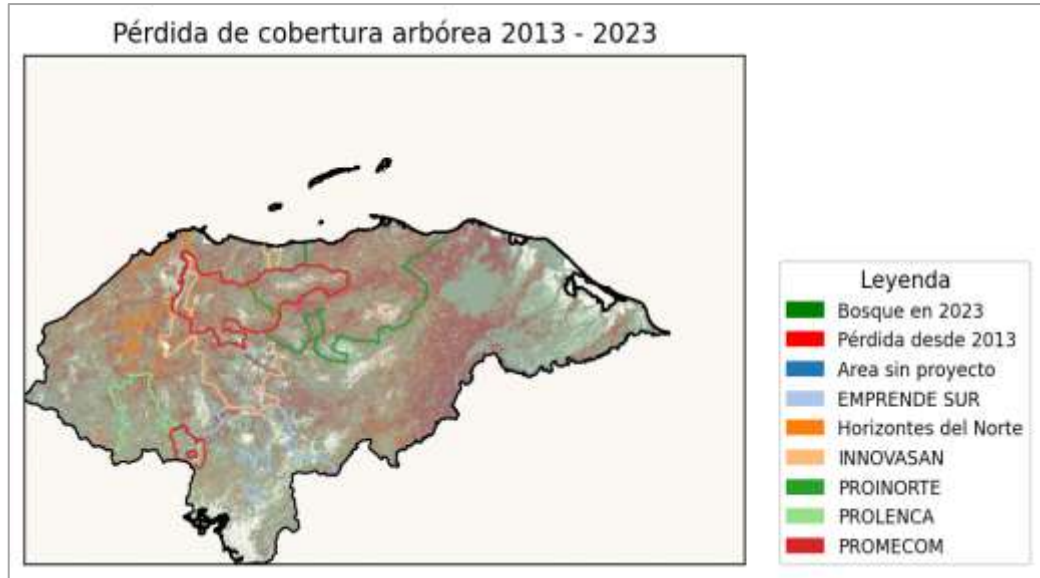
Mapa 7.



### Deforestación

Al analizar la variable de deforestación entre los años de 2013 y 2023, se evidencia que las tasas de pérdida de cobertura forestal son más bajas en zonas con proyectos (11.09% en promedio) frente al área sin intervención (13.48%). Ahí destacan positivamente EMPRENDESUR (6.67%) y PROLENCA (6.33%) al estar por debajo del promedio, mientras que PROINORTE (16.94%) y el área sin proyecto (13.48%) presentan las mayores tasas de deforestación. El Mapa 7 muestra que las zonas con proyectos presentan una menor deforestación en comparación al área sin proyectos, puesto que hay una mayor concentración de píxeles rojos (los cuales representan la pérdida de bosque entre 2013 y 2023) en la zona este del país con respecto al resto de áreas

Mapa 8.



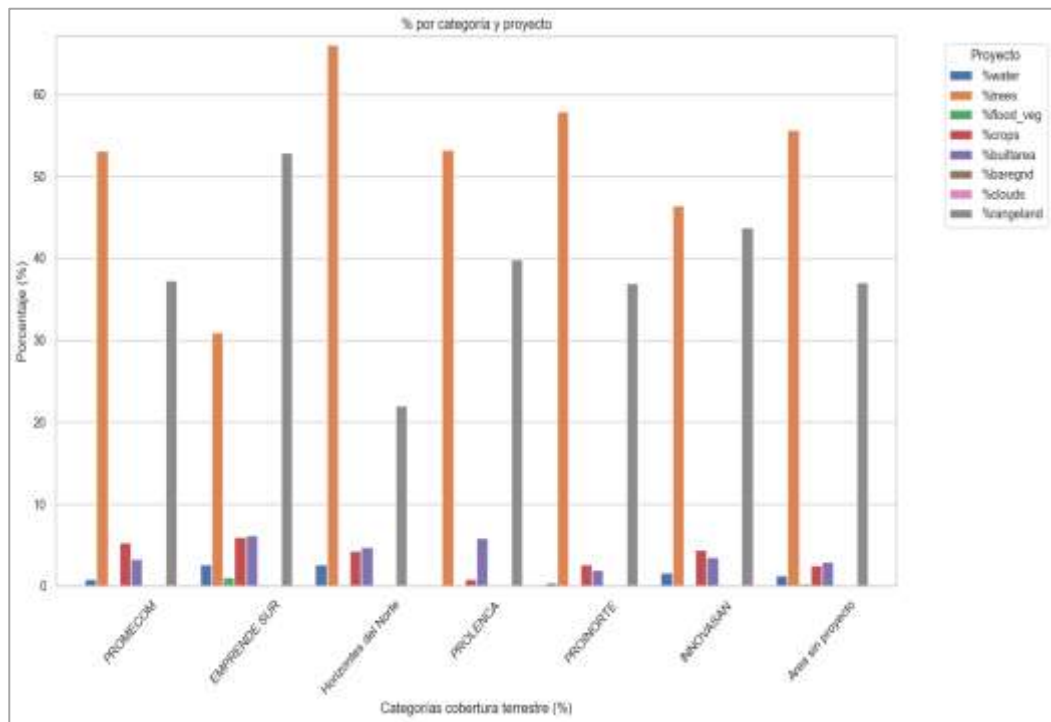
### Análisis de coberturas

En lo relativo a las coberturas terrestres en 2024, es posible identificar que los árboles y pastizales son las categorías dominantes. En cuanto al porcentaje de árboles, proyectos como Horizontes del Norte (66%) y PROINORTE (57.9%) destacan como las zonas con las más altas proporciones de cobertura vegetal natural. Esto a pesar de que PROINORTE presenta la tasa más alta de deforestación entre 2013 y 2023 (16.9%).

Por otro lado, en la categoría de pastizales, resaltan los proyectos de EMPRENDESUR (52.9%) e INNOVASAN (43.8%), lo que usualmente se correlaciona con actividades productivas como la ganadería. En cuanto a la categoría de área construida, los proyectos de EMPRENDESUR (6.2%) y PROLENCA (5.8%) presentan los porcentajes más altos, lo que podría indicar mayor urbanización frente a las demás zonas. Por otro lado, frente a la categoría de tierras de uso agrícola, pese a que en general es un porcentaje bajo, EMPRENDESUR (6%) y PROMECOM (5.3%) destacan.

A manera general, sería posible establecer que el área de Horizontes del Norte es un área predominantemente boscosa y EMPRENDESUR es más diversa ya que tiene usos mixtos del suelo en categorías como pastizales, boscosos, urbanos y agrícolas.

Gráfico 4

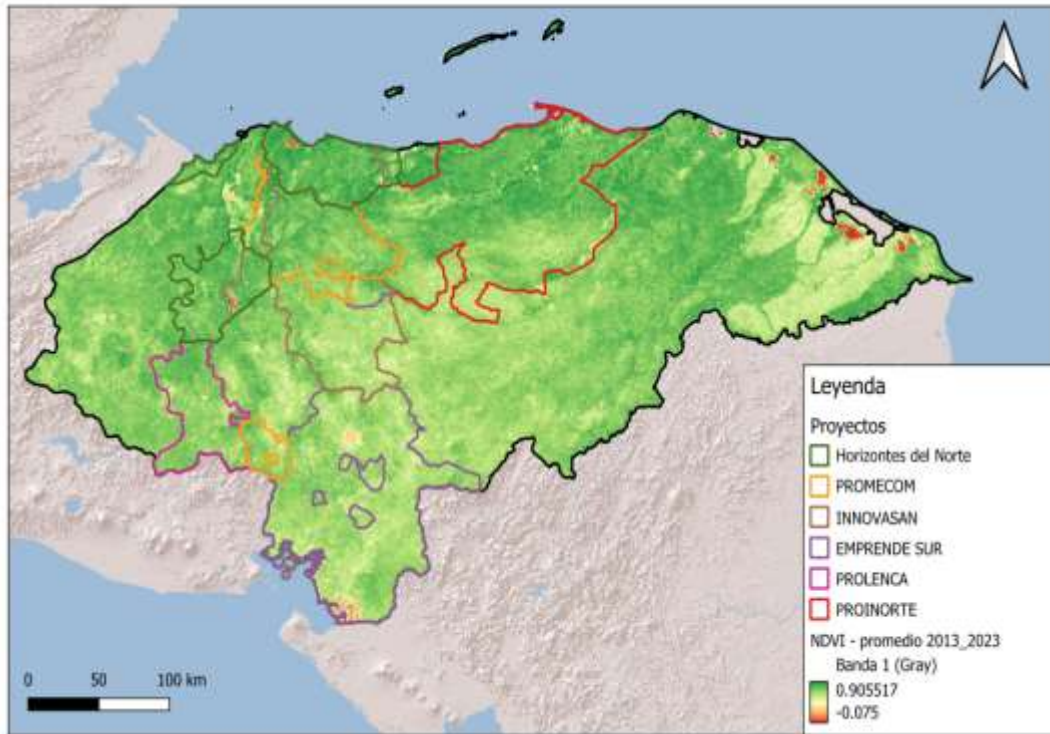


### NDVI y EVI

Entre 2013 y 2023, los valores promedio de NDVI y EVI sugieren una alta cobertura vegetal en todas las zonas analizadas. Horizontes del Norte presenta los valores más altos tanto de NDVI (0.76) como de EVI (0.49), indicando una vegetación densa y vigorosa. Le siguen PROINORTE y PROMECOM, ambos por encima del promedio general, lo que también refleja una buena condición de vegetación. En contraste, EMPRENDESUR presenta los valores más bajos en ambos índices (NDVI: 0.64, EVI: 0.38), lo que sugiere una cobertura vegetal menos densa o más intervenida, lo cual también se relaciona con los resultados de cobertura terrestre mencionados anteriormente y con la ubicación de esta zona en Corredor Seco Centroamericano. En general, la mayoría de las áreas con proyectos tienden a tener índices similares o ligeramente superiores a las áreas sin proyecto.

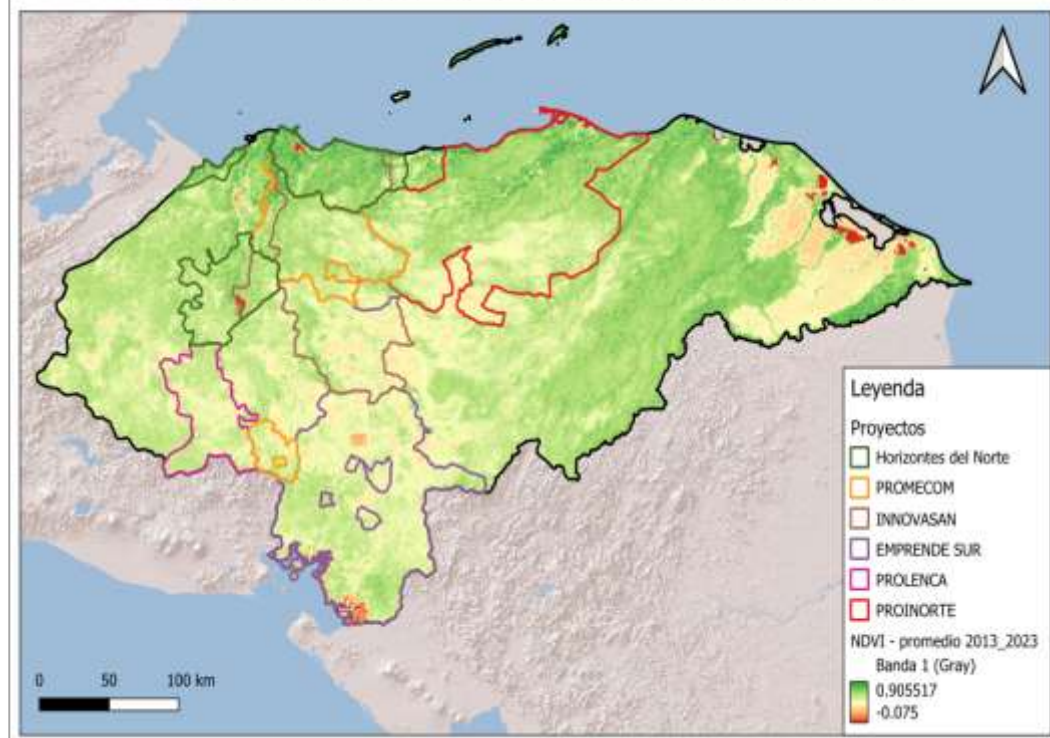
Mapa 9.

**Índice de Vegetación de Diferencia Normalizada - NDVI (promedio 2013-2023)**



Mapa 10.

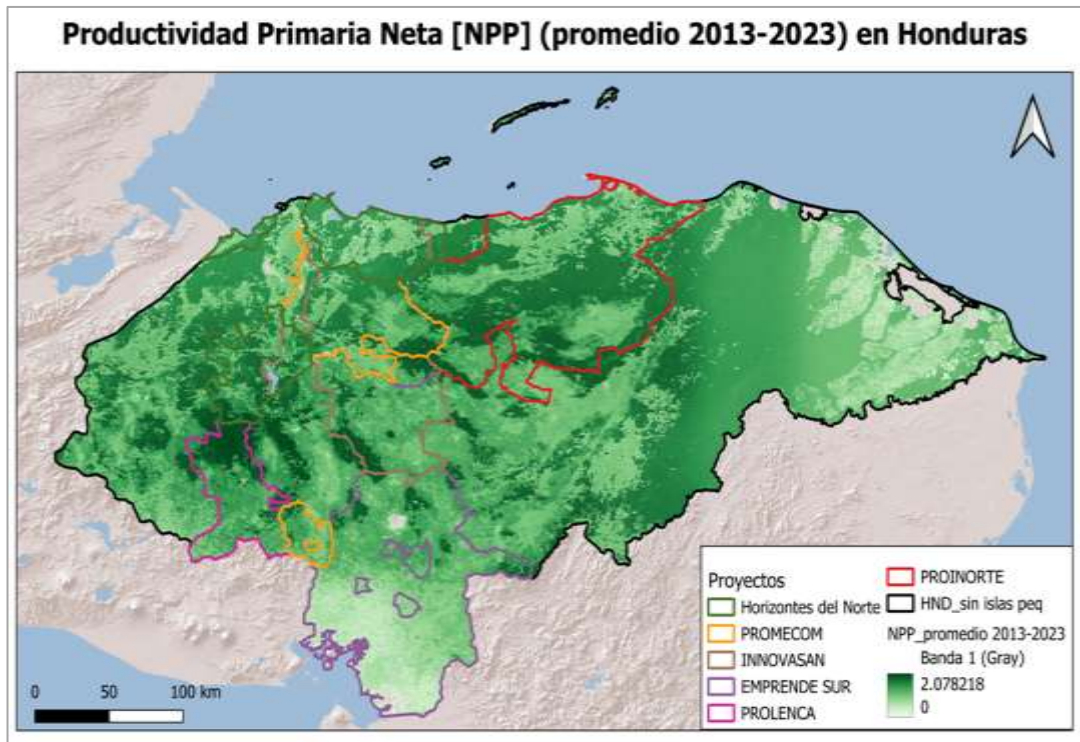
**Índice de Vegetación Mejorado - EVI (promedio 2013-2023)**



**NPP**

Los valores de NPP revelan diferencias importantes en la capacidad de los ecosistemas para generar biomasa. En promedio, entre 2013 y 2023 PROLENCA evidencia un valor significativamente superior (1.46), indicando una alta productividad ecológica, posiblemente asociada a una cobertura vegetal densa como se evidenciaba en el porcentaje de árboles y pastizales en el indicador de cobertura terrestre. A este proyecto le siguen PROINORTE (1.39) y PROMECOM (1.34), ambos por encima del promedio general (1.29), indicando buenas condiciones ecológicas. En contraste, el área sin proyecto y EMPRENDESUR registran los valores más bajos (1.24 y 0.97, respectivamente), lo que puede asociarse a menor biomasa, degradación ambiental o usos del suelo menos productivos desde una perspectiva ecológica.

Mapa 11.



## Metodología

Se realizó la construcción de un panel de datos a nivel de área de cada uno de los proyectos, en adición a una categoría de “área sin proyectos”, que permite realizar comparaciones entre las diferentes áreas. Para la consolidación de información, se consultaron diferentes fuentes de datos geográficos, descritas en la Tabla 2, las cuales fueron posteriormente procesadas en Python utilizando librerías como Geopandas, Rasterio y Pandas.

Tabla 2.

### Variables de análisis

Indicador	Unidad	Resolución	Frecuencia / Rango de tiempo	Fuente
Población hasta 2020	Número de habitantes	30 m	Cada cinco años / 2000-2020	SEDAC (Data For Good, 2021)
PIB	USD (constante 2017, PPA)	30 arcossegundos	Anual / 1990-2020	Conjuntos de datos globales del Producto Interno Bruto (Kummu et al., 2024).
Tiempo de viaje a la ciudad principal en minutos	Minutos	927 m <sup>2</sup>	2015	Conjunto de indicadores globales de accesibilidad (Nelson et al., 2019).
Elevación sobre el nivel del mar en metros	Metros sobre el nivel del mar	30 m	Capa permanente	(NASA, 2023)
Índice Global de Deprivación Relativa (GRDI)	Valor de Deprivación (0-100)	30 arcossegundos (aprox. 1 km)	Promedio 2010-2020	SEDAC (CIESIN-Columbia University, 2022)
Deforestación	Hectáreas; porcentaje	30 m	2013-2023	Mapas globales de cambio en la cobertura forestal del siglo XXI (Hansen et al., 2013).
Cobertura Terrestre Esri	Definiciones de Clases	10 m	Anual / 2017-2024	(Esri, 2024)
Índice de Vegetación de Diferencia Normalizada (NDVI)	Valor de índice (entre -1 y 1)	250 m	Cada 16 días/ 2018-2025	Mapas globales de Índices de vegetación de Terra MOD13Q1.061 (NASA, 2025).
Índice de Vegetación Mejorada (EVI)	Valor de índice (entre -1 y 1)	250 m	Cada 16 días/ 2018-2025	Mapas globales de Índices de vegetación de Terra MOD13Q1.061 (NASA, 2025).
Productividad Primaria Neta (NPP)	Gramos de Carbono por metro cuadrado por año (gC/m <sup>2</sup> /yr)	500 m	Anual / 2001 - 2024	Mapas globales de Productividad Primaria Neta - MOD17A3HGF.061 (NASA, 2024).

- Población:** Estimaciones de la población humana (número de personas por píxel), consistentes con los censos nacionales y registros de población, para los años 2000, 2005, 2010, 2015 y 2020. Se utilizó un algoritmo de asignación proporcional para las grillas, utilizando aproximadamente 13.5 millones de unidades administrativas nacionales y subnacionales.

- **Deforestación:** Este indicador mide la pérdida de vegetación de más de 5 metros de altura entre los periodos 2013 y 2023<sup>303</sup>.
- **PIB per cápita:** Para calcular esta variable, se empleó la capa de PIB total (a valores de paridad de poder adquisitivo, PPA) correspondiente al año 2020, a una resolución de 30 arcosegundos (~1 km). Estos valores están expresados en dólares constantes de 2017, pero ajustados por la inflación de 2023. Para calcular el PIB per cápita, se utiliza este valor y se divide por la población calculada en los indicadores anteriores.
- **Acceso a mercados:** Mide el tiempo de viaje en minutos a las ciudades de más de 50 mil habitantes más cercanas.
- **Índice de deprivación:** Caracteriza los niveles relativos de deprivación multidimensional y pobreza, con una resolución de 30 arcosegundos (~1 km). Se construye a partir de datos sociodemográficos y satelitales ponderados en seis componentes principales: tasas de dependencia infantil, tasas de mortalidad infantil, un índice de desarrollo humano subnacional, el área construida por kilómetro cuadrado y luces nocturnas.
- **Elevación sobre el nivel del mar:** Modelo de elevación digital producido globalmente por la NASA disponible a través del USGS (*U.S. Geological Survey*).
- **Cobertura terrestre:** La cobertura terrestre proporciona información sobre los usos del suelo, lo cual es relevante porque ayuda a comprender cómo interactúan los distintos tipos de uso del suelo, como bosques, agua, cultivos, etc., dentro del territorio y cómo evolucionan con el tiempo. La información de esta variable se extrajo del modelo Esri, que usó como fuente datos del satélite Sentinel 1. En total, la capa de cobertura terrestre incluye 9 categorías que son agua, cobertura arbórea, vegetación inundada, cultivos, área construida, suelo desnudo, nieve/hielo, nubes y pastizales.
- **Índice de Vegetación de Diferencia Normalizada:** Este indicador proporciona información sobre la densidad y vigor de la vegetación, permite identificar zonas de cobertura vegetal y observar cambios en el tiempo. Tanto el NDVI como el EVI se derivan de las reflectancias de superficie bidireccionales corregidas atmosféricamente, enmascaradas para excluir agua, nubes, aerosoles densos y sombras de nubes. Estos índices están incluidos en el producto MOD13Q1 del sensor MODIS de la NASA.
- **Índice de Vegetación Mejorado (EVI):** Este indicador es otro de los datos proporcionados MOD13Q1. Fue desarrollado para mejorar la sensibilidad a la vegetación en áreas con alta biomasa y reducir las influencias del suelo y atmósfera sobre la señal. Esto lo convierte en un indicador complementario al NDVI, especialmente útil para un análisis más preciso y riguroso de la cobertura y el uso del suelo en zonas densamente vegetadas.
- **Productividad Primaria Neta (NPP):** Este índice mide la diferencia entre el dióxido de carbono absorbido y el emitido por las plantas<sup>304</sup>, en otras palabras,

<sup>303</sup> (Global Forest Change, s.f.)

<sup>304</sup> «Net Primary Productivity (1 Year - Terra/MODIS) | NASA», Text.Article, Net Primary Productivity (1 year - Terra/MODIS) | NASA (NASA Earth Observations (NEO), 4 de abril de 2024), [https://neo.gsfc.nasa.gov/view.php?datasetId=MOD17A3H\\_Y\\_NPP](https://neo.gsfc.nasa.gov/view.php?datasetId=MOD17A3H_Y_NPP).

mide la cantidad neta de dióxido de carbono atrapado por las plantas y el liberado por ellas, lo cual representa una estimación del crecimiento neto de biomasa vegetal en un área determinada. Este indicador ofrece una medida precisa y regular de la actividad productiva y crecimiento de la vegetación terrestre, su utilidad práctica está relacionada al rendimiento de los cultivos, forraje de los pastizales y producción forestal, al igual que otros productos derivados del crecimiento vegetal con implicaciones económicas y sociales. Además, al reflejar la capacidad de los ecosistemas para capturar carbono atmosférico, también contribuye al análisis de la dinámica del ciclo de carbono y al monitoreo del cambio climático. Posterior a la descarga de los datos, se realizó el reescalamiento de los datos, usando un factor de 0.0001, y se calculó el promedio de NPP dentro de las áreas para cada uno de los proyectos. Las unidades son expresadas en  $\text{kg} \cdot \text{C} / \text{m}^2$ , es decir, kilogramos de dióxido de carbono por metro cuadrado.

## Lista de personas clave contactadas

### Gobierno

Arturo Galo, Director de Ciencia y Tecnología Agropecuaria (DICTA), Secretaría de Agricultura y Ganadería (SAG).

Arturo Oliva, Ex Director del proyecto EMPRENDE SUR, Secretaría de Agricultura y Ganadería (SAG).

Christina Olsen, Directora del proyecto INNOVATECH 2.0, INNOVASAN, Secretaría de Educación (SED).

Claudia Carolina Martínez, Oficial Financiera y de Desembolsos del proyecto PROINORTE, Secretaría de Agricultura y Ganadería (SAG).

Dennis Ernesto Funes, Director General de la Unidad de Apoyo a Proyectos (UAP), Secretaría de Agricultura y Ganadería (SAG).

Eduardo Chirinos, Director COP, ACIDI/VOCA, en coordinación con la Secretaría de Agricultura y Ganadería (SAG).

Erlyn Menjívar, Presidente Ejecutivo del Banco Nacional de Desarrollo Agrícola (BANADESA).

Guillermo Cerritos, Ex Director de la Dirección de Ciencia y Tecnología Agropecuaria (DICTA), Secretaría de Agricultura y Ganadería (SAG).

Gustavo Argeñal Osorto, Ex Coordinador del proyecto PROMECOM, Secretaría de Agricultura y Ganadería (SAG).

Jacobo Paz Bodden, Ex Ministro de la Secretaría de Agricultura y Ganadería (SAG).

Jaime Peralta, Coordinador del Componente 2 del proyecto PROINORTE, Secretaría de Agricultura y Ganadería (SAG).

Jorbe Caballero, Ex Coordinador del Componente de Mercado del proyecto PROMECOM, Secretaría de Agricultura y Ganadería (SAG).

José Antonio Pagoada, Oficial de Seguimiento y Monitoreo del proyecto PROINORTE, Secretaría de Agricultura y Ganadería (SAG).

José Antonio Quevedo, Sub-Director del proyecto INNOVATECH 2.0, INNOVASAN, Secretaría de Educación (SED).

José Lino Pacheco, Director de la Unidad Técnica de Seguridad Alimentaria y Nutricional (UTSAN), Secretaría de Coordinación General de Gobierno.

José Manuel Medina, Coordinador Técnico de Proyectos, Oficina Coordinadora de Proyectos y Cooperación Externa, Instituto Nacional de Conservación y Desarrollo Forestal (ICF).

José Marvin Alvarado, Director del proyecto PROLENCA, Secretaría de Agricultura y Ganadería (SAG).

Karla Cáceres Jhonson, Ex Responsable de Monitoreo y Evaluación (M&E) del proyecto Horizontes del Norte, Secretaría de Agricultura y Ganadería (SAG).

Luis Osipovich, Ex Responsable de Monitoreo y Evaluación (M&E) del proyecto EMPRENDE SUR, Secretaría de Agricultura y Ganadería (SAG).

Manuel Antonio Martínez, Ex Director General de la Unidad de Apoyo a Proyectos (UAP), Secretaría de Agricultura y Ganadería (SAG).

Mario Bonilla, Funcionario de la Dirección General de Crédito Público, Secretaría de Finanzas de Honduras (SEFIN).

Mitchell Uclés, Enlace Institucional del Instituto Nacional de la Mujer (INAM), actualmente Secretaría de la Mujer (SERMUJER).

Norma Gissela Martínez, Oficial de Adquisiciones del proyecto PROINORTE, Secretaría de Agricultura y Ganadería (SAG).

Rosman Castro, Director del proyecto PROINORTE, Secretaría de Agricultura y Ganadería (SAG).

### FIDA

Arnoud Hameleers, Ex Director País para Honduras, ALC.

Bettina Prato, Ex Directora Regional, ALC.

Enrique Hennings, Director País para Honduras, ALC.

Glaysón Ferrari dos Santos, Ex Director País Honduras, ALC.  
 Juan José Pineda, Consultor, ALC.  
 Perla Carías, Oficial de Enlace para Honduras, ALC.  
 Maine Astonitas, Asesora Senior de Portafolio, ALC.  
 Mariano Pidal, Oficial de programas, ALC.

### **Socios internacionales para el desarrollo**

Alejandro Alvarez, Coordinador Residente, Oficina del Coordinador Residente de la Organización de las Naciones Unidas (ONU).  
 Birkat Van Engelen, Director para Centroamérica, Conexión ICCO América Latina.  
 Fátima Espinal Mercedes, Representante Residente, Organización de las Naciones Unidas para la Agricultura y la Alimentación (FAO).  
 Fausto Castillo, Especialista de Proyectos, Banco Interamericano de Desarrollo (BID).  
 Fernando Cáceres, Asesor de Cooperación, Delegación de la Unión Europea en Honduras.  
 Francisco J. Bueso, Senior Agriculture Specialist, Banco Mundial (BM).  
 Jenny Wiegel, Gerente Subregional para América Central Científica en Entorno Alimentario y Comportamiento del Consumidor, Alianza Bioversity & CIAT.  
 Liliana Sánchez Iglesias, Directora de País y Jefa de Proyecto Impacto Circular, Swisscontact.  
 Luis Gradiz, Ex Funcionario del Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD) involucrado en seguimiento e implementación de proyectos financiados por FIDA.  
 Marco Machado, Director Senior, Heifer Internacional.  
 Marielena Valdés, Asociada de Alianzas, Programa Mundial de Alimentos (PMA).  
 Mayra Falck, Asesora Senior en Inclusión Financiera de Mujeres, Organización de las Naciones Unidas (ONU Mujeres).  
 Norma García, Oficial de Alianzas Estratégicas y Financiamiento para el Desarrollo, Oficina del Coordinador Residente, Organización de las Naciones Unidas (ONU).  
 Pablo Olmeño, Coordinador para América Latina y el Caribe, PROCASUR.  
 Richard Barathe, Representante, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo (PNUD).  
 Sergio Aguiñada, Jefe de Oficina, Oficina del Coordinador Residente, Organización de las Naciones Unidas (ONU).  
 Sobeida Lisseth Lara, Directora País, International Development Enterprises (iDE).  
 Stephanie Hochstetter, Representante País, Programa Mundial de Alimentos (PMA).

### **Sociedad civil, instituciones de investigación, sector privado y otras personas recurso**

Angel Meza, Gerente de Agronegocios, Fundación para el Desarrollo Empresarial Rural (FUNDER).  
 Ary Avila, Gerente General de Inversiones y Servicios, AgroMoney.  
 Donaldo Allen González, Presidente, Confederación de Pueblos Autóctonos de Honduras (CONPAH).  
 Dr. Adolfo Martínez, Ex Director General de la Fundación Hondureña de Investigación Agrícola (FHIA) hasta 2024, especializado en investigación en café, sistemas agroforestales, rambutan, entre otros.  
 Dr. Raul Espinal, Profesor, Escuela Agrícola Panamericana - Zamorano.  
 Ever Miguel Rodríguez Amaya, Director, Fondo Cafetero Nacional (FCN).  
 Francisco Fortín, Gerente General, Institución Financiera CONFIANZA.  
 Ing. Osmar Napoleón Matute, Director Técnico, Instituto Hondureño del Café (IHCAFE).  
 Ing. Roberto Tejada, Ex Director de Comunicaciones, Fundación Hondureña de Investigación Agrícola (FHIA).  
 Julio López, Profesor, Escuela Agrícola Panamericana - Zamorano.  
 Luis Vásquez, Director General, Fundación Hondureña de Investigación Agrícola (FHIA).  
 Mauro Pavón, Jefe de Banca Impulso, BANRURAL.

Nestor Meneses, Responsable de Alianzas y Gestión de Proyectos, Instituto Hondureño del Café (IHCAFE).  
 Omar Cacho Gil, Coordinador de Oportunidades de Ingresos del Programa Red Solidaria.  
 Osman Izaguirre, Oficial de Servicios Financieros, Fundación para el Desarrollo Empresarial Rural (FUNDER).  
 Roman Melgar, Vicepresidente, Confederación de Pueblos Autóctonos de Honduras (CONPAH).  
 Ronald R. C. Cerrato, Jefe de Sección de Créditos Agropecuarios, Banco Hondureño para la Producción y la Vivienda (BANHPROVI).  
 Victor Avila, Gestión de Proyectos y Programas, Red de Desarrollo Sostenible.

## **Beneficiarios**

*Asociación CRAC La Fortaleza de Los Encuentros*, organización comunitaria. Ubicada en la comunidad de Los Encuentros, departamento de Olancho, Honduras.

*Asociación de Apicultores de Olanchito*, organización especializada en apicultura y comercialización de miel. Ubicada en el municipio de Olanchito, departamento de Yoro, Honduras.

*Asociación de Emprendedores Artistas Lenca Chalchiguas*, agrupación dedicada a la promoción del arte, la identidad y la cultura Lenca. Ubicada en Chalchigua, departamento de Intibucá, Honduras.

*Asociación de Productores Agropecuarios y Procesadores de Lácteos – APROJOCON*, entidad orientada a la producción ganadera y procesamiento de lácteos. Ubicada en Jocón, departamento de Yoro, Honduras.

*Asociación de Productores de Cacao de Colón – ASOPROCC*, asociación enfocada en el cultivo sostenible y transformación del cacao. Ubicada en el municipio de Trujillo, departamento de Colón, Honduras.

*Asociación de Productores Freseros del Altiplano – APROFRESAL*, dedicada al cultivo de fresas en condiciones de clima templado. Ubicada en La Esperanza, departamento de Intibucá, Honduras.

*Asociación de Productores Renacer Ganadero*, agrupación dedicada a la ganadería extensiva y procesamiento de productos lácteos. Ubicada en la comunidad de El Barreal, departamento de Yoro, Honduras.

*Asociación de Productores y Derivados La Danta*, grupo de ganaderos enfocados en la producción de leche bovina. Ubicada en la comunidad de Las Pilas, departamento de Colón, Honduras.

*Caja Ambiental Santa Isabel*, iniciativa comunitaria dedicada al manejo ambiental y gestión de residuos sólidos. Ubicada en el municipio de Namasigüe, departamento de Choluteca, Honduras.

*Comité de Caminos de Los Mangos*, grupo comunitario enfocado en la mejora de infraestructura vial rural. Ubicada en la comunidad de Los Mangos, departamento de Choluteca, Honduras.

*Cooperativa Agropecuaria Regional El Negrito Ltda. – CARNEL*, cooperativa de productores agrícolas y cafetaleros. Ubicada en el municipio de El Negrito, departamento de Yoro, Honduras.

*Cooperativa Cafetalera Belén Limitada – COCABEL*, cooperativa dedicada a la producción de café de altura. Ubicada en el municipio de Belén, departamento de Lempira, Honduras.

*Cooperativa Cafetalera San Marqueña Limitada – COCASAM*, organización enfocada en el desarrollo de caminos rurales. Ubicada en el municipio de San Marcos, departamento de Ocotepeque, Honduras.

*CREL Cupertino Fugón*, grupo comunitario dedicado a la ganadería lechera artesanal. Ubicada en el municipio de Morazán, departamento de Francisco Morazán, Honduras.

*CRAC Santa Lucía Los Mangos*, organización dedicada a la producción y transformación de café. Ubicada en la comunidad de Los Mangos, departamento de Francisco Morazán, Honduras.

*EACP 15 de Septiembre*, empresa asociativa comunitaria centrada en la producción de granos básicos. Ubicada en el municipio de Trujillo, departamento de Colón, Honduras.

*EACP Las Quebradas*, empresa comunitaria dedicada a la producción agrícola diversificada. Ubicada en la comunidad de Brisas del Mar, departamento de Colón, Honduras.

*Empresa Familias Unidas*, empresa agrícola familiar orientada a la agroindustria del café. Ubicada en el municipio de San Isidro, departamento de Intibucá, Honduras.

*Kao Usku – Junta de Agua y Consejo de Tribu*, organización indígena dedicada a la gestión comunitaria del agua, ganadería sostenible y conservación de microcuencas. Ubicada en el municipio de San Esteban, departamento de Olancho, Honduras.

*Laboratorio de Tejidos – Oficina Regional SAG-DICTA*, centro público de innovación agrícola y mejoramiento vegetal. Ubicado en La Esperanza, municipio de Intibucá, departamento de Intibucá, Honduras.

*Productores de Leche El Negrito Yoro – PROLENY*, organización especializada en producción y comercialización de leche bovina. Ubicada en Santa Lucía, municipio de El Negrito, departamento de Yoro, Honduras.

*Red de Mujeres "Nosotras También Podemos"*, red de empoderamiento económico de mujeres emprendedoras en zonas rurales. Ubicada en San Marcos de Colón, departamento de Choluteca, Honduras.

*Sociedad Colectiva Canelas Hernández y Asociados*, organización ganadera dedicada a la producción y comercialización bovina. Ubicada en el municipio de Bonito Oriental, departamento de Colón, Honduras.

## Bibliografía

### Documentos nacionales

Gobierno de la República, 2022, *Boletín Oficial de Homicidios, Suicidios y Muertes por Lesiones de Tránsito en Honduras del 1 de enero al 31 de diciembre 2022*, <https://seguriddatosabiertos.gob.hn/wp-content/uploads/2023/08/Boletin-Oficial-de-Homicidios-suicidios-y-muertes-por-lesiones-de-transito-en-Honduras-2022.pdf>

INE, 2024, *Encuesta Permanente de Hogares de Propósitos Múltiples*, <https://www.ine.gob.hn/EncuestaHogares.html>

\_\_\_\_\_, 2023, *Encuesta Permanente de Hogares de Propósitos Múltiples*, <https://webapps.ilo.org/surveyLib/index.php/catalog/8577/study-description>

\_\_\_\_\_, 2023, *Primera Encuesta Nacional Especializada Sobre la Violencia Contra las Mujeres y de Niñas de 15 Años y Más*, <https://ine.gob.hn/v4/wp-content/uploads/2023/11/InformePrincipalENESVMN.pdf>

\_\_\_\_\_, 2023, *Impacto de la Pandemia por Covid-19 Sobre el Estado de Seguridad Alimentaria y Nutricional en Niños(as) Menores de 5 Años y Mujeres en Edad Reproductiva (15-49 años) en 39 Municipios Seleccionados del País*, <https://ine.gob.hn/v4/wp-content/uploads/2023/07/Analisis-del-impacto-de-la-Pandemia-por-COVID-19-sobre-el-Estado-de-Seguridad-Alimentaria.pdf>

\_\_\_\_\_, 2022 *Encuesta Focalizada en Pobreza Rural, Condiciones socioeconómicas de la población en las aldeas con los índices más altos de pobreza*, <https://ine.gob.hn/v4/2023/07/12/condiciones-socioeconomicas-de-la-poblacion-en-las-aldeas-con-los-indices-mas-altos-de-pobreza-diciembre-2022/>

INE y Organización Internacional para las Migraciones, 2023, *Principales resultados: Encuesta Nacional de Migración y Remesas*, <https://ine.gob.hn/v4/wp-content/uploads/2023/12/Resultados-ENMR-2023-VFFF.pdf>

República de Honduras, 2023, *Programa de Metas y medidas voluntarias para la Neutralidad en la Degradación de Tierras en Honduras, Informe final*, [https://www.unccd.int/sites/default/files/2023-10/Honduras\\_LDN%20TSP%20Final%20Report%20%28Spanish%29.pdf](https://www.unccd.int/sites/default/files/2023-10/Honduras_LDN%20TSP%20Final%20Report%20%28Spanish%29.pdf)

\_\_\_\_\_, 2010, *2010 Visión de País 2010–2038 y Plan de Nación 2010-2022 de Honduras*, <https://observatorioplanificacion.cepal.org/sites/default/files/plan/files/HondurasPlandeNacion20102022.pdf>

SAG, 2023, *Política de Estado del Sector Agroalimentario de Honduras (PESAH)*, <https://pronaders.gob.hn/wp-content/uploads/2024/04/PESAH-2023-2043.pdf>

\_\_\_\_\_, 2023, *Memoria Institucional*, <https://sag.gob.hn/wp-content/uploads/2024/06/MEMORIA-SAG-2023.pdf> .

\_\_\_\_\_, Comité Nacional de Agricultura Familiar, 2017, *Estrategia Nacional de Agricultura Familiar de Honduras (2017-2030)*, <https://faolex.fao.org/docs/pdf/hon178713.pdf>

Plan de Gobierno para Refundar Honduras 2022-2026, [https://observatorioplanificacion.cepal.org/sites/default/files/plan/files/PLAN-DE-GOBIERNO-XIOMARA-CASTRO\\_0.pdf](https://observatorioplanificacion.cepal.org/sites/default/files/plan/files/PLAN-DE-GOBIERNO-XIOMARA-CASTRO_0.pdf)

### Documentos FIDA

FIDA, 2023, Honduras, *INNOVASAN, Informe de diseño Informe principal y anexos*

\_\_\_\_\_, 2022, *Approach for the Performance-based Allocation System and the Borrowed Resource Access Mechanism in IFAD12*, <https://webapps.ifad.org/members/eb/EB/2022-12S/docs/EB-2022-S12-R-2.pdf>

\_\_\_\_\_, 2022, *Nota técnica de país sobre cuestiones de los pueblos indígenas*, República de Honduras,

[https://www.ifad.org/documents/48415603/49761909/honduras\\_ctn.pdf/98667f9c-4fb7-ca2d-8b57-955275b69bf2?t=1726642115344](https://www.ifad.org/documents/48415603/49761909/honduras_ctn.pdf/98667f9c-4fb7-ca2d-8b57-955275b69bf2?t=1726642115344)

\_\_\_\_\_, 2020, *República de Honduras, Programa Sobre Oportunidades Estratégicas Nacionales 2020-2025*, <https://www.ifad.org/es/w/documentos-institucionales/regiones-paises/rep%C3%ABlica-de-honduras-programa-sobre-oportunidades-estrat%C3%A9gicas-nacionales-2020-2025->

\_\_\_\_\_, 2018, *República de Honduras, PROINORTE, Informe principal y apéndices*, <https://www.ifad.org/en/w/projects/2000001489>

\_\_\_\_\_, 2017, *Honduras, COSOP results review, Main report and appendices*

\_\_\_\_\_, 2013, *República de Honduras, PRO-LENCA, Informe final sobre el diseño del Proyecto*, <https://www.ifad.org/en/w/projects/1100001682>

\_\_\_\_\_, 2012, *República de Honduras, Programa Sobre Oportunidades Estratégicas Nacionales basado en los resultados*

\_\_\_\_\_, 2011, *República de Honduras, HDN, Informe de Diseño Final del Proyecto*, <https://www.ifad.org/en/w/projects/1100001595>

\_\_\_\_\_, 2009, *República de Honduras, Emprende Sur, Informe de Diseño de Programa-Formulación*, <https://www.ifad.org/en/w/projects/1100001535>

\_\_\_\_\_, 2007, *República de Honduras, PROMECOM, Informe De Formulación*, <https://www.ifad.org/en/w/projects/1100001407>

### Documentos OIE

FIDA, 2024, *Evaluación subregional sobre la experiencia del FIDA en el Corredor Seco de América Central*, [https://ioe.ifad.org/en/w/sub-regional-evaluation-of-ifad-s-experience-in-the-dry-corridor-of-central-america?p | back\\_url=%2Fen%2Flatest-reports&p | back\\_url\\_title=Latest+reports](https://ioe.ifad.org/en/w/sub-regional-evaluation-of-ifad-s-experience-in-the-dry-corridor-of-central-america?p | back_url=%2Fen%2Flatest-reports&p | back_url_title=Latest+reports)

\_\_\_\_\_, 2022, *Manual de evaluación del FIDA*, <https://ioe.ifad.org/en/w/evaluation-manual-third-edition>

\_\_\_\_\_, 2021, *Revisión de la Política de Evaluación del FIDA. EB 2021/132/R.5/Rev.1, 21 de abril de 2021*. <https://webapps.ifad.org/members/eb/132/docs/spanish/EB-2021-132-R-5-Rev-1.pdf>

\_\_\_\_\_, 2020 *Project Completion Report Validation, Emprende Sur*

\_\_\_\_\_, 2019, *Project Completion Report Validation, PROMECOM*

\_\_\_\_\_, 1996, *Honduras, Evaluación De Cartera de Proyectos, Informe Principal y Anexos*

### Otras fuentes

Banco Mundial, 2023, *Honduras Estudio de Pobreza, Una Senda Hacia la Reducción de la Pobreza y el Crecimiento Inclusivo*, <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099041123095011464/pdf/P177381033c9dc06f0b1830f4a7b5788402.pdf>

\_\_\_\_\_, 2023, *Informe Sobre Clima y Desarrollo de Honduras*, <https://openknowledge.worldbank.org/server/api/core/bitstreams/91160c76-1202-47db-b32f-02f90902f1d2/content>

\_\_\_\_\_, 2022, *Marco de Alianza con el País para la República de Honduras*, <https://documentos.bancomundial.org/es/publication/documents-reports/documentdetail/099831306172421057/idu135cc88aa1a4b714bc719aac184ed873627e6>

BCIE, 2022, *Estrategia de País, Honduras, 2022-2026*,  
[https://www.bcie.org/fileadmin/user\\_upload/Estrategia\\_de\\_Pais\\_2022\\_2026\\_Honduras.pdf](https://www.bcie.org/fileadmin/user_upload/Estrategia_de_Pais_2022_2026_Honduras.pdf)

BID, 2021, *Oportunidades de Mayor Desarrollo Para Todos en Post Pandemia*,  
<https://publications.iadb.org/es/bideconomics-honduras-oportunidades-de-mayor-desarrollo-para-todos-en-post-pandemia>

\_\_\_\_\_, 2019, *Análisis de Políticas Agropecuarias en Honduras*,  
[https://publications.iadb.org/es/publications/spanish/viewer/An%C3%A1lisis\\_de\\_pol%C3%ADticas\\_agropecuarias\\_en\\_Honduras.pdf](https://publications.iadb.org/es/publications/spanish/viewer/An%C3%A1lisis_de_pol%C3%ADticas_agropecuarias_en_Honduras.pdf)

BID, CEPAL, 2021 *Evaluación de los efectos e impactos de la tormenta tropical Eta y el huracán Iota en Honduras*,  
<https://repositorio.cepal.org/server/api/core/bitstreams/91034cc8-b36b-4dd0-aeda-ddf90e655d15/content>

BM, 2023. *Honduras - Caminos Hacia la Construcción de una Sociedad Resiliente : Actualización Sistemática de Diagnóstico de País*,  
<https://documentos.bancomundial.org/es/publication/documents-reports/documentdetail/099614207262356822/idu0cf78e9d20ff8f04ac7085c607ad86b895417>

\_\_\_\_\_, 2020. *Ella me ayuda todo el tiempo: subestimando la participación económica de las mujeres en las zonas rurales de Honduras*,  
<https://openknowledge.worldbank.org/entities/publication/624a33e0-6daf-51da-9a48-fb127532442d>

CEPAL, 2023, *Estimación de la Economía Informal en Honduras*,  
[https://www.cepal.org/sites/default/files/presentations/estimacion-economia-informal-honduras\\_banco-central-oct2023.pdf](https://www.cepal.org/sites/default/files/presentations/estimacion-economia-informal-honduras_banco-central-oct2023.pdf)

CIAT, Escuela Agrícola Panamericana Zamorano, USAID, 2016, *Aumentando la Resiliencia Climática en el Occidente de Honduras: Explorando Fuentes de Agua para Pequeños Productores Rurales*, <https://cgspace.cgiar.org/items/bf522a47-d0a1-47fb-bdd2-c2a6d63b93d8>

FAO, 2023, *Caracterización de la agricultura familiar en Honduras*,  
<https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/23cf8b8d-e9d3-4c62-a459-47ef29139533/content>

FAO, *Inclusión financiera en los territorios rurales*,  
<https://openknowledge.fao.org/server/api/core/bitstreams/a4263fa9-821e-40fc-91e6-c613e7c7f0ad/content>

Ministerio de Economía, Comercio y Empresa, Oficina Económica y Comercial de España en Tegucigalpa, 2019, *Honduras, Informe Económico y Comercial*,  
[https://www.mapa.gob.es/es/ministerio/ministerio-externo/america-central-caribe/2019dichondurasinformeofecom\\_tcm30-84949.pdf](https://www.mapa.gob.es/es/ministerio/ministerio-externo/america-central-caribe/2019dichondurasinformeofecom_tcm30-84949.pdf)

Navegador Indígena, Centro Hondureño de Promoción para el Desarrollo Comunitario, 2024, *Informe Sobre la Implementación del Navegador Indígena en Honduras*,  
<https://indigenousnavigator.org/files/media/document/FINAL-Informe-CUMPLIMIENTO-DDHH-PUEBLOS-INDIGENAS-EN-HONDURAS.pdf>

Oficina Regional del Alto Comisionado de Naciones Unidas para los Derechos Humanos, Oficina Regional para América Central, 2012, *Diagnóstico sobre la situación de los derechos humanos de los pueblos indígenas en América Central*,  
<https://cejamericas.org/wp-content/uploads/2020/09/133indigenashonduras.pdf>

PNUD, 2022 *Informe de Desarrollo Humano, Honduras*,  
<https://www.undp.org/es/honduras/publicaciones/informe-de-desarrollo-humano-de-honduras-2022>

USAID, 2024, Feed the Future, Advancing Nutrition Honduras, Final Report, 2022-2024, [https://www.advancingnutrition.org/sites/default/files/2024-02/usaaid-an-honduras\\_final\\_country\\_report.pdf?utm\\_source=chatgpt.com](https://www.advancingnutrition.org/sites/default/files/2024-02/usaaid-an-honduras_final_country_report.pdf?utm_source=chatgpt.com)

\_\_\_\_\_, 2021, *Diagnóstico de Crecimiento Inclusivo en Honduras*, <https://iies.unah.edu.hn/assets/Uploads/Diagnostico-de-Crecimiento-Inclusivo-HN.pdf>

### Sitios Web consultados

Adaptation Fund, <https://www.adaptation-fund.org/projects-programmes/>

Agencia Española de Cooperación Internacional para el Desarrollo, <https://www.aecid.es>

Banco Mundial, Indicadores de Desarrollo Mundial, <http://databank.bancomundial.org/data/home.aspx>

Banco Mundial, El Banco Mundial en Honduras, <https://www.bancomundial.org/es/country/honduras/overview>

Banco Mundial, UNICEF, Joint Child Malnutrition Estimates Database, <https://data.unicef.org/resources/unicef-who-world-bank-joint-child-malnutrition-estimates-2023-edition-interactive-dashboard-2/>

Banco Mundial, <https://projects.worldbank.org/en/projects-operations/project-detail/P176724>

BCIE, <https://www.bcie.org>

BID, <https://www.iadb.org/es/project-search>

FAO, <https://www.fao.org/honduras/programas-y-proyectos/en/>

Fondo OPEP, <https://opecfund.org/operations>

FMAM, <https://www.thegef.org/projects-operations/database>

Fondo Verde para el Clima, : <https://www.greenclimate.fund/countries/honduras>

Germanwatch, Global Climate Risk Index, [https://www.germanwatch.org/sites/default/files/Global Climate Risk Index 2019 2.pdf](https://www.germanwatch.org/sites/default/files/Global%20Climate%20Risk%20Index%202019%202.pdf)

Gobierno de Canada, <https://w05.international.gc.ca/projectbrowser-banqueprojets/>

Gobierno de la República de Honduras, Presupuestos de la República, <https://hondurasinversiones.gob.hn/PresupuestoGeneral#Distribucion>

INE, Censo de Población y Vivienda, <https://ine.gob.hn/v4/censo-de-poblacion-y-vivienda/>

INE, Características y Tendencias del Trabajo Juvenil en Honduras: 2005-2023, <https://ine.gob.hn/v4/2023/12/12/caracteristicas-y-tendencias-del-trabajo-juvenil-en-honduras-2005-2023/>

INE, Cobertura forestal 2017-2021, <https://ine.gob.hn/v4/2022/08/30/cobertura-forestal-2017-2021/>

INE, Cifras del mercado laboral 2021 – 2022, <https://ine.gob.hn/v4/2023/04/11/cifras-del-mercado-laboral-2021-2022/#:~:text=en%20el%202022-,Fuente%3A%20INE%2C%20EPHPM%20Octubre%202021%2D%20Septiembre%202022,personas%20ocupadas%20en%20este%20sector.>

OCDE, Creditor Reporting System, Official Development Assistance, [https://data-explorer.oecd.org/vis?df\[ds\]=DisseminateFinalBoost&df\[id\]=DSD\\_CRS%40DF\\_CRS&df\[aq\]=OECD.DCD.FSD&dq=DAC..1000.100.T.T.D.Q.T.&lom=LASTNPERIODS&lo=5&to\[TIME\\_PERIOD\]=false](https://data-explorer.oecd.org/vis?df[ds]=DisseminateFinalBoost&df[id]=DSD_CRS%40DF_CRS&df[aq]=OECD.DCD.FSD&dq=DAC..1000.100.T.T.D.Q.T.&lom=LASTNPERIODS&lo=5&to[TIME_PERIOD]=false)

PMA, <https://www.wfp.org/operations>

PNUD, Human Development Reports, <https://hdr.undp.org/data-center/human-development-index#/indicies/HDI>

PNUD, <https://open.undp.org/projects>.

Secretaria de Derechos Humanos, Población Indígena y Afro-hondureña, <https://odh.sedh.gob.hn/category/view/404/poblacion-indigena-y-afrohondurena> ù

UNODC, <https://dataunodc.un.org/dp-intentional-homicide-victims-est>

Transparency International, <https://www.transparency.org/en/countries/honduras>

Unión Europea, [https://international-partnerships.ec.europa.eu/countries/honduras\\_en](https://international-partnerships.ec.europa.eu/countries/honduras_en)

Unión Europea, [https://www.eeas.europa.eu/delegations/honduras\\_en?s=188](https://www.eeas.europa.eu/delegations/honduras_en?s=188)

US Government, <https://www.foreignassistance.gov/cd/hondura>